

UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES

IGEAT

Institut de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire

\*\*\*

Diplôme d'Etudes Spécialisées en Gestion de l'Environnement

Méthodes et stratégies utilisées pour la réalisation du SEQFA  
(South-East Queensland Forest Agreement)

Travail de fin d'études présenté par

Edith Godefroid

En vue de l'obtention du grade académique de  
Diplômée d'Etudes Spécialisées en Gestion de l'Environnement

Année Académique : 2002-2003

Directeur : Professeur M-F GODART

## RESUME

La région du Sud-Est de Queensland connaît un accroissement de population important et depuis l'arrivée des Européens vers 1750, la déforestation est en pleine expansion. En effet pour nourrir cette population, les terres arables ont augmenté et les lieux de résidence s'étendent.

Depuis quelques décennies, les impacts ont pris une ampleur telle que le problème ne pouvait plus être ignoré. L'Australie dispose d'un sol très salé et les problèmes de salinisation connu dans l'ouest de l'Australie menacent la région du Sud-Est de Queensland. Les forêts de la région abritent une grande biodiversité et beaucoup d'espèces sont endémiques à Queensland. Depuis le siècle dernier, la disparition de certaines espèces et la menace d'extinction de beaucoup d'autres deviennent chose courante.

Face aux problèmes de déforestation généralisé en Australie, une action du gouvernement se faisait sentir. En 1992, les Gouvernements du Commonwealth, des Etats et Territoires ont donc développé le « National Forest Policy Statement ». C'était un plan pour la gestion future des forêts australiennes, et plus particulièrement pour la gestion des forêts natives. Le « National Forest Policy Statement » avait l'intention de développer une industrie forestière compétitive sur la scène internationale et écologiquement durable. De celui-ci, le projet des RFAs (« Regional Forest Agreement ») émergea, projet entre les différents Etats du pays et le Gouvernement australien.

Le but du RFA était de déterminer l'utilisation des forêts natives dans des régions spécifiques sur base d'une évaluation complète de la région. Il était également question d'établir un système de réserves complet, représentatif et adéquat dans un but de conservation et de déterminer quelles forêts seraient utilisées pour l'industrie du bois et quelles forêts seraient conservées pour leurs valeurs environnementales.

En 1997, le Gouvernement du Commonwealth et le Gouvernement de Queensland signèrent un premier accord afin d'établir un RFA dans la région du Sud-Est de Queensland. La procédure de réalisation fut donc entamée ; elle consiste principalement par une évaluation complète de la région, de ses valeurs forestières et des différents groupes sociaux concernés.

Cependant, en 1999, lors du processus de finalisation du RFA, les relations s'envenimèrent entre les deux gouvernements et un accord commun ne put être atteint.

Le gouvernement de Queensland élaborera donc un RFA sans le soutien du Gouvernement fédéral, mais avec les groupes de conservation et le représentant de l'industrie du bois. Pour la première fois, en Queensland, les groupes de conservation et l'industrie du bois trouvèrent un compromis. En septembre 1999, le SEQFA (South-East Queensland Forest Agreement) fut signé.

Suite à la signature du SEQFA, 425.000 hectares de forêts natives furent mises sous réserves. Le reste des forêts natives de l'Etat connaîtra le même sort une fois la période de transition de 25 ans terminée. En effet, cet accord est basé sur une période de transition durant laquelle des plantations seront établies pour remplacer les ressources de bois dur provenant des forêts natives de l'Etat.

5.000 hectares de bois dur furent donc plantés dans la région du Sud-Est de Queensland. Il a donc fallu trouver des terres appropriées pour ces plantations. Ce qui s'est fait principalement par la promotion, accompagnée d'aides dans le développement de la sylviculture sur les terres privées.

La période de transition devrait permettre à l'industrie du bois de se restructurer afin d'utiliser du bois de plantations au lieu des arbres de forêts natives. Des aides financières et des programmes de formation pour les employés dans l'industrie du bois furent développés.

Il reste encore beaucoup de points en suspens et le processus du SEQFA n'est pas terminé. Une des tâches les plus importantes est la détermination du statut futur des réserves forestières.

## REMERCIEMENTS

Mes remerciements s'adressent à toutes les personnes qui m'ont permis de mener à bien ce travail, que ce soit au niveau de leurs conseils ou de leurs informations.

Tout d'abord, je tiens à remercier le Professeur Godart pour avoir accepté d'être la promotrice de mon TFE, ainsi que pour ses conseils judicieux et son soutien bienveillant dans la réalisation de ce travail.

Je témoigne ma plus vive reconnaissance aux personnes suivantes qui furent prêtes à répondre à mes questions, à me donner des conseils et suggestions, ainsi que pour leur disponibilité et le temps qu'il m'ont consacré tout au long de la réalisation de ce travail ; Keith Scott, de l'Australian Rainforest Conservation Society, Malcolm Taylor du Timber Task Force, Niel Halpin du Département de l'Industrie Primaire, James Dickens du Timber Task Force, Les Williams de la scierie Dale & Meyers, Jim Burgess du Queensland Timber Board, Olivia Gourley du EPA, Ben McMullen et David Thomas du Noosa council, Duncan Mc Martin du Queensland beekeeper association, Yasmin McNally du Queensland Conservation Council, Glenn Bailey du Queensland Forestry Research Institute, Mara Herba de l'Agriculture, Fisheries and Forestry of Australia (AFFA), Ian Heath, Project Officer, Queensland Outdoor Recreation Federation et ma mère pour ses petits conseils pratiques.

## **TABLE DES MATIERES**

|                                                            |           |
|------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Résumé</b>                                              | <b>2</b>  |
| <b>Liste des abréviations</b>                              | <b>6</b>  |
| <b>Introduction</b>                                        | <b>7</b>  |
| <b>Chapitre 1 : Les caractéristiques de la région</b>      | <b>8</b>  |
| 1. GENERALITES                                             | 9         |
| 2. LES FORETS                                              | 13        |
| <b>Chapitre 2 : Les causes de la déforestation</b>         | <b>19</b> |
| 1.LES CAUSES ANTHROPIQUES                                  | 20        |
| 2. LES CATASTROPHES NATURELLES                             | 26        |
| <b>Chapitre 3 : Les conséquences de la déforestation</b>   | <b>27</b> |
| 1. GENERALITES                                             | 28        |
| 2.LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX                             | 28        |
| 3. LES AUTRES IMPACTS                                      | 38        |
| 4. CONCLUSION                                              | 39        |
| <b>Chapitre 4 : définition et contexte du RFA</b>          | <b>40</b> |
| 1. DEFINITION D'UN RFA                                     | 41        |
| 2. ORIGINE                                                 | 41        |
| 3. OBJECTIFS DU RFA                                        | 42        |
| 4. LE SYSTEME DE CONSERVATION DES FORETS AUSTRALIENNES     | 43        |
| 5. LA SITUATION DES RESERVES DANS LE SUD-EST DE QUEENSLAND | 47        |
| 6.LES ACCORDS EN RELATION AVEC LES RFAs                    | 49        |
| 7. LES ENGAGEMENTS DES GOUVERNEMENTS PAR RAPPORT AU RFA    | 57        |
| <b>Chapitre 5 : La réalisation du SEQFA</b>                | <b>59</b> |
| 1. HISTORIQUE                                              | 60        |
| 2. LE CHOIX DE LA REGION                                   | 60        |
| 3. LES PREMIERS ACCORDS                                    | 61        |
| 4. L'EVALUATION COMPLETE DE LA REGION (CRA)                | 62        |
| 5.LES DIFFERENTS SCENARIOS                                 | 77        |
| 6. LE RAPPORT D'INSTRUCTION                                | 88        |
| 7. LES CRAINTES FACE AU RFA                                | 90        |
| 8. L'ACCORD ENTRE LES PARTIES CONCERNEES                   | 91        |
| 9. LE DESACCORD DU GOUVERNEMENT AUSTRALIEN                 | 93        |
| 10. LA SIGNATURE DU SEQFA                                  | 95        |

|                                                           |                |
|-----------------------------------------------------------|----------------|
| <b>Chapitre 6, le SEQFA</b>                               | <b>96</b>      |
| 1.INTRODUCTION                                            | 97             |
| 2. LES SIGNATAIRES                                        | 98             |
| 3. LES OBJECTIFS DU SEQFA                                 | 100            |
| 4. L'ACCORD                                               | 100            |
| 5. LE CONTEXTE                                            | 100            |
| 6. LES AMENDEMENTS                                        | 102            |
| <br><b>Chapitre 7 : La mise en œuvre du SEQFA</b>         | <br><b>104</b> |
| 1. LE FINANCEMENT                                         | 105            |
| 2. CHANGEMENTS DANS LES RESERVES DU SUD-EST DE QUEENSLAND | 107            |
| 3. LES PLANTATIONS                                        | 110            |
| 4. L'INDUSTRIE DU BOIS                                    | 119            |
| 5. LA RECHERCHE ET LE DEVELOPPEMENT                       | 126            |
| 6. CHANGEMENTS DANS LES AUTRES INDUSTRIES FORESTIERES     | 127            |
| 7. LA PARTICULARITE DE LA REGION DE NOOSA                 | 130            |
| 8. LA SITUATION DES ABORIGENES                            | 131            |
| 9. AUTRES INSTRUMENTS EN RELATION AVEC LE SEQFA           | 131            |
| 10. LES POINTS EN SUSPENS                                 | 136            |
| <br><b>Conclusion</b>                                     | <br><b>137</b> |
| <br><b>Sources</b>                                        | <br><b>143</b> |
| <br><b>Annexes</b>                                        | <br><b>150</b> |

## **Liste des abréviations**

ABARE : Australian Bureau of Agriculture and Ressources Economics  
ANZECC : Australian and New Zeeland Environment Conservation Council  
ARCS : Australian Rainforest Conservation Society  
CAR : Comprehensive, Adequate, Representative  
CRA : Comprehansive Regional Assessment  
CSIRO : Commonwealth Scientific & Industrial Organization  
DNR : Department of Natural Resources  
DPI : Department of Primary Industry  
ESFM : Ecological Sustainable Forest Management  
ISO : International Standards Organisation  
JANIS : Joint ANZECC/MCFFA National Forest Policy Implementation Agreement Sub Committee  
MCFFA : Ministerial Council on Forestry Fisheries and Aquaculture  
NAFI : National Association of Forest Industries (Australia)  
NFI : National Forest Inventory  
NFPS : National Forest Policy Statement  
QPWS : Queensland Parks and Wildlife Service  
RFA : Regional Forest Agreement  
SEQ : South East Queensland  
SEQFA : South East Queensland Forest Agreement

## INTRODUCTION

Ce travail présente la réalisation et la mise en œuvre du SEQFA (South-East Queensland Forest Agreement), projet qui a permis de conserver 425.000 hectares de forêts natives et protégera l'entièreté des forêts natives de l'Etat en 2024.

Le premier chapitre présente les caractéristiques de la région du Sud-Est de Queensland d'un point de vue général et au niveau des forêts. Ce qui permet d'établir la situation dans laquelle le SEQFA s'est développé.

Les deux chapitres suivants rappellent les causes et les conséquences de la déforestation et donc les raisons pour lesquelles le SEQFA fut développé.

Le quatrième chapitre définit ce qu'est un RFA( Regional Forest Agreement) dans le contexte national et le contexte dans lequel le SEQFA s'est développé, les premiers processus du SEQFA ayant démarré comme un RFA traditionnel australien.

Le chapitre cinq explique le processus de la réalisation du SEQFA, tout d'abord avec le gouvernement fédéral, puis les raisons du désaccord entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de Queensland.

Le chapitre six présente l'accord du SEQFA et le chapitre sept, montre la mise en œuvre ainsi que les conséquences directes jusqu'à aujourd'hui du SEQFA. Il précise également les interactions avec d'autres projets qui soutiennent les mêmes valeurs.

## Chapître 1 : Les caractéristiques de la région



## 1. GENERALITES

### 1.1. La région du Sud-Est de Queensland

La région du Sud-Est de Queensland couvre une surface de 6,1 millions d'hectares dont la moitié est couverte de forêts. La zone faisant partie du SEQFA (South-East Queensland Forest Agreement) est limitée au sud par la frontière avec l'Etat de New South Wales, au nord par Gladstone, à l'ouest par Toowoomba et comprend également le « Blackdown Tableland », partie non attenante mais incluse dans la région en fonction d'arrangements pour l'approvisionnement de bois et des similitudes de la forêt. (Annexe 1) A peu près 4,3 millions d'hectares sont privés et 1,8 millions d'hectares appartiennent au gouvernement. C'est la région de Queensland la plus productrice de bois. Cette région se répartit en différentes utilisations, les zones urbaines, rurales et agraires, en parcs nationaux et en forêts nationales. Une partie des zones comprenant la végétation originelle (environ 55 %) a été défrichée pour le développement urbain et l'agriculture. (Queensland Government – 1999,A p22)

La région a une industrie forestière développée incluant les mines, la coupe de bois et la transformation du bois, les pâtures, l'apiculture et le tourisme. C'est la partie la plus importante pour la production du bois possédant 90 % des plantations de l'Etat.

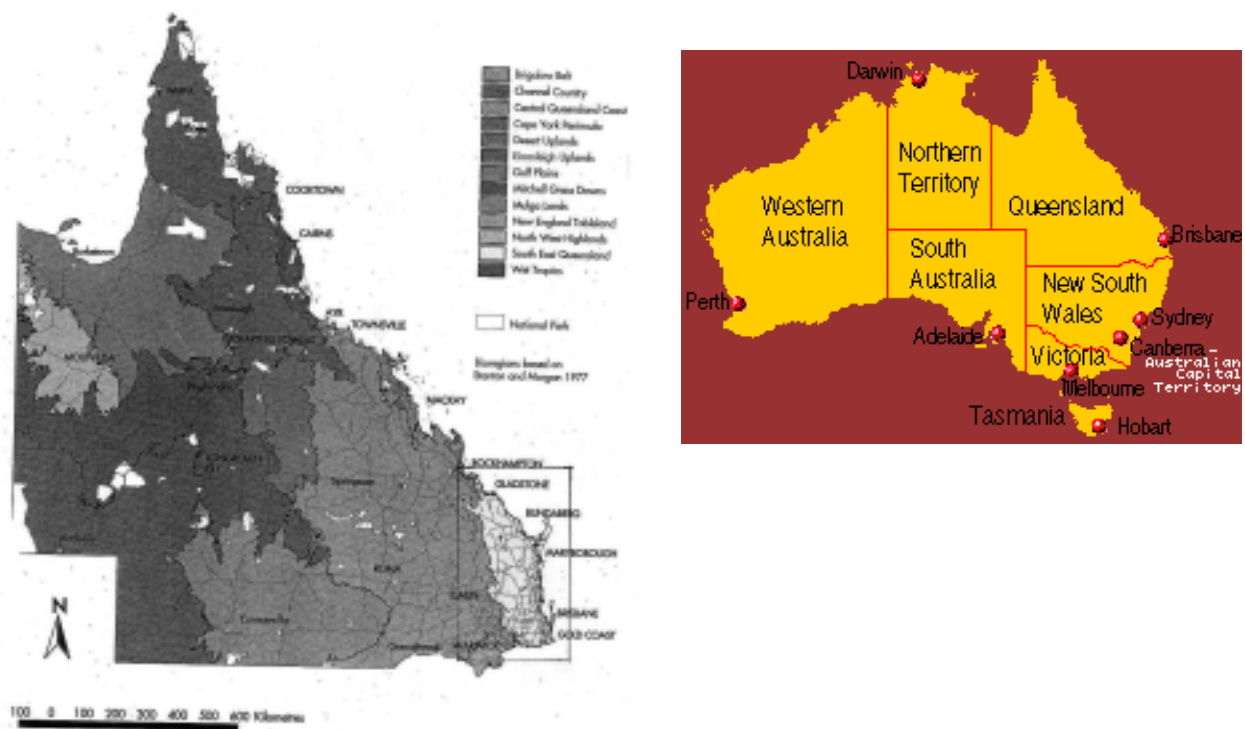


Figure 1 : Les biorégions dans l'Etat de Queensland (Queensland Government, the state of Queensland, Wildlife service – 2000, p 15)

L'Etat de Queensland est divisé en 13 biorégions (fig.1). Les biorégions ont été créées en Australie pour procurer un cadre de travail dans les plans de conservation de la nature. Les biorégions sont définies tout d'abord selon leurs caractéristiques écologiques, ensuite selon les intérêts des collectivités (industrie, Gouvernement local, groupes de citoyens). Les frontières des différents biotopes furent donc déterminées et cartographiées. L'étape suivante consiste à identifier les zones où la biodiversité est la plus menacée et les meilleurs moyens pour combattre cette menace.

Certains éléments clés ont aidé à définir les modes de fonctionnement des biorégions :

- Des études scientifiques pour déterminer les frontières appropriées et cartographier la diversité biologique.
- La participation des communautés locales (gouvernements locaux, industrie, groupes de conservation, écoles, associations,...) au niveau de la conservation de la biodiversité.
- La coordination des actions gouvernementales pour assurer le développement d'objectifs communs pour la conservation de la diversité biologique à un niveau régional. Dans chaque biorégion, des biorégions secondaires seront établies de façon à ce que les gouvernements et communautés locales puissent mettre en place des mesures de conservation.
- Une gestion durable est nécessaire pour une conservation efficace.
- Le principe de flexibilité et d'adaptabilité est un point important de la planification des biorégions.
- L'institution de priorités.
- L'établissement d'indicateurs de performance. (Lambert, J.A., Elix, J.K., Chenowith, A. & Cole, S – 1996, p69)

## **1.2. Le climat**

Le climat du Sud-Est de Queensland est un climat subtropical humide avec des hivers doux et des étés chauds. Les mois de décembre et de janvier sont les plus chauds. La plupart des précipitations tombent en été, résultat de tempêtes associées à des zones de basse pression situées au Nord de l'Australie et qui s'étendent vers le sud. Les pluies hivernales sont associées aux fronts froids provenant des dépressions du sud. Les vents dominants viennent de l'ouest ou sud-ouest en hiver. Les mois les plus froids sont les mois de juin et juillet où la température peut descendre en dessous de + 10°C. Il y a moins de nuage en hiver qu'en été. Il existe un risque de gelée, limité aux régions côtières.

Les deux figures ci-dessous montrent les précipitations annuelles et les températures minimales moyennes au mois de juin de l'Etat de Queensland. (Fig. 2 et 3)

Queensland Rainfall (mm) 1 July 2002 to 30 June 2003  
Product of the National Climate Centre

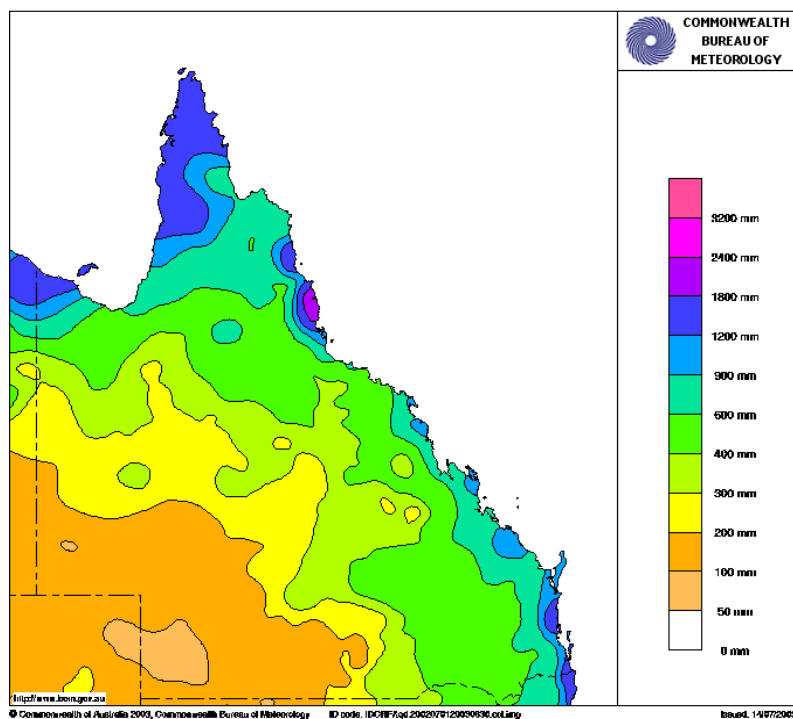


Figure 2 : Précipitations annuelles de l'Etat de Queensland (année 2002-2003)  
(<http://www.bom.gov.au/cgi-bin/climate/rainmaps.cgi?page=map&variable=totals&period=12month&area=qld>)

Mean Minimum Temperature (°C) June 2003  
Product of the National Climate Centre

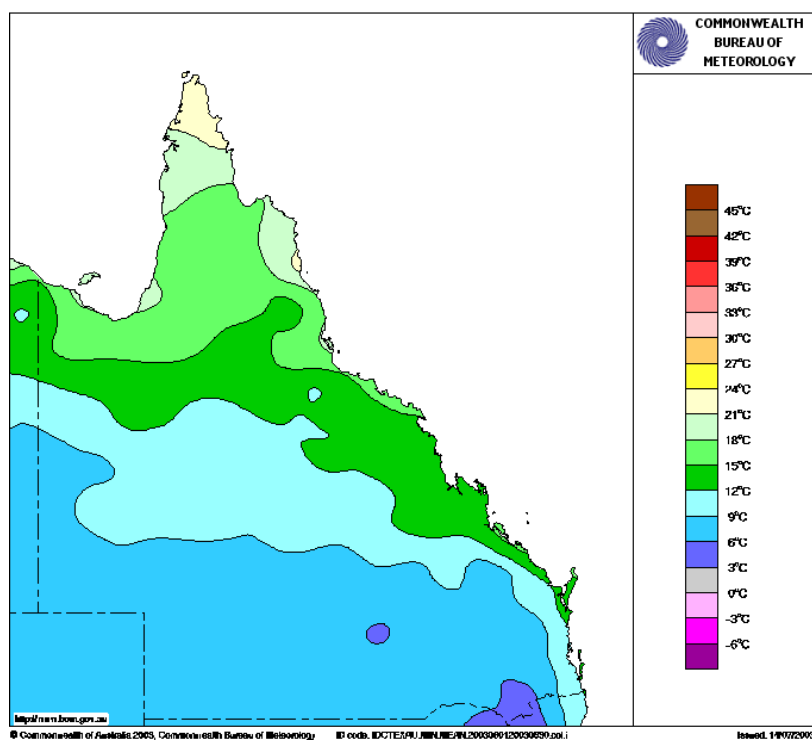


Figure 3 : Température minimale moyenne de juin en Queensland.  
(<http://www.bom.gov.au/cgi-bin/climate/tempmaps.cgi?page=map&variable=tminav&period=month&area=qld>)

### **1.3. La population**

Cette région est une des plus peuplées de l'Etat de Queensland. En 2000, la population était de 2,4 millions concentrés principalement à Brisbane et dans la métropole, à la Gold Coast et Sunshine Coast. Par contre dans l'ouest de la région, la population diminue. La région connaît un taux de croissance démographique annuel de 2,9 %. (Moreton Bay Waterways and catchment Partnership – 2001, p.8)

Selon les estimations, elle devrait atteindre trois millions en 2011. (fig.4) Cette augmentation de population importante ne favorise pas la gestion des ressources naturelles de la région. Il y a déjà une compétition naissante entre les communautés rurales et urbaines concernant les ressources aquatiques et agraires.

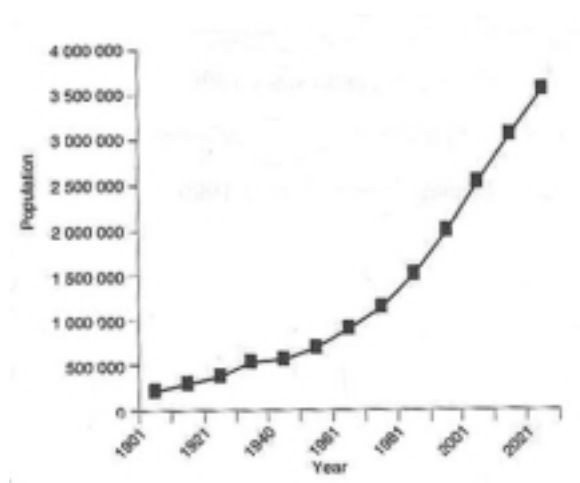


Figure 4 : Croissance de la population dans le Sud-Est de Queensland depuis 1900 et estimation future. (Moreton Bay Waterways and catchment Partnership – 2001, p 11)

### **1.4. L'économie**

L'économie de la région est basée sur une grande diversité d'industries agraires, d'industries de transformation, d'industries commerciales et sur le tourisme. Les activités agraires dominantes sont une horticulture intensive (fruits, légumes, pépinières et fleurs), la culture de la canne à sucre, des céréales, des arachides, des oléagineuses, la sylviculture, l'élevage de porcs et de bovins, ainsi que la transformation des produits laitiers. La région dispose également de grandes forêts natives et plantées, ainsi qu'une industrie de pêche maritime et fluviale. Le tourisme est une industrie qui prend de plus en plus d'ampleur.

### **1.5. La situation des aborigènes**

La gestion des terres doit respecter les coutumes aborigènes, leurs droits, leur culture et leurs traditions spirituelles, et protéger certains endroits de valeurs particulières. Les groupes indigènes de la région du Sud-Est de Queensland a exprimé son intérêt d'avoir sa part de décision dans le processus d'élaboration du SEQFA. Les indigènes veulent une consultation lors de la prise de décision en respect de leurs droits, et la participation dans la gestion des

forêts et dans le développement économique. Les décisions devront donc être prises en accord avec le « Native Title Act 1993 ».

### **1.6. La fédération d'Australie**

L'Australie est une fédération (Commonwealth) de six Etats (Nouvelle-Galles du Sud, Queensland, Tasmanie, Australie de l'Ouest, Australie du Sud et Victoria) et de deux Territoires (Territoires de la capitale australienne et Territoire du Nord).

Les pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires sont divisés entre l'administration fédérale (basée à Canberra) et les administrations des Etats et Territoires. La fédération assume seule les responsabilités de secteurs spécifiques tels que la Défense et les Affaires étrangères. Les gouvernements des six Etats et des deux Territoires sont responsable de domaines comme l'enseignement, la santé, l'application de la loi, les transports et la gestion des terres à l'intérieur de leurs frontières. Chacun des six Etats a son propre parlement. Les territoires ont des assemblées législatives.

Le Commonwealth d'Australie est un Etat indépendant, membre du Commonwealth des Nations. Bien que l'Australie soit une nation indépendante, son chef de l'Etat est la reine Elizabeth II de Grande-Bretagne, laquelle est également Reine d'Australie. Le gouvernement du Commonwealth se réfère donc au gouvernement fédéral australien.

La Reine, sur avis du Premier ministre australien, désigne le Gouverneur-Général d'Australie qui dispose de larges pouvoirs, mais qui, par convention, n'agit que sur avis des ministres australiens sur pratiquement tous les sujets. Le régime australien suit de près le modèle britannique de gouvernement de cabinet responsable devant un Parlement élu.

## **2. LES FORETS**

### **2.1. L'histoire des forêts dans le Sud-Est de Queensland**

L'impact des Européens sur les forêts natives a commencé avec leur installation à Brisbane en 1820. Des scieries de base se sont implantées pour fournir du bois pour la construction des habitations et des clôtures, les surplus étant exportés au sud. En 1853, le bois était exporté vers Sydney. L'industrie du bois était basée sur le Cèdre, qui devenait rare et sur les conifères indigènes.

Vers 1870, on pouvait déjà constater que l'utilisation non contrôlée du bois en Queensland causait de sérieux problèmes d'approvisionnement. Le Département de l'aménagement du territoire et l'industrie du bois ont commencé à s'inquiéter du défrichement des forêts contenant du bois de valeur. En 1906, la protection des forêts de l'Etat et des parcs nationaux fut établie. En 1911, à peu près 1,5 million d'hectares était classé réserves officielles en Queensland et on essayait de déterminer une quantité maximale de forêts à couper dans les forêts publiques. (Queensland Government – 1999 (A), p 19)

A la fin de la Première Guerre Mondiale, la quantité disponible de bois natifs avait énormément diminué, les forêts productives étant défrichées et beaucoup d'autres détruites par des incendies. Les arbres de grande valeur marchande se retrouvaient donc en minorité. Le Département de la forêt a élaboré des régimes pour améliorer la situation, telle que la régénération des forêts brûlées et l'établissement de nouvelles plantations. Si le taux de défrichement de 1924 n'avait été modifié, il aurait fallu moins d'une quinzaine d'années pour que toutes les ressources des forêts de Hoop, Bunya et Kauri soient utilisées. Le besoin d'une licence introduite en 1936 a aidé à rationaliser le déboisement. (Department of Natural Resources, Queensland Government – 1998 (C), p7)

Les années 1960 ont connu énormément de changements dans l'avenir des forêts.

L'apparition de la conscience environnementale en Australie a poussé le secteur des forêts à une protection environnementale plus sérieuse. En 1976, la législation pour l'utilisation multiple des forêts a permis de combiner l'utilisation des ressources forestières avec les loisirs et les activités forestières.

## **2.2. Les caractéristiques de la forêt**

Les forêts couvrent 44% de la région, plantations comprises. La surface forestière couvre entre 2,71 millions et 3,03 millions d'hectares. Avant la signature du SEQFA, il y avait à peu près 689.000 hectares de forêts natives dans les forêts de l'Etat, 358.000 hectares dans les parcs nationaux et 1.191.000 hectares sur les terres privées. Les forêts natives étaient les forêts endémiques à la région et qui n'ont pas été plantées par l'homme. Elles peuvent avoir été défrichées. Pour les plantations, il y avait plus ou moins 159.440 hectares dans les forêts de l'Etat (principalement des résineux exotiques et des *Araucaria cunninghamii*) et 15.770 hectares sur des terres privées. (Queensland Government – 1999 (B), p 11)

La région du Sud-Est de Queensland est une zone de grande diversité biologique et physique. Sa géomorphologie va des vallées alluviales et côtes sableuses aux montagnes volcaniques, chaque partie comportant différents types de forêts. Le type le plus commun de forêts humides en SEQ est la forêt subtropicale humide. D'autres types, comme les forêts du littoral, les forêts humides tempérées chaudes ou froides et les forêts humides subtropicales sèches sont également présentes en SEQ. Les forêts sont classifiées selon la taille de leurs feuilles, *il existe 5 classes* :

- les *nanophiles* (feuilles de moins de 2,5 cm de long),
- les *microphiles* (feuilles de taille entre 2,5 et 7,5 cm de long),
- les *notophiles* (entre 7,5 et 12,5 cm de long),
- les *mésophiles* (entre 12,5 et 25 cm de long)
- les *macrophiles* (tailles supérieures à 25 cm de long). (Kooyman, R. M. – 1996, p 6)

Les forêts subtropicales humides sont caractérisées par une grande diversité d'espèces d'arbres, des arbres de tailles différentes avec des formes de feuilles variées dont différentes sortes de palmiers, des figuiers étrangleurs à troncs nus, de grandes fougères, de larges vignes

et des épiphytes. (fig.5) Elles se développent généralement dans des environnements avec un sol fertile et des précipitations abondantes.

Les forêts d'eucalyptus sèches et humides couvrent cependant la majorité de la région forestière.

Le Sud-Est de Queensland et le Nord de la Nouvelle Gales du Sud (région attenante) sont les régions d'Australie les plus riches en oiseaux, batraciens et eucalyptus.

La partie la plus productive de la région est limitée à une bande étroite en bordure de la côte, à l'est du « Great Dividing Range », où les précipitations et les conditions climatiques sont favorables. 90 % des plantations sylvicoles du DPI (Département de l'Industrie Primaire) se trouvent dans cette région.

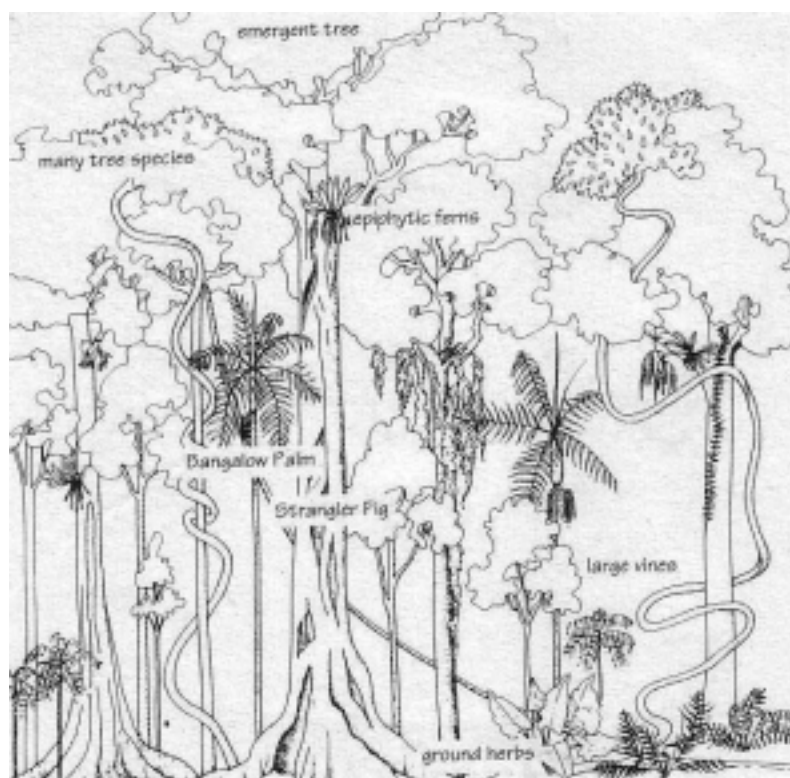


Figure 5 : Caractéristiques d'une forêt humide subtropicale (Cameron Smith, B. – 1991, p 11)

### **2.3. Les catégories de forêt**

Les différentes forêts sont ici classées selon deux critères. Premièrement selon leur appartenance :

- Forêt de l'Etat de Queensland: forêt publique à usages multiples et réservée principalement à la production de bois. Ces forêts répondent au « Forestry Act 1959 » et sont gérées par le Département de l'Industrie Primaire.
- Réserves de conservation : forêts publiques réservées pour la conservation et/ou les loisirs. Ces forêts répondent au « Nature Conservation Act 1992 » et sont gérées par l'Agence de la Protection de l'Environnement.
- Forêts privées.

Une deuxième classification a été établie en fonction de l'importance que l'on veut apporter à leur conservation. En effet, toutes les forêts n'abritent pas des valeurs de mêmes importances. Cette classification tient également compte des utilisations attendues de ces forêts. Ces classifications sont reprises dans le « Nature Conservation Act 1992 ».

- Les parcs nationaux scientifiques : gérés pour protéger les valeurs scientifiques, les processus naturels, la diversité biologique de la région et pour fournir un espace d'études scientifiques. Ils sont établis pour protéger des lieux ou des espèces ayant une valeur scientifique exceptionnelle. Ils offrent un haut niveau de protection de la nature et permettent de protéger les espèces en danger. Il faut un permis pour entrer dans ces parcs et toute activité récréative y est strictement interdites.
- Les parcs nationaux : gérés pour préserver autant que possible les conditions naturelles et pour conserver les ressources naturelles et culturelles. Toutes utilisations de ces parcs doivent être écologiquement durables et en respect avec la nature.
- Les parcs de conservation : gérés pour conserver et présenter les ressources culturelles et naturelles et pour conserver les conditions de la nature autant que possible. Toutes utilisations de ces parcs doivent être écologiquement durables et respecter la nature. A ce niveau, ils sont similaires aux parcs nationaux mais ils peuvent être gérés par des gouvernements locaux. Bien que leur principal objectif soit la conservation de la nature, plus d'activités sont permises dans ces parcs que dans les parcs nationaux. Par exemple, les promenades équestres et la pêche sélective sont admises tant qu'elles sont pratiquées en respectant la nature.
- Les parcs nationaux de restauration : ce statut fut introduit en octobre 2000. Il sert à restaurer les valeurs dégradées d'une région avant leur transfert ultérieur en parc national. Ces parcs sont donc gérés afin de restaurer les valeurs de conservation. Les activités admises dans ces parcs sont plus ou moins similaires à celles admises dans les parcs nationaux, sauf dans certaines zones nécessitant une absence de perturbation pour leur restauration.
- Les réserves de ressources contiennent des valeurs naturelles mais ne peuvent pas être mises sous parc national car elles supportent d'autres activités telles que le tourisme intensif ou des activités commerciales.
- Les parcs nationaux- terres aborigènes : gérés comme des parcs nationaux mais en accord avec les traditions aborigènes.
- Les aires sauvages : gérées pour protéger et restaurer les valeurs de la nature à l'état sauvage et les ressources culturelles et naturelles autant que possible. Ces aires sont préservées des interférences humaines.
- Les aires de patrimoine mondial : gérées selon les obligations internationales pour protéger les ressources internationales naturelles et culturelles, la biodiversité et pour transmettre aux générations futures les valeurs du patrimoine mondial.

## **2.4. Les ressources forestières**

En moyenne, en Australie, l'approvisionnement de bois provenant des forêts privées est de 25% ; dans l'Etat de Queensland, cette proportion s'élève à presque 50 %. Le nombre de plantations sur les forêts privées a beaucoup augmenté dans les années 90 et est maintenant plus importante que les forêts natives pour l'approvisionnement de bois dans l'industrie. Différents facteurs ont contribué à limiter les surfaces de déboisement : l'augmentation des parcs nationaux et la plus grande importance apportée à l'environnement, à la protection de la nature et du paysage, à l'aspect loisirs et à la gestion des communautés sauvages dans les forêts de l'Etat. Les forêts publiques sont gérées par le Département de l'Industrie Primaire, section de la forêt.

## **2.5. L'industrie forestière**

Dans l'Etat de Queensland, le bois est principalement utilisé dans la construction. Effectivement, 85 % des maisons dans l'Etat de Queensland sont construites en bois. L'Etat de Queensland n'est qu'un petit exportateur de bois.

La coupe de bois est la première phase dans l'industrie du bois. Elle comprend également, la taille des arbres pendant leur croissance, le transport du bois hors des forêts vers leur point de chargement et le transport du bois vers les scieries. Il existe différentes méthodes pour couper le bois ; elles diffèrent grandement suivant qu'il s'agit d'une plantation ou d'une forêt naturelle.

La deuxième étape consiste à transformer les grumes provenant directement des forêts en un produit intermédiaire. Elle comprend donc les scieries, la production de copeaux et de pâte et papiers. Après cette première transformation, on obtient des planches, des panneaux et de la pulpe. En Queensland, ces industries sont principalement de petites industries familiales. L'étape finale consiste à transformer les produits sortants des scieries en produits finis prêts à l'utilisation.

Dans la région du Sud-Est de Queensland, 11.000 personnes travaillent dans l'industrie forestière. (<http://www.qldtimber.com>)

Selon le ABARE (Australian Bureau of Agriculture and Ressource Economics), il y avait en 1995-1996, 97 scieries dans la région du Sud-Est de Queensland. ABARE est une organisation qui fait de la recherche dans le domaine de l'économie appliquée, principalement dans les secteurs de l'agriculture, des minerais, de l'énergie, de la pêche et de la foresterie. Ces scieries sont surtout concentrées près des villes suivantes : Maryborough, Gympie, Sunshine Coast et Brisbane. L'industrie du bois dans l'Etat de Queensland avait un produit brut de 370 millions en 1996-1997, exportait pour un montant de 53 millions et importait pour un montant de 363 millions de dollars australiens.

Les forêts natives publiques représentent 65 % de l'approvisionnement en bois dur dans le région du Sud-Est de Queensland. (Queensland Government – 1999 (A), p24)

## **2.6. Autres utilisations des forêts**

Les chiffres donnés ci-dessous furent estimés lors de l'évaluation complète de la région, effectuée pour le SEQFA. (voir chap. 5, §4)

### **2.6.1. L'extraction minière**

La région comprend 93 exploitations pour l'extraction de minerai et de charbon, couvrant 557.321 hectares. De ces 93 exploitations, 19 opèrent, en partie, dans des zones forestières. (Queensland Government - 1999 (B), p 12)

### **2.6.2. Le pâturage**

Avant le SEQFA, le pâturage s'étendait sur 45 % des forêts de l'Etat. (Ibid, p 13)

### **2.6.3. L'apiculture**

Les apiculteurs sont principalement concentrés aux alentours de Gympie, Kicoy et Woodford.

### **2.6.4. La cueillette de fleurs**

Cette industrie forestière mineure est essentiellement basée sur l'exportation. La cueillette se pratique au Nord Est de la région.

### **2.6.5. Les activités récréatives et le tourisme**

Elles se déroulent principalement dans les parcs nationaux et les forêts de l'Etat. Elles comprennent le camping, la randonnée, ainsi que l'équitation, le VTT et les voitures tous terrains. Cette industrie est en pleine extension.

Il y a 224 forêts de l'Etat et 143 parcs nationaux accessibles pour les activités de loisirs. Ce qui représente à peu près 7,6 millions de visiteurs par an. (Queensland Government – 1999 (A), p24)  
Dans les régions rurales, l'industrie du tourisme et des activités récréatives peut représenter jusqu'à trois quarts de l'économie locale, comprenant les restaurants, les hôtels, souvenirs, tours opérateurs et la vente de produits locaux.

## Chapitre 2 :les causes de la déforestation



La déforestation est le produit de l'interaction de nombreuses forces : environnementales, sociales, économiques, culturelles et politiques. La déforestation se retrouve généralement dans les pays touchés par la pauvreté, par une augmentation démographique importante, dirigés par des institutions mal développées et souffrant de dettes importantes. L'Australie, au contraire, a les ressources et les capacités de gérer ses forêts de façon durable.

Les forêts sont menacées par deux types d'agression : d'une part, les agressions biotiques et abiotiques, comme les aléas climatiques, les maladies propagées par les insectes ou les champignons ; et d'autre part, les agressions de type purement anthropique, tels que les incendies, la pollution atmosphérique, le déboisement, l'évolution des pressions sociales. Cependant actuellement, on peut constater que la déforestation est principalement causée par des facteurs économiques et sociaux.

Depuis l'arrivée des Européens en 1788, la moitié des forêts natives d'Australie a disparu et 80 % des forêts restantes ont été déboisées depuis. Moins de 8 % des anciennes forêts d'Australie sont encore présentes actuellement.

Par exemple, dans l'Etat de Queensland une étude de la végétation de type « bringalow » (*Acacia harpophylla*), montre que de l'étendue initiale de plus de 6 millions d'hectares de forêts, il ne reste plus que 30 260 hectares, soit 0,5 %. (Bennett A.F. – 1993, p 17)

## **1. LES CAUSES ANTHROPIQUES**

### **1.1. L'agriculture et l'élevage**

C'est sans doute la cause de déforestation la plus importante en Australie.

Entre 1983 et 1993, le taux annuel de déforestation pour des raisons agricoles était de 300.000 hectares par an pour l'Etat de Queensland. (Dovers, S. – 1999, p 3)

La surface limitée des terres arables n'était pas suffisante pour la population sans cesse grandissante des siècles derniers. Les terres boisées étaient généralement considérées comme les plus fertiles. Pendant longtemps, défricher pour des raisons agricoles était considéré comme une utilisation plus intéressante de la terre, le cycle des produits forestiers étant très long comparé à celui des produits agricoles.

De plus, l'utilisation de produits agrochimiques dans l'agriculture commerciale cause une série de problèmes écologiques.

85 % de la déforestation dans l'Etat de Queensland est réalisée en vue de créer de nouveaux lieux de pâtures. (Department of natural Resources – 2001, p 15) L'élevage extensif est aussi une cause majeure de la déforestation. Les éleveurs occupent de grandes étendues de terres forestières qu'ils défrichent eux-même ou qu'ils achètent à de petits agriculteurs. Les

troupeaux peuvent abîmer les arbres en s'y frottant, ils abîment l'écorce. Ils favorisent également le compactage du sol, l'eutrophisation des ressources aquatiques et détruisent la végétation, les racines et les arbustes. Ils interfèrent donc avec les phénomènes naturels de compétition entre les différentes espèces et de régénération des forêts. Les excréments des animaux peuvent également contenir des maladies ou des toxines capables de détruire les forêts.

## **1.2. L'Economie**

L'économie basée sur la compétition des marchés n'encourage généralement pas à une gestion durable des forêts.

La politique économique encourage le défrichement en ne tenant compte que de l'aspect économique des forêts sans promouvoir le développement durable de celles-ci.

Par exemple : la dépression économique et les changements politiques de la fin du 19<sup>e</sup> siècle ont créé un climat défavorable aux forêts même si certaines législations comme le « Forest and Three Act » de 1873 venait de voir le jour.

La valeur économique des biens et des services fournis par les forêts et le coût réel de la gestion forestière sont très mal compris et ont souvent été sous-estimés. En conséquence, les forêts sont sous-évaluées et jouent un rôle moins important qu'elles ne devraient dans les décisions concernant l'affectation des ressources et l'utilisation des terres. Elles sont la source de nombreux produits non commerciaux et services environnementaux qui ne sont pas pris en considération dans les comptes économiques nationaux.

## **1.3. L'exploitation forestière**

L'industrie du bois est une des causes majeures de la déforestation. Le bois est utilisé pour le chauffage, pour la production de planches et matériaux de construction et pour fabriquer du papier et du carton. Cette industrie est profitable à l'économie du pays, elle est créatrice d'emplois et une partie de la production est exportée. Ainsi, dans l'Etat de Queensland, l'industrie du bois emploie 17 000 personnes et participe pour 1,7 billion de dollars australiens au produit national brut, selon l'estimation du rapport national sur les forêts de 1998. (Commonwealth of Australia – 1998 (B), p 140)

On peut diviser l'industrie du bois, en relation directe avec les forêts, en trois parties principales : les scieries, la pâte et le papier, et l'exportation de copeaux.

La production de copeaux est relativement importante en Australie due à son intérêt sur le marché international. Les copeaux représentent la matière première de base pour le papier et les panneaux agglomérés. Il existe une interdépendance entre la production de copeaux, la coupe de grumes et la production de papier. Dans le Sud-Est de Queensland, peu de forêts sont défrichées pour la production de copeaux. C'est cependant un produit important dans d'autres Etats du pays.

97 % des copeaux étaient exportés vers le Japon en 1990, le reste étant utilisé dans le commerce australien. Au début des années 90, l'Australie était le plus important fournisseur de copeaux pour le Japon. Le prix des copeaux australiens étant plus cher que les autres producteurs, sa part du marché a diminué. Néanmoins, le coût du transport reste en faveur de l'Australie, étant le pays producteur le plus proche du Japon. (de Silva, J. – 1991, p 64)

Avant de pouvoir exporter des copeaux, une industrie a besoin d'un permis délivré par le Gouvernement australien. Ce permis est en général valable pour une période de 10 à 15 ans et est soumis à des évaluations de l'impact sur l'environnement selon le «Environmental Protection Act 1974 ». (Ibid, p68)

Le facteur le plus important de la déforestation dans l'industrie du bois est l'incapacité des gouvernements et entreprises à maintenir de façon durable un domaine forestier. Une gestion durable des forêts présuppose que sa vocation forestière restera inchangée pour au moins quelques rotations et que les ressources forestières restent disponibles pour les générations futures.

De plus, les entreprises forestières rendent accessibles des terres forestières qui ne l'étaient pas auparavant lorsqu'elles ouvrent de nouveaux chemins d'exploitation.

#### **1.4. La croissance démographique**

Avec l'arrivée des premiers colons, la population a vite augmenté en Australie et le besoin de nourriture et d'un marché d'exportation s'est fait sentir. En cherchant une terre riche pour l'agriculture et le pâturage, les colons ont défriché les forêts, considérées fertiles pour les remplacer par des cultures. Les régions fertiles dans les vallées et les plaines proches des cours d'eau étaient les plus prisées. Ces régions sont pourtant particulièrement importantes pour l'environnement. Après plusieurs récoltes, ces terres n'étant plus fertiles, on défrichait d'autres forêts. Un défrichement sélectif des plaines (plus faciles à cultiver que les régions plus vallonnées) et des régions proches des cours d'eau s'en suivit.

Dans les années 60, la population de la région du Sud-Est de Queensland était d'environ un million. En 2000, elle était d'environ 2,5 millions. (Moreton Bay Waterways and catchment Partnership – 2001, p 8) Depuis, cette région a connu une expansion importante, les alentours de Brisbane et de la « Gold Coast » devenant de plus en plus urbanisée. L'importante de l'immigration pendant les décennies 1970 et 1980 a aidé au développement. Beaucoup de zones forestières ont été défrichées pour créer des lieux résidentiels. (voir fig.4, chap. 1)

L'augmentation des routes et des chemins de fer nécessite de plus en plus d'espace.

### **1.5. Les maladies ‘naturelles’ : champignons, insectes et virus**

Les arbres peuvent mourir à la suite d’attaques des racines par des champignons pathogènes (l’exemple du *phytophthora cinnamomi* est le plus commun). Ces pathogènes ont la possibilité de se répandre lorsque des routes sont construites dans les forêts pour le défrichement et les mines. Ils peuvent se propager par l’intermédiaire du bois transporté, des pneus de véhicules ou de tout autre corps souillé transporté d’un endroit à un autre. Ils se développent dans les zones humides et le long des lignes de drainages. Les insectes peuvent également s’installer sous l’écorce et empêcher la circulation de la sève à l’intérieur des arbres. Les régions les plus touchées sont les régions les plus urbanisées. (fig.6)

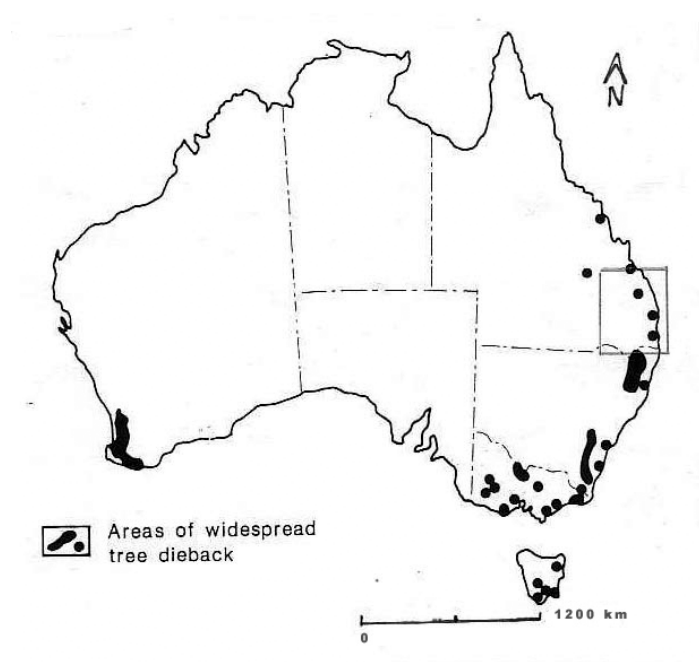


Figure 6 : Zones de développement des pathogènes en Australie. (Young, A. – 2000)

### **1.6. Le contrôle biologique et ses inconvénients potentiels**

En Australie, beaucoup d’espèces furent introduites pour différentes raisons ou par accidents. Cependant certains agents biologiques peuvent devenir hors de contrôle une fois dans la nature et avoir des effets indésirés sur les organismes vivants. Une fois en liberté, il est très difficile de les contrôler. Par exemple le *Cryptostegia grandiflora* fut importé de Madagascar en Queensland, en 1870, comme plante de décoration. Depuis, elle s’est répandue en bordure des rivières de la péninsule du « Cape York » jusqu’à Bundaberg. Cette vigne grandit sur d’autres plantes et arbres et les étouffe. – (Pyers, G., Dahlenburg, J. & Gott, R. - 1995, p 29)

L’introduction accidentelle de microorganismes peut également devenir un problème important. En introduisant des espèces étrangères, on peut déstabiliser les écosystèmes. En Australie, un système de quarantaine assez important est mis en place afin d’éviter ce genre de problèmes.

## **1.7. Le feu**

La plupart des forêts australiennes ont évolué en fonction des incendies qui ont joué un rôle important dans la transformation et la conservation de celles-ci.

Dans les années 80, suite à de grandes périodes de sécheresse, l'Australie a connu plusieurs feux dévastateurs. *Les feux en Australie sont assez fréquents car une grande partie des arbres sont des eucalyptus, qui brûlent très facilement en fonction de l'huile qu'ils contiennent.*

(Muller, M. – 1991, p 14)

Cependant, avec le temps, les feux sauvages, la pratique du feu par les aborigènes et plus récemment les incendies provoqués par les Européens, ont formé une mosaïque de communauté d'écosystèmes qui diffèrent par leurs espèces et leurs structures. Cela cause une fragmentation des forêts.

Les feux naturels sont généralement associés à des éclairs durant l'été. C'est le régime d'incendie auquel la plupart des forêts australiennes sont adaptées. La friction entre les arbres ou avec d'autres objets, la combustion spontanée des débris organiques sont également des causes naturelles.

Au niveau des causes anthropiques, on distingue les feux délibérés qui sont assez rares, allumés par des pyromanes et les feux accidentels. Ces derniers constituent la majorité des feux : un feu qui s'étend et devient incontrôlable, un court-circuit, une mauvaise évaluation météorologique, des feux de camps, des mégots de cigarettes, des feux d'artifices, ...

Les aborigènes ont utilisé pendant longtemps le feu comme technique de gestion des forêts et pour améliorer la productivité de leur environnement, ce qui avait une influence sur les animaux et les plantes présentes dans ces régions. Ainsi, le feu peut avoir causé durant les deux millénaires précédents des pertes conséquentes dans les forêts humides et a contribué à diminuer le nombre de strates. (Kohen, J – 1995, p 36)

Les colons sont également responsables des dégâts générés par le feu. Le feu était utilisé pour défricher et pour rendre le sol plus fertile. Une terre brûlée dans les forêts humides peut supporter une plus grande quantité de bétail et accélérer la croissance des jeunes arbres. Les feux allumés intentionnellement par les fermiers, les chasseurs et les forestiers, se sont souvent répandus et devenus incontrôlables.

Dans les années 60, une gestion du feu s'est mise en place. Certains pensent qu'il vaut mieux diminuer la quantité de combustible en brûlant les forêts de temps en temps de façon contrôlée afin d'éviter une situation impossible à contrôler en cas de feux accidentels.

D'autres prétendent qu'il faut laisser faire la nature. Des zones coupe-feu ont également vu le jour, le but étant de réduire les impacts des feux ravageurs. (Young, A. – 2000, p 88)

Cependant, certains affirment que le feu a toujours fait partie de l'écosystème australien et que donc l'impact des aborigènes à ce niveau est négligeable, malgré que dans les forêts humides, le feu soit moins fréquent que dans d'autres parties d'Australie.

Il a, en effet, été clairement démontré que certains animaux en Australie étaient adaptés aux feux. Il a également été constaté que la biodiversité, quelques années après le feu pouvait s'améliorer. Les aborigènes utilisaient le feu dans les environnements adaptés pour cela. Le but étant de maximiser la diversité des plantes et de maintenir les communautés en nombres raisonnables. *Lors de l'arrivée des Européens, le régime des feux fut modifié et des incendies ont eu lieu à la mauvaise saison, d'autres régions non incendiées ont connu une accumulation de combustible et lorsqu'un incendie s'est malheureusement produit, il fut d'une ampleur incontrôlable.* (Kohen, J – 1995, p 134)

Cependant, les feux peuvent avoir des effets négatifs. Les feux peuvent accentuer l'érosion du sol et dans les forêts sèches, des feux trop intenses peuvent altérer la structure de la flore dans la strate inférieure.

Une bonne gestion des feux est donc essentielle, les différentes variables sont l'intensité, la fréquence, la saison et l'étendue de l'incendie. Des régimes d'incendies inappropriés peuvent avoir des conséquences désastreuses pour l'environnement en contribuant à l'accélération de la perte des sols, les changements de structure, la dégradation de la qualité des eaux, l'altération des couvertures végétales et la perte d'habitat de la faune et de la flore.

Par contre un régime d'incendie approprié protège et entretient les écosystèmes. Il n'existe pas un régime d'incendie idéal qui est bon pour toutes les forêts. Chaque écosystème contient des composants différents avec des réactions au feu différentes. Actuellement des régimes de feu se mettent en place pour les différents écosystèmes. (Department of prime industry – 1996, p 72)

La météo est un facteur important pour l'initiation d'un feu et pour son étendue. Il est donc primordial de tenir compte des prévisions météorologiques avant de commencer un feu. Il faudra tenir compte de la pression atmosphérique, le gradient du vent, la température, l'humidité de l'air et la stabilité atmosphérique.

### **1.8. Le changement de l'économie des communautés rurales**

L'impact de l'économie est particulièrement important lorsqu'une opportunité de profit grâce aux nouvelles technologies (armes à feu, des explosifs ou des machines puissantes pour la coupe du bois) permet une surexploitation des ressources.

Le défrichement est effectivement devenu plus aisé grâce à l'utilisation de machines consommant de l'énergie fossile, à l'utilisation des bulldozers et tronçonneuses et de produits fertilisants et autres produits agrochimiques.

### **1.9. Les opérations minières**

Depuis la moitié du 19<sup>e</sup> siècle, avec la découverte de l'or en Australie, les mines ont connu une expansion importante. Aujourd'hui, les minerais ont une très grande valeur pour l'exportation.

Pour le développement de ces mines, des forêts ont été défrichées pour permettre leur exploitation et pour la construction de routes nécessaires au transport des minerais.

Les mines ont également des effets indirects sur l'environnement :

- la pollution des rivières, l'augmentation de la quantité de sédiments et la contamination des espèces aquatiques suite à l'extraction et le déversement de métaux, de déchets dans les cours d'eau,
- l'augmentation de l'acidité des sols,
- des problèmes de drainage,
- une concentration importante de métaux dans les sols et dans l'air,
- une diminution de la perméabilité du sol,
- une réduction de la matière organique dans les sols,
- les opérations souterraines, créant des creux sous terre, peuvent produire des éboulements, créer des barrages et des glissement de terrains

Actuellement, les mines ne sont plus aussi présentes dans les forêts qu'autrefois.

### **2. LES CATASTROPHES NATURELLES**

Les catastrophes climatiques ou naturelles sont pratiquement indépendantes de l'action de l'homme, quoique les rejets humains de gaz à effets de serre peuvent entraîner une augmentation de ces phénomènes. Vu la longueur de maturation des forêts, elles sont soumises plus que tout autre écosystème aux aléas climatiques.

Les tempêtes peuvent avoir une action destructrice, les vents violents qu'elles provoquent sont capables d'anéantir des surfaces forestières importantes.

Les périodes de sécheresse entraînent des stress hydriques et se manifestent par un changement de la distribution de l'eau au cours des saisons pour une même quantité de précipitation annuelle ou par une diminution du volume annuel des précipitations.

### Chapitre 3 conséquences de la déforestation



## **1. GENERALITES**

Dans les sociétés agraires traditionnelles, le bois est un produit mineur. Les forêts apportent une grande variété de produits et services : du combustible, des médicaments, du sucre, du miel, de l'eau pour l'irrigation, ...

La forêt rend donc de nombreux services à l'homme, la déforestation peut affecter chacun d'eux. Ces services sont :

- Une production de bois durable.
- La conservation de l'eau et du sol afin d'assurer un approvisionnement en eau douce de qualité et pour contrôler l'érosion et la sédimentation. Les forêts affectent également l'irrigation et de ce fait, la déforestation peut avoir une influence négative sur les cultures, la pêche et les loisirs en aval.
- Une diversité écologique et biologique, ainsi qu'un paysage.
- Le maintien des changements climatiques locaux et globaux car les forêts influencent la capacité à conserver la chaleur dans l'atmosphère et les échanges de chaleur avec la surface de la terre.
- La nature à l'état sauvage est une source vitale d'alimentation pour les communautés locales et une zone de loisirs.
- Une aide au développement rural, les arbres peuvent être utilisés pour régénérer des terres endommagées et diversifier les systèmes de production.
- Les loisirs et l'éco-tourisme, en tant qu'activité saine et constructive.
- L'éducation et la recherche dans le domaine de l'environnement dans un milieu naturel.
- La beauté et l'esthétique. (Abdalah, O. Y. & Jagmohan S. Maini – 1995, p 9)

L'impact de la déforestation va dépendre de la quantité de la canopée ôtée, de la rapidité de régénération, de la méthode de transport du bois et de ses sous-produits, de la saison à laquelle elle est effectuée, de la présence ou non de zone tampon, de la structure des sols, des conditions géologiques et topographiques et des événements climatiques qui vont suivre les perturbations. (Ives, J. & Pitt, D.C. – 1988, p 83)

## **2. LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX**

### **2.1. La perte d'habitat et la diminution de la biodiversité**

Il y a une relation certaine entre la diminution de la végétation originelle, la perte d'habitat et la diminution de la biodiversité. (fig.7)

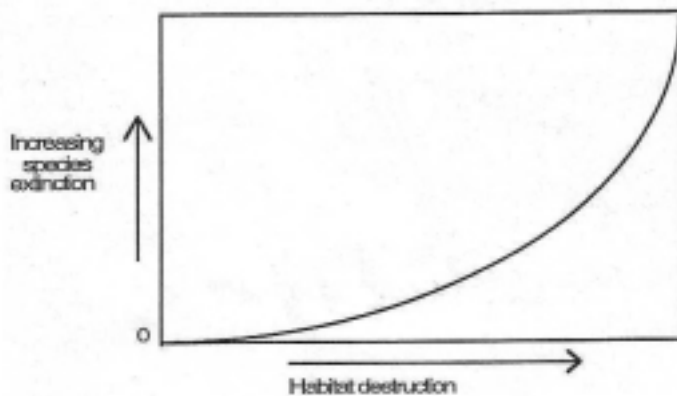


Figure 7 : Relation entre la destruction d'habitat et l'extinction des espèces. (Commonwealth of Australia – 1995 (A), p 27)

Le facteur principal de la perte de biodiversité est la destruction ou la modification d'habitats suite à l'élimination de la végétation naturelle. L'impact de la déforestation sur la biodiversité dépend de facteurs biogéographiques et de l'état de conservation de la forêt. Il sera d'autant plus important que, d'une part, les régions présentent de nombreux écosystèmes et, d'autre part, les espèces sont très peu tolérantes aux changements de leur habitat.

Le nombre d'individus au sein d'une espèce va également influencer l'impact des éléments extérieurs (tempêtes, canicules.) : une espèce en nombre réduit sera plus fragile et plus vite anéantie. Dans un espace plus petit, il y a un nombre moins important de chaque espèce que dans de grands espaces. De plus, la partie de la forêt étant isolée du reste, une colonisation de l'espace est exclue.

On parlera donc de la zone minimale critique comme étant la taille de la zone juste assez grande pour assurer la survie à long terme des populations d'espèces présentes à l'origine. Les mammifères et les oiseaux sont généralement les premiers à disparaître car étant relativement grands, leur zone critique minimale est plus grande. Cependant, ils ont une plus grande capacité de colonisation que des organismes moins mobiles comme, par exemple les reptiles. Donc, afin de conserver un écosystème encore à l'état naturel, il est nécessaire de garder des réserves de plusieurs milliers de kilomètres. En effet, des restes de forêts inférieures à dix hectares perdent une grande partie de leurs oiseaux et mammifères et présentent une dégradation des cycles écologiques. (Catterall, C.P & Kingstone, M. – 1993, p 18)

Certaines plantes peuvent être conservées à court terme dans des petites réserves, entourées de leur écosystème mais à long terme, ces plantes auront besoin de se reproduire et de s'étendre et donc un espace plus important sera nécessaire. Les plantes des forêts humides ont besoin d'oiseaux pour la dispersion et la germination de leur graine. Ces oiseaux ne sont pas susceptibles de visiter les petites réserves isolées.

Une solution pour diminuer les impacts de la fragmentation serait de garder une connexion par des couloirs ou îlots entre les restes de forêts. On créerait ainsi un réseau. Ces réseaux vont permettre aux espèces non-volantes, comme les batraciens, reptiles, la majorité des mammifères, certains invertébrés et d'autres espèces plus mobiles de circuler de l'un à l'autre. Cependant, l'efficacité des couloirs n'est pas assurée. Lors de l'établissement de ceux-ci, il est important de bien connaître les principes écologiques et l'histoire locale

naturelle de la région. Une estimation raisonnable serait de garder une largeur d'au moins 100 mètres. Pour des restes de forêts importants, des corridors plus larges seront peut-être nécessaires pour la circulation des espèces. Evidemment, le mieux est d'avoir des corridors aussi larges que possibles et en grand nombre.

## **2.2. Les zones particulières**

### **2.2.1. Les forêts alluviales**

Les forêts alluviales, zones en bordures des cours d'eau et des zones de drainages, sont particulièrement importantes pour différentes raisons :

- Elles forment des liens importants entre les différentes zones forestières.
- Dans les forêts d'eucalyptus surtout, elles comprennent une grande diversité d'espèces de plantes et d'animaux. On y trouve en effet les espèces appartenant aux espaces plus secs des forêts adjacentes, aux zones humides souvent en bordure des cours d'eau et les espèces nécessitant de grandes quantités d'eau. Donc les forêts alluviales constituent un habitat important et complexe.
- Elle est propice à la reproduction et peut servir de refuge où les espèces les plus mobiles peuvent se réfugier pendant les périodes très sèches ou lorsque les feux ont temporairement détruit leur habitat.
- La végétation alluviale a un effet sur le biotope des cours d'eau en procurant des ingrédients pour la structure des habitats (branchages, ...) importants pour les espèces aquatiques, en procurant des détritiques organiques pour l'alimentation des poissons et en influençant les caractéristiques physiques des cours d'eau.
- La végétation alluviale affecte également la dynamique hydrologique, la dynamique des nutriments, de l'érosion et des mouvements du sol.

Les zones tampons sont des zones en bordures d'un cours d'eau ou d'un lac qui ne doivent pas être modifiées. Dans ces zones, la coupe de bois ou la construction de route ne devraient pas être permises. Le rôle des zones tampons est de protéger les cours d'eau de la sédimentation et des dommages pouvant être causés aux berges et de stabiliser le débit des cours d'eau, ainsi que de protéger la nature sauvage des activités forestières. Les forêts sont en effet indispensables pour un bon fonctionnement des rivières. La végétation aide à maintenir le sol et de cette façon réduire l'érosion. Les zones tampons aident aussi à piéger les sédiments et à filtrer les particules du sol. La largeur de la zone tampon varie selon le type de forêt, le sol, le climat, la topographie et la grandeur du cours d'eau.

### **2.2.2. Particularité des anciennes forêts**

Les anciennes forêts sont également particulières pour l'habitat. Par exemple, certaines espèces, principalement des oiseaux ont besoin de creux pour former leur nid. S'il n'y a pas assez de ces creux, ces espèces sont susceptibles de disparaître.

Les anciennes forêts d'eucalyptus ont une structure contenant des arbres d'âges différents, allant des plus jeunes aux plus matures et les arbres en fin de vie contenant beaucoup de creux dans leurs branches. Dans ces forêts les vieux arbres sont continuellement renouvelés. Certains arbres ne développent pas de creux avant l'âge de 100 ans et pour une qualité et quantité de creux pour les nids, il faut des arbres de 200 ans. Cela signifie que les espaces défrichés moins de 100 ans auparavant ne peuvent pas supporter des populations nécessitant ces creux et les espèces vont donc disparaître.

*Selon le département des ressources naturelles, il faudrait garder au minimum 2 arbres/ ha pouvant servir d'habitat. Ces arbres doivent être marqués avant d'effectuer un déboisement .*  
(Lambert, D. – 1998, p 4)

### **2.3. La fragmentation**

Le défrichement de végétation native perturbe les habitats et les écosystèmes en créant des « îlots », parcelles fragmentées. La plupart de ces parcelles ne sont pas assez importantes pour supporter les processus écologiques comme le cycle de l'eau et des nutriments, au même taux que ceux-ci se produisaient avant la déforestation.

Beaucoup de ces régions sont également menacées par l'introduction de graines ou d'animaux venant des zones proches.

La fragmentation a deux effets primaires : premièrement, elle crée de nouvelles frontières avec des terres perturbées ou déforestées depuis longtemps. Cela crée des changements dans les régions frontières, comme des niveaux d'exposition au soleil et au vent différents et des différences dans le cycle de l'eau et dans la température de l'air local. Les changements biotiques entraînent l'invasion d'espèces opportunistes. Deuxièmement, la fragmentation crée des zones isolées. Certaines espèces ne peuvent pas survivre en nombre restreint et ont donc besoin d'une surface minimale pour survivre.

### **2.4. Altération du cycle de l'eau**

Les forêts jouent un rôle important dans le cycle de l'eau par l'évapotranspiration et l'absorption des feuilles. (Fig.8)

Les effets majeurs de la déforestation sur le cycle de l'eau sont une diminution de l'évapotranspiration, une diminution de l'interception de la canopée des pluies, une réduction de l'infiltration dans le sol des eaux de pluie et une augmentation des impacts des précipitations sur les sols. Dans la plupart des cas ces effets entraînent une augmentation du débit des courants d'eau. Cela est dû à une augmentation de la nappe phréatique (conséquence de la diminution de l'évapotranspiration et de l'interception). *Cette augmentation est*

différente selon le type de forêt. Pour les forêts d'eucalyptus, une réduction des forêts de 10% entraîne approximativement une augmentation de 40 mm de la nappe alors que pour les forêts humides, cette augmentation sera de 25 mm . (Queensland agricultural journal - Janvier-février 1984, p 51)

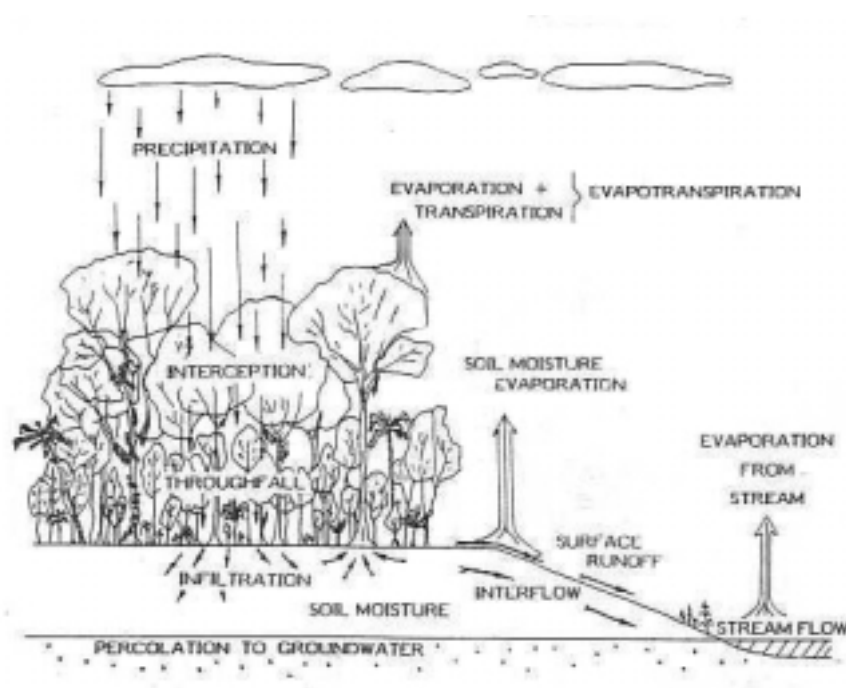


Figure 8 : Cycle de l'eau dans les forêts humides. (Queensland agricultural journal- Janvier-février 1984, p 49)

Les changements dans le cycle de l'eau peuvent provoquer une augmentation des nappes phréatiques et des problèmes de salinité. En remplaçant la végétation native par une autre, on risque d'avoir des espèces qui utilisent moins d'eau, entraînent une augmentation de la nappe phréatique, ce qui peut affecter les zones humides qui sont d'importantes réserves de biodiversité.

La déforestation peut aussi causer une diminution des pluies au niveau régional, une augmentation de la température et un changement de l'énergie atmosphérique. Des problèmes d'inondation peuvent également survenir.

L'extraction de grumes en les tirant dans les cours d'eau peut endommager le fond des rivières et modifier le débit d'eau de celles-ci.

Une augmentation de l'érosion provoquée par la déforestation en bordure d'un cours d'eau, augmente la sédimentation, ce qui amoindrit la qualité de l'eau et affecte les plantes et les animaux. Si la sédimentation est très importante, des barrages en aval peuvent se produire.

## **2.5. La salinité**

En Australie, la combinaison de trois facteurs est à l'origine des problèmes de salinité. Premièrement, la végétation native est dominée par des plantes pérennes tolérantes aux périodes de sécheresse. Ces plantes utilisent presque toute l'eau provenant des précipitations, contrairement aux cultures agricoles. Deuxièmement, la combinaison d'un sol plat et peu perméable crée un sillon où l'eau s'écoule horizontalement et lentement. Si les cultures n'utilisent pas toute l'eau des précipitations, elle s'accumule progressivement et entraîne une montée de la nappe. Troisièmement, il y a des dépôts de sel important en profondeur. La redistribution du sel stocké en profondeur qui remonte vers la surface est le cœur du problème de salinité.

Les changements du cycle de l'eau dus au déboisement et à une diminution de la croissance de la végétation ou des changements de précipitation, font que la quantité d'eau entrant dans la nappe phréatique augmente et le niveau dans le sol monte et entraîne le sel vers la surface. Donc, en remplaçant les forêts aux racines profondes par des cultures et des pâtures, on crée un déséquilibre dans l'hydrologie des nappes. (Fig.9)

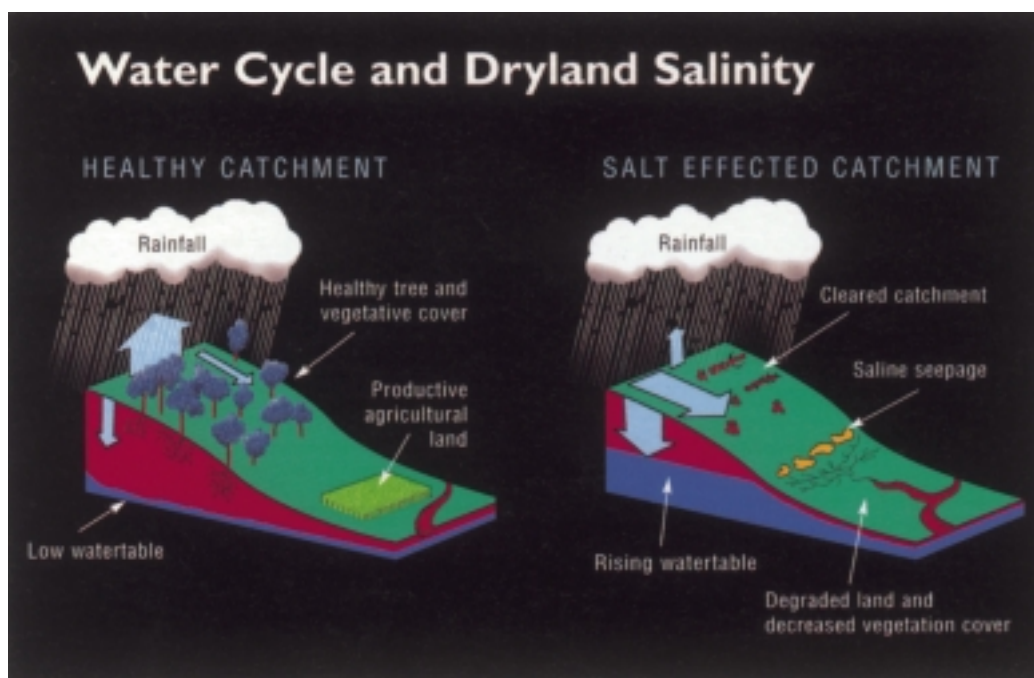


Figure 9 : Le cycle de l'eau et la salinité. (Queensland Counservation Council - Juin 2001)

Dans les régions sèches, la salinité peut avoir des impacts sur les sols et l'agriculture, sur la qualité des courants d'eau, la végétation restante et les forêts alluviales. Dans les régions rurales, la salinité peut endommager les constructions, bâtiments et routes. Les impacts peuvent être locaux (sur une ferme) ou s'étendre sur la grandeur de la nappe phréatique ou au-delà par l'intermédiaire des cours d'eau.

Pour les fermiers les problèmes de salinité causent principalement une diminution de la production. Par exemple, les céréales cultivées en Australie ont une très faible tolérance au

sel. Les effets sur d'autres sols sont la réduction de la valeur du sol, les dommages aux infrastructures, aux réservoirs aquatiques, la diminution de la flore et de la faune aquatiques. Dans les régions habitables, ces impacts sont accentués par des problèmes d'approvisionnement en eau et la diminution de la biodiversité. Un apport de sel dans les rivières d'eau douce peut causer des problèmes de potabilité de l'eau et d'irrigation, ayant des impacts néfastes sur l'économie et la vie sociale des communautés urbaines. Les problèmes de salinité résultant de la déforestation sont très difficiles à résoudre et demande une gestion très longue pour réhabiliter les sols. Ils ont des effets à long terme sur les sols et les ressources aquatiques.

La salinité est un problème étroitement lié aux autres problèmes environnementaux telles que l'érosion, l'eutrophisation des cours d'eau et la perte des forêts alluviales.

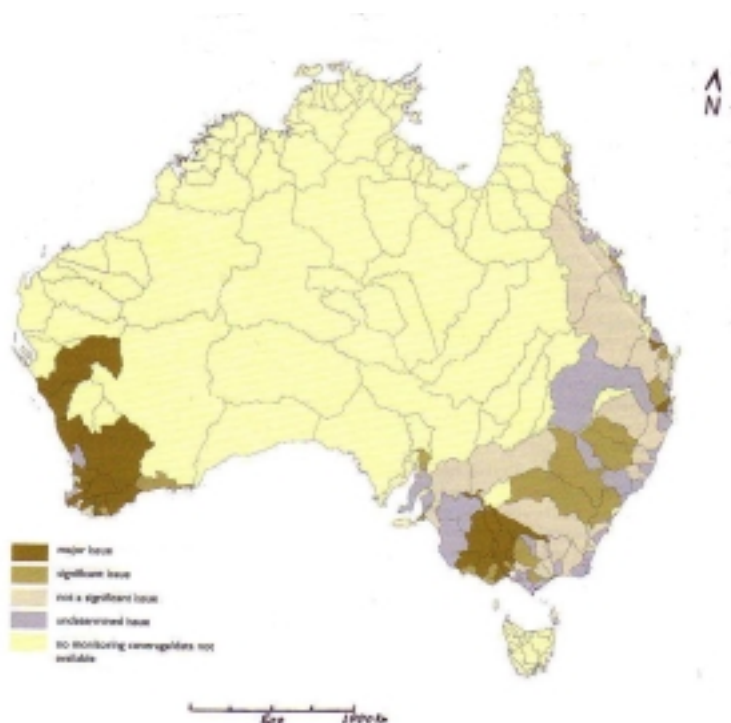


Figure 10 : Zones à risque de salinité en Australie en 2000.  
(National Land and Water Resources - Audit-2000.Australian, p 10)

*A peu près 3,1 millions d'hectares, dont 2,6 millions d'hectares de terres agricoles, sont estimés à risque dans l'Etat de Queensland, les zones touchées se trouvant surtout à l'Est de l'Etat .* (National Land and Water Resources Audit-2000, p 29) (fig. 10) Une estimation concernant les zones les plus à risque pour 2050 a été effectuée en utilisant les données tels que l'élévation du sol, les précipitations et les changements de l'utilisation du sol. (fig. 11) 12 000 kilomètres de route se trouvent dans des zones à haut risque de salinité.

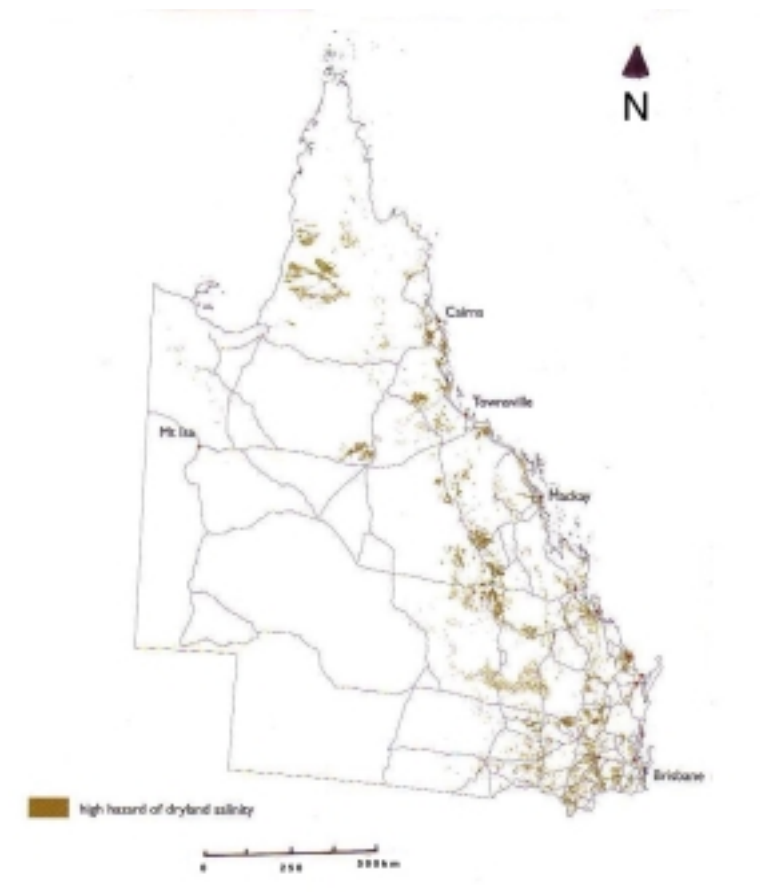


Figure 11 : Estimation des risques de salinité en Queensland pour 2050.(National Land and Water Resources - Audit-2000.Australian, p 28)

## 2.6. Le cycle du carbone

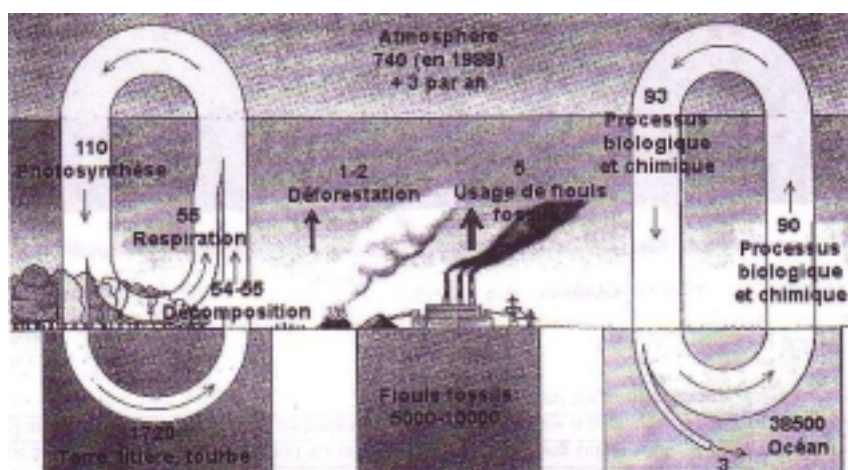


Figure 12 : Cycle du carbone.  
(Simon – 2002, p 13)

Les émissions de CO<sub>2</sub> proviennent entre autres de la déforestation, comme le montre le cycle du carbone. (fig. 12)

La végétation joue un rôle important dans la réduction des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Les arbres et autres plantes absorbent le dioxyde de carbone de l'air. Les forêts

qui constituent une réserve de carbone peuvent donc être considérées comme des puits de gaz à effet de serre. Lors d'un défrichement, une grande partie peut être rapidement convertie en dioxyde de carbone.

Dans l'Etat de Queensland, les changements dans l'utilisation des terres et la pratique forestière sont responsables pour 35 % des émissions de gaz à effet de serre. (Queensland Gouvernement- Septembre 2001, p 4) (fig.13)

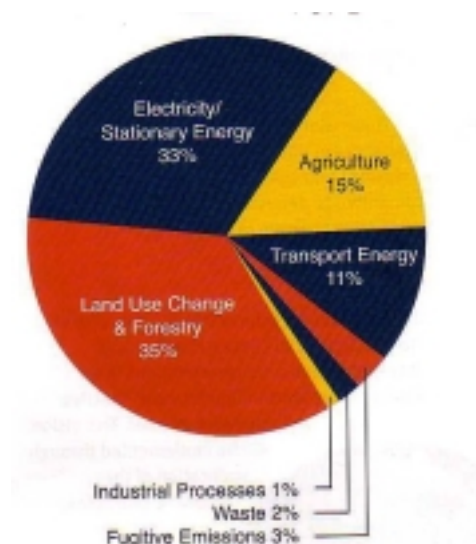


Figure 13 : Causes des émissions des GES dans l'Etat de Queensland. (Queensland Gouvernement - Septembre 2001, p 4)

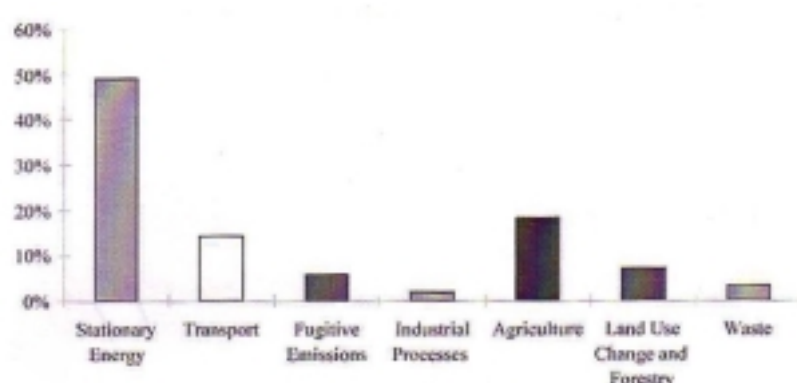


Figure 14 : Contribution aux émissions de CO2 des différents secteurs en Australie. (<http://www.greenhouse.gov.au/inventory/2000>)

## 2.7. Impacts sur le climat

Les organismes vivants jouent un rôle important dans la régulation du climat. Leurs activités affectent la quantité de radiations retenue en tant que chaleur. Les forêts dégagent d'énorme quantité d'eau dans l'atmosphère, générant ainsi des nuages qui réfléchissent la lumière solaire vers l'espace, refroidissant par la même occasion les régions forestières. La vapeur générée par les forêts sert également à transporter des quantités d'énergie considérable en tant que chaleur latente qui est libérée quand la vapeur se condense sous forme de pluie. De grandes quantités de carbone sont stockées dans la biomasse forestière, qui lorsqu'elles sont libérées vont considérablement contribuer au réchauffement global.

7,1 % des émissions de CO2 proviennent de la déforestation en Australie, selon l'inventaire national des gaz à effet de serre en Australie. (Fig.14)

## 2.8. Impacts sur les sols

Le poids des machines et camions, ainsi que le piétinement créent une surcharge pour le sol et le rendent ainsi plus compact. Ceci provoque une diminution de la capacité du sol à absorber l'eau et entraîne une augmentation de la percolation. Le compactage du sol rend la croissance des racines plus difficile.

Surtout quand les arbres sont enlevés dans leur intégralité, une diminution des nutriments dans les sols est constatée. Le sol en dessous des forêts humides n'est pas nécessairement très fertile et le recyclage des nutriments des feuilles est vital pour la survie des forêts humides. Si les 10 centimètres supérieurs du sol sont éliminés par l'érosion, plus du tiers des matières organiques et de l'azote est perdu. Après le déboisement, la quantité de matière organique diminue. Moins d'humus est ajouté et la décomposition de la matière s'accélère. La conductivité hydrique, l'aération du sol et la stabilité du sol diminuent avec la diminution de la concentration en matière organique.

L'eau s'écoule plus facilement des sols nus et les sols dépourvus de végétation ne retiennent pas l'eau aussi bien.

### **2.9. Impacts sur la végétation restante**

En tombant, les arbres abîment leurs voisins, des branches vont se casser et l'écorce sera abîmée. Les vignes et les lianes peuvent faire tomber d'autres arbres ou détruire des branches auxquelles elles étaient attachées. Les arbres plus petits risquent d'être écrasés. Tout cela va influencer la régénération des forêts.

### **2.10. Création de trous dans la canopée**

Dans une forêt à l'état naturel, lorsqu'un arbre meurt, il crée un trou dans la canopée. La lumière solaire atteint le sol ce qui augmente la température de l'air et du sol. L'humidité dans le sol va diminuer. Les nutriments seront libérés du sol et pourront ainsi être éliminés du système. Selon la grandeur du trou, les changements seront plus ou moins importants. Certaines plantes mieux adaptées à pousser dans une situation plus ensoleillée vont rapidement coloniser la zone éclaircie. Ces espèces sont appelées pionnières. Le type de coupe de bois va influencer le type de plantes qui va repousser et de la même manière la population végétale suivante. (Rowland, M. – 1992, p 43)

### **2.11. Le paysage**

Les forêts constituent un élément esthétique du paysage. En effet, les forêts apportent beaucoup à la beauté d'un paysage.

## **3. LES AUTRES IMPACTS**

### **3.1. Conséquences sur la vie des aborigènes**

Depuis l'arrivée des Européens en Australie, les aborigènes ont été obligés d'adopter au minimum quelques aspects du mode de vie européen. Certains vivent encore de manière traditionnelle mais la plupart ont perdu leurs traditions et mode de vie.

La déforestation a eu un impact important sur les populations natives vivant encore dans les forêts. Les impacts sur leur mode de vie sont surtout dus à des dommages causés à des lieux particulièrement importants pour leur culture, un manque d'intégration des lieux traditionnels dans la gestion des terres. Les régimes qui ont marginalisé les aborigènes depuis l'arrivée des Européens en Australie sont également une source importante des changements qu'ils ont subis. Toutes ces modifications ont eu des effets sur leurs cultures traditionnelles, leurs valeurs, les droits de leur communauté et de leur individualité. De plus, les changements démographiques, de structure, d'économie et d'autres caractéristiques de leur communauté, ainsi que des changements dans la demande et leur besoin de service et d'infrastructure furent également ressentis.

Auparavant, il n'y a pratiquement pas eu d'évaluation sur le plan du patrimoine culturel ou pour savoir si les régions défrichées étaient des endroits sacrés ou d'importances particulières pour les aborigènes. Le déboisement a toujours eu lieu sans gestion concernant la protection du patrimoine ou des sites aborigènes. Aucun instrument n'a été élaboré pour identifier les lieux importants avant le déboisement, ce qui a résulté en beaucoup de destructions de sites d'importances culturelles suite aux défrichements. La culture aborigène étant transmise seulement par voie orale, les aborigènes qui perdent leurs sites sacrés et leurs coutumes perdent également leurs traditions et la transmission de celles-ci. Les aborigènes perdent donc leur identité et leur existence culturelle en tant que telles, les connaissances ne pouvant se transmettre que à travers et sur les territoires appropriés.

La plantation de forêts sur leurs terres sans le consentement de la communauté aborigène a également eu un impact négatif pour ceux-ci.

Les aborigènes ont aussi perdu le contrôle de leur territoire lorsque ceux-ci sont devenus des parcs nationaux ou des forêts protégées selon un autre système.

Le manque de contrôle des aborigènes sur leurs territoires est frustrant, il est difficile de retourner vivre dans les forêts et vivre selon leur culture traditionnelle si les coutumes ne sont pas transmises. Leur manque de participation dans la gestion des forêts a rendu très difficile la protection de leurs territoires.

Certains de leurs territoires sont devenus privés et ils n'ont donc plus le droit d'accès. Par exemple dans le district de Beaudesert, seulement deux propriétaires autorisent l'accès aux aborigènes dans leur forêt. Certaines zones des parcs nationaux sont également clôturées et interdites d'accès.

La loi sur la conservation de la nature de 1992 et la loi sur la foresterie de 1959 ne reconnaissaient pas de droit particulier en faveur des aborigènes. Il n'y a donc pas de mécanisme légal pour permettre aux aborigènes de participer à la gestion des forêts. Avant la croissance des grandes entreprises de déforestation, les aborigènes participaient à la gestion des forêts et leurs connaissances étaient considérées comme importantes pour l'industrie forestière. Durant les dernières décades, l'implication des aborigènes dans la gestion a grandement diminué. Il n'y a donc plus beaucoup d'emplois dans les entreprises forestières pour les aborigènes. (Minister of Forestry and the New-Zeeland farm forestry Association- Ministry of Forestry – 1998, p 63)

### **3.2. Le tourisme**

Les forêts même partiellement déboisées n'attirent plus les touristes. Elles perdent leurs valeurs esthétiques. Les touristes venus pour s'instruire ne trouvent plus les éléments essentiels à leur apprentissage.

## **4. CONCLUSION**

Les impacts de la déforestation sont interdépendants, tels les impacts sur le cycle de l'eau influencent l'érosion qui elle-même détruit des habitats ou entraîne des problèmes de salinité. Les problèmes de fragmentation sont également liés aux problèmes d'habitats. Le fait que le paysage soit moins attrayant attire moins de touristes. Il y a donc une grande interaction entre les différents impacts.

## Chapitre 4 : définition et contexte du RFA



## **1. DEFINITION D'UN RFA (REGIONAL FOREST AGREEMENT)**

La définition donnée ci-dessous est la définition d'un RFA conventionnel, on verra par la suite que celui de la région du Sud-Est de Queensland est différent.

Un accord régional concernant les forêts (Regional Forest Agreement) ou RFA est un accord entre les Gouvernements du Commonwealth et de l'Etat qui donne un plan pour la gestion future des forêts et une base pour une industrie du bois écologiquement durable et compétitive sur la scène internationale.

Un RFA est aussi un aperçu des objectifs pour la mise en place d'un système de réserves des forêts en Australie, selon une évaluation complète et en respectant les critères nationaux.

## **2. ORIGINE**

Les accords régionaux concernant les forêts (Regional Forest Agreement ou RFA) font partie de la politique nationale des forêts (National Forest Policy Statement) du Gouvernement australien. Cette politique fut ratifiée en 1992 par le Gouvernement du Commonwealth, ainsi que par tous les Gouvernements des Etats et Territoires. (voir §6.3) Elle définit les objectifs pour la conservation et pour l'industrie du bois afin d'établir un plan de gestion des forêts. Pour réaliser les objectifs de la politique nationale des forêts, les Gouvernements du Commonwealth, des Etats et des Territoires se sont mis d'accord de respecter les points suivants :

- Un accord régional des forêts d'une durée de 20 ans pour gérer les ressources forestières.
- Un système de réserve de qualité.
- Une garantie pour les industries et les communautés régionales, leur permettant un développement compétitif internationalement et écologiquement durable.
- Une gestion durable de toutes les terres forestières, aussi bien dans les réserves que hors réserves.

Les RFAs reprennent l'ensemble des mesures nécessaires pour atteindre ces objectifs.

Les RFAs sont une partie intégrante d'une structure politique plus large concernant la protection et la conservation de l'environnement et de l'utilisation écologiquement durable des ressources naturelles.

La mise en place de cette politique nationale se fera en trois étapes.

Premièrement, elle assurera la protection des forêts afin de permettre l'implantation d'un système de réserve des forêts complet, adéquat et représentatif.

Deuxièmement, une évaluation complète régionale des valeurs environnementales, du patrimoine, économiques et sociales des forêts sera effectuée.

Troisièmement, les Gouvernements du Commonwealth et de l'Etat négocieront un RFA concernant la gestion et l'utilisation des forêts à long terme dans une région particulière.

Cependant le RFA pour le Sud-Est de Queensland est différent, il n'est pas un accord entre le Gouvernement du Commonwealth et le Gouvernement de Queensland mais un accord entre le Gouvernement de Queensland, les groupes de conservations et les représentants de l'industrie du bois. Ce n'est donc techniquement pas un RFA selon la définition donnée par le Commonwealth d'Australie.

Jusqu'à aujourd'hui, en Australie, les RFAs suivants ont été implantés :

- East Gippsland en Victoria, novembre 1997.
- Tasmanie, mars 1998.
- Central Highlands en Victoria, mai 1999.
- La région du Sud Ouest dans l'Etat de l'Ouest de l'Australie, mai 1999.
- Eden dans la Nouvelle Gales du Sud, août 1999.
- Nord Est de l'Etat de Victoria, mars 2000.
- Gippsland en Victoria, mars 2000.
- L'Ouest de l'Etat de Victoria, mars 2000.
- Le Nord Est de l'Etat de la Nouvelle Gales du Sud, mars 2000

### **3. OBJECTIFS DU RFA**

Les objectifs principaux des RFAs sont :

- Une protection des forêts natives par un système de réserve CAR (Comprehensive, Adequate, Representative).
- Une production de bois écologiquement durable et une sécurité garantie pour l'industrie.
- Une clarification des responsabilités des gouvernements.

Des objectifs concernant les points suivants furent également développés :

- la conservation des forêts,
- la production de bois et le développement de l'industrie sur le marché international,
- l'amélioration de la gestion et de la prise de décision afin qu'elle soit intégrée et coordonnée,
- la gestion des forêts natives privées,
- les plantations,
- les points d'eau,
- le tourisme et les autres activités lucratives,
- l'emploi,
- l'éducation, l'information, la prise de conscience et la participation du public,
- la recherche et le développement,
- le respect des conventions internationales.

#### **4. LE SYSTEME DE CONSERVATION DES FORETS AUSTRALIENNES (CAR)**

Afin de protéger les forêts d'Australie, un système (CAR) s'est mis en place. Il rentre dans la politique du « National Forest Policy Statement » (voir § 6.3). Ce système devrait permettre de protéger les forêts durablement tout en permettant l'exploitation de leurs ressources. Selon cette politique, les objectifs de conservation de la biodiversité dans les forêts en Australie sont :

- de maintenir les processus écologiques et la dynamique des écosystèmes dans leur contexte.
- de maintenir un exemple vivant des écosystèmes forestiers dans leur état naturel.
- de maintenir un exemple vivant des populations et des espèces forestières natives à l'état naturel.
- de conserver la diversité génétique des espèces natives des forêts.

Ces objectifs seront intégrés dans les stratégies de conservation régionale par un système de réserve. Ce système de réserve veut également conserver les vieux bois et les forêts à l'état sauvage. Un système est également nécessaire pour sauvegarder les espèces en voie de disparition.

##### **4.1. Les principes du CAR**

Selon le « National Forest Policy Statement », le système de réserves forestières doit être basé sur trois principes : être complet, adéquat et représentatif. Ces réserves sont appelées : réserves CAR, pour « Comprehensive, Adequate, Representative ».

Complet signifie que les réserves comprennent la totalité des communautés forestières reconnues et agréées par les classifications scientifiques nationales selon une hiérarchie. Ce principe nécessite un échantillonnage de la totalité des communautés forestières. Cependant la grande diversité dans les types d'écosystèmes et les différences entre les forêts des différentes régions rendent cette tâche assez compliquée. Des unités plus petites et plus facilement gérables sont donc considérées pour remplir cette condition de totalité.

Adéquat entraîne une gestion écologiquement viable et adaptée aux populations, aux espèces et aux communautés. Le problème de l'adéquation est de déterminer quel niveau de réserve pourra assurer la viabilité et l'intégrité des populations, espèces et communautés.

Il existe différentes approches, allant des estimations peu certaines pour les écosystèmes pauvrement déterminés aux mesures très précises ou spécifiques pour les populations en danger. Si les données sur la viabilité sont disponibles, elles doivent être incorporées dans la détermination d'un système de réserves adéquat. En général, les chances d'une viabilité à long terme augmentent proportionnellement avec l'augmentation des écosystèmes correctement gérés. La réplication est également importante pour éviter que les espèces

disparaissent suite à un accident comme un feu, qui peut, si seulement un exemplaire d'écosystème existe, totalement les éradiquer. Selon ce principe, il est également important de gérer les terres adjacentes, de tenir compte de l'environnement aux alentours en le protégeant contre les maladies et la déforestation et de créer des corridors pour conserver l'étendue des écosystèmes.

Représentatif signifie que les zones de forêt choisies comme échantillons doivent refléter la diversité biotique des communautés. Ce principe fut adopté pour s'assurer que la diversité de tous les écosystèmes forestiers soient échantillonnés. Il faudra également mesurer l'apparition d'une certaine sorte de végétation en fonction du sol ou la variation de la structure des écosystèmes. Il n'est cependant pas nécessaire que toutes les espèces soient présentes dans tous les écosystèmes où ils ont été enregistrés. Le plus important est d'assurer leur viabilité à long terme.

#### **4.2. Les composés d'un système CAR**

Les réserves CAR sont composées de forêts publiques et privées qui sont mises sous réserves afin d'être conservées.

Dans les forêts publiques, il existe trois types différents de forêts.

- Les réserves officielles destinées à la conservation doivent être équivalentes aux réserves I, II, III ou IV comme définie par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature.

Ces catégories sont :

Catégorie I : Réserves strictement naturelles, zones protégées principalement pour des raisons scientifiques ou de protection de la nature.

Catégorie II : Zone protégée et gérée principalement pour la protection et les activités récréatives.

Catégorie III : Monument naturel, zones protégées principalement pour la protection de certains aspects spécifiques de la nature.

Catégorie IV : Zones pour la gestion d'espèces et d'habitat, principalement gérées pour la conservation par une gestion interactive. (Joint ANZECC/ MCFFA – 1997, p 21)

La sécurité du statut des forêts est un point important dans les réserves officielles. Elle est supposée sûre si une action du Parlement est nécessaire pour en modifier le statut.

- Les réserves informelles existent lorsqu'il est impossible ou peu pratique d'opérer une réserve officielle. Ces réserves doivent respecter les principes suivant : un plan de gestion doit être approuvé, le public doit pouvoir s'exprimer sur les changements des frontières, elles doivent pouvoir être identifiées sur des cartes et elles doivent être suffisamment grandes pour pouvoir protéger les espèces en danger. Ces réserves ont moins de sécurité car, pour leur révocation, elles n'ont pas besoin d'une action parlementaire.

- Les valeurs sont protégées par prescription, lorsque les valeurs forestières ne peuvent être gérées par les réserves citées précédemment, la protection sera prescrite selon un code de bonne pratique. Elles doivent permettre au public de s'exprimer sur les changements, avoir une base scientifique et être adaptée aux valeurs qu'elles protègent. Par exemple, certains écosystèmes ne sont représentés que sur des petites parcelles situées en dehors des zones protégées. Il sera donc nécessaire d'établir des stratégies pour conserver ces écosystèmes afin de réaliser les objectifs de conservation du CAR.

Le système CAR inclut parfois des forêts privées. La protection des écosystèmes dans les forêts privées doit répondre aux conditions suivantes : tous les écosystèmes doivent être représentés dans leur environnement naturel et les espèces en voie de disparition doivent être protégées. Beaucoup d'espèces en voie de disparition se trouvent effectivement sur les terres privées, surtout dans les zones côtières. Cependant les droits du propriétaire doivent être respectés.

#### **4.3. les critères pour un système CAR de réserves**

Ces critères ont été élaborés pour la conservation de la biodiversité, des vieux bois et de la nature à l'état sauvage. Ce sont les critères JANIS.

Le mot JANIS vient de Joint ANZECC/MCFFA National Forest Policy Statement Implementation Sub-Committee. ANZECC fournit un forum d'échange d'informations et d'expériences aux gouvernements membres leur permettant de développer des politiques coordonnées en relation avec les problèmes environnementaux et de conservation.

Les gouvernements du Commonwealth, des Etats et des Territoires se sont mis d'accord sur des critères pour le développement des réserves forestières nationales afin de guider l'élaboration du système de réserve. Ces critères ont été ratifiés par les Conseils de l'environnement et de la conservation de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (ANZECC) et par le Conseil ministériel de la forêt, la pêche et l'agriculture (MCFFA). Ces critères sont maintenant connus comme les critères JANIS. Ils seront applicables à toutes les forêts et terres boisées dans les régions où un RFA sera développé. Ils procurent un système complet, adéquat et représentatif des réserves comprenant : un réseau formel de réserves, des réserves informelles, des valeurs à protéger avec des prescriptions et un mécanisme pour protéger ces dernières. Des critères nationaux ont également été développés pour la protection de la biodiversité, des anciennes forêts et de la nature à l'état sauvage.

Ces critères devront être respectés dans les systèmes de réserves CAR. Ils peuvent être résumés en trois points :

- 15 % de chaque population existante de chaque forêt avant 1750 doivent être protégés.
- Au moins 60 % des vieux arbres doivent être conservés. Pour les arbres rares, ce taux peut s'élever jusqu'à 100 %.

- 90 % de la nature de qualité à l'état sauvage doit être protégée. (Ibid, p 12)

Les réserves doivent comporter tous les éléments permettant le développement de la biodiversité. La biodiversité est considérée selon trois niveaux ; la diversité génétique, la diversité des espèces et la diversité des écosystèmes. Les zones prioritaires pour la conservation sont sélectionnées selon la quantité restante d'écosystèmes par rapport à la quantité initialement présente et selon la vulnérabilité face aux processus de destruction. *Un minimum de 10 % de chaque biome doit être préservé et 15 % pour les biomes qui existaient déjà avant l'arrivée des Européens. Pour ce faire, il faudra cartographier selon une échelle appropriée, la distribution des écosystèmes avant 1750. Pour les écosystèmes estimés en danger, il faudra conserver au moins 60 % de ce qui reste.* (Ibid, p 11) Les écosystèmes à conserver prioritairement doivent être répliqués et dispersés afin d'éviter l'extinction d'un écosystème suite à une catastrophe.

Une attention particulière sera portée sur les écosystèmes ayant un habitat complexe ou migratoire, possédant des espèces en danger ou se trouvant dans une zone possédant une très grande diversité et sur les forêts fragmentées.

Les vieux bois ont été définis par le CAR comme les forêts qui ont connu peu de perturbations, qui sont écologiquement matures et qui ont une valeur de conservation importante. Ces forêts ont d'importantes valeurs biologiques, esthétiques et culturelles. Cependant, la classification des vieilles forêts est difficile vu que les forêts non perturbées ne sont pas nécessairement écologiquement matures, elles peuvent se régénérer selon un processus naturel. D'autres part, des forêts qui ont été défrichées il y a très longtemps peuvent avoir un aspect écologiquement mature. (Healey, K. – 1995, p 19)

Une des caractéristiques majeures des vieux eucalyptus est leur capacité de créer des creux. Ces creux sont un facteur limitant pour une certaine faune forestière dont ils constituent l'habitat. Ces forêts doivent être gérées différemment et devront satisfaire à des objectifs différents. Etant donné leur grand âge, ces arbres sont faiblement représentés.

Des critères plus stricts sont donc d'application dans les vieilles forêts. *Lorsque les vieilles forêts sont estimées rares, c'est-à-dire lorsque qu'elles ne représentent que 10 % de la forêt dans un écosystème forestier, tous les vieux arbres doivent être protégés. Dans les autres écosystèmes forestiers, 60 % des vieux arbres identifiés doivent être protégés.* (Joint ANZECC/MCFFA – 1997, p 15) Cette protection tiendra compte de la distribution des vieux arbres sur une étendue géographique et de la protection des habitats.

Les zones naturelles sont les terres avec leurs plantes et leurs animaux qui n'ont pas été trop modifiées par l'arrivée des Européens ou qui se sont régénérées. 90 % des zones naturelles doivent être mises sous réserves. Les zones potentiellement naturelles devront être déterminées. Ces zones devront être suffisamment étendues, généralement au moins 8.000 hectares. (Ibid, p 17) Ensuite les frontières seront déterminées.

#### **4.4. L'application des critères du système CAR**

Pour s'assurer que les efforts entrepris soient centrés sur des priorités régionales, une évaluation complète de toute la région fut nécessaire. Ces informations furent utilisées pour établir des stratégies pour la conservation des biorégions. Ensuite une évaluation pour s'assurer de la bonne conservation des écosystèmes sera effectuée.

Une certaine flexibilité est acceptée dans les systèmes de réserves afin de considérer les différents écosystèmes dans les différentes régions et les différentes situations sociales. Les critères sont des lignes directrices plutôt que des objectifs à remplir obligatoirement.

Afin que les critères établis soient respectés au plus vite, il est important d'élaborer une approche pratique pour le développement d'un système CAR des réserves.

Dans l'élaboration d'un système de réserves CAR, il faut tenir compte des impacts économiques et sociaux qu'il peut entraîner. Il faut sans doute accepter certains impacts négatifs pour permettre au système de se mettre en place. Cependant, l'approche du système fera en sorte que les critères soient respectés tout en limitant au maximum les impacts économiques et sociaux.

Les critères qui influenceront l'élaboration des réserves sont les frontières, l'étendue, le rapport frontière/étendue. Les réserves doivent diminuer les impacts sur les zones adjacentes. Pour la protection des écosystèmes, en plus de la mise sous réserves, il est nécessaire de mettre en place une gestion adéquate. Une bonne gestion doit comprendre un régime de feu adapté, ainsi qu'une réduction sélective de certaines espèces considérées menaçantes pour les autres. Il est également important d'établir des priorités.

#### **5. LA SITUATION DES RESERVES DANS LE SUD-EST DE QUEENSLAND**

La région du Sud-Est de Queensland a la plus grande diversité de toutes les autres régions dans lesquelles un RFA fut élaboré (fig.15). 55 à 60 % des forêts ont déjà été défrichées. Du reste des forêts encore sur pied, 44 % sont des forêts privées.

Par rapport à d'autres régions de l'Australie, la région du Sud-Est de Queensland a une petite proportion de ses forêts conservée. Seulement 13 % des forêts étaient protégées avant le RFA, contre environ 30 % dans les autres régions. (fig.16 et 17) (Keto, A., Scott, K, Young, V. – Juin 1999, p 13) Le système de conservation dans la région du Sud-Est de Queensland est donc inadéquat pour la conservation de la biodiversité.

Afin de respecter les critères JANIS, selon le « Australian Rainforest Conservation Society », groupe de conservation, il faudra mettre au minimum 650.000 hectares sous réserves.

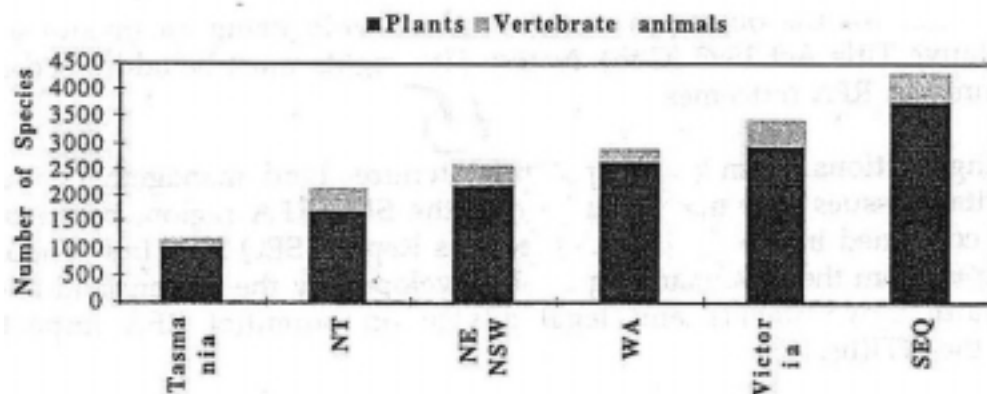


Figure 15 : Comparaison de la biodiversité dans les différentes régions forestières d'Australie.  
(Australian Rainforest Conservation Society, Queensland Conservation council & Wilderness Society – 1998, p 9)

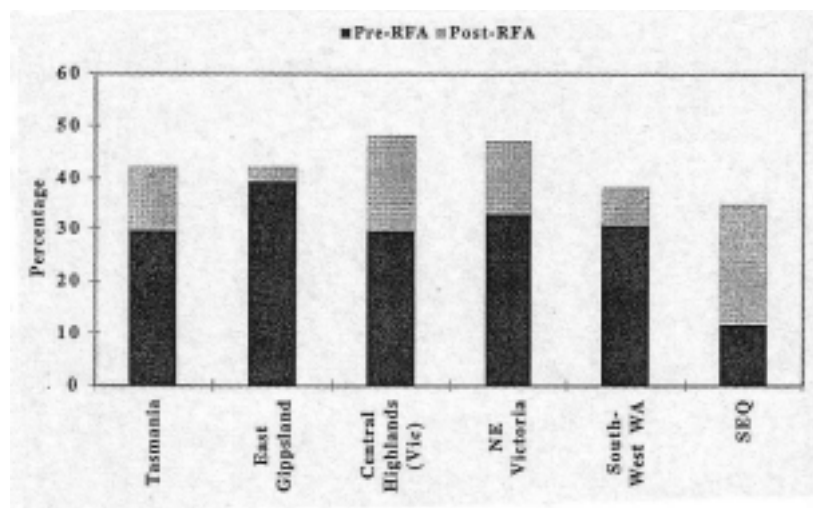


Figure 16 : Pourcentages des forêts conservées dans les différentes régions où un RFA fut développé.  
(Australian Rainforest Conservation Society, Queensland Conservation council & Wilderness Society – 1998, p 10)

| Region            | Total Area of Forest (ha) | Area of Forest in Existing Conservation Reserves Pre-RFA (ha) | Percentage of Forest in Existing Conservation Reserves Pre-RFA | Area of Forest in Conservation Reserves Post-RFA (ha) | Percentage of Forest in Conservation Reserves Post-RFA |
|-------------------|---------------------------|---------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|
| Tas               | 3,250,000                 | 975,710                                                       | 30                                                             | 1,371,710                                             | 42                                                     |
| East Gippsland    | 1,044,000                 | 409,500                                                       | 39                                                             | 416,258                                               | 42                                                     |
| Central Highlands | 600,000                   | 180,000                                                       | 30                                                             | 297,000                                               | 48                                                     |
| NE Vic            | 1,250,000                 | 417,000                                                       | 33                                                             | 591,000                                               | 47                                                     |
| SW WA             | 2,380,000                 | 745,500                                                       | 31                                                             | 896,385                                               | 38                                                     |
| SEQ <sup>2</sup>  | 2,700,000                 | 358,000                                                       | 13                                                             | 858,000                                               | 32                                                     |

<sup>1</sup> The NE Victoria RFA has not been finalised. The figures are based on the published proposal.

<sup>2</sup> The figures for Post-RFA SEQ are based on the addition of 500,000 ha to the reserve system.

Figure 17 : Comparaison entre l'addition de proposées de réserves dans six régions RFAs.  
(Keto, A., Scott, K, Young, V. – Juin 1999, p 13)

## **6.LES ACCORDS EN RELATION AVEC LES RFAs**

### **6.1. Les accords, forums et spécifications internationales ayant une relation avec les forêts signés par l'Australie.**

La gestion des forêts, ainsi que la politique d'exploitation des ressources doit tenir compte de certains accords, forums et conventions internationaux signés par l'Australie. Les accords cités ci-dessous ont un rapport direct ou indirect avec les forêts et leur gestion :

- FAO des Nations Unies, 1945.
- La déclaration de Rio et l'Agenda 21, 1992.
- L'exposition sur le principe des forêts, 1992.
- La convention des Nations Unies sur les changements climatiques, 1992.
- La convention des Nations Unies sur la biodiversité, 1992.
- La commission pour le développement durable, 1992.
- Le processus de Montréal et la Convention de Santiago, 1994.
- GATT, 1947 et OMC, 1995.
- La Convention sur le patrimoine culturel et naturel, 1972.
- La Convention des zones humides d'importance internationale, 1971
- Le programme des hommes et de la biosphère, 1971.
- La Convention sur la conservation des espèces migratoires appartenant à la faune sauvage, 1979.
- La Convention sur le commerce international des espèces de faune et flore menacées d'extinction, 1973.
- La Convention sur la conservation de la nature dans la zone du Pacifique sud, 1976.
- L'accord international sur les bois tropicaux, 1983.
- La Convention pour la protection des ressources naturelles et de l'environnement dans la région du sud Pacifique, 1986.
- CAMBA, 1986 (Accord entre l'Australie et la Chine concernant la protection des oiseaux migrateurs et des oiseaux en danger d'extinction) et JAMBA, 1974 (accord similaire avec le Japon).

### **6.2. Les projets, loi et accords concernant la gestion des forêts dans l'Etat de Queensland avant le RFA.**

La gestion des forêts est une responsabilité des Etats. Le cadre de gestion des forêts dans l'Etat de Queensland se fait en grande partie selon le « Forestry Act 1959 » et le « Nature Conservation Act 1992 ». En plus de ces deux lois, d'autres lois vont influencer la gestion des forêts et la façon dont leurs ressources seront utilisées.

- « Sawmill licensing 1936 »  
Donne des licences aux scieries leur permettant d'exploiter le bois sur les forêts.
- « Forestry Act 1959 »  
Gère les forêts nationales et les réserves de bois afin de satisfaire les besoins en bois, en eau, en pâtures, en produits forestiers mineurs et en loisirs tout en protégeant la nature. Les terres louées par l'Etat sont aussi sujettes à cette Loi.
- « State Development and Public Works Organisation Act 1971 »  
Evalue les impacts du développement.
- « Cultural report ( Landscape Queensland and Queensland Estate) Act 1987 »  
Gère les zones ayant des valeurs culturelles.
- « Recreation Areas Management 1988 »  
Etablit une stratégie pour la gestion des zones de loisirs.
- « Fire and rescue Authority Act 1990 »  
Etablit un système pour combattre les feux et aider leur prévention.
- « Aboriginal land Act 1991 »  
Aide les indigènes à pouvoir faire valoir leurs droits.
- « National Forest Policy Statement 1992 »  
A pour but de résoudre les conflits au sujet des forêts, en établissant une procédure régionale bien étudiée dans un but de conservation tout en assurant la production du bois et la sécurité de l'emploi. Les Etats sont responsables des ressources forestières. Le Gouvernement australien a l'obligation de faire respecter les conventions et accords internationaux signés par l'Australie. Il a donc des responsabilités dans les zones concernées par le patrimoine mondial de l'humanité et pour protéger la diversité biologique. Le NFPS est à la base de la fondation des Accords Forestiers Régionaux (RFA).
- « Nature Conservation Act 1992 »  
Gère les parcs nationaux et les zones protégées et protège la faune et la flore dans l'Etat de Queensland. Cette loi a pour but de protéger la nature selon une stratégie bien intégrée afin de recueillir des informations par Etat, aussi complète et adaptée que possible. Elle promeut également l'éducation et la participation des communautés pour aider à la protection de la nature. Elle établit les zones protégées, la gestion durable de ces zones, la protection de la nature sauvage et de ses habitats et contrôle

leur utilisation. Le « Nature Conservation Act » reconnaît également l'intérêt des aborigènes et des habitants des îles du détroit de Torres et sollicite leur coopération pour aider à conserver la nature.

- « Queensland Heritage Act 1992 »  
Conserve le patrimoine historique et culturel dans l'Etat de Queensland.
- « Local Government Act 1993 »  
Donne le pouvoir aux gouvernements locaux de mettre en place des lois applicables à un niveau local.
- « Land Act 1994 »  
S'occupe de l'administration des terres nationales.
- « Environment Protection Act 1994 »  
S'occupe des tâches générales pour la protection de l'environnement.  
Son but est de s'assurer que les dommages importants causés à l'environnement seront examinés et pris en compte par le gouvernement.  
L'accord du SEQFA entre le gouvernement national et celui de Queensland se fera en respectant les procédures administratives de cette loi.
- « Integrated planning Act 1997 »  
Coordonne et intègre les plans d'aménagement aux niveaux local, régional et de l'Etat.

### **6.3. Le « National Forest Policy Statement » (NFPS)**

De tous ces accords, celui qui a joué le rôle le plus important dans le développement des RFAs est le NFPS. Il est à la base des RFAs et sera donc développé plus en détail.

Le « National Forest Policy Statement » décrit les objectifs et les politiques pour la gestion future des forêts publiques et privées en Australie.

Il fut créé afin de répondre aux problèmes forestiers majeurs, tels l'utilisation des forêts pour un développement écologiquement durable, les plantations, la demande de bois et la stratégie nationale de conservation.

#### **6.3.1. Les objectifs nationaux**

Les Gouvernements partagent une vision écologiquement durable de la gestion des forêts.

Pour atteindre cette vision des forêts australiennes, les Gouvernements ont établi des objectifs qui devraient être atteints par un planning régional intégrant autant que possible les critères environnementaux et commerciaux. Ces objectifs sont :

- La conservation des valeurs forestières et des forêts natives.
- Le développement de la production et de l'industrie du bois pour une compétition internationale et une production durable en augmentant la valeur ajoutée du bois et l'utilisation efficace des ressources du bois.
- Une gestion et une prise de décision intégrée et coordonnée : pour diminuer le parcellement et augmenter l'interaction et la coopération entre les différentes forêts.
- La sauvegarde des forêts natives privées.
- L'augmentation des plantations commerciales et la garantie d'un bois de qualité, tout en répondant à d'autres objectifs environnementaux.
- La gestion de l'approvisionnement en eau en quantité et en qualité.
- Les opportunités touristiques et économiques
- La sensibilisation et l'information du public pour une meilleure compréhension des forêts.
- Le développement et la recherche pour augmenter la connaissance sur la gestion des forêts.
- Les responsabilités internationales pour que l'Australie respecte ses engagements sur la scène internationale. (Commonwealth of Australia – 1992, p 5-6)

### 6.3.2. Les politiques

Pour la mise en œuvre de ses objectifs, le Gouvernement a établi un cadre de travail comprenant des objectifs à atteindre.

- Les Gouvernements vont établir une structure de règles pour atteindre les objectifs environnementaux et sociaux.
- L'établissement des plantations pour la production de bois basée sur des objectifs économiques et environnementaux.
- Une base scientifique pour la gestion des forêts.

La protection des écosystèmes est essentielle pour une gestion durable des forêts et donc également l'entretien des processus écologiques, la conservation de la diversité biologique et plus particulièrement des espèces en voie de disparition et la protection de la qualité de l'eau et des habitats aquatiques. La protection du patrimoine naturel et culturel, comprenant les endroits importants pour les aborigènes et le paysage devront aussi faire partie de la gestion des forêts.

Le système de réserve pour la conservation va être amélioré et des plans de gestion vont être développés. Des stratégies spéciales vont être mises en place pour la protection des vieux bois. La gestion durable des forêts va être planifiée en respectant un code de bonnes pratiques

et en respectant des prescriptions environnementales. Cette gestion sera assurée par des plans qui comprennent entre autres, des pratiques de déboisement permettant de conserver un taux de production de bois durable à long terme. La coupe de bois dans les forêts publiques va également devoir être planifiée pour assurer les objectifs de conservation. Les Gouvernements vont également encourager l'application de code de bonnes pratiques sur les forêts privées. La gestion sera accompagnée de collecte de données et d'inventaires sur les forêts.

Les forêts seront protégées des maladies potentielles, des micro-organismes introduits, des produits chimiques et des feux.

#### 6.3.2.1. L'industrie du bois

Concernant le développement de la production et de l'industrie du bois, l'objectif principal est une utilisation économique et durable des forêts natives et des plantations. Les Gouvernements des Etats devront déterminer la quantité de bois disponible pour la sylviculture en tenant compte des systèmes de conservation de la nature et des codes de bonnes pratiques.

Une meilleure rentabilité de la production de bois peut être obtenue en utilisant le bois de manière plus efficace et en diminuant les coûts de production. Des mesures pour encourager le développement de la valeur ajoutée dans l'industrie du bois seront également établies. Les produits forestiers devront s'adapter aux demandes du marché, ainsi qu'à la disponibilité de la qualité et des ressources, tout en n'oubliant pas les facteurs sociaux. Le gouvernement a pour cela prévu des compensations pour les pertes d'emplois et les collectivités affectées. Les Gouvernements reconnaissent l'importance d'une bonne communication entre les différents niveaux de gouvernement, l'industrie du bois, les syndicats et les organisations de conservation.

Les prix du bois seront toujours basés sur le marché. Des droits pour la culture du bois vont refléter la sécurité de l'approvisionnement en bois pour les consommateurs.

Les forêts seront gérées aussi bien pour le bien des communautés comme par exemple en les laissant pratiquer des activités récréatives que pour une production commerciale.

Les activités forestières lucratives ou non sont une source d'emploi en Australie. Il y a des opportunités d'emploi dans la gestion de la conservation des forêts, la gestion de la production du bois et des autres ressources, la transformation des produits forestiers, dans le tourisme et la recherche. Les aborigènes se verront proposer du travail afin qu'ils puissent valoriser leurs connaissances des forêts australiennes. L'utilisation durable des forêts devrait apporter du travail à long terme. Les Gouvernements vont former des employés pour répondre aux nouveaux besoins de l'industrie forestière et encourager le développement de centres de formation régionale. Les mesures de sécurité seront également renforcées.

#### 6.3.2.2. Les autres industries

Les Gouvernements sont conscients que les forêts sont un lieu important pour les activités récréatives, ainsi que pour d'autres activités économiques telles que la production de graines, de miel, de produits pharmaceutiques, ainsi que les pâtures et les mines.

Economiquement, le tourisme est une des industries les plus importantes en Australie.

L'environnement naturel australien est une attraction importante de cette industrie.

L'expansion de l'utilisation touristique des forêts devrait être bénéfique pour les communautés, tant en créant de l'emploi qu'en proposant un espace de loisir. Un code de bonne pratique sera développé pour diminuer les impacts négatifs du tourisme sur l'environnement.

Les pâtures peuvent avoir un impact négatif sur les forêts et leurs écosystèmes. Dans les parcs nationaux, les pâturages ne seront permis par les Gouvernements que s'il a été démontré que cette activité ne détruit pas les écosystèmes. Le Gouvernement de l'Etat va contrôler les pâturages dans les forêts publiques afin que sa gestion respecte la conservation et les valeurs forestières.

Les agences exploitant les ressources minières seront consultées pour établir l'accès dans les forêts publiques. Les opérations minières devront s'effectuer de manière à avoir un impact minimum sur les valeurs forestières.

Les autres activités commerciales telles que la construction d'une ligne de transmission devant passer dans une forêt publique se fera en respectant les valeurs forestières dans la mesure du possible.

#### 6.3.2.3. Le rôle du Gouvernement du Commonwealth

Les arrangements intergouvernementaux concernent plusieurs points. Selon la constitution australienne, les Etats sont les premiers responsables pour la décision et la gestion de l'utilisation des forêts. Le Gouvernement du Commonwealth a quant à lui des obligations à respecter selon les conventions internationales (voir § 6.1). Par exemple, il sera consulté pour l'affectation des zones faisant partie du patrimoine mondial, pour les questions de sécurité, pour ce qui concerne les accords environnementaux internationaux et intergouvernementaux, lorsqu'une zone se trouve à la frontière entre deux Etats ou si une loi du Commonwealth est concernée.

Les gouvernements ont établi un processus d'évaluation complet par lequel les Etats peuvent demander au Commonwealth de faire certaines évaluations afin de respecter les obligations pour la région étudiée. Cette évaluation régionale implique la collecte et l'évaluation d'informations. Elle comprend les valeurs nationales, les valeurs du patrimoine mondial et aborigène, les impacts environnementaux et les obligations en rapport avec les conventions internationales.

Une gestion intégrée de toutes les forêts d'Australie est importante.

Les Gouvernements, tout en améliorant les pratiques d'une gestion durable pour les forêts en Australie, doivent également assister les autres pays dans la gestion de leurs propres forêts. L'Australie se veut un exemple en matière d'utilisation conservacionniste et durable des forêts. L'Australie doit aussi respecter ses obligations vis-à-vis des conventions internationales. Elle continuera à supporter l'organisation internationale du bois tropical.

#### 6.3.2.4. Les forêts natives privées

En plus de posséder des ressources en bois importantes, les forêts natives privées possèdent des espèces et des écosystèmes rares qui doivent être protégés. Les objectifs en relation avec les forêts privées est d'encourager la conservation de la nature dans les forêts natives et une gestion durable en accord avec les besoins de production. Ces objectifs seront plus facilement atteints si les propriétaires reconnaissent les avantages économiques d'une gestion durable.

#### 6.3.2.5. Les plantations

Les plantations possèdent des avantages commerciaux, environnementaux et esthétiques pour les communautés. Elles seront gérées de façon durable. Les objectifs des Gouvernements concernant les plantations sont : d'augmenter le développement commercial des plantations sur les terres agricoles qui ont été défrichées, d'intégrer la sylviculture dans les autres entreprises agricoles, d'augmenter la productivité des plantations par de nouvelles technologies, d'améliorer les recherches dans le domaine de la génétique et de la sélectivité des espèces et d'encourager les agriculteurs à investir dans les plantations sylvicoles.

#### 6.3.2.6. Les ressources en eau

Il est maintenant accepté qu'une gestion intégrant les ressources des terres, les ressources aquatiques et les ressources végétales est essentielle pour assurer une durabilité économique et écologique de ces ressources et pour conserver la valeur de l'ensemble. Les forêts contribuent à l'approvisionnement quantitatif et qualitatif de l'eau pour l'utilisation domestique, industrielle et agricole. Un approvisionnement d'eau de qualité est important pour les communautés et les Etats devront en tenir compte dans l'aménagement du territoire et dans la gestion des forêts.

#### 6.3.2.7. Le rôle des collectivités

Les collectivités devront être informées afin qu'elles puissent contribuer efficacement à la conservation des forêts. La compréhension du public des phénomènes écologiques, de leur gestion et de la valeur de la production du bois est essentielle. Le développement de centre d'informations pour les visiteurs sera promu par le Gouvernement, ainsi que des programmes

d'informations et d'éducation à intégrer au programme scolaire et une consultation du public concernant la gestion des forêts.

Un rapport des opérations forestières des différentes industries sera mis à disposition du public.

#### 6.3.2.8. La recherche

Afin d'atteindre les buts précités concernant les forêts australiennes et les industries, une meilleure coopération des diverses recherches scientifiques dans le secteur forestier est essentielle. Des recherches plus étendues seront effectuées sur le fonctionnement des écosystèmes, sur la diversité biologique, sur les impacts environnementaux et écologiques, sur l'évaluation et l'inventaire des ressources, sur la production des forêts, sur les feux et les maladies, sur la productivité des forêts, sur les aspects économiques et de marketing, les techniques de sylviculture, etc. Le Gouvernement du Commonwealth subsidiera ses recherches par le CSIRO et les universités.

### **6.4. Les obligations du Gouvernement australien par rapport au RFA**

La constitution australienne ne donne aucun pouvoir au Gouvernement du Commonwealth en ce qui concerne la gestion des forêts.

Cependant, certaines lois et conventions signées par l'Australie doivent être respectées et cela par l'intermédiaire du Gouvernement du Commonwealth. Les accords internationaux ont déjà été développés au § 6.1. En plus de ces accords, des lois australiennes au niveau fédéral devront être prises en compte dans la gestion des forêts.

➤ Le « Australian Heritage Commission Act 1975 »

Cette loi comprend :

-L'identification des lieux d'intérêts nationaux et l'élaboration d'un inventaire de ces lieux.

-La promotion de la conservation de ces lieux.

-Un avis à donner aux ministères du Commonwealth sur les effets des actions proposées concernant les terres nationales.

Avant la signature du RFA, le « Australian Heritage Act » va donner son avis au Gouvernement du Commonwealth sur les effets que le RFA peut avoir sur les terres nationales.

➤ Le « Endangered Species Protection Act 1992 »

Il s'occupe de la conservation des espèces et des communautés écologiques en voie de disparition.

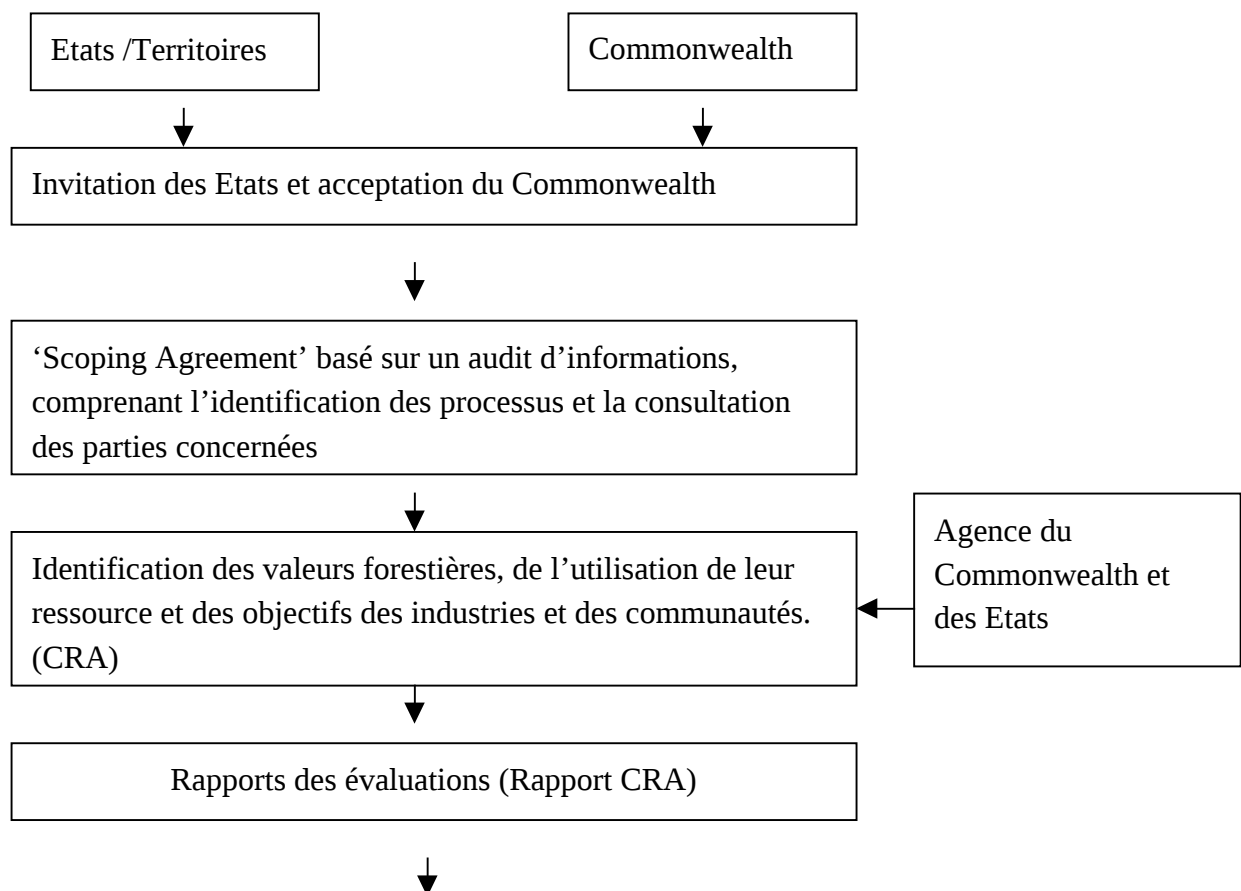
Le ESPA revendique la prise en considération des préjudices causés aux espèces en voie

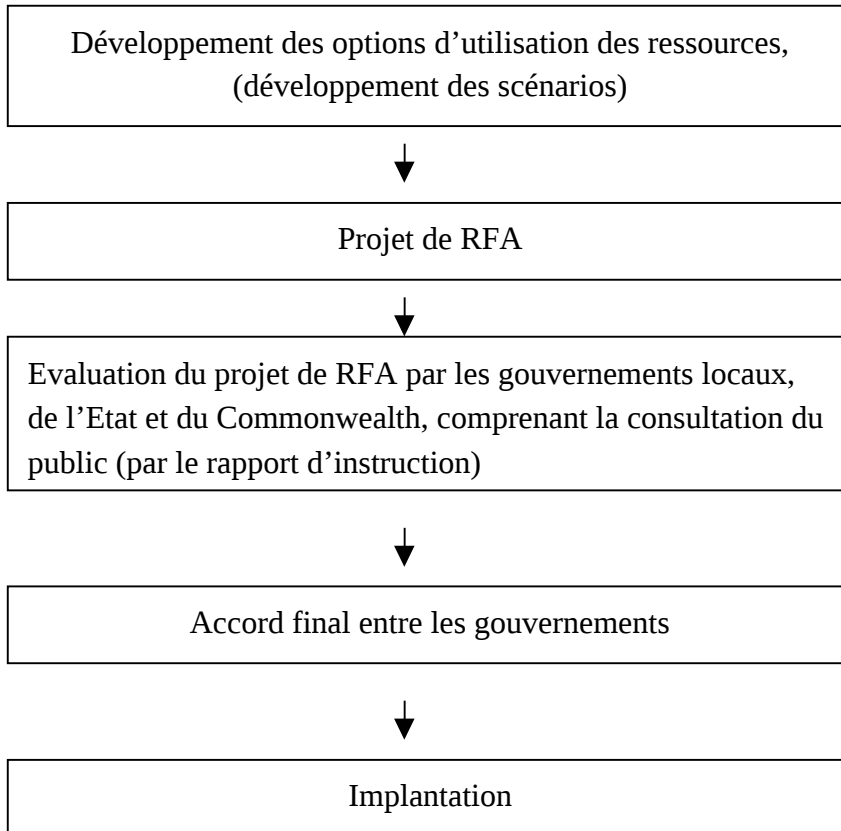
de disparition dans les décisions gouvernementales concernant le RFA. Les obligations du gouvernement comprennent l'identification des espèces en danger et l'évaluation de leur conservation, des plans pour identifier les espèces en danger dans les forêts concernées, développement des prescriptions, identification des impacts liés à l'utilisation des ressources et l'élaboration des projets pour améliorer la situation.

- Le « World Heritage Properties Conservation Act 1983 »  
Selon la convention du patrimoine mondial, l'Australie a l'obligation d'identifier et de protéger les valeurs du patrimoine mondial dans la région de Queensland.
- Le « Native Title Act 1993 »  
Il protège les régions reconnues comme terre aborigène et donc sujettes à un système de lois et d'aménagement du territoire différent. Dans ces régions, d'autres intérêts coexistent qui doivent être pris en compte lors de l'élaboration du SEQFA.

## **7. LE DEVELOPPEMENT D'UN RFA**

Le schéma suivant résume les différentes étapes pour l'élaboration d'un RFA. (Commonwealth of Australia – 1995, p3)





## Chapitre 5



## **1. HISTORIQUE**

Au début des années septante, l'intérêt du public pour les problèmes de déforestation a rapidement augmenté. Ce qui a poussé le Département de la Forêt dans l'Etat de Queensland à entreprendre des évaluations plus sérieuses qu'auparavant. Depuis les années 80, les arbres de grande taille sont classés selon leur taille et leur type de feuilles. L'arrivée des photos aériennes a permis d'obtenir des cartes plus complètes et détaillées des forêts de l'Etat. La maîtrise des ordinateurs a aussi permis une meilleure utilisation des données et l'établissement de modèles statistiques. Au début de 1988, un effort commun du Département de la Forêt, de l'Environnement et de la Conservation a développé un système pour la protection du patrimoine mondial dans les forêts en Australie.

Le projet de RFA a émergé en 1992 du « National Forest Policy Statement ».

D'autres politiques et rapports récents, tels que les accords intergouvernementaux, la stratégie pour un développement écologiquement durable de 1992 et le projet national pour la conservation de la biodiversité de 1992 ont fourni une base pour le RFA.

Ces politiques et stratégies nationales procurent des directives à suivre pour la conservation de la nature allant dans le sens d'un développement durable écologique. Cependant, elles sont peu valables s'il n'y a pas d'efforts d'un point de vue intergouvernemental pour leur mise en œuvre. En décembre 1989, le Gouvernement de Queensland s'est engagé à doubler ses parcs nationaux afin de préserver une partie de la biodiversité dans les 13 régions biologiques de l'Etat.

## **2. LE CHOIX DE LA REGION**

Dans l'Etat de Queensland, le bois utilisé par les industries provient principalement de la région du Sud-Est de Queensland. C'était donc la région de l'Etat de Queensland dans laquelle il était le plus important de développer un RFA.

Une plus petite partie du bois disponible pour l'industrie provient également de la région du Sud Ouest de l'Etat. Dans cette région, un processus de protection des forêts similaire à celui du Sud-Est de l'Etat est en construction. Il est également basé sur une période de transition et ne se fera pas avec le Gouvernement du Commonwealth.

Le Nord de l'Etat de Queensland est quant à lui presque totalement protégé par le patrimoine mondial de l'UNESCO.

Le « National Forest Policy Statement » émis en 1992 apporta l'idée de réalisation de RFAs dans les biorégions des différents Etats. Par ailleurs, le Gouvernement du Commonwealth venait de décider qu'il ne délivrerait plus de licences d'exportation de copeaux dans les régions où un RFA n'était pas développé. En 1993, une opportunité de développer un commerce d'exportation de copeaux dans le Sud-Est de Queensland s'est présentée. C'est pourquoi, l'Etat de Queensland fut le premier à faire une proposition de RFA. Finalement,

l'industrie des copeaux dans les forêts publiques natives ne s'est pas développée dans le Sud-Est de Queensland. Mais l'idée d'un RFA est restée et l'élaboration n'a débuté que plus tard.

### **3. LES PREMIERS ACCORDS**

Avant de procéder à la réalisation du RFA, les gouvernements ont montré, par des accords préliminaires, leur volonté de réaliser un RFA. Le RFA dans le Sud-Est de Queensland aurait dû donc s'appeler SEQ RFA mais l'appellation fut changée en SEQFA pour bien spécifier sa différence par rapport aux autres RFAs. Cette différence n'est cependant tout à fait claire pour tous et il est encore parfois appelé SEQ RFA.

#### **3.1. Le « Scoping Agreement »**

Le processus du SEQ RFA a commencé en 1997 avec la signature d'un accord (Scoping Agreement) entre le Premier Ministre d'Australie, M. Howard, et le Premier de l'Etat de Queensland, M. Borbidge. Cet accord identifiait les frontières de la région, l'étendue des objectifs du RFA proposé et les obligations légales et politiques des deux parties. Un Comité de Direction, une liste des intéressés, un comité technique et une série d'experts ESFM (Ecological Sustainable Forest Management) furent également établis. Cet accord confirma la volonté des deux gouvernements de procéder à la négociation du RFA dans la région du Sud-Est de Queensland en accord avec le « National Forest Policy Statement 1992».

#### **3.2. Le « Interim Agreement » (annexe 2)**

Un accord provisoire pour la gestion des forêts dans la région du Sud-Est de Queensland a été signé par le Gouvernement australien représenté par Monsieur Tim Fisher et le Gouvernement de l'Etat de Queensland, représenté par le Premier, M. Borbidge, en avril 1998. Cet accord assure l'approvisionnement en bois pour l'industrie et s'assure que la mise en place d'un système de réserve CAR reste réalisable. Des 'No Go' zones (zones interdites au déboisement) furent établies afin de ne pas compromettre la réalisation d'un système de réserves. Il est composé de mesures à court terme pour protéger les zones qui pourraient être mises sous réserves. Cet accord provisoire était valable jusqu'à la signature du RFA proprement dit.

Les Gouvernements se sont mis d'accord que tous les RFAs devaient être basés sur une information aussi complète que possible concernant les valeurs et les utilisations des forêts. Cette information sera obtenue par le CRA (Comprehensive Regional Assessment).

#### **4. L'EVALUATION COMPLETE REGIONALE (CRA)**

Le CRA, « Comprehensive Regional Assessment » ou évaluation complète régionale, réalise une collecte complète d'informations au sujet des ressources naturelles, culturelles et sociales et des valeurs économiques dans les forêts où un RFA sera développé.

Le CRA représente une phase importante dans le développement du RFA. La récolte de données et la détermination des valeurs forestières et de l'industrie furent longues et difficiles. Cette étape dura deux ans et coûta 11 millions de dollars australiens. (Forestry politics-Enough is enough, Rod McInnes, p1)

Durant 1997 et 1998, les Gouvernements du Commonwealth et de Queensland ont dirigé une évaluation complète des aspects environnementaux, sociaux, économiques et du patrimoine dans les forêts du Sud-Est de Queensland. Une évaluation détaillée de la biodiversité, des vieilles forêts, des terres nationales, de la nature, du patrimoine naturel, des valeurs sociales et culturelles, des ressources et de l'industrie forestière, ainsi que de la gestion durable des forêts fut réalisée. Le CRA comprend plus de 30 projets (annexe 3) examinés par des experts des deux gouvernements, des secteurs privés et faisant intervenir les communautés locales. Les différentes expertises furent très diverses, elles ont fait appel à des notions de botanique, de zoologie, de cartographie et de géographie, ainsi qu'à des plans historiques, économiques et sociaux.

Pour chacun de ces projets, un rapport très détaillé fut publié, comprenant les techniques utilisées lors de l'évaluation et les résultats obtenus. Ces évaluations étant assez conséquentes, les rapports apportent des données très détaillées. Le Département des Ressources Naturelles fut un des auteurs principaux de ces rapports. Les différents départements tels que le Département de l'Industrie Primaire, de l'Environnement et du Patrimoine ont également été des acteurs importants dans la réalisation de cette évaluation. En fonction de la nature des différents travaux, d'autres auteurs ont contribué pour une grande partie à la réalisation de ces rapports. En plus des évaluations effectuées explicitement pour le RFA, certains rapports représentent la synthèse de travaux scientifiques ou autres réalisés auparavant par divers organismes (université, groupe de conservation, institution publique,...).

##### **4.1. Les projets environnementaux et du patrimoine**

La région du Sud-Est de Queensland supporte une grande diversité biologique. On y retrouve également des traces des activités indigènes, des activités des Européens et des autres colons. Cette partie de l'évaluation a pour objectif de déterminer les valeurs importantes telles que la biodiversité, les vieux bois et la nature à l'état sauvage, afin d'élaborer un système de réserve CAR approprié, y compris pour les espaces inscrits au registre du patrimoine national.

### 4.1.1. La biodiversité

L'évaluation de la biodiversité de la région comprend la cartographie des écosystèmes, l'inspection de la flore et de la faune, ainsi qu'une évaluation des espèces en danger et une étude de la diversité génétique.

Le système de cartographie a identifié 142 écosystèmes régionaux dans la région ou groupes d'espèces qui connaissent des conditions environnementales similaires. 52 de ces écosystèmes ont été classifiés comme des forêts denses d'eucalyptus (sclérophylles humides), 31 comme des forêts plus ouvertes d'eucalyptus (sclérophylles sèches), 20 comme d'autres forêts (comme par exemple des *Melaleuca*), 26 comme des forêts humides et 13 comme des écosystèmes non forestiers. (Department of Natural Resource and Timber Task Force- Queensland Government and Commonwealth Government – 1998 (A), p 5) (fig. 18)

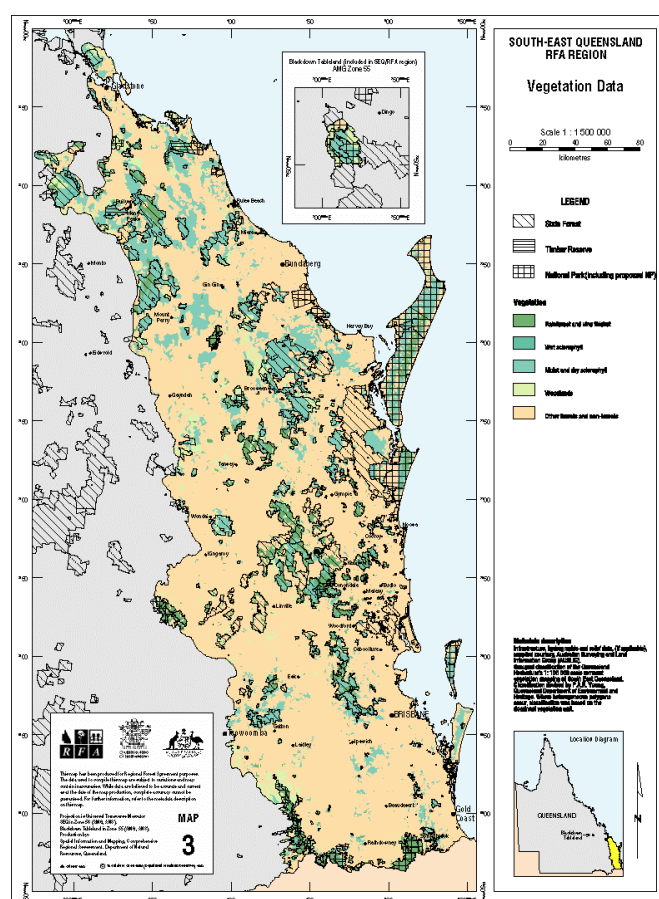


Figure 18 : Les différents types de végétation dans le SEQ. (Queensland Government – 1999 (A), map 3)

Ces écosystèmes sont identifiés par une référence de trois nombres. Le premier se réfère à la biorégion (qui est 12 pour la biorégion du Sud-Est de Queensland), le deuxième indique la zone (il en existe 12 dans la biorégion du Sud-Est de Queensland) dans laquelle il se trouve et le troisième chiffre indique le type d'écosystème. (Ibid, p13) Les écosystèmes régionaux sont définis principalement par leur situation géomorphologique et la végétation qu'ils contiennent. (annexe 4)

Par rapport à d'autres régions d'Australie, la région du Sud-Est de Queensland a un rapport forêts humides/forêts d'eucalyptus plus élevé. Les forêts humides occupaient 9 % de la biorégion avant l'arrivée des Européens. Elles se trouvent sur les sols plus fertiles et là où les feux sont absents.

Les écosystèmes d'eucalyptus supportent diverses activités, telles que la production de bois, les élevages, l'apiculture et des activités récréatives en accord avec les principes environnementaux.

Les forêts sclérophylles humides comprennent principalement des *Eucalyptus grandis*, *Eucalyptus saligna*, *Syncarpia hillii*, *Eucalyptus microcorys*, *Eucalyptus resinifera*. En plus de ces espèces, dans les régions où les sols sont moins fertiles et où les précipitations sont plus élevées, on trouve également des *Eucalyptus campanulata*, des *Eucalyptus montiviga* et des *Eucalyptus pillularis*. Ces dernières permettent le développement d'une strate inférieure composée d'arbustes et de fougères plutôt que d'arbres à larges feuilles rencontrées dans les autres forêts d'Eucalyptus.

Les forêts contenant le plus d'espèces d'arbres (6 à 8) sont les forêts où les précipitations sont entre 900 et 1250 mm par an. Les forêts où les précipitations sont inférieures n'abritent en général que très peu d'espèces.

Les forêts moins denses sont composées d'*Eucalyptus crebra* et d'*Eucalyptus melanophloia*. (Ibid, p 8)

L'étendue du défrichement pour chaque écosystème régional fut également estimée et cartographiée. De cette évaluation, il ressort que 10 écosystèmes régionaux sont en danger, 43 sont vulnérables et 17 sont rares. Les espèces considérées en danger sont les espèces dont 90 % de la population ont disparu depuis l'arrivée des européens. Les espèces vulnérables sont les espèces dont 70 % de la population originelle ont disparu et sont toujours en régression. Les espèces rares sont celles dont l'étendue géographique est restreinte. Les forêts d'eucalyptus contenant les blackbutt ou *Eucalyptus pilularis* (représentés dans 4 écosystèmes régionaux) et les spotted gum ou *Eucalyptus maculata* (représentés dans 7 écosystèmes régionaux) sont les plus déboisés pour la production de bois.

Ce projet a estimé que, en 1995, 3.423 millions d'hectares de la végétation pré-européenne avaient disparu et 26.300 hectares ont été perdus entre 1995 et 1997. (Ibid, p 72)

Certains écosystèmes ne se retrouvent que sur des superficies restreintes et ne sont présents qu'en un exemplaire.

L'évaluation de la faune fut la plus importante jamais effectuée dans la région, couvrant 267 sites dans 36 régions forestières. Certaines espèces furent identifiées comme importantes pour la région et quelques-unes d'entre elles ont été classifiées comme prioritaires. *L'évaluation montra que des 544 espèces de la faune examinées, 90 % se retrouvent dans au moins un parc national. Les espèces associées aux forêts de type sec, les forêts humides de « blue*

*gum* » (*Eucalyptus globulus*) étaient peu représentées dans les systèmes de réserves. (Mc Farland, D. – 1998, p 18)

Les évaluations concernant la flore montrent que 33 espèces sont en danger, 76 sont vulnérables et 152 sont rares, que certaines parties de la région sont importantes en fonction de leur diversité florale et que 273 espèces ne se trouvent que dans la région du Sud-Est de Queensland. (Queensland Department of Environment and Heritage, Queensland Government and Commonwealth of Australia – 1998, p 11)

#### 4.1.2. Les vieux bois

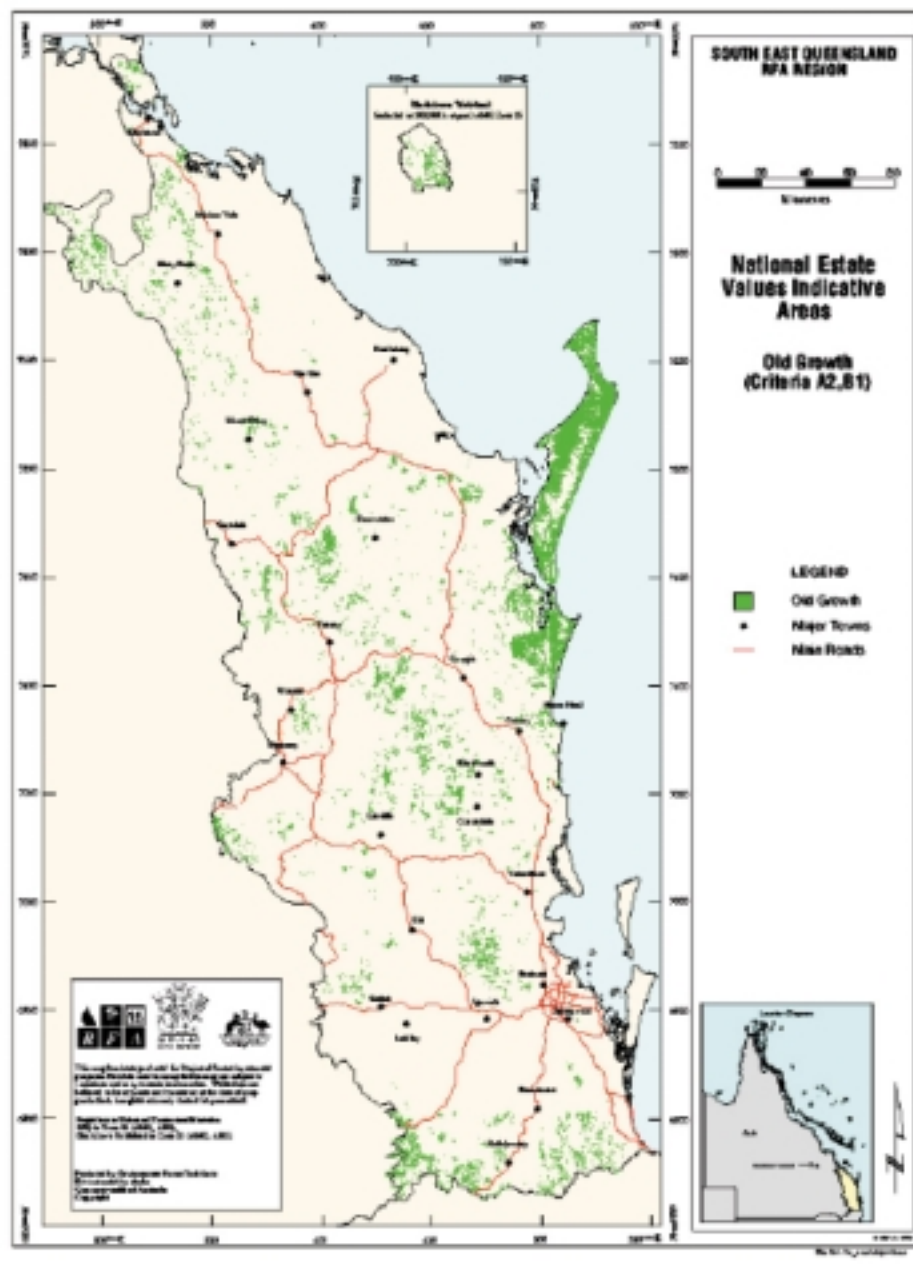


Figure 19 : Situation des anciennes forêts dans le SEQ.  
(Department of Natural Resources, Queensland Government – 1998 (A), map 9).

Afin de cartographier la distribution des vieux bois, on a utilisé des photos aériennes, des recherches sur le terrain, et l'historique ou la collecte d'informations sur les événements qui se sont produits dans les forêts. Les événements qui auraient pu avoir un impact sur les vieux bois sont par exemple ; le déboisement, la sylviculture, le pâturage, les feux contrôlés ou non et l'agriculture.

*Il en résulte que 2,7 % de la surface forestière abritent des anciennes forêts et 5,8 % des 'probablement' anciennes forêts. Presque 40 % de cette surface se trouvaient déjà dans des réserves de conservation et 16 % dans les forêts de l'Etat.* (Department of Natural Resources, Queensland Government – 1998 (A), p 11)

La surface totale des vieilles forêts ne représente donc que 10 % de la surface des forêts de la région. Les anciennes forêts se trouvent dans les forêts publiques suivantes : 'Main Range', 'D'Aguilar Range', Conondale, Bellthorpe, Squirrel Creek, Diaper, Yabba, Wrattens et Kroombit. (fig. 19)

#### 4.1.3. La nature à l'état sauvage

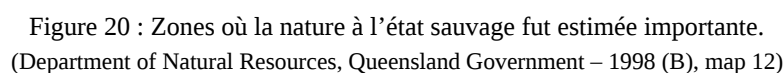
Cette évaluation fut basée sur la méthode développée par l'inventaire national de la nature (NWI) et utilisée précédemment pour des évaluations dans d'autres Etats. Cette méthode est un système cartographique informatisé qui présente la nature sous différentes conditions, allant de la nature sauvage n'ayant jamais été perturbée à la nature urbaine. Les informations recueillies sur les vieux bois furent également utilisées pour déterminer les aires qui n'ont pas été perturbées par l'arrivée des Européens. La qualité de la nature est estimée en tenant compte d'indicateurs qui montrent à quel point la nature a subi l'influence de la société technologique moderne. Les 4 indicateurs utilisés sont :

- l'isolation par rapport aux lieux de résidence,
- l'isolation par rapport à la facilité d'accès à la nature comme par exemple les routes,
- l'état apparent de la nature, c'est-à-dire le degré d'absence dans le paysage de structures permanentes, signe de la société technologique moderne,
- l'état biophysique de la nature, qui démontre le degré d'absence de perturbations biophysiques conséquences de la société technologique moderne. (Department of Natural Resources, Queensland Government – 1998 (B), p 9)

Des valeurs allant de 0 à 5 sont utilisées pour identifier le degré naturel d'une région.

- 0 pour les zones agricoles, urbaines, les plantations de résineux ou d'espèces exotiques.
- 1 pour les zones défrichées complètement depuis 1950 et où la végétation ne s'est que pauvrement régénérée.
- 2 pour les terres servant de pâturage et où la canopée est altérée.
- 3 pour les zones qui présentent des perturbations évidentes par des élevages non intensifs ou par une altération de la canopée dans des régions où il n'y a pas eu de déboisement depuis 1950.

- Une valeur de 0 à 5 est ensuite attribuée à chacun des indicateurs. Ces valeurs sont alors additionnées afin de donner un nombre entre 0 et 20. Les zones totalisant 12 ou plus, sont considérées comme d'intérêt pour la nature.



Dix zones ont été identifiées comme satisfaisant les critères JANIS pour la nature ; Fraser Island, Krombit Tops, Cooloola East, Blackdown Tableland, Bania, Monts Huntley, Roberts, Pine Creek, Mont Molangul, le plateau de Lamington et mont Barney. D'autres zones ont été examinées comme zones naturelles potentielles, paysages naturels et points non perturbés. Ces zones sont suffisamment reculées et naturelles pour envisager une restauration. (Ibid, p.16)

#### 4.1.4. Les terres du patrimoine national

Le registre des terres du patrimoine national est un registre des lieux qui ont été définis comme ayant une valeur pour le patrimoine national, définis selon le « Australian Heritage Commission Act 1975 ». Ces lieux peuvent avoir une valeur naturelle, environnementale, culturelle, esthétique, historique, scientifique ou sociale pour les générations présentes et futures.

Dans la région du Sud-Est de Queensland, plusieurs places ont été identifiées comme ayant une importance au niveau du patrimoine géologique, du patrimoine de la flore et de la faune, du patrimoine culturel indigène ou non et du patrimoine historique. Par exemple les dunes géantes de l'île de Moreton sont importantes pour le patrimoine géologique, les pics volcaniques des montagnes Glasshouse et de Lamington sont importants comme témoins de l'activité volcanique de la région. (Queensland Government – 1999 (A), p 56)

*163 sites historiques furent identifiés pour leur importance sur les terres nationales, 102 sont dans les forêts de l'Etat et 61 dans les parcs nationaux et les terres privées.* (Ibid, p 64)

Les projets concernant les places d'importance particulière pour les aborigènes furent traités différemment. Les trois conseils aborigènes de la région ( FAIRA, Gurang Land Council et Goolburri Land Council) ont formé une équipe de gestion afin de mener des audits concernant les données existantes au niveau du pays et au niveau de l'Etat. Des principes pour la gestion de ces lieux et pour leur conservation, ainsi que des mécanismes pour la consultation des communautés aborigènes furent établis. Un des points importants était de s'assurer que les communautés aborigènes étaient impliquées dans l'identification de leur patrimoine dans les forêts de l'Etat.

#### **4.2. Les projets sociaux**

L'évaluation sociale comprend quatre projets :

- Un aperçu des impacts sociaux des changements dans l'utilisation et la gestion des forêts, antérieurs au RFA.
- Un schéma démographique de la région procurant des informations sur la capacité de la région en termes de services et sur les populations concernées par l'utilisation des forêts.
- L'étude de cas dans 12 villes de la région.

- Une évaluation de la dépendance économique des différentes villes afin de déterminer lesquelles sont les plus sensibles aux changements de la gestion des ressources forestières.

Les rapports montrent les problèmes survenus dans le passé et ils permettent une meilleure élaboration des stratégies futures.

Une diminution nette des emplois dans le secteur de l'industrie du bois fut déjà constatée dû aux changements dans l'industrie, ces dernières décennies. ( fig. 21)

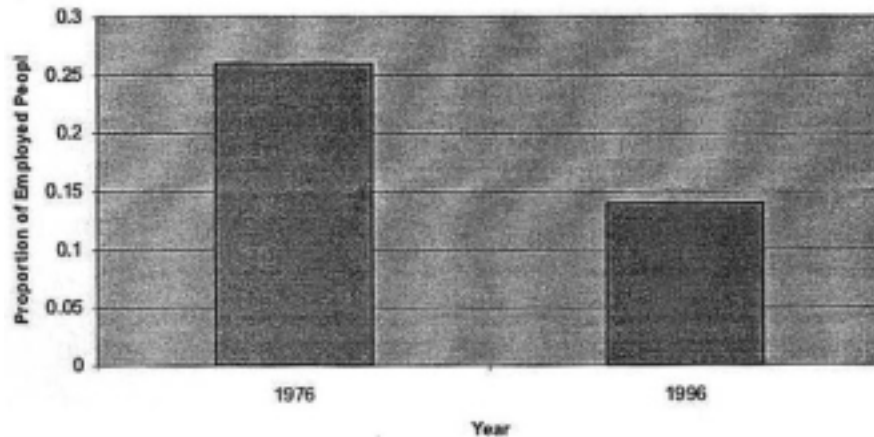


Figure 21 : Proportion de la population employée dans l'industrie du bois en 1976 et 1996.  
(Department of Natural Resources, Queensland Government – 1999 (C), p 22)

Un des points importants démontré par l'étude d'impacts est le rôle important des aides financières du gouvernement. Ces aides on en effet par le passé, permis aux collectivités rurales de mieux accepter les changements dans l'industrie forestière.

Les profils démographiques obtenus dans les différentes régions ont montré de grandes disparités. Cependant, la région du Sud-Est de Queensland connaît une augmentation de population généralisée. De cette étude, une distinction nette ressort entre les habitants vivant dans les petites villes à l'intérieur du pays très concernés par la perte d'emploi et l'avenir de l'industrie forestière, et les habitants des régions côtières et métropolitaines plus concernés par les problèmes de conservation.

Les personnes concernées par le projet sont très diverses, allant des employés dans l'industrie du bois, les groupes de conservation, les groupes indigènes et les gouvernements locaux, aux cueilleurs de fleurs, apiculteurs, bergers, fermiers, ainsi qu'aux industries touristiques et minières, et les collectivités dépendantes des ressources forestières. L'évaluation établit une liste des rapports que les différentes parties entretiennent avec les forêts et leurs problèmes potentiels par rapport aux changements.

Les régions analysées plus en détail sont les suivantes : Gympie, Conondale, Linville, Builyan, Many Peaks, Wondai, Dingo, Beaudesert, Woodford, Maryborough, Brooweena et

Eudlo. Les problèmes identifiés sont différents selon les régions avec toutefois une même importance apportée aux problèmes de l'emploi, du futur de l'industrie du bois, de la gestion des forêts de l'Etat et des opportunités d'emplois pour les plus jeunes.

Il en ressort qu'une solution pour le futur consiste à créer une industrie du bois durable selon les principes de conservation environnementaux, sans oublier d'établir des plantations et de développer des opportunités pour le tourisme.

Dans les villes de Woodford, Conondale et Gympie, il est à signaler que l'industrie du bois a une valeur historique.

Les 41 industries qui ont des permis pour effectuer des coupes dans les forêts natives de l'Etat sont basées dans 35 villes qui, toutes, sont dépendantes de cette donnée économique.

Les villes les plus touchées par un changement dans l'industrie du bois seraient Beaudesert, Maryborough, Monto et Mundubbera. (fig.22)

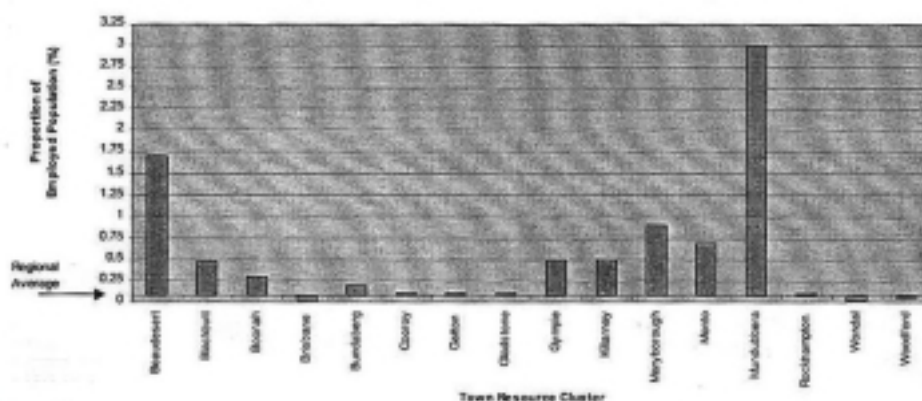


Figure 22 : Proportion de la population employée dans l'industrie du bois dans les différentes villes.  
(Department of Natural Resources, Queensland Government – 1999 (C), p 37)

La situation des aborigènes fit également partie de l'évaluation sociale. Leur situation fut déterminée en la comparant avec la situation des populations indigènes de régions ayant connu une situation similaire par le passé. En plus, l'estimation des impacts potentiels dans 6 régions (Wootabinda, Hervey bay, Cherbourg, Githabul, les Glasshouse Mountains et Beaudesert) fut évaluée.

Pour estimer les impacts potentiels sur les aborigènes, une évaluation de la situation démographique, sociale et économique des communautés aborigènes fut réalisée. Ces communautés furent également consultées lors de réunions et d'interviews.

Les communautés aborigènes ont fait des recommandations pour améliorer leur situation à différents niveaux :

- La conservation du patrimoine culturel aborigène ;
- Le respect des sites estimés d'importance culturelle pour les aborigènes ;
- L'accès aux forêts pour des raisons culturelles telles que de pratiquer les cérémonies spirituelles, d'enseigner la culture aux plus jeunes, la cueillette, la chasse et la pêche afin de récolter les ressources nécessaires ;

- La participation des communautés aborigènes dans la gestion des forêts ;
- La consultation des aborigènes pour toutes décisions sur des terres qui leur sont sacrées.

### **4.3. Les évaluations économiques**

La région supporte une variété d'industries basées sur les ressources forestières, comprenant la production de bois et sa transformation en produit fini, le tourisme, les activités récréatives, les mines, le pâturage, l'apiculture et la collecte de fleurs.

Avant le RFA, à peu près un million de mètres cubes de bois provenant des plantations de résineux et 338.000 mètres cubes provenant des forêts natives étaient utilisés par les scieries dans la région du Sud-Est de Queensland. Les plantations se trouvaient principalement sur les forêts publiques, alors que 62 % du bois natif proviennent des forêts privées. (Department of Natural Resources, Queensland Government – 1999 (A), p 12)

L'objectif des projets économiques et sociaux était d'estimer la situation sociale et économique de la région par rapport aux forêts natives et à l'industrie du bois. Une évaluation des opportunités pour l'industrie selon différents scénarios et en tenant compte du potentiel des plantations fit également partie des projets.

La partie économique du CRA évalue les ressources forestières et analyse la situation de l'industrie basée sur celles-ci. Ces informations seront utilisées pour analyser la gestion future de l'industrie.

#### **4.3.1. Le bois**

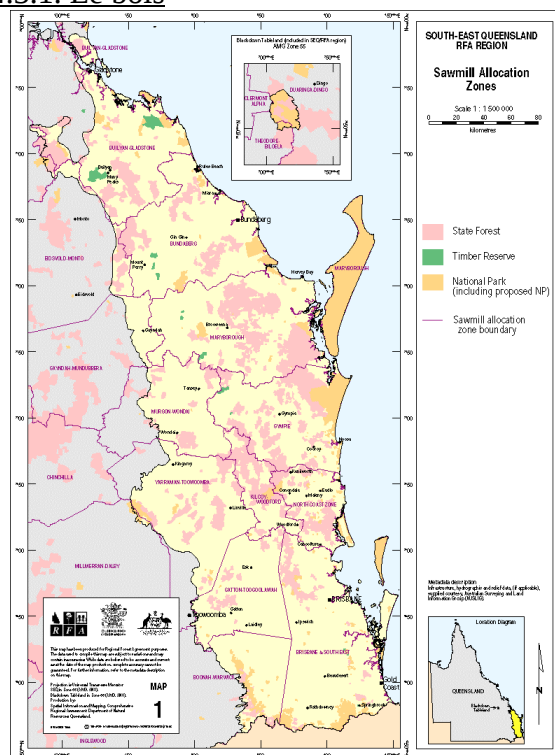


Figure 23 : Les différentes zones d'approvisionnement en bois pour les scieries. – (Department of Prime Industry – 1999, map 1)

L'inventaire fait sur les forêts de l'Etat a estimé 911.000 hectares de forêts natives dans la région du Sud-Est de Queensland. De cette superficie, seulement 338.000 hectares sont classés comme forêts productives disponibles pour la production de bois. Les zones disponibles pour la coupe de bois ont été divisées en 14 zones. (Department of Natural Resources, Queensland Government – 1999 (A), p 11) (fig.23)

Un des projets d'évaluation révisé le modèle d'analyse de la croissance, les données et les calculs de production utilisés par le Département de l'Industrie Primaire (DPI) pour calculer la productivité des forêts publiques. Cette étude décrit les systèmes d'évaluation.

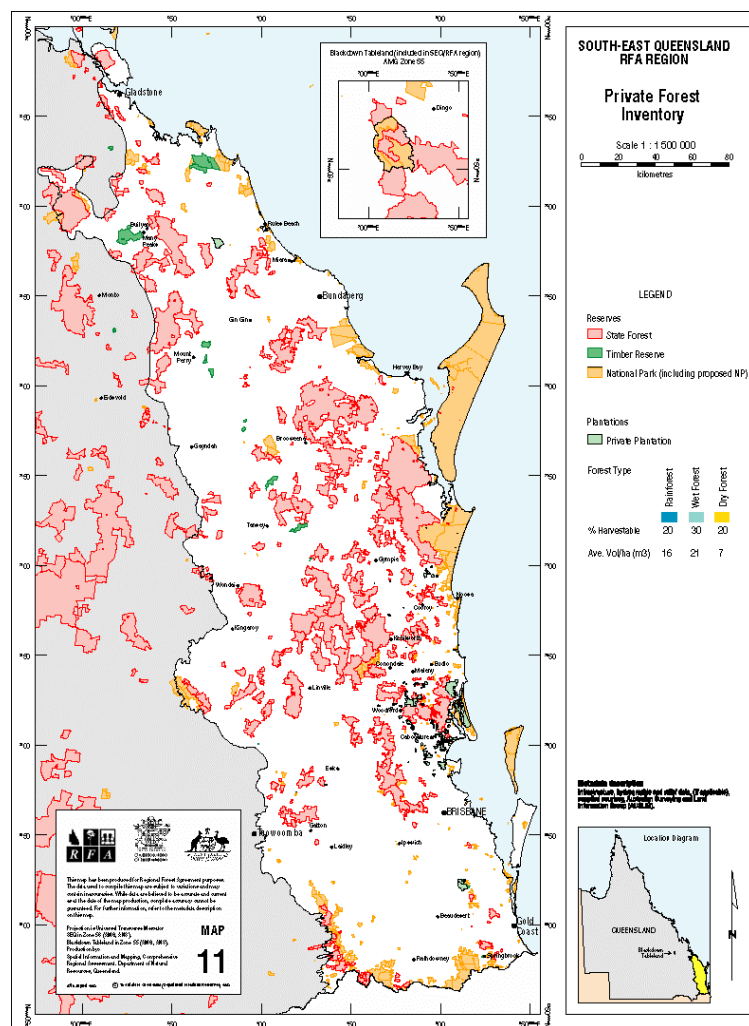


Figure 24 : Inventaire des forêts privées dans le SEQ. (Department of Natural Resource and Forest taskforce- Queensland Government-1998 (E), map 11)

Les forêts privées ont été étudiées afin d'estimer l'étendue et la disponibilité des ressources. (fig. 24) D'après le rapport sur l'inventaire des forêts privées, le bois exploités des forêts privées devrait représenter entre 45.000 m³ et 215.000 m³ par an. (Department of Natural Resource and Forest taskforce- Queensland Government-1998 (E), p 11)

Le déboisement des forêts natives, en 1996, était de 338.000 m³ par an. De ces 338.000 m³, approximativement 210.000 m³ provenaient des forêts privées. La productivité durable à long

terme des forêts de l'Etat est d'environ 80 % de la quantité coupée en 1998. Par contre la durabilité des forêts privées est inconnue. (Department of Natural Resources, Queensland Government – 1999 (A), p 145)

Le taux de déboisement était d'à peu près 109.000 m<sup>3</sup> par an. (Department of Natural Resources, Queensland Government – 1999 (A), p 29) Ce taux devrait diminuer, même en absence d'un RFA. Le Gouvernement de Queensland avait déjà introduit une phase de réduction afin d'arriver à une quantité durable.

Pour 2000, on s'attendait à une production de bois venant des forêts natives publiques et privées, et disponibles pour les scieries de 309.000 m<sup>3</sup>. Vu la diminution attendue dans la disponibilité du bois, afin de garantir une rentabilité durable, cette quantité a été estimée à 174.800 m<sup>3</sup> pour 2010 et 122.600 m<sup>3</sup> pour 2020. Cette hypothèse entraîne une réduction des emplois de 1261 en 2000 à 626 en 2020. Les impacts de la réduction des ressources sur l'emploi et la valeur brute de production est montrée dans la figure ci-dessous. (Queensland Government – 1999 (B), p 40) (fig. 25)

| DESCRIPTION<br>Resource ('000m <sup>3</sup> )    | YEAR         |              |              |
|--------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|
|                                                  | 2000         | 2010         | 2020         |
| Crown                                            | 115.5        | 81.4         | 77.6         |
| Private                                          | 193.7        | 93.4         | 45.0         |
| <b>TOTAL</b>                                     | <b>309.2</b> | <b>174.8</b> | <b>122.6</b> |
| <b>Employment</b>                                |              |              |              |
| Without industry development                     | 1261         | 817          | 626          |
| With industry development                        | 1261         | 984          | 782          |
| <b>Gross Value of Production<br/>(GVP) (\$m)</b> |              |              |              |
| Without industry development                     | 82.5         | 57.7         | 47.9         |
| With industry development                        | 82.5         | 97.0         | 72.9         |

Figure 25 : Situation estimée de l'emploi et de la production brute dans l'industrie du bois pour 2010 et 2020. (Queensland Government – 1999 (B), p 41).

Les plantations sur les terres de l'Etat, comprenaient, en 1996, 150.000 hectares de bois tendre et seulement 1.200 hectares de bois dur. De même, les plantations sur les terres privées comprenaient 12.000 hectares de bois tendre et très peu de bois dur. (Fergusson, I., Fox, J., Baken, T., Stackpole, D., Wild, I. – 2002, p 156)

Les plantations sur les terres privées et publiques gagnent de l'importance dans l'approvisionnement pour l'industrie du bois. (fig.26)

Les forêts de la région du Sud-Est de Queensland contribuent pour 75 % au volume de bois traité dans l'Etat de Queensland.

Le secteur du bois tendre s'est étendu durant les 20 dernières années. Il est beaucoup plus important que le secteur du bois dur qui lui, a diminué.

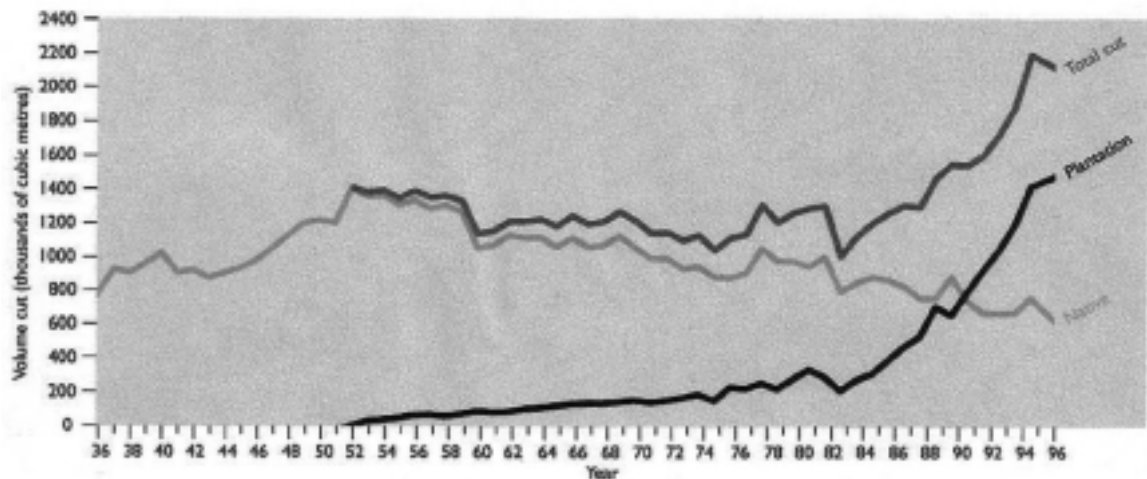


Figure 26 : Augmentation de la part des plantations dans l'approvisionnement en bois.  
(Queensland Government – 1999 (A), p 116)

Des évaluations furent menées pour déterminer les options de développement de l'industrie du bois, telles que les opportunités de créer une industrie à haute valeur ajoutée et les possibilités d'augmenter la productivité des ressources dans les plantations.

L'étude concernant la valeur ajoutée analyse les possibilités techniques possibles pour l'industrie dans la région afin d'être compétitive sur le marché international. Ce projet comprend une évaluation du marché, de la disponibilité des ressources et des opportunités de transformation et d'expansion.

La gestion des forêts natives est basée sur deux techniques de sylviculture ; le déboisement sélectif et le traitement du post-déboisement. Les règles pour la sélection et le marquage des arbres datent des années 60 et actuellement de nouvelles techniques sont développées. La majorité des recherches ont été orientées sur les plantations de conifères et peu de recherches ont été faites au sujet des plantations de bois dur. La priorité sera donc donnée dans les années à venir à la recherche sur les plantations de feuillus.

Une évaluation du potentiel de la région forestière pour les plantations commerciales fut également réalisée. Cette étude a sélectionné particulièrement cinq espèces de feuillus et deux espèces de résineux en fonction de leur potentiel de viabilité commerciale et de leur capacité de croissance dans les situations de la région ; le hoop pine, pins natifs (*Araucaria cunninghamii*), une espèce de pin exotique (*Pinus sp.*) et les feuillus natifs comprenant le western white gum (*Eucalyptus agrophloia*), spotted gum (*Eucalyptus maculata*), blackbutt (*Eucalyptus pillularis*), Gympie messmate (*Eucalyptus cloeziana*) et rose gum (*Eucalyptus grandis*).

#### 4.3.2. Le tourisme

Le tourisme et les activités récréatives vont connaître très certainement une augmentation importante dans les prochaines années. Une augmentation de 57 % des visiteurs journaliers est attendue pour 2021 par rapport à 1998, les parcs nationaux étant les plus prisés pour les activités touristiques. (Department of Natural Resource and Timber Task Force- Queensland Government – 1998 (C), p 12)

Les tours écotouristes occupent une place importante dans l'industrie forestière. *Elle employait en 1998, 768 personnes dans la région du Sud-Est de Queensland. Les visiteurs des régions forestières avaient dépensé 196 millions en 1997 dans la région visitée.* (Queensland Government – 1999 (A), p 70)

#### 4.3.3. Le pâturage

Les élevages sont fort présents dans les régions forestières du Sud-Est de Queensland. Sur les forêts de l'Etat, 43.000 bovins paissaient en 1998, avec un profit de 1,4 millions de dollars australiens par an. (Department of Natural Resource and Timber Task Force – Queensland government - 1998 (B), p 10)

#### 4.3.4. L'apiculture

L'apiculture est une industrie forestière mineure. 40 % du miel est produit dans les forêts de l'Etat. Les forêts du district de Imbil furent identifiées comme particulièrement importantes pour cette industrie. (Department of Natural Resource and Forest taskforce- Queensland Government-1998 (F), p 9)

#### 4.3.5. les activités minières

Les mines dans les régions forestières du Sud-Est de Queensland employaient directement 644 personnes en 1994-95. 99 mines dans les zones forestières extrayaient du charbon, de l'or, du sable, de la magnétite et d'autres minerais industriels pour une valeur de 199,2 millions en 1996-1997. Les deux mines les plus importantes se trouvent au Nord de l'île Stradbroke et à Tarong. (Queensland Government – 1999 (A), p 108)

#### 4.3.6. La cueillette de fleurs

La cueillette de fleurs et l'exportation de fleurs natives des régions forestières a récemment pris de l'importance employant 50 personnes. Lors de l'évaluation, cette industrie prévoyait employer le double de personnes et tripler son chiffre d'affaires pour 2006. (Department of Natural Resource and Timber Task Force, Queensland Government – 1998 (D), p 7)

#### 4.3.7. La production d'eau

Le projet concernant les ressources aquatiques et leur gestion avait pour but de décrire le rôle des forêts dans ces ressources et les impacts de l'utilisation des forêts sur la qualité de l'eau. Il fut démontré que la pression de l'urbanisation et l'agriculture intensive sur les ressources aquatiques se faisait de plus en plus sentir.

#### **4.4. Les acteurs de la réalisation du CRA**

Le CRA fut dirigé par des experts des deux gouvernements, ainsi que par des experts privés. Les tâches spécifiques ont fait appel à des spécialistes aux différents niveaux. De plus, la participation des communautés fut une part essentielle dans l'évaluation des impacts sociaux, économiques et culturels. Pour cela un processus de consultation a été mis sur pied pour faciliter la participation des groupes suivants :

- Les gouvernements locaux
- Les usagers des forêts, entreprises de défrichement comprises
- L'industrie du bois et les scieries
- Les apiculteurs
- Les fermiers
- Les groupes écologistes
- Les tours opérateurs

Un comité de direction comprenant les différentes parties intéressées fut établi dans le cadre du CRA pour donner des avis et recommandations. Celui-ci a été consultés et ont eu l'occasion de rendre un rapport comprenant leur point de vue, leurs avis et recommandations. Les différents groupes concernés sont :

- Queensland Timber Board
- Australian Rainforest Conservation Society
- Wilderness Society
- Queensland Conservation Council
- Forest Protection Society
- Local Government Association of Queensland
- Australian Workers Union
- Cattleman's Union
- United Graziers Association
- Queensland Beekeepers Association
- Goolburri Aboriginal Land Council
- FAIRA
- Gurang Land Council
- Mining Council (Queensland Government – 1996)

#### **4.5. La publication du CRA**

Le CRA fut publié le 18 mars 1999. La publication du CRA marqua le début de la phase suivante du RFA, le développement des différentes options pour l'utilisation future des forêts. Les points cruciaux dans le développement de ces options sont l'élaboration d'un planning pour la gestion des forêts, la protection des valeurs naturelles par un système de réserve complet, adéquat et représentatif (CAR), une gestion des forêts hors réserves, les opportunités pour le développement de l'industrie forestière, ainsi que leur accès aux ressources et le développement et le monitoring d'indicateurs. Une fois, les différentes options élaborées, un rapport sera publié à l'intention du public.

#### **4.6. Critiques face au CRA**

Selon le « Queensland Timber Board », l'évaluation du CRA est redondante, il était clair qu'il était temps de conserver plus de forêts afin d'élaborer le système de réserves. J. Burgess pense cependant qu'une évaluation plus restreinte aurait suffi pour évaluer quelles forêts étaient les plus représentatives au niveau des écosystèmes et des espèces en danger.

Les groupes de conservation quant à eux estiment que le CRA s'est trop concentré sur les objectifs de protection des écosystèmes en négligeant les informations sur la faune, la flore et les habitats. Après une étude de deux ans et demi, ils s'attendaient à un meilleur résultat.

### **5.LES DIFFERENTS SCENARIOS**

#### **5.1. Les points stratégiques**

Afin de développer les différents scénarios, des points stratégiques dont il faut tenir compte, furent développés par le comité de direction.

Les principaux points stratégiques pour le développement des scénarios sont les suivants :

- Les zones qui feront partie du RFA.
- Une gestion des forêts écologiquement durable.
- La gestion des forêts natives de l'Etat, comprenant les forêts pour l'industrie et les autres forêts.
- Les forêts natives privées.
- L'application des critères JANIS et la réalisation d'un système de réserves complet, adéquat et représentatif.
- L'approche de politiques alternatives.
- Le potentiel de développement de l'industrie forestière
- Les alternatives aux systèmes de sylviculture dans les forêts de l'Etat.

#### 5.1.1. Les zones désignées pour la coupe de bois dans la région du SEQ

Le rapport CRA a considéré toutes les ressources provenant des 14 zones dans lesquelles le bois était disponible pour les scieries. Cependant, deux zones dont les forêts s'étendent pour 90 % hors des frontières de la région de SEQ ne seront pas prises en compte.

#### 5.1.2. L'évaluation de la possibilité d'établir une gestion écologiquement durable des forêts

Le CRA comprend une évaluation, réalisée en deux étapes, de la gestion durable des forêts. La première étape consistait à voir s'il existait un système de gestion et un planning pour garantir une gestion écologiquement durable dans la région. La deuxième étape consistait à voir si les systèmes existants pouvaient aboutir à une gestion durable.

La gestion des valeurs et des sites du patrimoine culturel, l'utilisation récréative, la rentabilité durable des forêts et la gestion des impacts des élevages sur les forêts ont particulièrement influencé les différents scénarios.

#### 5.1.3. La gestion des forêts natives de l'Etat

##### 5.1.3.1. L'estimation de la rentabilité durable

Cette estimation calculée par le Département de l'Industrie Primaire, fut la base de détermination des zones de coupe destinées à chaque scierie. Cette estimation est basée sur les modèles de croissance des forêts, ainsi que sur les données et calculs existants.

##### 5.1.3.2. Les autres industries dans les forêts de l'Etat

Les pâtures, l'apiculture, les activités récréatives, les mines et autres sont des industries qui dépendent des forêts.

Les forêts de l'Etat ne pourront pas toutes être utilisées pour toutes les activités. Des zones de forêts seront désignées pour répondre aux différentes activités afin de respecter certaines valeurs et ne pas entraver d'autres activités. Une sylviculture moins intensive devrait pouvoir se combiner avec d'autres activités. Certaines zones proches des villes sont totalement gérées dans un autre but que pour la production de bois. La demande des activités forestières pour des activités telles que le tourisme et les activités récréatives est en pleine croissance.

Cependant, certaines activités, comme par exemple les 4X4 et les ballades équestres sont inappropriées dans les parcs nationaux et les réserves.

Les changements de statut des forêts et les changements dans les techniques de gestion des forêts faisant partie du RFA, tiendront compte des conséquences pour les différents utilisateurs des forêts

#### 5.1.4. Les forêts natives privées

Le bois des feuillus provenant des forêts privées représente une partie importante de l'approvisionnement en bois dur. Les forêts privées ont également une importance environnementale, contenant 65 % des écosystèmes en danger. (Queensland Government – 1999 (B), p 22)

Les connaissances sur les ressources des forêts privées restent assez limitées, peu d'évaluations complètes ont été menées.

Le changement de gestion des forêts publiques, attendu suite au RFA, aura une influence sur les forêts privées. L'approvisionnement en bois des forêts publiques risque de diminuer, ce qui pourrait être compensé par un approvisionnement provenant des forêts privées.

#### 5.1.5. L'application des critères JANIS

Les critères JANIS seront d'application dans la mesure du possible dans toutes les forêts publiques. Dans les réserves où il est démontré qu'il est impossible ou peu pratique de respecter ces critères, des exceptions seront acceptées au cas par cas. Selon les catégories de réserves (réserves officielles, réserves informelles ou valeurs protégées par prescription (voir Chap. 4, §4.2)), les critères seront plus ou moins rigoureusement suivis.

Certains écosystèmes ne sont présents que sur des terres privées. Afin de les protéger, il est important d'élaborer des stratégies pour leur conservation, surtout lorsqu'ils sont en voie d'extinction. La protection de la nature sur les terres privées n'apparaît pas toujours comme bénéfique pour le propriétaire. Il va donc falloir définir la répartition des coûts et bénéfices entre le secteur public et privé.

Actuellement, il existe en Queensland des lignes directrices pour la gestion des zones à protéger en dehors des forêts publiques. Elles sont comprises dans le « Nature Conservation Act 1992 », dans les programmes volontaires pour la protection des terres et dans les plans locaux pour la conservation de la végétation. Jusqu'à présent, tous ces programmes sont volontaires. (Queensland Government – 1999 (B), p 24)

#### 5.1.6. Politique alternative pour la gestion des forêts natives publiques

##### 5.1.6.1. Le déboisement durable

Cette idée de déboisement durable est déjà introduite dans le « Nationale Forest Policy Statement ». L'industrie du bois devra être basée sur la maximisation de la valeur ajoutée et une meilleure efficacité dans la gestion des ressources, ce qui se ferait par le développement d'un système de réserves CAR.

Dans la région du Sud-Est de Queensland, l'industrie des résineux est beaucoup plus importante que celles des feuillus. Cependant la demande de bois durs de qualité reste importante.

Les scénarios A, B, C et D sont basés sur une industrie durable du bois dur natif dans la région de Sud-Est de Queensland, tout en respectant les valeurs écologiques.

#### 5.1.6.2. L'idée d'une transition rationnelle

Le concept d'une transition vers une industrie dépendante des plantations sous-entend que le taux de déboisement ne pourra être maintenu. Pour les quatorze zones de la région, en 1998, la quantité de bois déboisée annuellement s'élève à 85.916 mètres cubes. (Queensland Government – 1999 (B), p 25) En augmentant les pratiques pour la conservation des forêts, cette quantité baissera jusqu'à 52.020 mètres cubes. (Ibid, p 25) L'implantation d'un système de réserves complet diminuera encore cette quantité avec, inévitablement, un impact important sur l'industrie.

Pendant la période de restructuration de l'industrie du bois, une stratégie de transition sera donc nécessaire et accompagnée par une aide économique pour aider les communautés touchées. Les éléments pour une période de transition ont été examinés dans les scénarios E et F.

Le premier élément consiste à déclarer certaines zones dans lesquelles le déboisement sera totalement interdit, tout en gardant quelques zones disponibles pour le déboisement.

L'objectif à long terme étant d'arrêter totalement le déboisement dans les forêts natives. Cette période de transition devrait permettre à l'industrie de s'adapter.

Un deuxième élément octroie une aide économique pour la restructuration de l'industrie du bois et un support pour les collectivités régionales afin qu'elles diversifient leur économie. Le développement des plantations et une assistance pour élaborer une industrie à haute valeur ajoutée fait également partie de cette aide économique.

#### 5.1.7. Les potentiels de développement de l'industrie forestière

##### 5.1.7.1. Structure de la politique de restructuration de l'industrie du bois

L'industrie forestière contribue au développement économique régional, le rôle des gouvernements dans ce développement sera principalement de prévoir une aide financière, afin de développer une industrie forestière compétitive et efficace sur le marché international. Pour développer l'industrie de l'Etat de Queensland dans le marché global, quelques changements sont nécessaires : l'ouverture à de nouveaux investisseurs, l'établissement d'une économie d'échelle avec une politique commerciale durable à long et à court terme et l'orientation vers une industrie à haute valeur ajoutée. Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement va analyser et promouvoir les investissements dans ce secteur et faciliter les

opportunités d'accès au marché. Le gouvernement espère ainsi que l'industrie apportera des bénéfices économiques en terme d'emplois, en maintenant les investissements et en établissant une industrie à haute valeur ajoutée et exportatrice.

#### 5.1.7.2. Le potentiel pour les nouvelles capacités de valeurs ajoutées

Ce potentiel s'applique surtout au bois dur et devrait diminuer les impacts sur les ressources forestières. La production de produits semi-finis permettra l'accès de l'industrie de la région aux marchés australiens et asiatiques.

#### 5.1.7.3. Le développement des plantations

Le potentiel des plantations en tant que complément ou supplément des forêts natives est une partie importante des nouvelles méthodes de sylviculture. Elles permettront de réduire l'impact sur les ressources naturelles forestières.

Le Commonwealth a élaboré un plan de plantations appelé, plantation 2020. Ce plan a pour but d'augmenter les plantations en Australie et surtout dans les forêts privées. L'objectif est de planter des arbres pour une utilisation bien spécifique.

Des investissements ont été faits dans le domaine de la recherche et du développement pour le développement de nouvelles espèces et pour développer de nouvelles stratégies de gestion des plantations. Le Gouvernement de Queensland encourage également les fermiers à planter en entreprise jointe. (voir Chap. 7, §3.4.2)

Les plantations de résineux sont déjà bien établies dans la région. La plupart du bois produit provient de pins exotiques. Dans ce domaine, une expansion est attendue. Le problème est donc de trouver des terres adéquates et disponibles pour ce type de plantation.

Par contre les plantations de bois dur, avant le RFA, étaient très peu nombreuses et donc insuffisantes pour remplacer le bois provenant des forêts natives. Ces plantations demandent un temps beaucoup plus important de rotation (25 ans minimum). Même en commençant dès la mise en œuvre du RFA, il faudrait attendre au minimum 25 ans pour obtenir du bois. De plus, il faut trouver des terres sur lesquelles les plantations de forêts seront plus rentables que l'agriculture. Les terres les plus appropriées pour ce type de plantations sont situées au Nord de la région.

Toutes les autres industries forestières doivent également être prises en compte lors de l'élaboration des scénarios.

#### 5.1.8. Les systèmes de sylviculture alternatifs pour les forêts de l'Etat

Les systèmes de sylviculture alternatifs vont augmenter cette quantité. On entend modifier les méthodes de sylviculture sélective existantes par de nouvelles méthodes plus intensives afin

de favoriser la croissance des jeunes arbres. Par exemple en enlevant des arbres qui ont des propriétés d'habitats déjà bien représentés, même si ces arbres ne sont pas appropriés pour les scieries. De cette façon, la canopée étant moins importante, les eucalyptus pourront se régénérer et grandir plus rapidement.

Cependant les investissements dans ce secteur sont à long terme et l'entretien des forêts demande beaucoup de travail. On ne dispose malheureusement que de très peu de données sur l'application de ces méthodes dans la région du Sud-Est de Queensland et donc peu d'informations sont disponibles sur leurs impacts sur les forêts. Il n'est de plus pas certain que ce système pourra être viable économiquement. D'autre part, ces systèmes de sylviculture alternatifs pourraient avoir des impacts encore inconnus sur les écosystèmes.

## **5.2. Les scénarios** (annexe 5)

Tous ces scénarios, furent présentés en détail dans le rapport d'instruction destiné à la consultation du public (voir §6). Ils sont développés ci-dessous plus succinctement.

Ces scénarios prennent comme situation de référence pour le développement des différentes options, la situation décrite par le CRA.

Ces scénarios furent élaborés pour déterminer le statut futur des forêts natives publiques. Ils présentent des zones hors des réserves existantes qui sont prioritaires pour la conservation et qui pourraient donc être mises sous réserves. Ils ont aussi été élaborés pour permettre au public et aux communautés de s'exprimer sur cette problématique. Ils ne représentent pas la position du gouvernement de Queensland ou du Commonwealth. La décision finale devra encore être négociée par les Gouvernements. Ils ont été développés pour permettre au public d'estimer les conséquences selon les différentes options.

Ces scénarios sont basés sur différentes interprétations du système de réserve et sur différentes perceptions des priorités de conservation. Les valeurs environnementales majeures sont les écosystèmes régionaux, les anciennes forêts et la nature à l'état sauvage. Ces valeurs ont un intérêt environnemental et seront les premières à être protégées par le système de réserves. De plus, les régions servant d'habitats pour les espèces en danger, rares ou vulnérables sont également propices à une mise sous réserve.

Les impacts sur l'industrie du bois ont été estimés selon le système FORUM (Forest Resource Use Model) par ABARE (Australian Bureau of Agricultural Ressources Economics). Ce ne sont que des estimations et il faut réaliser que d'autres facteurs imprévus peuvent entrer en jeu.

### **5.2.1. Scénario A**

Ce scénario va ajouter 156.000 hectares aux réserves existantes, tout en continuant la gestion

des forêts selon le principe d'une gestion durable et identifier les priorités de conservation pour un système de réserve complet, adéquat et représentatif.

Ce scénario se concentre sur les écosystèmes en danger, rares ou vulnérables. D'autres valeurs environnementales comme les vieux bois, la nature à l'état sauvage et le patrimoine national ne sont pas explicitement identifiées dans ce scénario.

Ce scénario identifie les zones de protection où se trouvent les écosystèmes prioritaires qui sont adjacents aux parcs nationaux existants et les zones où les écosystèmes prioritaires couvrent une surface suffisante.

Le scénario A identifie les zones de protection à ajouter aux systèmes de réserve afin de protéger 13 écosystèmes (dont un rare et deux en voie d'extinction) à un niveau en accord avec les objectifs JANIS. *Avant le RFA, 39 % des écosystèmes étaient en accord avec les critères JANIS. Dans ce scénario 67 % sont en accord avec ces objectifs.* (Queensland Government – 1999 (B), p 45)

Le scénario A améliore la protection des vieux bois jusqu'à 58 % du total restant sur toutes les forêts.

Approximativement 82 % de la nature sauvage identifiée dans la région du Sud-Est de Queensland est protégée par ce scénario.

D'après le scénario A, les ressources de bois des forêts natives de l'Etat atteignent 99.900 m<sup>3</sup> en 2000 et 68.700 m<sup>3</sup> en 2020. (Ibid, p 45) Si l'industrie ne se restructure pas, les emplois dans l'industrie du bois vont passer de 1125 en 2000 à 591 en 2020. Si l'industrie se restructure selon le schéma du scénario A, elle emploiera encore 741 personnes en 2020. (fig. 27)

| DESCRIPTION                            | YEAR         |              |              |
|----------------------------------------|--------------|--------------|--------------|
|                                        | 2000         | 2010         | 2020         |
| Resource ('000m <sup>3</sup> )         |              |              |              |
| Crown                                  | 99.9         | 67.1         | 68.7         |
| Private                                | 193.7        | 93.4         | 45.0         |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>293.6</b> | <b>160.5</b> | <b>113.7</b> |
| <b>Employment</b>                      |              |              |              |
| Without industry development           | 1225         | 766          | 591          |
| With industry development              | 1225         | 945          | 741          |
| <b>Gross Value of Production (\$m)</b> |              |              |              |
| Without industry development           | 79.8         | 55.2         | 46.2         |
| With industry development              | 79.8         | 91.2         | 68.7         |

Figure 27 : Impact estimé du scénario A sur l'industrie du bois. (Queensland Government – 1999 (B), p 45)

Les impacts sur les autres industries forestières sont moins faciles à estimer.

Les nouvelles zones mises sous réserves selon le scénario A, se trouvent sur

- 152.000 hectares de terres ayant probablement des ressources minérales.
- 108.000 hectares du potentiel des zones apicoles.
- 68.913 hectares de zones sur lesquelles un permis de pâture a été délivré.
- 4.760 hectares de zones où la collecte d'herbes et de feuilles était permise.
- 28 % de la surface utilisée par les voitures tout terrain, 22 % des chemins équestres et 11 % des sentiers pour vélo tout terrain. (Ibid, p46)

### 5.2.2. Scénario B

Ce scénario ajoute 160.000 hectares de réserves aux réserves existantes. Les régions mises sous réserves sont différentes que celles du scénarios A. Ce scénario a pour but de préserver dans les réserves existantes et les nouvelles zones mises sous réserves, un maximum d'écosystèmes différents dans leur milieu géographique.

Le scénario B et les réserves existantes échantillonnent 140 écosystèmes. Il protège 10 écosystèmes en plus que les objectifs formulés par les critères JANIS.

D'après ce scénario, 57 % des vieilles forêts et 73 % de la totalité de la nature à l'état sauvage restante sont mis sous réserves. (Ibid, p47)

Les impacts sur les différentes industries forestières ne furent pas estimés pour ce scénario.

### 5.2.3. Scénario C

Ce scénario ajoute 330.000 hectares aux réserves existantes.

Le choix des zones à mettre sous réserves tient particulièrement compte des forêts humides et des écosystèmes sclérophylles humides, ainsi que des écosystèmes en danger, vulnérables et rares. La quantité de valeurs conservées fut la base de la sélection des zones à protéger. Les valeurs à conserver qui seraient isolées seront protégées par d'autres mécanismes tels que des plans de gestion.

Selon le scénario C, tous les écosystèmes forestiers et les espèces de la faune et de la flore connues sont présents dans les réserves de conservation. Il va protéger 23 nouveaux écosystèmes au niveau des critères JANIS.

Selon ce scénario, 61 % des vieilles forêts et 87 % de la nature à l'état sauvage sont mis sous réserves. (Ibid, p 48)

Des 330.000 hectares mis sous réserves selon ce scénario, 276.000 hectares étaient disponibles pour la production de bois. Ce scénario prévoit donc que le bois sera fourni aux industries de façon durable. Les emplois vont passer de 1100 à 550 en 20 ans. (Ibid, p 48)

Au niveau des autres industries forestières, les zones mises sous réserves affectent :

- 15 % des réserves potentielles de métal, ainsi que trois licences pour l'extraction et quatre aires où des licences peuvent être délivrées.
  - 322.000 hectares des terres utilisées par les apiculteurs.
  - 145.000 hectares de pâturage.
  - 27.000 hectares où la collecte de feuilles, herbes et fleurs était pratiquée.
  - 33 % des chemins utilisés par les voitures tout terrain et les motocyclistes, 5 % des chemins empruntés par les vélos tout terrain et 15 % des chemins utilisés pour les ballades à cheval.
- (Ibid, p49)

#### 5.2.4. Scénario D

Le scénario D se concentre sur la conservation des anciennes forêts. Il améliore également la situation des écosystèmes pauvrement représentés. Ce scénario a sélectionné de grandes surfaces pour la conservation, comprenant des zones adjacentes aux parcs nationaux. Ce scénario ajoute 391.000 hectares de réserves au système de réserve existant.

Ce scénario protégera 28 écosystèmes en plus aux niveaux des critères JANIS.

Il ajoutera des vieilles forêts aux réserves de façon à ce que 63 % de celles-ci soient protégées.

La portion de la nature à l'état sauvage protégée sur les terres publiques s'élèvera à 86 %.

(Ibid, p50)

Le volume de bois pour l'industrie du bois passera de 69.000 m<sup>3</sup> en 2000 à 40.000 m<sup>3</sup> en 2020. Si l'industrie ne se développe pas, le nombre de personnes employées passera de 1130 à 485. (Ibid, p51)

Les nouvelles réserves comprennent :

- 64.168 hectares de réserves potentielles pour le minéral.
- 372.782 hectares de zones potentielles pour la production de miel,
- 193.000 hectares de pâturage.
- 18.000 hectares des zones de collectes de feuilles et herbes.
- 39 % des chemins 4x4, 14 % des sentiers VTT, 28 % des sentiers pour les ballades à cheval et 28 % des chemins pour les motocyclistes. (Ibid, p 52)

#### 5.2.5. Scénario E

Ce scénario ajoute 330.000 hectares aux réserves existantes. Cependant comme ce scénario est basé sur une approche transitoire, les gains en conservation seront supérieurs que dans le cas du scénario C.

Les résultats concernant la conservation sont identiques à ceux du scénario C dans un premier temps. La différence vient de la diminution par paliers de l'exploitation du bois pour arriver en 2020 à un déboisement plus faible.

Malgré que les scénarios C et E proposent les mêmes zones à mettre sous réserves, leurs impacts sur l'industrie du bois seront différents. Le scénario C prévoit un approvisionnement en bois durable, alors que le scénario E est basé sur une période transitoire, après laquelle, le déboisement sur les forêts natives sera totalement interdit. (fig. 28)

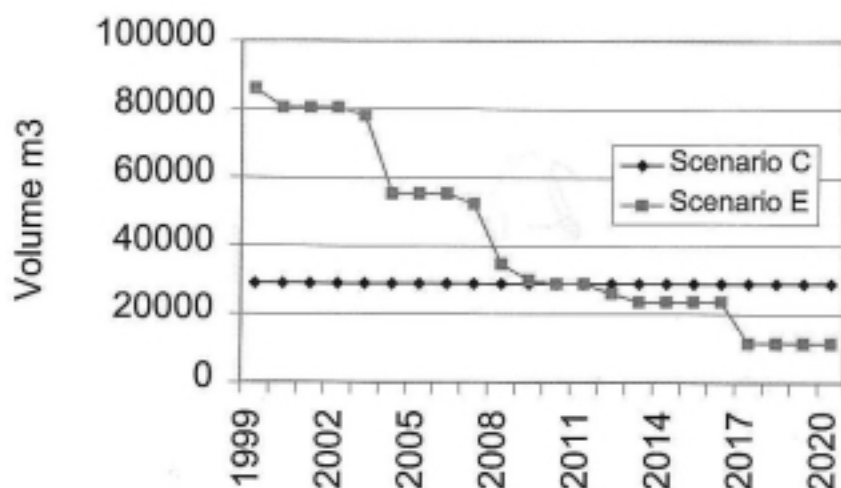


Figure 28 : Comparaison entre les scénarios C et E. (Queensland Government – 1999 (B), p 54)

#### 5.2.6. Scénario F

Le scénario F propose que 500.000 hectares de forêts soient directement rendus indisponibles pour le déboisement. (Ibid, p 55) Comme le scénario E, ce scénario est basé sur une période de transition.

Tout comme le scénario G, le scénario F reconnaît que pour respecter les critères JANIS, il est indispensable de conserver presque l'entièreté des forêts de l'Etat dans la région du Sud-Est de Queensland.

Ce scénario considère que les particularités des forêts subtropicales de la région doivent être conservées et est conscient du temps nécessaire pour sauver les forêts. Il inclut les forêts humides, les forêts sclérophylles humides et les îles topographiques.

Ce scénario a pour but de répliquer la plupart des écosystèmes.

Le scénario F protège 30 écosystèmes supplémentaires aux niveaux des critères JANIS. 93 % des vieilles forêts sont protégés sur les forêts de l'Etat. 90 % de la nature à l'état sauvage identifiée dans le Sud-Est de Queensland seront protégés. (Ibid, p 55)

Selon ce scénario, il n'y aura plus d'approvisionnement en bois des forêts publiques en 2011. Les emplois passeront de 1160 à 350 en 20 ans. (Ibid, p 55)

Les zones mises sous réserves affecteront :

- 15 % des réserves potentielles en minerais métalliques, 46 % des réserves potentielles en or volcanique et 8 % des réserves en minerai d'or, 3 % des carrières et 27 % des zones potentielles pour les pierres de construction.
- 475.000 hectares de zones potentielles pour la production de miel.
- 253.000 hectares de pâturage.
- 37 % de la zone pour la collecte de feuilles.
- 60 % des chemins pour voitures et motos tout terrain, 30 % des sentiers vélos tout terrain et 50 % des sites pour les ballades équestres sont affectés par ce scénario. (Ibid, p 56)

### 5.2.7. Scénario G

Ce scénario mettra sous réserves 620.000 hectares de forêts, ce qui représente quasi l'entièreté des forêts, les seules régions n'étant pas comprises dans ce scénario étant les zones adjacentes aux plantations de *Araucaria cunninghamii* et de pins exotiques. La protection des vieilles forêts, de la nature à l'état sauvage et des écosystèmes est donc maximum.

Le scénario comprend des forêts sclérophylles sèches qui ne sont pas comprises dans le scénario F.

Ce scénario illustre une manière de respecter pleinement les critères JANIS mais les impacts sociaux n'ont pas été estimés pour ce scénario.

### 5.3. Comparaison des différents scénarios

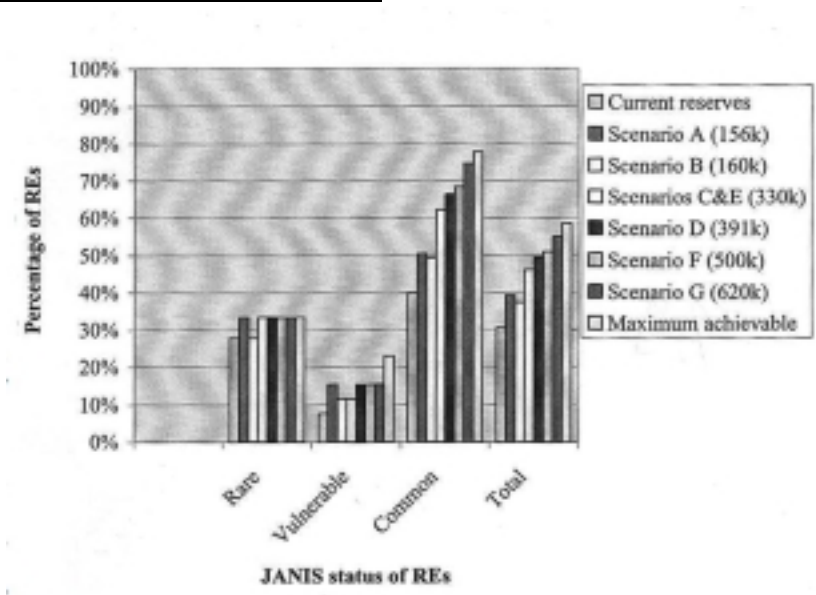


Figure 29 : Pourcentage des écosystèmes qui répondent aux critères JANIS pour les différents scénarios. (Queensland Government – 1999 (B), p 74)

On constate que l'on va d'un scénario A, ne mettant une petite superficie sous réserves vers un scénario G favorable à la conservation, mettant la totalité des forêts natives de l'Etat sous réserve. (fig. 29 et fig. 30)

Malgré que le scénario A et B protègent presque la même superficie, le scénario B est plus favorable à la protection des espèces (rares, vulnérables et communes) et des différents écosystèmes. Le scénario C, quant à lui, ne semble favoriser ni les espèces, ni les écosystèmes forestiers. Malgré qu'ils mettent 330.000 hectares en réserve, il respecte moins les critères JANIS que le scénario B, qui lui, ne met que 160.000 hectares en réserves. Pour les espèces rares, il semble que tous les scénarios, sauf le A et le C soient plus ou moins similaires. Cela est dû au fait que les espèces rares furent estimées prioritaires pour la conservation et qu'elles furent donc les premières à être mises en réserve.

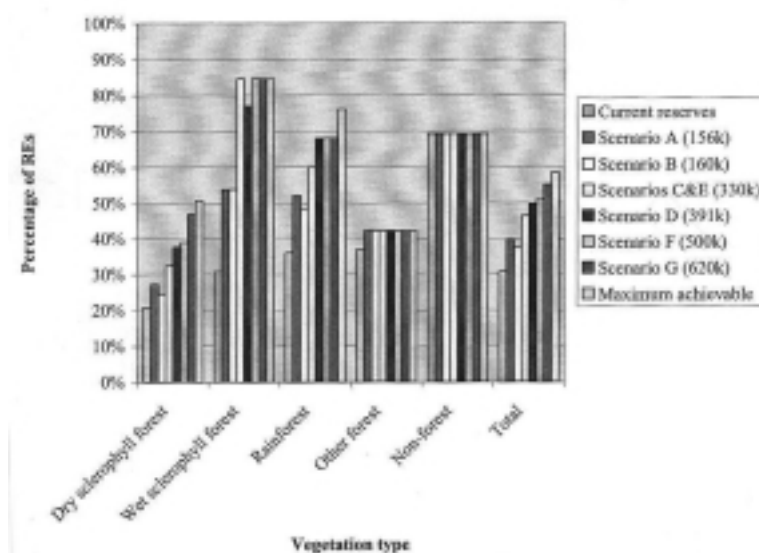


Figure 30 : Pourcentage des écosystèmes, classés par type de végétation, qui répondent aux critères JANIS selon les différents scénarios. (Queensland Government – 1999 (B), p 75)

On réalise également que l'on ne dispose pas des mêmes données pour tous les scénarios. On a, par exemple, pas de données sur l'impact des toutes les industries forestières pour les scénarios B et G. Le décideur ne dispose donc pas de données complètes pour tous les scénarios.

## 6. LE RAPPORT D'INSTRUCTION

En mai 1999, durant six semaines, un rapport fut mis à la disposition du public afin que la population puisse s'exprimer et émettre ses commentaires. Ceux-ci devaient être envoyés avant le 21 juin 1999. Ce rapport a été préparé par les Gouvernements du Commonwealth et de Queensland sur base des informations obtenues lors du CRA. Il décrit la situation des

forêts et de ses industries en 1999 et présente les différents scénarios possibles pour la gestion future des forêts afin que les problèmes rencontrés par les communautés puissent être exprimés.

Ce rapport comprend 7 chapitres : Le premier explique brièvement le but et l'origine du RFA. Il présente également les bases de la politique du RFA selon un accord entre le Gouvernement de Queensland et le Gouvernement du Commonwealth.

Le deuxième chapitre décrit la région où le SEQFA sera d'application, incluant les aspects économiques, sociaux, environnementaux et indigènes. Il rappelle également le cadre politique existant du Gouvernement concernant les forêts.

Le troisième expose plusieurs stratégies qui peuvent affecter le SEQFA ; incluant la gestion durable des forêts, les problèmes des forêts publiques et privées, l'application des critères JANIS et le potentiel pour le développement de l'industrie forestière.

Le chapitre quatre cite les composants du SEQFA, comprenant le modèle des réserves du CAR, des activités forestières autres que l'industrie du bois et l'impact social.

Le chapitre cinq résume la situation de référence (en l'absence du SEQFA).

Le chapitre six présente un éventail de scénarios et montre comment les différentes approches affectent la possibilité pour le RFA d'atteindre ses objectifs.

Le chapitre sept expose comment le SEQFA peut être atteint et considère les problèmes de la gestion future écologique et durable des forêts et revoit les procédures.

Ce rapport fut disponible dans les bibliothèques publiques de la région. Le feed-back de ce rapport par le public sera pris en compte par les gouvernements lors de la réalisation du RFA.

Ce rapport fut cependant critiqué par son manque d'explication quant à la solution pour résoudre les problèmes concernant la perte d'emplois, point critique de l'opération. Le rapport présente la situation et la perte potentielle d'emploi pour les différents scénarios mais ne donne aucune indication quant à la politique gouvernementale à ce niveau. Même les scénarios mettant un minimum de forêts sous réserves et ayant une vision durable pour la production de bois, entraînent à peu près une perte de 500 emplois. (Keto, A., Scott, K, Young, V. – Juin 1999, p 12)

En plus de ce rapport, des réunions auprès des collectivités dans les 17 villes les plus touchées furent organisées par le Gouvernement.

Le comité de direction établi lors de la réalisation du CRA fut également consulté par des réunions entre les représentants du gouvernement et les représentants des différentes parties concernées.

## **7. LES CRAINTES FACE AU RFA**

Suite au rapport d'instruction, environ 800 avis et recommandations furent reçus. De plus, la « Wilderness Society » avait organisé une campagne de carte postale ; environ 1500 cartes furent envoyées. Les autres lettres furent des lettres provenant de groupes défendant leurs intérêts ou d'individus qui craignaient le pire pour leur avenir. Les groupes de conservation et le « Queensland Timber Board » envoyèrent également chacun leur avis.

Le 14 juin 1999, les différents groupes de conservation organisèrent une manifestation au centre de Brisbane pour montrer le désaccord de la population par rapport au rapport d'instruction. Ils voulaient exclure les premiers scénarios qui n'offrent quasi aucune protection aux forêts natives de l'Etat de la région du Sud-Est de Queensland et ne respectent pas les critères JANIS.

*Le 20 juillet 1999, Environ 3000 ouvriers de l'industrie du bois marchèrent dans les rues de Brisbane afin de protester contre la perte d'emplois consécutive au RFA.* (Courier Mail, 21/7/1999) Les employés de l'industrie du bois sont venus de toutes les parties de l'Etat. Certaines familles ont travaillé dans l'industrie du bois depuis plus d'un siècle et ils se sentent incapables de changer de carrière après avoir travaillé toute leur vie dans l'industrie forestière.

Le même jour, les groupes de conservation remorquèrent dans les airs, un slogan en faveur des forêts. Ils accusaient l'industrie d'exagérer les impacts sur les emplois.

Les groupes de l'industrie des loisirs dépendent également des forêts. Durant la réalisation du RFA, un groupe de référence pour la récréation en forêt fut formé. Celui-ci représente les intérêts des pratiquants d'activités récréatives en forêts. Il est composé des groupes suivants :

- Queensland Association of Four Wheel Drive Clubs,
- Australian Trail Horse Riders Association (Qld Branch),
- Queensland Cyclists Association,
- Queensland Orienteering Association,
- Bushwalking Federation of Queensland,
- Queensland Ornithological Society,
- Dual Sport Motorcycle Riders Association,
- Tread Lightly Australia,
- Local Government group "SEQROC",
- A conservation representative,
- Department of Tourism, Sport & Racing,
- Queensland Parks & Wildlife Service,
- Department of Natural Resources.

Ce groupe a fait des recommandations au ministère sur les impacts que les changements dus au RFA peuvent avoir sur les activités récréatives et les attentes des pratiquants.

## **8. L'ACCORD ENTRE LES PARTIES CONCERNEES**

Des sept scénarios présentés dans le rapport d'instruction, aucun ne permettait à l'industrie du bois de survivre. Le scénario le moins écologique aurait entraîné la perte de centaines d'emplois et le scénario le plus écologiste (scénario G) aurait causé la fermeture directe de l'industrie.

L'industrie était évidemment concernée par la perte des ressources. Mais le problème majeur résidait dans la viabilité financière ou non des scieries, qui dans la plupart des cas faisaient vivre les communautés rurales où la prospective d'emplois alternatifs était très restreinte.

Le parti vert avait conclu un marché avec le parti socialiste de Beattie, avant les élections de 1998, en échange de leurs voix. En effet, en Australie, un parti non élu peut donner ses voix à un autre. Ce marché portait sur l'étendue qui serait mise sous réserves lors de l'élaboration du RFA. Si ce marché avait été respecté, l'industrie du bois dans la région du Sud-Est de Queensland n'aurait pas pu survivre.

En réponse à cette perspective, le syndicat des ouvriers australiens, l'industrie du bois et les communautés en dépendant ont développé un plan régional pour le développement des forêts. Ce plan ajoutait 50 % des forêts de l'Etat aux réserves existantes, ce qui permettait un approvisionnement en bois à l'industrie pendant le développement d'un réseau de plantations. La réalisation de ce plan nécessitait une intensification de la sylviculture. D'un point de vue scientifique, cette solution était la meilleure façon d'arriver à une gestion écologiquement durable tout en garantissant un approvisionnement en bois natif.

Le Gouvernement fédéral n'a montré que très peu d'intérêt pour ce plan. De plus, il doutait de l'amélioration de la sylviculture qui était selon ce plan vitale pour l'industrie et pour la conservation des forêts natives.

Le Gouvernement de l'Etat de Queensland était totalement contre ce plan. Cette réaction était prévisible étant donné l'accord fait entre celui-ci et les groupes de conservation. Les mouvements de conservations n'oubliaient pas cet accord et exprimaient leur position par rapport aux dommages causés aux écosystèmes.

Le syndicat des ouvriers australiens, l'industrie du bois et les communautés en dépendant supportaient ce projet mais commençaient à être pessimistes par rapport à sa mise en œuvre. La gestion des forêts est un problème dont l'Etat est principalement responsable. Le Gouvernement fédéral n'ayant pas de droit juridique sur ce sujet mais seulement une influence pécuniaire en accord avec les arrangements concernant l'exportation des copeaux de bois. Ce facteur est insignifiant pour l'Etat de Queensland étant donné qu'il n'y a pas d'exportation de copeaux provenant des forêts natives, dans l'Etat de Queensland.

Aux environs de juin 1999, le débat entre les mouvements de conservation et les supporters du plan régional pour le développement des forêts commença.

*Les trois groupes de conservation, le « Queensland Counservation Council », le « Australian Rainforest Conservation Association » et la « Wilderness Society », de leur côté, poussaient le gouvernement à arrêter le défrichement sur toutes les forêts natives pour juin 2003.*

(Zethoven, I.- Juin 1999, p 11) Ils estimaient qu'il fallait conserver au moins 500.000 hectares sous le RFA. Ces 500.000 hectares n'étaient qu'un minimum encore insuffisant pour respecter les critères JANIS. (Keto, A., Scott, K, Young, V. – Juin 1999, p 12)

Le Premier de l'Etat de Queensland, Monsieur Beattie, rassembla donc les parties concernées afin d'arriver à un compromis. Même si ce compromis devait entraîner la rupture des accords entre les Verts et le Gouvernement, il y avait encore suffisamment de volonté pour arriver à un accord. L'industrie du bois, représentée par le « Queensland Timber Board » confirma son intention d'utiliser les ressources des plantations dans le futur.

Les mouvements de conservation réalisant que les forêts de l'Etat ne seraient pas immédiatement mises sous réserves, commencèrent à négocier avec les représentants de l'industrie. Les négociations portaient sur le concept d'une période de transition. Il était donc question de continuer le déboisement sur les forêts natives en attendant que les nouvelles plantations soient suffisantes pour assurer un approvisionnement minimal à l'industrie du bois. Il fallait également assurer cet approvisionnement en bois de plantation.

Il était clair pour tout le monde que les forêts natives de l'Etat étaient en danger et qu'il était temps d'agir. Cependant, le temps de croissance des plantations de bois dur pour atteindre un diamètre suffisant pour la coupe est de minimum 20 ans. Il était donc impossible de continuer le déboisement au même taux que précédemment si on voulait conserver un minimum les forêts natives.

Le Gouvernement de Queensland décida donc qu'il fallait éliminer des scieries du marché pour diminuer la pression sur les forêts natives. Le choix fut dirigé sur Boral, le plus gros opérateur sur le marché dont l'activité principale était le bois provenant des forêts natives et proche des centres plus peuplés où les perspectives d'emplois alternatifs étaient raisonnables. Avec l'aide du « Queensland Timber Board », le Gouvernement fit un accord confidentiel avec « Boral » (en achetant l'entreprise) qui arrêta la production de bois dur en octobre 2000. Le marché avec « Boral » permit de négocier un accord entre les groupes de conservation, l'industrie et le gouvernement de Queensland. Il fut donc possible de continuer le déboisement au même taux que précédemment pour les industries restantes. Les points vitaux étaient d'établir des plantations aussi rapidement que possible et de financer la recherche et le développement dans ce secteur.

Le 16 septembre 1999, l'accord fut signé entre les parties concernées. Malgré certaines critiques concernant cet accord, cette solution paraissait la meilleure pour les différents

acteurs. L'industrie du bois ayant été consultée le 15 septembre, avait exprimé son support pour ce projet. Cependant, beaucoup de détails étaient encore en suspens.

Le Gouvernement fédéral fut très étonné de cet accord. C'était la première fois en Australie que les groupes de conservation, l'industrie et le Gouvernement de l'Etat étaient tous d'accord pour une même solution. Le Premier de Queensland visita le Premier Ministre pour qu'il endosse l'accord entre les parties concernées en tant que RFA pour la région du Sud-Est de Queensland et pour qu'il aide au financement de l'implantation de cet accord. Le Premier Ministre s'engagea à examiner l'accord afin de l'intégrer dans la politique nationale des RFAs.

De nombreuses discussions suivirent pour savoir si cet accord était réalisable ou non. Cependant, les problèmes politiques prirent le dessus et il paraissait inconsistent au Gouvernement australien que les parties concernées soient arrivées à un accord sans l'aide du Gouvernement fédéral.

Pendant que les bureaucrates tentaient d'intégrer l'accord du Sud-Est de Queensland dans la politique nationale des RFAs, le Gouvernement de Queensland implanta l'accord entre les parties concernées.

## **9. LE DESACCORD DU GOUVERNEMENT AUSTRALIEN**

La réalisation du CRA fut effectuée conjointement par le Gouvernement du Commonwealth et le Gouvernement de Queensland. *Jusque là, il n'y avait aucun problème et le projet du RFA pour la région du Sud-Est de Queensland semblait prometteur. Le programme du RFA paraissait aboutir à un accord donnant-donnant pour les deux gouvernements.* (Brown, A.J. - avril 2001, p 195)

Cependant en 1999, contrairement aux indications favorables pour une stratégie de transition, un accord commun entre les deux gouvernements ne put être atteint.

Dès mai 1999, 10 jours avant la publication du rapport d'instruction, le ministre fédéral de la forêt et de la conservation, Monsieur Wilson Tuckey, abandonna l'idée de co-auteur entre les deux gouvernements et critiqua les options de transition proposées dans le scénario E et F. De plus, il annonça que le gouvernement fédéral n'accepterait pas non plus le scénario mettant 500.000 hectares sous réserve entraînant l'arrêt total de la coupe de bois sur les forêts de l'Etat. (Keto, A., Scott, K, Young, V. – Juin 1999, p 12) A ce moment déjà, l'idée que l'Etat de Queensland se retirerait du RFA avec le gouvernement fédéral et trouverait une solution donnant-donnant avec les différents groupes concernés fit surface. Les groupes de conservation étaient pour la réalisation d'un accord sans le gouvernement fédéral. Le « Australian Rainforest Conservation Society », groupe de conservation avait en effet fait un accord avec le « Queensland Timber Board », représentant de l'industrie du bois comme quoi

le RFA trouverait une solution aux problèmes de la perte d'emplois et de restructuration de l'industrie.

En septembre 1999, lorsque le RFA entre le Gouvernement de Queensland et les parties concernées fut signé dont un des objectifs principaux était de maintenir une industrie du bois natif viable et durable, en respectant le « National Forest Policy Statement » et en protégeant les emplois dans ce secteur, le Gouvernement australien ne semblait plus prêt à participer à cet accord. (Brown, A.J. - avril 2001, p 196)

Selon le Gouvernement du Commonwealth, l'accord proposé ne respectait pas le « National Forest Policy Statement » pour mettre en place un système de réserve CAR. Celui-ci stipule que la gestion des forêts doit inclure des pratiques de déboisement afin de maintenir un rendement durable. L'accord proposé par le Gouvernement de Queensland, incluant une période de transition et l'arrêt total du déboisement dans les forêts natives en 2024, ne permet pas une gestion durable des forêts. Le désaccord est donc basé sur une différence d'interprétation de cette partie du « National Forest Policy Statement ». Un système de réserves CAR inclut la coupe de bois de façon durable. (annexe 6)

Selon le Gouvernement fédéral les forêts doivent pouvoir être déboisées à perpétuité. Ce à quoi le Gouvernement de Queensland répond que ce n'est pas parce que le NFPS stipule que les forêts doivent être déboisées de façon durable qu'elles doivent nécessairement être déboisées ; elles peuvent tout aussi bien être mises sous réserves afin de les protéger.

Le Premier de Queensland n'était pas prêt à assumer les retombées sociales qui pourraient résulter d'une mise sous réserves d'une plus grande partie des forêts sans passer par une période de transition. Sans cette période de transition, les groupes de conservation auraient exigé une mise sous réserves d'une partie plus importante des forêts et cela aurait entraîné la mort directe de l'industrie du bois dans la région, la quantité de bois passant de 80.000 m3 de bois par an à environ 20.000 m3 par an.

La période de transition de 25 ans, établie afin de permettre à l'industrie de s'adapter au nouveau régime semble donc être au centre du désaccord entre les deux gouvernements.

D'autre part le ministre de la forêt, Mr Tuckey estimait qu'avec la fermeture de Boral, l'industrie du bois dans l'Etat de Queensland serait insignifiante. Ce à quoi, le Premier, M. Beattie répliqua qu'il existe un futur pour les petites et moyennes industries de la région contrôlées localement et capables de produire une valeur ajoutée aux matières premières. (Elder Jim - 19 September 1999)

De plus, selon la constitution australienne, le Gouvernement australien ne peut pas faire de discrimination entre les différents Etats du pays. En acceptant, le RFA de la région du Sud-Est de Queensland, le Gouvernement australien défavoriserait les autres Etats qui n'ont pas eu droit à une période de transition. Le premier ministre australien refusa donc de signer l'accord formulé le 16 septembre 1999.

## **10. LA SIGNATURE DU SEQFA**

Le Gouvernement de Queensland pris donc la décision d'établir un RFA sans la signature du Gouvernement australien. Celui-ci se fit en consultation avec les groupes les plus importants de conservation et de l'industrie du bois. Pour la première fois en Queensland, les groupes de conservation et l'industrie travaillèrent ensemble vers un accord. En septembre 1999, un accord fut donc signé. Les signataires furent, le Premier de l'Etat de Queensland , la « Australian Rainforest Conservation Society », la « Wilderness Society », le « Queensland Conservation Council » et le « Queensland Timber Board».

Le Gouvernement de Queensland a donc signé un accord avec les groupes de conservation et l'organisations principale de l'industrie du bois. Cet accord est valable pour 25 ans et va augmenter le nombre de réserves forestières dans la région, ainsi que le nombre de plantations. C'est l'accord désigné sous le nom du SEQFA (South-East Queensland Forest Agreement).

## Chapitre 6, le SEQFA : l'accord



## 1. INTRODUCTION

Suite au refus du Gouvernement du Commonwealth de signer le RFA contenant une période de transition de 25 ans, le RFA dans le Sud-Est de Queensland s'est fait entre le Gouvernement de Queensland, les groupes de conservation et l'industrie du bois. L'accord fut signé le 16 septembre 1999 entre le « Australian rainforest Conservation Society », le « Queensland Conservation Council », le « Wilderness Society », le « Queensland Timber Board » et le Gouvernement de Queensland (Queensland Government).

Le RFA couvre les forêts natives du Sud-Est de Queensland. C'est un accord qui se veut favorable pour l'industrie du bois et les collectivités qui en dépendent et pour l'environnement. Lors de la signature, toutes les parties intéressées semblaient être satisfaites du compromis trouvé. *Les mouvements de conservation ont dit que c'était un accord donnant-donnant et les industries du bois trouvèrent que c'était la meilleure alternative.* (Courier Mail, 17 septembre 1999) (Annexe 7) En plus de protéger les emplois, cet accord devait être source de nouveaux emplois.

Cet accord prévoit l'arrêt total du déboisement après une période de transition de 25 ans dans les forêts natives de l'Etat, ainsi qu'une transition vers des plantations de feuillus et une restructuration de l'industrie vers une industrie à haute valeur ajoutée. Malgré cette interdiction de déboisement sur les forêts natives, les scieries continueront à opérer, même une fois la période de transition terminée, en utilisant le bois dur provenant des plantations. Les villes dépendantes de l'industrie du bois pourront donc survivre après le RFA, ce qui ne fut pas le cas pour d'autres régions d'Australie dans lesquelles un RFA fut établi. Pour permettre la réalisation de ce plan, un élément important fut l'achat de Boral par le Gouvernement de Queensland, l'industrie de la région la plus consommatrice de bois dur. Cette opération permet de distribuer la part du bois dur provenant des forêts natives anciennement attribuée à Boral, à de plus petites industries, garantissant ainsi leurs survies. La part de forêt native utilisée précédemment par Boral qui n'est pas nécessaire à l'industrie, sera mise en réserve.

Cet accord n'est pas un RFA comme défini par le Gouvernement australien. Tous les autres RFAs implantés en Australie furent des accords entre le Gouvernement fédéral et le Gouvernement de l'Etat dans lequel il s'est développé. Les premières étapes du RFA dans la région du Sud-Est de Queensland ont été réalisées selon la méthode traditionnelle utilisée pour l'élaboration d'un RFA en Australie. Ainsi, le CRA fut réalisé conjointement par les deux Gouvernements. Malgré la réticence du Gouvernement fédéral vis à vis d'une stratégie de transition, le rapport de direction fut également un effort commun entre les deux Gouvernements.

Le Gouvernement australien ne considère donc pas le RFA dans la région du Sud-Est de Queensland comme un RFA selon la définition donnée par celui-ci et il ne sera donc pas

considéré comme tel par le Gouvernement fédéral. La conséquence la plus importante de non-reconnaissance du RFA par le Gouvernement du Commonwealth est sa non-contribution financière à la mise en œuvre du SEQFA.

Cette appellation de RFA est cependant encore parfois utilisée par le Gouvernement de Queensland même s'il se réfère à l'accord fait entre les parties concernées sans l'approbation du gouvernement fédéral car c'est ainsi que l'accord fut nommé au début. On parle cependant maintenant plus souvent du SEQFA et non SEQ RFA pour indiquer qu'il ne s'agit pas d'un accord avec le Gouvernement fédéral.

## **2. LES SIGNATAIRES**

### **2.1. Le Gouvernement de Queensland**

Le Premier de l'Etat, Monsieur Peter Beattie a signé l'accord.

### **2.2. « Australian Rainforest Conservation Society »**

La société pour la conservation des forêts humides en Australie fut fondée en 1982. C'est une organisation nationale non-gouvernementale avec son centre à Brisbane. Son but est de protéger, réparer et restaurer les forêts humides australiennes et de maximiser la protection de la biodiversité forestière, par des recherches scientifiques, des lobbying, l'information et la sensibilisation du public.

Elle a joué un rôle important dans la protection de certaines parties des forêts humides d'Australie. Grâce au travail des volontaires et des conseillers scientifiques, la société a été à la base de certaines études ; elle a participé à des forums et accompli certaines campagnes qui ont influencé les politiques gouvernementales.

Elle a dirigé la campagne pour arrêter le déboisement des forêts tropicales au Nord de Queensland et préparé la nomination pour les faire accepter dans la liste du patrimoine mondial. Elle a également présenté des arguments scientifiques en faveur de la conservation des forêts qui ont permis d'interdire le déboisement sur l'île de Fraser, la plus grande île sableuse au monde et préparé le dossier pour son acceptation en tant que patrimoine mondial. Elle a augmenté de 50 % le nombre de forêts humides faisant partie de la liste du patrimoine mondial dans l'Etat de Queensland.

Elle a aussi joué un rôle majeur dans la réalisation du SEQFA. Ses données sur les forêts humides de la région du Sud-Est de Queensland furent utilisées pour la réalisation du CRA. Docteur Aila Keto, fondatrice et présidente de la société, a signé l'accord en tant que représentante du Australian Rainforest Conservation Society.

### **2.3. «Queensland Timber Board»**

Le « Queensland Timber Board » représente les intérêts de presque 80% de l'industrie du bois dans l'Etat de Queensland. Celle-ci comprend les compagnies forestières, les compagnies autorisées par contrat à couper du bois, les scieries et tous les acteurs impliqués dans les processus forestiers.

Le « Queensland Timber Board » est une organisation sans but lucratif et a existé sous différentes formes depuis 1938. Son objectif est de maintenir une industrie forestière croissante en permettant à l'industrie de se développer de façon durable. Le « Queensland Timber Board » cherche à avoir le support des politiciens, des départements gouvernementaux et des groupes environnementaux, afin de promouvoir l'intérêt de ses membres.

Le « Queensland Timber Board » s'est engagé à respecter les standards et pratiques environnementaux par une gestion adéquate des forêts et des plantations.

Monsieur John McNamara fut le signataire pour le Queensland Timber Board.

### **2.4. Le «Queensland Counservation Council»**

Le « Queensland Counservation Council » est une organisation indépendante, non gouvernementale, sans but lucratif située à Brisbane, en Australie et dont les objectifs sont régionaux. C'est l'organisation principale pour les groupes environnementaux en Queensland, travaillant pour la protection et la promotion de la biodiversité et de l'environnement naturel australien. Elle travaille avec d'autres associations nationales et internationales mais agit de façon indépendante.

L'organisation fut fondée en 1969 et a fait plusieurs campagnes sur de nombreux problèmes environnementaux tels que la protection de la biodiversité, des rivières, des océans, des forêts et la protection de la végétation naturelle. Elle aide également à la promotion d'une ville saine et durable. Entre autre, elle essaie de protéger la grande barrière de corail de l'exploitation des puits de pétrole.

Docteur Keith Scott fut le représentant du Queensland Conservation Council.

### **2.5. La « Wilderness Society »**

La Société pour la conservation de la nature à l'état sauvage est une organisation nationale, non-gouvernementale, représentant l'environnement. Sa mission est de protéger, de promouvoir et d'assurer un futur durable à la nature et aux aires de conservation. Depuis sa fondation, en 1976, elle a réussi à protéger sept millions d'hectares de nature en Australie.

Le rôle qu'elle a joué dans les processus de protection en Australie et le travail de ses volontaires ne peut être ignoré. Elle peut être comparée à Greenpeace au niveau australien.

Leurs campagnes concernent tous les Etats d'Australie concernés par le déboisement des forêts natives afin de les protéger des bulldozers et des tronçonneuses.

Elle a dirigé la campagne pour augmenter la surface protégée par des parcs nationaux au Nord de Queensland, avec plus d'un million d'hectares mis sous réserve à Cape York.

Elle protège également les parcs marins et les zones reculées australiennes (comme les déserts), ainsi que tout autre région fragile d'Australie (coraux, baies, récifs,...).

### **3. LES OBJECTIFS DU SEQFA**

- Un système de réserves de conservation de classe mondiale.
- Une gestion des forêts écologiquement durable.
- Une industrie du bois efficace et durable
- Une amélioration du développement économique et des perspectives d'emplois pour les communautés rurales.

### **4. L'ACCORD** (annexe 8)

Les parties concernées se sont mises d'accord sur les points suivants :

- 425.000 hectares seront directement ajoutés au système de réserves de conservation pour le 31 décembre 1999. (fig.31)
- 17 % des forêts natives de l'Etat et des réserves de bois seront catégorisées comme disponibles pour la coupe de bois en dernier ressort.
- Une période de transition de 25 ans pour passer du bois provenant des forêts natives aux bois provenant des plantations.
- En 2024, il n'y aura plus de déboisement sur aucune des forêts natives de la biorégion.
- L'approvisionnement en bois pour l'industrie est garanti pour une période de 25 ans. Dans le cas contraire, elle sera compensée.
- Les réserves de conservation seront élargies à un million d'hectares en 2025.
- Le déboisement des vieux bois et le défrichement total seront strictement interdit.
- 10 millions d'arbres seront plantés par le gouvernement de Queensland dans la région du Sud-Est.
- Un programme pour l'établissement de plantations commencera durant l'année fiscale 1999-2000, afin de remplacer le bois nécessaire aux scieries qui provenaient auparavant des forêts natives.
- Les zones toujours disponibles pour le déboisement, ne seront déboisées qu'une seule fois et en respectant un code de bonne pratique.
- Il n'y aura pas d'exportation de copeaux provenant de forêts natives et plus de collectes des résidus forestiers dans les forêts natives.

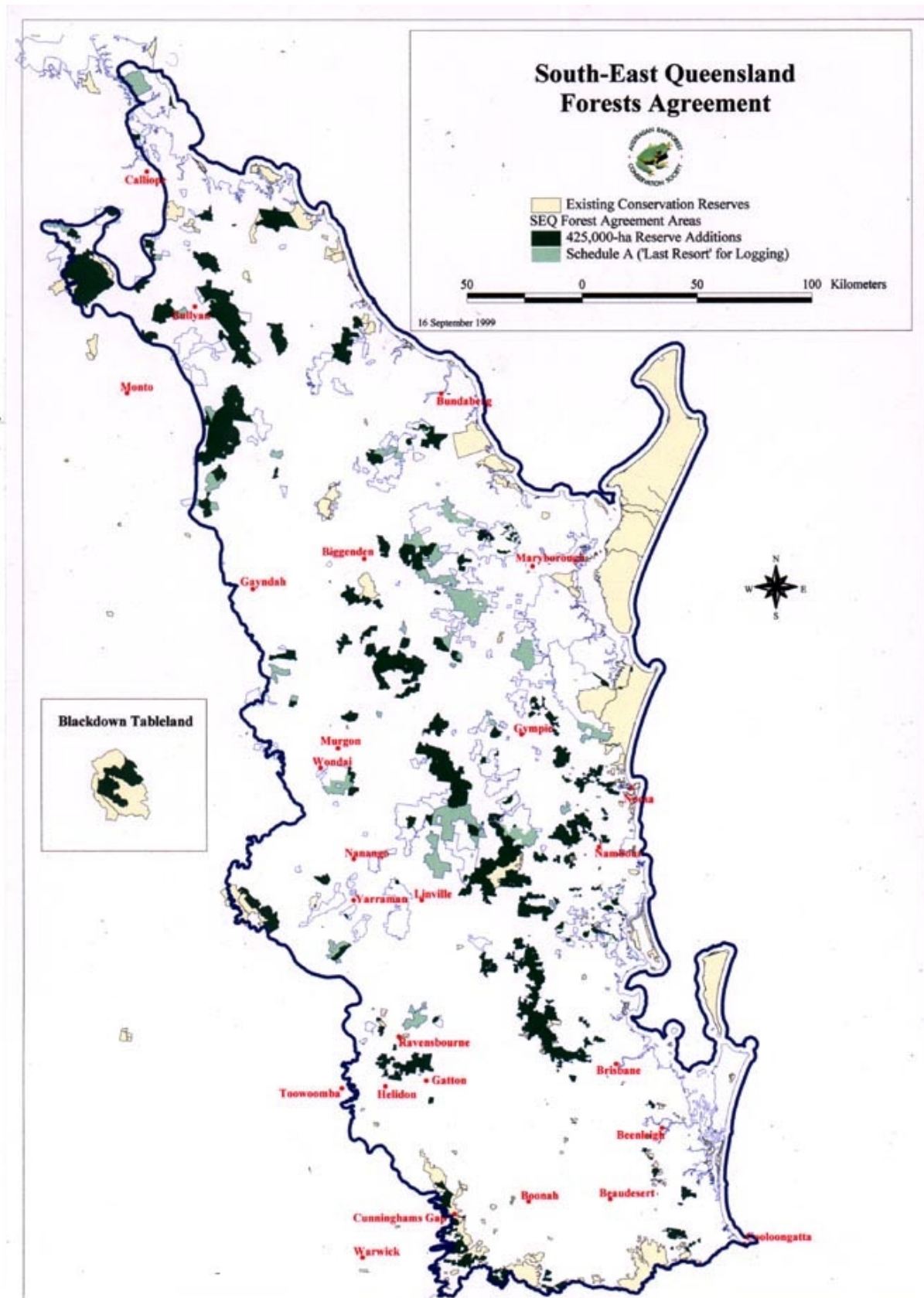


Figure 31 : Zone qui seront mises sous réserves suite au SEQFA. (<http://www.rainforest.org.au>)

- Des mesures gouvernementales pour encourager la gestion écologiquement durable des forêts et des ressources de bois sur les terres privées dans la région du Sud-Est de Queensland seront développées.
- Trois scieries seulement seront affectées ; Boral quittera le marché du bois dur natif dans l'Etat de Queensland ; Finlayson's sera assistée par le gouvernement pour utiliser le bois provenant des plantations de Hoop Pine (*Araucaria cunninghamii*) ; et la scierie dans la région de Duaringa-Dingo devra quitter le marché du bois dur dans les dix ans qui suivent la signature de l'accord.
- Des mesures gouvernementales aideront les industries à augmenter leur valeur ajoutée et à utiliser le bois provenant des plantations, au lieu du bois des forêts natives.
- Le niveau d'approvisionnement de bois provenant des forêts natives et disponible pour l'industrie s'élèvera pour la première année à 82.981 m3, puis à 54.619 m3 pour les neuf années suivantes et ensuite à 49.119 m3 pour les quinze années suivantes.
- Environ 350 emplois seront créés.

## **5. LES AMENDEMENTS**

Le SEQFA est un accord ne liant pas les parties juridiquement, chaque partie a en principe le droit de se retirer. Cependant, certains amendements furent apportés à certaines lois afin de donner une force juridique à l'accord.

De plus, le changement du statut des forêts ne peut pas se faire facilement, il nécessite une action parlementaire. Une fois le statut des forêts natives décidé, il deviendra donc difficile de le modifier.

### **5.1. Le « Nature Conservation Act 1992 »**

La nouvelle part de la région mise sous réserve est introduite dans le « Nature Conservation Act » comme réserves forestières. Cet amendement facilitera le transfert des 425.000 hectares en réserve dans un premier temps et du reste des forêts publiques dans un deuxième temps. Suite à la signature du RFA, une nouvelle classe de parc national fut établie, les parcs nationaux de restauration. Dans ces parcs nationaux, les conditions naturelles des régions seront protégées et/ou restaurées. Les valeurs de conservation perdues seront rétablies dans la mesure du possible. Toute utilisation de ces parcs nationaux doit être faite en accord avec un plan régional de restauration. Les opérations minières y sont interdites.

L'amendement contient également des éclaircissements au sujet de la gestion des réserves forestières.

- Elle doit protéger la diversité biologique, les ressources culturelles et les valeurs de conservation sur les terres comprises dans les réserves.
- Elle doit respecter les lois en vigueur.
- Elle doit être écologiquement durable.

- Toute utilisation des terres sous réserves doit être en concordance avec les principes de gestion pour la classe de réserve.

### **5.2. Le « Forestry Act 1959 »**

Lorsqu'une scierie décide de vendre ses droits d'exploitation de forêts ou de vendre la scierie, le Gouvernement de Queensland a un droit de préemption sur l'achat des droits ou de l'exploitation au prix du marché.

Cet amendement assure l'approvisionnement en bois des industries ou une compensation financière en cas d'approvisionnement insuffisant par le Gouvernement.

L'exemption de satisfaire aux obligations du « Trade Practices Act 1974 » (loi de libre échange) est prolongée de dix ans.

## Chapitre 7 : La mise en œuvre



## **1. LE FINANCEMENT**

Toutes les valeurs monétaires exprimées ci-dessous sont en dollar australien. Deux dollars australiens valent approximativement un euro.

Pour l'implantation du RFA, le Gouvernement de Queensland a prévu 80 millions de dollars australiens. (McInnes Rod – 2000, p 3)

### **1.1. Participation du Commonwealth**

Le Gouvernement de Queensland espérait recevoir une aide financière de 36 millions de dollars australiens, ce qui représente à peu près la somme de contribution du Gouvernement fédéral pour le RFA s'il avait suivi la procédure standard.

Mais déjà en septembre 1999, le Gouvernement du Commonwealth avait signalé que, comme l'Etat de Queensland n'avait pas respecté la structure fédérale des RFAs, le Gouvernement du Commonwealth n'avait aucune obligation d'aider l'Etat de Queensland au financement de la mise en œuvre de son RFA. (The Australian, 17 septembre 1999)

A ce moment, M. Tuckey, le ministre fédéral de la forêt avait annoncé qu'il ne jouerait aucun rôle dans le SEQFA.

Cependant dès la signature du RFA le Premier de Queensland, M. Beattie était confiant dans l'aide du Gouvernement fédéral. Selon lui, malgré que le RFA de la région du Sud-Est de Queensland ne réponde pas à la structure standard, c'est une solution positive pour l'Etat. Il affirma avoir été encouragé par le Premier ministre. (Beattie - 16/09/99 - discussion parlementaire, p3966)

Il paraissait évident du côté de Queensland, que le Gouvernement fédéral aiderait au moins pour les subventions aux collectivités dépendantes de l'industrie du bois.

Le Premier de l'Etat de Queensland a cependant toujours affirmé que le RFA serait mis en place avec ou sans le financement du gouvernement fédéral. (Beattie, P. - 27 septembre 1999) Il aurait été préférable que le gouvernement fédéral contribue mais si ce n'était pas le cas, le Gouvernement de Queensland agirait seul.

La demande du Premier de Queensland consistait seulement à évaluer la contribution financière du Gouvernement fédéral. En octobre 1999, le Gouvernement fédéral devait encore examiner le RFA pour voir s'il respectait les principes du « National Forest Policy Statement »

Le 21 février 2000, le Premier de Queensland, M. Beattie tenta de nouveau d'obtenir une aide financière du Gouvernement australien de 36 millions de dollars. Cette aide fut refusée sur base de l'inconsistance du RFA dans la région du Sud-Est de Queensland par rapport aux

RFA des autres Etats d'Australie. Le Gouvernement fédéral refusa même de contribuer à la compensation des pertes des droits de déboisement pour les bûcherons.

*Le gouvernement fédéral a pourtant contribué pour environ 100 millions de dollars australiens aux RFAs réalisés dans d'autres Etats en accord avec le Gouvernement du Commonwealth.* (The Courier Mail, 26 février 2000) Ce refus fut perçu par le gouvernement de Queensland comme une attaque politique contre le Gouvernement de Queensland. En effet, le ministre fédéral de la forêt était un libéral ainsi que les six membres du parlement de Queensland ayant voté contre le RFA dans le Sud-Est de Queensland, alors que le Premier de Queensland est socialiste.

En juin 2000, tout espoir au niveau d'un financement du gouvernement fédéral pour le RFA fut éteint. Monsieur Tuckey refusa toutes négociations futures avec le ministre du développement de Queensland, Monsieur Jim Elder à propos du RFA. (The Courier Mail, 7 juin 2000)

En octobre 2000, finalement le ministre fédéral de la forêt avait promis de procurer cinq millions pour soutenir l'industrie du bois dur. Ce qui, à l'époque paraissait plus comme une aide stratégique pour paraître compatissant que comme une aide réelle vu la faible somme attribuée. De plus, cette aide fut attribuée aux industries juste avant les élections nationales. Elle fut donc perçue comme un financement de stratégie politique. Ces cinq millions n'ont jamais été annoncés comme un support du RFA mais comme une aide à la restructuration de l'industrie.

Ces cinq millions de dollars destinés à la restructuration de l'industrie du bois dur dans la région du Sud-Est de Queensland furent attribués en juin 2001. Cette aide a permis de développer certaines industries, 11 projets furent réalisés. (Tuckey, W. - 22 juin 2001) Ces projets consistent principalement en l'amélioration des machineries des scieries afin qu'elles soient mieux adaptées aux bois des plantations dont le diamètre sera inférieur aux bois provenant des forêts natives et dont les arbres seront plus jeunes. Ces nouvelles technologies permettront également aux industries de produire des produits à haute valeur ajoutée.

## **1.2. Compensation et aide aux personnes impliquées dans l'industrie forestière**

En cas de manque d'approvisionnement de bois natif pendant la période de transition de 25 ans, dû aux changements entraînés par le RFA, le Gouvernement de Queensland s'est engagé à compenser l'industrie.

Il existe des compensations pour les travailleurs qui auraient perdu leur emploi. Ces compensations seront utilisées pour les reformer afin qu'ils puissent trouver de l'emploi dans un autre secteur, pour mettre les plus âgés en pré-pension et pour payer le chômage momentané des personnes qui sont dans une phase de transition.

80.000 dollars seront investis pour faire une étude afin d'analyser la faisabilité d'un regroupement pour permettre aux petites entreprises traitant le bois de produire de la valeur ajoutée à Woodford, Gympie, Wandoan et Allies Creek.

Des problèmes de financement pourraient survenir si le bois des zones des forêts de l'Etat qui peuvent encore être déboisées devenait insuffisant. Ces zones sont supposées approvisionner les scieries pour une période de 25 ans. Cependant, il n'est pas certain que le bois sur cette superficie sera suffisant. En cas de manque d'approvisionnement de bois du au RFA, le Gouvernement s'est engagé à compenser les scieries. Ces compensations pourraient être difficiles à financer.

### **1.3. Financement de la restructuration de l'industrie**

Un financement est également mis à la disposition des entreprises afin de restructurer leur fonctionnement. Le bois des plantations étant différent de celui coupé dans les forêts natives, l'industrie va devoir s'adapter et se restructurer.

En plus des cinq millions alloués par le Gouvernement fédéral, le Gouvernement de Queensland a investi dix millions pour encourager les industries à produire des produits provenant de bois dur à haute valeur ajoutée.

L'achat de « Boral » s'est fait par un accord confidentiel.

### **1.4. Le changement du statut des réserves et l'établissement de plantations**

Le changement du statut des forêts fait également partie des 80 millions. La valeur exacte ne fut pas estimée.

*Le Gouvernement de Queensland a investi 18 millions pour les plantations. Cela devrait permettre de planter 10 millions d'arbres.* (Beattie - 17/09/99 - discussion parlementaire, p 4094)

Pour les quatre années suivant la signature du RFA, le Gouvernement dédie huit millions à la recherche de plantations de bois dur et au développement de celles-ci. De ces huit millions, 1,25 sera utilisé pour le reste de l'année financière 1999-2000 et 2,25 millions seront investis chaque année dans les trois années qui suivent. (Elder, J. – 10 décembre 1999, p 6294)

## **2. CHANGEMENTS DANS LES RESERVES DU SUD-EST DE QUEENSLAND**

### **2.1. Situation des réserves suite au SEQFA**

Pour répondre aux critères de conservation, il aurait fallu protéger 620.000 hectares ou 90 %

des forêts de l'Etat qui étaient disponibles pour le déboisement. (Brown, A.J. - avril 2001, p 191)  
Ce scénario n'aurait pas permis à l'industrie du bois de survivre. Les critères ne seront donc pas respectés dans l'immédiat mais en 2025 avec la mise sous réserves de l'entièreté des forêts, les critères seront quasi respectés. En effet le respect total de ces critères entraînerait une meilleure protection de certaines forêts privées.

425.000 hectares ou 62 % des forêts de l'Etat furent donc ajoutés aux réserves existantes, doublant ainsi la taille totale des réserves. Les réserves de conservation sont donc 2,2 fois plus étendues, passant de 357.000 hectares à 782.000 hectares. (<http://www.rainforest.org.au/seqfa>)

De plus, 80.000 hectares ou 12 % sont en quarantaine. Ces forêts ne peuvent être déboisées immédiatement. Mais si les zones de déboisement s'avèrent insuffisantes, elles pourront être utilisées.

On aura donc 74% des forêts natives de l'Etat sous réserves et 100 % le seront en 2024. Ces réserves seront protégées en accord avec le « Nature Conservation Act 1992 ».

Les zones mises sous réserves par le SEQFA comprennent les lieux ayant été estimés comme prioritaires pour la conservation. Ces endroits devaient être protégés immédiatement afin d'assurer leur conservation. Ces régions comprennent le Conondale Range et la forêt Mapleton à l'Ouest de la Sunshine Coast, ainsi que la région des tops Kroombit à l'Ouest de Bundaberg.

Les zones majeures sélectionnées pour la conservation sont :

- La chaîne Wrattens, Kadanga, Mapleton, Conodales, Belthorpe et D'Aguilar, à l'Ouest de Brisbane- Gympie et les zones adjacentes au parc national montagneux de Bunya, les collines Heildon et les forêts de l'Etat dans le sud Ouest de la région.
- Les Kroombit Tops, Bulburin, Euribula, une partie de Watalgan, adjacente au parc national de Littabella et Bingera, le long de la côte près de Bundaberg.
- Des grandes étendues de Boompa, Woowoonga et Grongah.

Des nouvelles grandes réserves furent établies ; La chaîne D'Aguilar (37.000 ha), Bania (33.000ha), Bulburin (28.000ha), Boogooramunyah (23.000 ha) et Wrattens-Kadanga (22.000 ha).

De plus des réserves existantes furent agrandies ; de 7000 ha à 34.000 ha à Conondale, de 7.300 ha à 34.300 ha à Krombits Tops, de 33.000 ha à 50.000 ha à Mt Barney. (Selon le ARCS) (voir fig.31, Chap.6)

Environ, la moitié des 147 écosystèmes régionaux sont compris dans ces régions.

Les régions sélectionnées pour les réserves contiennent 60 % des vieux arbres de la région, les 40 % restants étant sur des terres privées. Tous les vieux arbres des forêts publiques sont donc protégés.

En 2025, les réserves s'étendront sur plus d'un million d'hectares. Les forêts natives de l'Etat subissant la période de transition seront toutes mises sous réserves pour 2025. Il n'y aura donc absolument plus de déboisement sur les forêts natives de l'Etat.

Deux zones forestières étaient déjà protégées par l'UNESCO en tant que patrimoine mondial, à savoir : l'île Fraser et la réserve de forêts humides du Centre-Est.

## **2.2. Processus du changement du statut des forêts natives**

Le processus pour transférer les terres de l'Etat vers des zones protégées se fait en deux étapes. L'Agence de Protection de l'Environnement est l'autorité compétente pour le changement du statut des forêts.

La première phase consiste à identifier les terres à transférer en réserves selon le SEQFA, ce qui fut approximativement fait lors de la signature de l'accord. Ces zones passeront par un statut intermédiaire appelé 'réserves forestières', statut sous lequel elles sont toujours. Ces réserves forestières ne répondent à aucune législation spéciale et ne requièrent donc pas de plan de gestion spécial tant qu'elles sont sous ce statut. Elles doivent cependant toujours répondre à la loi de la foresterie de 1959, tout comme les forêts de l'Etat. Le déboisement y est cependant interdit et elles seront gérées par le « Queensland Parks and Wildlife Service ». Les 425.000 hectares n'ont cependant pas été mis sous le statut de 'réserves forestières' directement. Une première partie, constituée de 234.000 hectares passa sous ce statut en novembre 2000 et une seconde partie, constituée de 170.000 hectares fut transférée en mai 2001. Cette différence est due aux problèmes rencontrés lors du transfert. Les premiers 234.000 hectares ne posaient pas de problèmes pour les différents groupes intéressés alors que les 170.000 hectares concernaient plus de groupes. Il fut donc plus compliqué de définir les frontières exactes des zones qui allaient passer sous le statut de 'réserves forestières'. Le reste, 19.000 hectares, sont des plantations qui se trouvaient dans les forêts publiques et que l'on a gardé comme plantations.

La deuxième étape consiste à analyser le statut qui conviendra le mieux pour chaque zone. Une évaluation des valeurs de conservation, du respect des accords fait avec les aborigènes en rapport à leurs lieux sacrés et les utilisations attendues de ces zones sera effectuée afin de déterminer quelle classe de conservation sera la plus appropriée, soit les parcs nationaux scientifiques, les parcs nationaux, les parcs nationaux de restauration, les parcs de conservation ou les réserves de ressources.(voir chap.1, §2.3) Après cinq ans, donc en 2004, toutes les réserves forestières devront être passées sous un autre statut. Ces différents statuts entraîneront que les forêts ne sont plus régulées par la loi de la foresterie 1959 mais par la loi de conservation de la nature de 1992.

En plus de décider le statut des différentes forêts, l'Agence pour la Protection de l'Environnement déterminera comment les forêts seront gérées et utilisées dans les différentes régions. Elle devra donc établir un plan de gestion pour chacune d'entre elles.

Des groupes de consultations comprenant les gouvernements locaux, les groupes indigènes, les groupes de conservation, les groupes de l'industrie des loisirs et toutes autres collectivités étant intéressées par le statut des forêts, furent établis dans les régions couvertes par le Sud-Est de Queensland.

Pendant la période de transition, les forêts disponibles pour le déboisement seront progressivement mises sous réserves. Les forêts ne peuvent en effet être déboisées qu'une seule fois. Comme pour la partie des forêts mise directement sous réserves, elles seront d'abord classées comme réserves forestières puis sous un autre statut en fonction de leur usage futur.

Début juin 2003, un plan concernant les différents statuts des forêts fut proposé au ministère afin de voir s'il allait l'accepter ou pas. Ce plan est malheureusement confidentiel.

Normalement la réponse définitive aurait dû être publiée le 30 juin 2003 mais il y a eu des retards dans la prise de décision.

### **3. LES PLANTATIONS**

Selon l'accord du 16 septembre 1999, le Gouvernement de Queensland s'est engagé à planter dix millions de feuillus durant les cinq années qui suivirent l'accord. 18 millions de dollars australiens furent prévus à cet effet.

Ces nouvelles plantations représentent le futur de l'industrie du bois dur dans la région du Sud-Est de Queensland. Les nouvelles plantations sont l'initiation d'une industrie du bois dur basée sur les plantations. Grâce à ces nouvelles plantations, l'industrie du bois dur devrait rester viable à très long terme.

Le besoin de plantations s'était déjà fait sentir dans les années 90 avec le passage de la forêt de Cooloola et d'une partie de la forêt de Conondales en parc national et l'inscription de l'île de Fraser au patrimoine mondial. Ces zones étaient devenues inaccessibles pour la coupe de bois, alors qu'elles représentaient presque la moitié des forêts natives de la région du Sud-Est de Queensland. (<http://www.forests.qld.gov.au/educat/btl/hardwood.htm>) Le Département de l'Industrie Primaire (DPI) avait donc à ce moment établi un programme de plantations.

Depuis la signature du RFA, le DPI a élargi son programme de plantations de bois dur. Les 5.000 hectares ajoutés aux programmes de plantations de bois dur existant seront principalement des terres privées défrichées.

### **3.1. Projet lors de la signature**

En 1999, une fois l'accord signé, le Gouvernement devait trouver environ 5.000 hectares disponibles et appropriés pour les plantations de feuillus. Afin de remplir cet objectif, le Département de l'Industrie Primaire s'était engagé à trouver 5.000 hectares pour juin 2003. (DPI - Edition 2000)

2.850 hectares devraient être plantés dans les environs de Miriam Vale, près de Bundaberg, 1.200 hectares dans la région de Boonah et Beaudesert, 1.100 hectares dans la région de Lockyer et Brisbane et 1.800 hectares dans la région côtière entre Brisbane et Bundaberg. 1.000 hectares devaient être plantés durant l'année financière 1999-2000. (Elder, J. – 10 décembre 1999 - discussion parlementaire, p 6295)

Les espèces plantées seront diverses, elles doivent répondre aux capacités des scieries. Cependant, la majorité seront des « Spotted Gum » (*Eucalyptus maculata* ou *Corymbia citriodora*), des « Blackbutt » (*Eucalyptus pillularis*) et des « Gympie messmate » (*Eucalyptus cloeziana*). Les pépinières ont en effet été incitées à augmenter leur production de plans pour ces trois espèces.

Les plantations seront un mélange de forêts gérées par le Département de l'Industrie Primaire et de gestion jointe avec des privés.

### **3.2. Identification des plantations potentielles dans la région du Sud-Est de Queensland**

Le ABARE ( Australian Bureau of Agricultural and Ressource Economics) fit une étude pour déterminer les terres qui seraient appropriées pour y établir des plantations dans la région du Sud-Est de Queensland.

#### **3.2.1. Les plantations de bois dur**

En 1997, 1.243 hectares, moins de 1 % des plantations publiques dans la région du Sud-Est de Queensland étaient des plantations de feuillus. (Department of Natural Resources, Queensland Government – 1999 (A), p 124)

Une étude fut faite par ABARE pour estimer les possibilités commerciales de plantations dans la région du Sud-Est de Queensland. L'étude ne porta que sur les régions de la côte Nord, Kilcoy, Woodford et Gympie. Elle indiqua que 450.000 hectares pouvaient supporter des plantations de bois durs viables. De ces 450.000 hectares, seulement 18.400 hectares étaient plus rentables que leur utilisation par l'agriculture. Les espèces les plus appropriées sont l'*Eucalyptus cloeziana*, l'*Eucalyptus pilularis* et l'*Eucalyptus maculata*. (Burns, K., Walker, D. & Hansar, A. – 1999, p 183)

### 3.2.2. Les plantations de bois tendre

Vu que certaines utilisations du bois dur seront remplacées par du bois tendre, la mise en œuvre du SEQFA vise également, dans une moindre mesure à augmenter les plantations de bois tendre.

Avant le SEQFA et l'établissement de plantations de feuillus, la majorité des plantations étaient des plantations de conifères.

En 2002, le DPI de l'Etat de Queensland avait coupé 1,7 millions de mètres cubes de bois tendre. 90 % de ces plantations se trouvent dans la région du Sud-Est de Queensland et principalement dans la région de Beerburrum et Maryborough et aux alentours de Brisbane. Les espèces de bois tendre les plus communes sont : le slash pine ou *Pinus elliotti* (23 %), le caribbean pine ou *Pinus caribaea* (30 %), le hoop pine ou *Araucaria cunninghamii* (25 %) et un hybride entre le *Pinus elliotti* et le *Pinus caribaea* (19 % des ressources). (DPI- Edition 2002)

Les plantations appartenaient, avant le SEQFA, pour 90 % à l'Etat, le reste des plantations appartenait pour une grande partie aux industries.

Il en ressortit qu'il y avait 3,3 millions d'hectares de terres défrichées pour l'agriculture qui seraient théoriquement appropriées pour des plantations de bois tendre. Cependant, il existe certaines contraintes, telles que la nature et la qualité du sol et la valeur des terres selon leurs utilisations existantes, les infrastructures et les processus pour le transport du bois. D'après ces contraintes, il ne resterait plus que 1,9 millions d'hectares disponibles. En réponse au SEQFA, une première option fut développée, utilisant 57.900 hectares pour les plantations afin de pallier les pertes dues au RFA.

Une deuxième option est d'atteindre un niveau de production mondial. Il fut estimé que 103.000 hectares de terres agricoles pouvaient être remplacés par des plantations de bois.

(Burns, K., Walker, D. & Hansar, A. – 1999, p 194)

### 3.3. La gestion des plantations

Le Département de l'Industrie Primaire (DPI), section foresterie est le principal sylviculteur en Queensland, procurant divers produits et services aux industries et communautés.

Les pratiques de gestion utilisées par le DPI sont soumises à un système de gestion environnementale basé lui-même sur les standards internationaux, AS/NZS ISO 14001 : 1996. Il permet :

- d'optimiser la production à long terme,
- de minimiser les impacts environnementaux des plantations,
- d'améliorer les opérations environnementales par l'adoption de meilleures pratiques commerciales,
- de faciliter la certification environnementale des produits forestiers.

### **3.4. Le programme de plantation de bois dur dans le Sud-Est de Queensland**

Afin de pouvoir planter les 5.000 hectares de bois durs dans la région du Sud-Est de Queensland suite au SEQFA, un programme de développement des plantations a débuté en novembre 1999. Mais il a fallu attendre janvier 2000 avant de planter les premiers arbres. La première étape de ce programme consistait à planter 2.000 hectares pour 2001. Et ensuite, 3.000 hectares supplémentaires devaient être plantés pour juin 2003.

Afin d'obtenir les 5.000 hectares nécessaires à l'établissement des plantations, le DPI a eu recours à différentes stratégies. Premièrement, il a acheté des terres défrichées sur lesquelles il a planté. Deuxièmement, il loue des terres privées et troisièmement, il a établi des contrats en entreprise jointe avec des propriétaires.

L'avantage de ces contrats est l'assurance des industries du bois concernant leur approvisionnement. D'autre part, le propriétaire a la garantie de pouvoir vendre son produit. Les principales espèces plantées par ces entreprises jointes sont : « spotted gum » *Eucalyptus maculata*, « Gympie messmate », *Eucalyptus cloeziana* et « blackbutt » *Eucalyptus pilularis*. Tous ces contrats impliquent des propriétés privées. Une campagne d'information sur les différentes possibilités pour les propriétaires, fut mise en place, constituée principalement d'articles publiés dans les revues destinées aux industries forestières de la région du Sud-Est de Queensland.

#### **3.4.1. Les contrats de location**

Cette méthode fut la plus utilisée pour l'établissement de plantations, en effet, elle ne demande pas beaucoup de travail au propriétaire et lui assure un revenu sur une terre qu'il n'utilisait pas auparavant et qui ne lui rapportait rien.

Le DPI (Département de l'Industrie Primaire) paie un quart du loyer annuel à l'avance pour l'accès sur les terres, ensuite un loyer annuel est payé au propriétaire. Les contrats sont d'une durée de 25 ans, temps nécessaire pour produire des feuillus de tailles vendables.

Les obligations à remplir par le propriétaire sont les suivantes. Il doit permettre un accès aux plantations et séparer les plantations du reste de sa propriété. De plus, s'il veut vendre durant le contrat de location, il doit transférer l'accord au propriétaire suivant.

Les terres proposées doivent répondre à certaines conditions. Elles doivent être situées dans la région du Sud-Est de Queensland, être défrichées et avoir un sol adapté aux plantations. La priorité sera donnée aux parcelles plus étendues mais un minimum de 20 hectares plantables est requis.

Le propriétaire qui estime que son terrain est adéquat pour les plantations et qui veut y établir des plantations, contacte le DPI en lui fournissant un plan du terrain ainsi que des informations sur les précipitations annuelles et l'histoire du terrain. (Annexe 9) Le DPI procède ensuite à une évaluation du terrain.

Le DPI n'accepte pas tous les terrains, seulement les terres ayant une grande chance de supporter les plantations de qualité seront acceptées. En effet, la particularité du Sud-Est de Queensland est que la majorité des arbres seront utilisés pour leur grume. Dans les autres Etats d'Australie, la production de copeaux permet d'utiliser des arbres de qualité moindre. Le DPI s'assure donc de la qualité du site pour obtenir du bois qui répond aux exigences de qualité de la région.

Afin de déterminer si le site est favorable, le DPI examine l'histoire du terrain, tels les cultures précédentes, les cultures du voisinage et les problèmes rencontrés par ceux-ci et la situation de la région. Un problème assez fréquent dans la région du Sud-Est de Queensland sont les plantations antérieures de cacahuètes qui étaient très fréquentes auparavant, qui appauvrissent les sols et sur lesquelles il est très difficile d'établir une plantation.

Le DPI s'occupera de l'établissement des plantations, du désherbage, de l'éclaircissage, de l'élague et de la récolte. Le DPI plante environ 1.000 feuillus par hectares, qui seront réduits à 300 par hectares après deux ans et à 150 après une période de quinze ans.

Le propriétaire doit également attendre au minimum deux ans avant de mettre des élevages s'il le désire.

Les bénéfices pour le propriétaire sont un loyer, un accès pour mettre des pâtures après l'établissement initial, une stabilisation de son sol et la prévention des problèmes de salinité.

### 3.4.2. Les contrats en entreprise jointe

Une autre possibilité pour les propriétaires est de participer aux travaux de plantation. Dans ce cas, le propriétaire participe également aux risques. C'est à dire que si la plantation ne fonctionne pas pour n'importe quelle raison que ce soit (par exemple, si elle est attaquée par une maladie ou si une gelée importante détruit la plantation), le propriétaire ne recevra rien du DPI. En cas de réussite, ayant participé à l'élaboration de la plantation, il recevra une part des bénéfices.

La gestion en entreprise jointe permet au propriétaire de choisir jusqu'à quel niveau il veut s'investir dans ses plantations. Il existe en effet différents niveaux, selon que le propriétaire veuille planter et entretenir ses plantations lui-même ou faire faire le travail par le Département de l'Industrie Primaire. Lorsque le bois sera finalement vendu, les bénéfices seront répartis en fonction du degré de participation de chacun.

La location du terrain sera considérée comme une contribution du propriétaire. Chaque année un loyer sera versé sur un compte tenu par le DPI. Cet argent ne sera versé au propriétaire qu'à la fin du contrat en cas de réussite de la plantation.

Si le propriétaire n'apporte que le terrain et les clôtures, il recevra entre 20 % et 35 % des bénéfices. Il peut cependant contribuer plus lors de l'établissement et de l'entretien des plantations et peut recevoir jusqu'à 80 % des bénéfices. Le contrat entre le propriétaire et le

Département de l'Industrie Primaire ne pourra être résilié avant la récolte du bois. Le Département de l'Industrie Primaire assure la vente du bois. (Department of Prime Industry - avril 2000, p 5)

Comme pour les contrats de location, certaines conditions sont d'application pour l'acceptation des terres qui peuvent être gérées en entreprise jointe. Elles doivent être privées et se situer dans la région du Sud-Est de Queensland. Elles doivent également se trouver dans une région où les précipitations sont de minimum 900 mm, avoir une pente de maximum 20 degrés, être de minimum 10 hectares et être raisonnablement fertiles. (Ibid, p 4)

### 3.4.3. Les journées d'information

Des journées d'informations sont également régulièrement organisées dans les différentes régions où un potentiel de plantations existe. Ces journées comportent une explication des différentes espèces qui conviennent pour la région, ainsi que des techniques de plantations, les revenus attendus et une visite de plantations. Les sylviculteurs potentiels peuvent ainsi se faire une idée des bénéfices qu'ils peuvent retirer d'une plantation sur leur terre et du travail à effectuer, ainsi que des possibilités qui existent pour les aider tout au long de l'entretien de leur plantation, comme par exemple les entreprises jointes avec le Département de l'Industrie Primaire.

### 3.4.4. Résultat

En mars 2000, la situation des plantations était la suivante ; 25.000 arbres avaient été plantés dans la région de Beerburrum, ce fut la première étape du programme de plantation qui remplacera les forêts natives.

300 hectares étaient préparés pour y mettre des plantations dans la « Myriam Vale »

Dans la région de Pomana, Gympie et Imbil, 120 hectares furent préparés et 150 hectares dans la région de Esk.

Dans la région entre Kingaroy et Monto, 80 hectares étaient en préparation. (Elder, J. - 1 mars 2000)

Début juin 2003, l'objectif des 5.000 hectares de feuillus plantés fut atteint. (fig.32)

L'étape suivante pour le DPI consiste maintenant à trouver 5.000 hectares en plus pour répondre au plan du gouvernement fédéral, « Salinity Action Plan ». Ce plan a pour objectif de prévenir les problèmes de salinité en Australie par l'établissement de plantations.

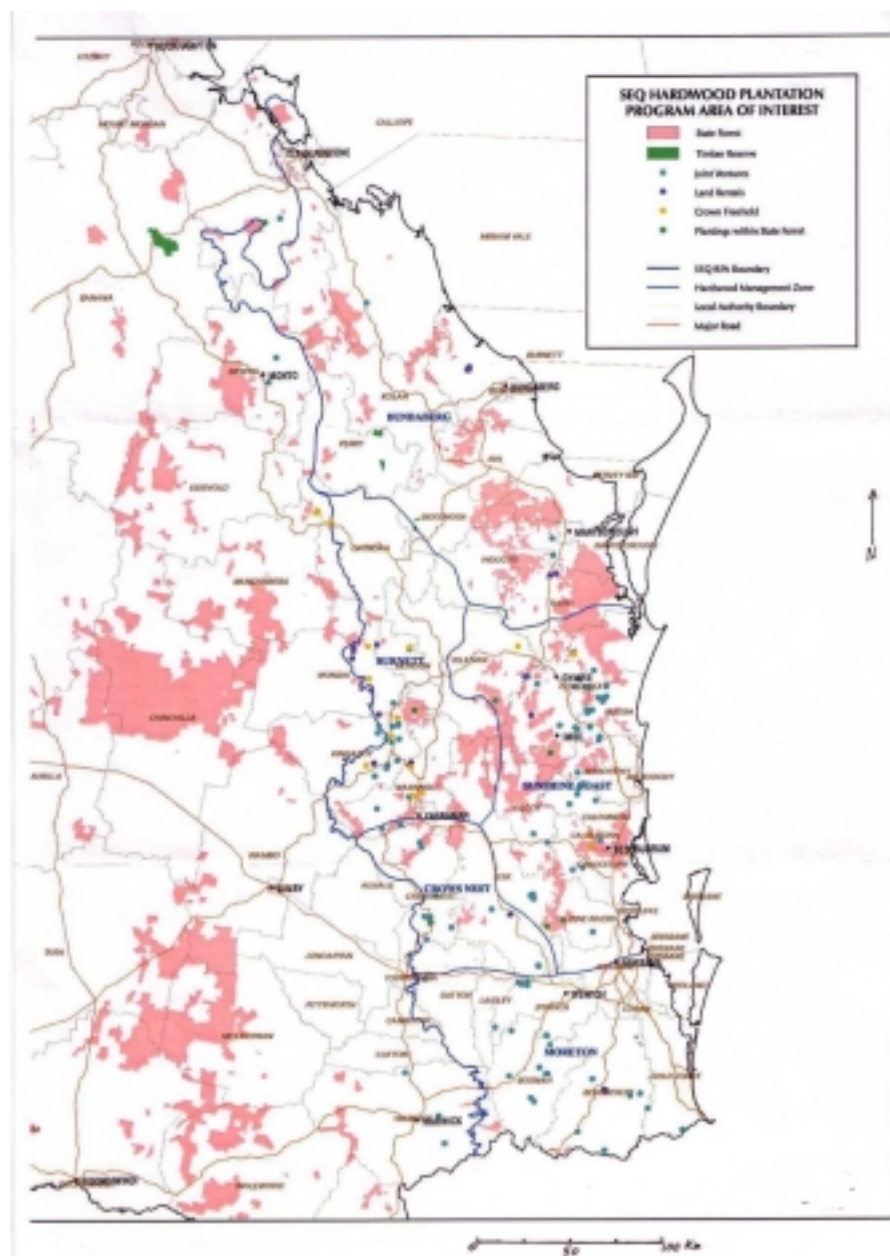


Figure 32 : Régions où les plantations furent établies. (Department of prime Industry – 2003 (B))

### 3.4.5. Les espèces plantées

Les trois espèces les plus plantées pour le programme de plantation dans la région du Sud-Est de Queensland sont le Blackbutt ou *Eucalyptus pilularis*, le Gympie messmate ou *Eucalyptus cloeziana* et le Spotted gum ou *Eucalyptus maculata*. Ces trois espèces sont des espèces natives de la région et donc adaptées aux conditions climatiques et du sol. Elles furent également choisies pour leur capacité à grandir rapidement.

Les Eucalyptus ont la propriété de pouvoir s'adapter à des sols pauvres en nutriments. (Florence, R.G. – 1996)

En plus de ces trois espèces, d'autres espèces d'eucalyptus (comme le Rose gum, *Eucalyptus grandis* ou le western white gum, *Eucalyptus argophloia*) ou des espèces trouvées généralement dans les forêts humides (comme le Red ash ou *Alphitonia excelsa*) furent plantées. (Annexe 10)

#### 3.4.5.1. *Eucalyptus pilularis*

L'*Eucalyptus pilularis* est un composant important des forêts de type sclérophylle de la côte s'étendant de l'île de « Fraser » au Sud de la Nouvelle-Galles du Sud. Ce sont des régions où le climat est plus ou moins constant tout au long de l'année, avec des gelées occasionnelles et des précipitations entre 900 et 1.500 mm par an.

C'est un arbre de grosseur moyenne, ayant un diamètre qui peut aller jusqu'à 2,1 m et qui peut atteindre 60 m de hauteur en environ 60 ans. Le tronc est droit et les branches ne se développent pas en dessous de la moitié ou des deux tiers de la hauteur. Ce qui forme des grumes droites et sans nœud. (Kelly, S., Chippendale, G.M & Johnston, R.D. – 1983, p 47) De plus il pousse assez rapidement.

C'est un des arbres les plus importants pour l'industrie du bois dur.

#### 3.4.5.2. *Eucalyptus cloeziana*

On peut le trouver sur toute la côte Est de Queensland mais il est le plus commun aux alentours de Gympie à une altitude entre 60 et 360 m. On peut également le trouver dans la région de la « Atherton Table » à une altitude de 900 m. Il se trouve généralement en présence d'autres espèces d'eucalyptus sur des sols humides et souvent près des forêts humides. (Ibid, p 45)

Les branches ne se situent généralement que très haut.

#### 3.4.5.3. *Corymbia citriodora* ou *Eucalyptus maculata*

L'*Eucalyptus maculata* a été renommé récemment *Corymbia citriodora* par l'Institut de la Recherche Forestière de Queensland.

Il se trouve sur la côte, au Nord de la Nouvelle-Galles du Sud et au Sud de Queensland. Son diamètre peut atteindre 1,5 m et sa taille 45 m, avec un tronc nu et des branches situées en hauteur. (Ibid, p 15)

Il donne du bois dur, solide, résistant et stable. On peut lui trouver diverses utilités dans l'industrie, telle que la charpente des maisons, les clôtures, les parquets et les meubles.

Il pousse assez rapidement, pouvant grandir de 4m par an durant les premières années après la plantation. Le Spotted Gum peut s'adapter à différents sols et poussent dans les régions où les précipitations sont entre 600 et 1200 mm par an.

### **3.5. Estimation future du potentiel des plantations**

La quantité de bois disponible provenant des plantations de feuillus, fut estimée en tenant compte de la période à laquelle les arbres furent plantés et leur temps de maturation. Les graphes ci-dessous montrent l'évolution estimée de 2001 à 2044. (fig.33) La production de copeaux est utilisée pour la fabrication des piquets et des panneaux agglomérés. Les grumes servent pour les produits de bois massifs et le plaquage. Ces estimations supposent qu'il n'y aura plus de nouvelles plantations après 2019. (Fergus, I., Fox, J., Baken, T., Stackpole, D., Wild, I. – 2002, p 62)

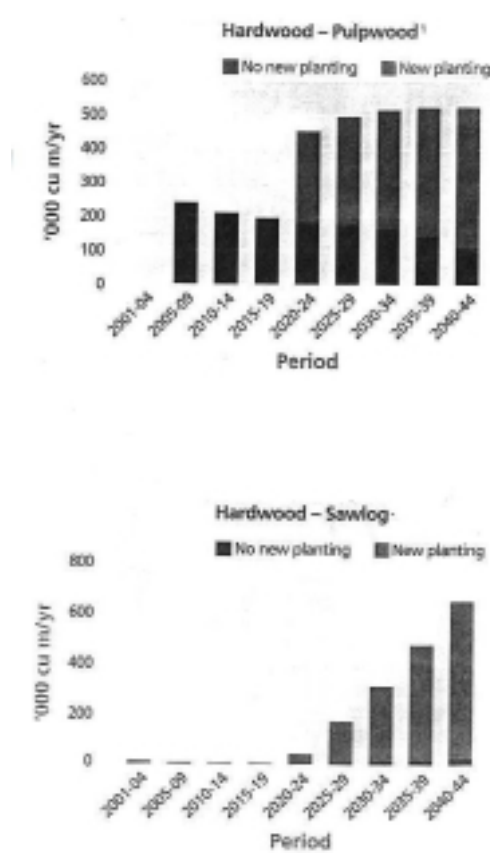


Figure 33 : Augmentation estimée de l'approvisionnement en bois provenant des plantations de feuillus. (Fergus, I., Fox, J., Baken, T., Stackpole, D., Wild, I. – 2002, p 62)

### **3.6. Les autres valeurs des plantations**

La protection des valeurs des plantations autres que le bois doivent également être protégées. Ces valeurs sont le contrôle de la salinité, la valeur esthétique, le contrôle de la conservation, les puits de carbone, ... Pour cela il faut dissuader les sylviculteurs de couper la totalité de leur plantation en une fois.

En Australie, des projets sont en développement pour compenser les sylviculteurs des pertes survenant à la suite de la protection de valeurs qui ne leur sont pas rentables directement. L'absorption du carbone semble être le point sur lequel le Gouvernement se penche le plus. Il

reste cependant encore beaucoup à faire quant aux méthodes pour savoir comment on va répartir les fonds et sur quelles bases.

D'autres points tels que la prévention de la salinisation et la protection de la biodiversité sont importants et devraient, dans le futur, faire l'objet de subventions.

### **3.7. Le « Queensland Forest Practice System » (QFPS)**

Le développement du QFPS débuta en février 2000 afin de maximiser les bénéfices de la sylviculture sur les forêts privées. Ce qui se fit en développant un système pour établir et implanter des pratiques forestières standards en accord avec l'environnement.

Un comité de coordination fut établi entre le Timber Taskforce, le Département de l'Industrie Primaire et le Département des Ressources Naturelles et des Mines et l'Agence de Protection de l'Environnement.

Les objectifs principaux sont de:

- Définir les buts environnementaux pour la gestion des forêts natives et des plantations sur les terres privées par l'établissement d'un code de bonne pratique.
- Faire respecter les obligations législatives en relation avec le « Vegetation Managment Act 1999 » et le « Environment Protection Act 1994 ».
- Procurer une sécurité suffisante dans les pratiques de gestion des plantations afin d'attirer les investissements dans ce domaine et de stimuler les plantations sur les terres privées.
- Clarifier et établir une relation appropriée dans le développement de la foresterie entre les gouvernements locaux et le gouvernement de l'Etat. (Timber Taskforce – Department of State Development – 2001)

L'établissement de techniques standards de plantation dans l'entièreté de l'Etat de Queensland, doit permettre de mieux définir les composantes standards environnementales à respecter. Ce qui, par la même occasion doit améliorer le niveau de sécurité dans la sylviculture et faciliter les systèmes de certification.

Le QFPS a également l'intention d'améliorer la coopération entre les gouvernements locaux et les sylviculteurs et de clarifier les responsabilités du propriétaire.

En plus d'établir des plans pour la gestion et la récolte des plantations, le QFPS engage des spécialistes et conseillers dans les pratiques forestières pour assister les sylviculteurs tout au long du processus d'établissement des plantations. De plus, il organise des programmes d'éducation et de formation à destination des propriétaires et des industries.

## **4. L'INDUSTRIE DU BOIS**

184.000 hectares ou 26 % des forêts natives de l'Etat restent disponibles pour le déboisement, plus éventuellement les 80.000 hectares mis en quarantaine. Ces 184.000 hectares

représentent l'approvisionnement de bois pour l'industrie pendant la période de transition de 25ans. Ces forêts seront par la suite progressivement ajoutées aux réserves.

#### **4.1. Situation attendue lors de la signature**

Lors de la signature du SEQFA, il fut estimé que 350 nouveaux emplois seraient créés. Ils devaient provenir d'initiatives telles que le développement d'une entreprise de panneaux agglomérés à Gympie qui emploierait 30 personnes, 100 emplois pour la gestion des forêts, employé par le « National Park and Wildlife Service », 100 dans la gestion des plantations et 241 dans le secteur privé de la transformation du bois et de la valeur ajoutée à Maryborough et au Nord de Brisbane. La perte d'emplois attendue suite à la fermeture de Boral devaient entraîner la perte de 80 emplois. (discussion parlementaire – 17 septembre 1999, p 4093)

Les employés de la scierie Hyne & Son à Dingo n'ont rien à craindre jusqu'en 2010. Le gouvernement de Queensland va tenter de trouver une solution en discutant avec les communautés de Dingo et de Duaringa et Hyne & Sons pour assurer le futur de Hyne & Son et de ses employés.

Afin de protéger les régions importantes pour la conservation, la scierie à Nandroya de Boral, près de Cooroy devrait arrêter ses activités en octobre 2000.

Boral, à Cooroy, la plus grosse scierie du Sud-Est de Queensland fut achetée par le Gouvernement de Queensland afin de permettre au SEQFA de se réaliser. Sans cette acquisition, la diminution du bois disponible suite à la mise sous réserves d'une grande partie des forêts précédemment utilisées pour le déboisement, n'aurait pas permis de garantir un approvisionnement en bois acceptable pour toutes les industries.

Les autres scieries du groupe Boral à Eidsvold et Theodore qui utilisent du bois dans le coin du Sud-Est de la région mais qui ne font pas partie du SEQFA seront achetées par le Gouvernement en 2002. Boral, vendant sa plus grosse scierie de la région, préférerait effectivement se retirer complètement du marché de Queensland.

#### **4.2. Restructuration de l'industrie**

Deux scieries ne recevront pas autant de bois que précédemment pendant la période de transition de 25 ans. Ce sont les scieries Finlayson's à Yarraman et Hyne and Sons à Dingo. Celles-ci n'utiliseront plus que du bois tendre.

La compagnie Finlayson's va délibérément abandonner deux licences pour la coupe de bois dur. En échange, elle recevra l'assistance du Gouvernement pour étendre ses opérations de Hoop Pine (*Araucaria cunninghamii*) à Yarraman et à Brisbane. Ce qui va leur permettre de développer de nouvelles technologies de valeur ajoutée à Brisbane. Ce qui devrait générer 15 nouveaux emplois à Brisbane et 5 à Yarraman.

La compagnie Hyne and Sons à Dingo continuera ses opérations pendant dix ans. Après, la scierie sera fermée et ses 10 employés auront la possibilité de travailler pour Hyne and Sons à Rockhampton.

L'entreprise Hyne and Son a également l'intention d'augmenter ses plantations de bois tendres, ce qui devrait par la même occasion, générer des emplois dans la région.

Une amélioration de la coopération entre les scieries et un regroupement de celles-ci permettront une spécialisation dans la valeur ajoutée.

Une partie du bois dur sera dans le futur remplacé par du bois tendre. Durant l'évaluation complète de la région (CRA), il fut en effet estimé que souvent certaines utilisations que l'on faisait du bois dur pouvaient être remplacées par du bois tendre. Par exemple dans la construction des maisons, on avait tendance à utiliser du bois dur pour toutes les parties. Maintenant, on essaie d'utiliser du bois tendre pour certaines parties de la construction des maisons, telles la charpente et les murs intérieures, surtout les parties qui ne seront pas exposées aux conditions climatiques extérieures. Les clôtures et certains meubles, seront également plus souvent construits à partir de bois tendre. Le bois dur est toujours nécessaire pour les parties exposées aux conditions climatiques, pour les planchers et les meubles de qualité. Lorsque certaines propriétés du bois dur telles que sa dureté, sa durabilité, sa surface de qualité ou son apparence, sont nécessaires, on ne le substituera pas par du bois tendre. Les industries pour ces deux sortes de bois sont donc différentes, en changeant la quantité de bois dur en bois tendre, il est clair qu'il va falloir modifier les machineries, construites pour travailler le bois dur.

De plus, les machineries utilisées auparavant pour la transformation des feuillus en produits secondaires, étaient adaptées aux bois provenant de forêts natives. Ces arbres diffèrent des arbres qui viendront des plantations. En effet, ceux-ci, seront récoltés plus jeunes (après environ 25 ans), alors que les arbres provenant des forêts natives pouvaient avoir jusqu'à une centaine d'année lors de leur récolte. Le diamètre des arbres sera donc inférieur, passant d'un diamètre (diamètre à hauteur de la poitrine comprenant l'écorce, dbh) d'environ 40 cm à un diamètre de 30 cm.

De plus, les propriétés des arbres des plantations, plus jeunes, ne sont pas les mêmes que les propriétés des arbres plus vieux provenant des forêts natives. Ils doivent donc être traités différemment. Les scieries vont donc pendant la période de transition, progressivement remplacer ou adapter leurs équipements pour pouvoir utiliser exclusivement du bois provenant des plantations.

Avant le SEQFA, seulement 28 % du bois dur natif dans la région du Sud-Est de Queensland avait une valeur ajoutée. Le SEQFA prévoit un investissement de dix millions dans ce secteur.

Cette valeur ajoutée se fera par l'augmentation des infrastructures et le développement et l'utilisation de nouvelles technologies pour sécher le bois, l'améliorer et lui donner des formes de produits finis au lieu de vendre des grumes.

Les pulpes et les chutes de la transformation seront récupérées et utilisées plus judicieusement pour en faire des panneaux. Certains panneaux seront également fabriqués à partir du bois de moins bonne qualité qui ne peut pas servir à la construction d'autres produits.

Le secteur des MDF (medium density fibre) connaît également une extension. Il utilise un mélange de pulpes de bois tendre et de bois dur.

Les coûts de production devraient également diminuer par l'utilisation de ces nouvelles technologies. De plus, les industries améliorent leurs techniques de vente et de marketing.

Un exemple d'adaptation des mesures d'amélioration de la valeur ajoutée est l'industrie 'Dale and Meyers' à Tiaro qui vend, entre autres, des poutres horizontales pour soutenir les fils électriques sur les poteaux. Auparavant, elle vendait le bois coupé à dimension sans aucun traitement de finition. Actuellement, ces poutres vont être traitées pour résister aux intempéries et peintes sur la partie supérieure, qui sera la plus exposée aux conditions météorologiques. Les poutres sont également forées aux endroits appropriés pour les fixer sur les poteaux et consolidées par des plaques de métal. Ils vendent, également des poteaux qui sont maintenant traités pour résister aux conditions météorologiques et à l'attaque éventuelle d'insectes.

Les sciures de cette scierie sont vendues principalement dans le marché du compost. La scierie Dale & Meyers n'utilise pas encore toutes ses rechutes. C'est un point qu'il faudra encore développer dans le futur.

Cette scierie a bénéficié d'une aide financière du Gouvernement fédéral pour augmenter sa valeur ajoutée.

Les possibilités d'exportation s'élargissent également. Ce qui permet de vendre le bois plus cher que dans le marché domestique. La scierie Dale & Meyers exporte déjà beaucoup en Nouvelle-Zélande, au Salomon et au Bangladesh. En plus, ils sont pour le moment en train d'étudier le marché américain où il semblerait que les différentes propriétés du bois dur australien par rapport au bois dur américain devraient intéresser certaines industries.

### **4.3. La gestion des forêts natives publiques**

#### **4.3.1. Le déboisement sélectif**

Sur les forêts encore disponibles pour le déboisement, il n'est pas question d'opérer un défrichement total des forêts mais de sélectionner les arbres vendables et de laisser les arbres qui servent d'habitats, tels les vieux arbres contenant des creux. Le long des cours d'eau, on garde des zones tampons intactes afin de conserver les habitats de la faune et la flore

forestière. De cette manière, la forêt pourra se régénérer par la suite lorsque le déboisement sera totalement interdit. Le principe est donc de prendre les arbres matures pour la production sans abîmer la structure de la forêt.

Cette technique n'est pas nouvelle et était déjà d'application sur toutes les forêts natives publiques avant la mise en oeuvre du SEQFA.

Le DPI est responsable pour le marquage des arbres et donc le choix des arbres qui seront coupés par les scieries. Bien avant de marquer les arbres, le DPI établit un plan de déboisement comprenant les sites qui seront considérés pour la coupe de bois. Ce plan cartographie les cours d'eau, les valeurs naturelles (esthétiques, scientifiques, historiques et sociales) et les routes et chemin d'accès aux parties qui seront déboisées. Ce plan doit être approuvé par le EPA (Agence de Protection de l'Environnement) avant que le DPI ne puisse marquer les arbres.

#### 4.3.2. La gestion écologiquement durable des forêts (ESFM)

Une gestion écologiquement durable est établie afin de conserver les processus écologiques forestiers, de maintenir la diversité biologique et d'optimiser les bénéfices sociaux, économiques et culturels provenant de l'utilisation des forêts. Cette gestion se fait en établissant des systèmes de réserves CAR.

Depuis le début des années 90, un système de gestion se met en place en Queensland et un standard national semble s'installer. Les codes de bonne pratique font parties du projet de gestion durable. Ceux-ci s'assurent que les activités forestières respectent l'environnement forestier et le gèrent de façon durable.

Certaines zones conservées pour la protection des habitats doivent être clôturées afin d'empêcher les élevages d'y pénétrer et d'endommager les habitats. De même l'introduction de maladies et d'animaux exotiques est contrôlée dans la mesure du possible.

Pour limiter l'impact des touristes, des sentiers de marche sont établis afin que les marcheurs restent tous sur le même chemin et n'abîment pas les alentours. Des panneaux explicatifs pour le comportement à avoir en forêt se trouvent à l'entrée des forêts ainsi qu'une signalisation pour éviter que les gens ne se perdent et ne traversent à travers bois.

Afin d'éviter les accidents causés par les incendies, une gestion des incendies s'est mise en place dans les forêts de Queensland. La plupart des forêts d'Australie se sont adaptées aux incendies et certaines plantes ont besoin de feux occasionnels pour permettre aux graines de germer. La gestion des incendies consiste à contrôler leur fréquence afin de diminuer la quantité de combustibles pour prévenir les feux accidentels qui peuvent être dévastateur pour la faune et la flore forestière et en établissant des zones coupe feu. Cela permettra de favoriser la régénération de certaines plantes et de fournir des habitats divers à différents stades de régénération qui semblent supporter la plus grande biodiversité.

Les feux contrôlés sont généralement allumés durant les périodes à faibles risques, en général en hiver quand les feux brûlent lentement et causent moins de dommages.

Les régimes d'incendies ne s'appliquent qu'aux forêts d'eucalyptus, les forêts humides moins adaptées aux feux ne subissent pas ce régime.

#### 4.3.3. Le code de bonne pratique pour la production de bois sur les forêts natives

Le code de bonne pratique pour la production de bois dans les forêts natives de l'Etat fut développé par la division de la foresterie du « Queensland Parks and Wildlife Service ». Ce code définit les principes, politiques et pratiques pour une production du bois écologiquement durable dans les forêts natives de l'Etat. Il fut établi en respectant les principes du « National Forest Policy Statement ». Il est d'application dans toutes les forêts natives de l'Etat où les opérations forestières sont opérées, en respectant le « Forestry Act 1959 » et il doit être intégré dans les contrats de production. (Environmental Protection Agency-The State of Queensland – 2002, p 5)

Les forêts natives de l'Etat ont d'autres buts que de produire du bois. Elles sont également gérées pour protéger l'environnement forestier, les cours d'eau, les sols, la diversité génétique, ainsi que pour permettre des études scientifiques, des activités récréatives, des zones pour les élevages et la production de miel.

Ce code définit les standards minimums pour la coupe de bois en tenant compte de l'efficacité des opérations, les impacts des opérations forestières et en assurant un bénéfice optimal pour la collectivité.

Le code est divisé en deux parties, la première partie explique les principes et politiques dans lesquels le code s'inscrit et la deuxième partie donne des instructions techniques au niveau des opérations forestières.

Un système de gestion donnant des lignes directrices à suivre est également inclus dans le code. Le « Queensland Parks and Wildlife Service » est responsable pour évaluer si le code est respecté et pour informer et éduquer les bûcherons et les personnes impliquées dans l'industrie du bois.

Les objectifs du code sont :

- D'assurer que les opérations de production du bois soit conformes aux principes environnementaux et de protection du patrimoine culturel et naturel.
- De protéger la sécurité et la santé des travailleurs de l'industrie du bois.
- D'assurer que le personnel sera compétent.
- De planifier la gestion afin de gérer les forêts de façon écologiquement durable et d'évaluer les risques environnementaux.

- D'assurer un accès aux ressources forestières sûres, effectifs tout en respectant l'environnement.
- D'assurer que la capacité de production des forêts est maintenue ou améliorée et que l'intégrité écologique des forêts est respectée.
- D'assurer que le code est respecté et que les dommages causés sont réparés.  
(Environmental Protection Agency-The State of Queensland – 2002, pp7-21)

Le Département de l'Industrie Primaire et l'agence de protection de l'environnement s'assure que ce code est respecté. Des amendes peuvent être délivrées en cas de non-respect. Les infractions au code de bonne pratique sont le non-respect du contrat de vente dans lequel il doit être stipulé que le code sera respecté et, en cas de dommages importants aux forêts, le non-respect du « Nature Conservation Act ».

#### **4.4. L'impact pour l'industrie du bois et ses employés**

Les régions les plus concernées sont les régions de Mundubbera, Beaudesert et Maryborough. En plus de la perte d'emplois, ces régions dans lesquelles l'industrie du bois a une place prépondérante verront leur économie chuter.

L'éducation et la réorientation en fonction des nouvelles formes d'exploitation forestière constituent une partie importante des allocations prévues en faveur de l'industrie.

Les groupes à « risque » comprenant les plus âgés et les personnes n'ayant eu qu'un emploi bien spécifique durant toute leur vie, seront pris en considération.

Malgré que le taux de chômage ait augmenté un peu au temps de la signature du SEQFA, les 80 employés ayant perdu leur emploi dû à la fermeture de 'Boral' ont presque tous retrouvé un emploi dans l'industrie forestière ou dans d'autres secteurs. Seuls trois sont encore aujourd'hui sans emplois, un qui a pris une pré-pension, un second qui a bénéficié d'une compensation suite à un handicap, et un troisième qui ne veut plus travailler.

Dans les douze premiers mois qui suivirent la fermeture de 'Boral', les ex-employés de 'Boral' se sont vu donner toutes sortes de boulots dans la région ou dans l'industrie du bois dans un autre Etat. Par exemple, la maison communale de Noosa a bénéficié de 7 membres de plus dans son personnel. Ceux-ci étaient payés par le Gouvernement de Queensland. Après cette période, ils ont tous retrouvé un emploi stable.

Il faut cependant constater que la création d'emplois prévue lors de la signature (350) ne fut pas entièrement respectée.

Dans l'expérience vécue, au Nord de l'Etat, lors de l'inscription d'une grande partie des forêts au patrimoine mondial, la situation économique des collectivités fut dans un premier temps, plutôt négative. Mais, l'économie locale a repris vigueur grâce au tourisme dans la région. C'est donc une option pour la génération suivante.

#### **4.5. Les changements dus à la réduction de la disponibilité des forêts**

Toutes les scieries ne sont pas affectées de la même manière par la réduction des forêts disponibles pour la coupe de bois. Dans la région de Maryborough par exemple, l'industrie Dale & Meyers, qui est plus jeune que la scierie Hyne & Sons avait déjà avant le SEQFA, basé son approvisionnement en bois sur les forêts privées. Alors que Hyne & Sons a plus de ressources venant des forêts publiques.

Les propriétaires des forêts privées, voyant l'offre des forêts publiques diminuer, a augmenté ses prix. Pour l'industrie Dale & Meyers, cela représente une hausse de coût de sa matière première. L'augmentation de la valeur ajoutée dans les produits vendus permet de compenser cette augmentation de prix.

#### **4.6. Le code de bonne pratique pour l'industrie du bois**

Ce code de bonne pratique établit des mesures pour éviter les accidents concernant les ouvriers impliqués dans les diverses opérations de déboisement, tels que la préparation et la planification du site, la coupe du bois, le chargement et déchargement sur les camions et le transport. Ce code doit être suivi afin de respecter la politique du « Workplace and Safety Act 1995 ». Toutes les personnes, aussi bien les employés, les cocontractants, les visiteurs et le superviseur, doivent respecter ce code de bonne pratique.

Ce code présente des règles de sécurité à suivre lors de toutes les opérations du déboisement. De plus, des check-lists sont fournies pour vérifier que les différentes règles de sécurité soient bien respectées tout au long des différentes opérations.

L'évaluation des risques avant les opérations est également réglementée, ainsi que l'analyse des accidents.

### **5. LA RECHERCHE ET LE DEVELOPPEMENT**

Le plan du SEQFA prévoit 8 millions de dollars pour la recherche et le développement.  
(Palaszczuk, H. - 18 mai 2000)

Les recherches, le développement et l'extension des stratégies se feront principalement dans cinq secteurs :

- Les techniques d'amélioration par la génétique porteront sur le développement d'espèces de qualité, adaptées à la région et capables d'atteindre une taille marchande en 25 ans. Les génotypes produisant du bois solide et étant résistant aux différents parasites.
- Les recherches au niveau de la sylviculture porteront sur l'identification de sites appropriés et le développement de pratiques de sylviculture qui minimisent les coûts de l'établissement de plantations et de l'entretien de celles-ci, tout en maximisant le rendement et en opérant de façon écologiquement durable.

- Les recherches phytopathologiques s'orienteront vers l'étude d'une stratégie pour diminuer les risques de propagation des pathogènes et vers la détection et l'identification rapide de nouvelles maladies.
- Les améliorations dans les transformations seront principalement tournées vers une augmentation de la valeur ajoutée dans l'industrie du bois. Avant le SEQFA, seulement 28 % du bois dans la région du Sud-Est de Queensland possédait une valeur ajoutée. La sécurité future à long terme de l'industrie du bois devrait se trouver dans le secteur à haute valeur ajoutée.
- Le plan propose le développement d'un réseau international au niveau du développement de la recherche technologique et de l'information de tous les acteurs dans l'établissement de plantations.

## **6. CHANGEMENTS DANS LES AUTRES INDUSTRIES FORESTIERES**

Sur les forêts qui ne sont pas mises sous réserves directement, il n'y aura aucun changement pour les apiculteurs, les cueilleurs de fleurs, les pratiquants d'activités récréatives et les opérations minières avant 2024.

Les régions qui ont été mises sous réserves seront étudiées au cas par cas.

### **6.1. Le tourisme et les activités récréatives**

Des activités lucratives forestières de la région du Sud-Est de Queensland, en dehors de l'industrie du bois, celle qui semble avoir le plus défendu ses intérêts est le secteur du tourisme. Un comité s'est formé comprenant les représentants des différentes activités. (voir Chap. 5, §4.4)

Vu que la superficie des parcs nationaux va sans doute presque doubler, les secteurs de la marche et de l'écotourisme auront l'occasion de se développer. La protection des forêts par le patrimoine mondial dans le Nord de Queensland a montré que l'augmentation de l'industrie touristique a permis aux communautés et à l'économie rurale de survivre.

Cependant les véhicules tout terrain à moteur et les cavaliers, étant interdits dans les parcs nationaux, essaient de conserver une partie des forêts sous un autre statut. Il est également question de mettre certaines parties des forêts sous parcs nationaux scientifiques pour protéger des habitats et des espèces particulièrement fragiles. Dans ce cas, toute activité récréative quelle qu'elle soit, sera exclue.

Il est assez probable que les zones qui ne seront pas converties en parcs nationaux, seront principalement les zones près des villes où la demande d'activités récréatives de toutes sortes est la plus importante. Dans ces régions, les forêts passeront sans doute sous le statut de réserves de conservation. Ce statut permet la pratique de plus d'activités et l'introduction d'animaux (chevaux, chiens, ...)

Cependant étant donné que le statut des forêts mises pour l'instant sous réserves forestières n'a pas encore été déterminé définitivement par le Gouvernement, il est difficile d'estimer précisément les impacts sur les activités récréatives. En attendant que la décision soit prise, les forêts sont toujours gérées selon le « Forestry Act 1959 » et les activités permises selon cette loi le restent, sauf la coupe de bois. Jusqu'à présent les impacts sur les activités récréatives sont quasi inexistantes.

Afin d'encourager les investissements dans le secteur du tourisme et des activités récréatives en forêts dans la région du Sud-Est de Queensland, un projet fut mis sur pied. De cette façon, les opportunités touristiques dans la région devraient augmenter afin de sensibiliser le public aux problèmes des forêts natives et afin de s'assurer que le tourisme est basé sur une utilisation durable des forêts natives. Cette initiative a également pour objectif de satisfaire la demande croissante de ces activités.

Ce projet fournit des assistances financières allant de 5.000 à 25.000 dollars australiens, aux industries et associations impliquées dans le tourisme, aux organisations de conservation et aux gouvernements locaux afin qu'ils puissent réaliser un projet basé sur le tourisme ou sur les activités en forêts. Pour obtenir cette assistance financière, les candidats devront présenter un projet comprenant une étude portant sur la faisabilité et les méthodes de réalisation du projet. Cependant, les industries devront contribuer pour minimum 50 % des coûts de réalisation du projet.

Ces offres sont valables pour les projets qui contribueront au développement économique des localités touchées par le SEQFA, qui représenteront une source d'emplois et les projets qui contribueront à une prise de conscience du public de l'importance du rôle des forêts natives. (Timber Taskforce, Department of State Development – 2000)

## **6.2. Situation des éleveurs**

Dans une très grande partie des forêts de l'Etat, principalement les forêts sèches, le pâturage était pratique courante. La mise sous réserves va changer le droit et l'octroi des permis pour l'élevage en forêts. Les élevages sont interdits dans les parcs nationaux, statut sous lequel la majorité des forêts natives vont sans doute être transférées.

Une grande partie des éleveurs opéraient principalement, conjointement sur leur propriété et les forêts de l'Etat, celles-ci ne représentaient qu'une partie de la superficie qu'ils utilisaient. Ce n'est cependant pas le cas pour tous les éleveurs et certains seront très affectés.

Les éleveurs avaient le droit de mettre leurs élevages dans les forêts de l'Etat selon un contrat de location dont la durée varie entre 10 et 35 ans. Le danger que ces contrats ne soient pas renouvelés a toujours existé. Le gouvernement a décidé de ne pas rompre ces contrats mais simplement de ne pas les renouveler lorsqu'ils arriveront à échéance. Le dernier contrat doit expiré en 2030. Il n'y aura donc plus d'élevages dans les forêts de l'Etat après cette date.

Il est assez regrettable de voir que les forêts, auparavant gérées de façon naturelle par les élevages, qui opéraient le débroussaillage et par la même occasion réduisaient la quantité de combustible disponible. Il semble cependant qu'en Australie, les groupes de conservation préfèrent favoriser une gestion qui ne fasse pas intervenir les élevages. Ils craignent en effet que l'introduction de pathogènes par les animaux ne perturbent les écosystèmes.

Vu qu'il ne s'agissait que d'un contrat de location, le gouvernement ne rompt aucun accord envers les éleveurs. Cependant, actuellement, le gouvernement cherche une alternative. Les plantations ne sont pas une solution idéale ne couvrant pas la même superficie que les forêts. Les plantations de bois durs et tendres ne représentent en effet qu'approximativement 120.000 hectares contre les 425.000 hectares mis directement sous réserves. Elles remplacent la quantité de bois des forêts mais dû à une gestion différente, la superficie est inférieure. De plus, une grande partie des locations était adjacente à des propriétés privées sur lesquelles les élevages se trouvaient. Les plantations, elles, ne se trouvent pas dans la même région que les forêts natives et ne sont donc pas adjacentes aux propriétés privées. C'est cependant vers cette solution que les projets se penchent le plus.

Les abeilles permettaient la pollinisation de certains arbres. Il reste les abeilles sauvages pour accomplir cette tâche. On peut quand même se demander si les activités apicoles nuisent vraiment à la biodiversité.

### **6.3. Situation des apiculteurs**

L'apiculture en forêt fournit un miel de qualité. Les apiculteurs recevaient des permis d'une période de cinq ans. Ces permis seront délivrés jusqu'en 2024. Leur accès aux forêts restera donc inchangé jusqu'à cette date. Après 2024, si les forêts de l'Etat deviennent parcs nationaux, ils n'auront plus accès aux forêts.

Les apiculteurs dans la région du Sud-Est de Queensland produisent la moitié de la quantité de miel produite au niveau national. Ce n'est cependant pas une industrie très importante au niveau du PNB de l'Etat. L'industrie exportait environ 40 % de son miel. Après 2024, il n'est pas certain que l'industrie produira suffisamment de miel pour continuer à exporter.

Il est en effet plus compliqué de trouver une alternative pour les apiculteurs. Les plantations ne pourvoyant pas la même qualité de ressources que les forêts natives. La production nécessite en effet des arbres plus anciens, d'environ 50-60 ans. Les *Eucalyptus maculata* sont une source importante de pollen.

Les forêts qui ne deviendraient pas des parcs nationaux mais des réserves de conservation resteront disponibles pour la production de miel. Mais il n'y a jusqu'à présent aucune initiative de conserver des forêts sous un autre statut que des parcs nationaux pour procurer des ressources aux apiculteurs.

Les retombées sociales ne devraient pas être trop importantes. Les industries d'apiculteurs sont principalement de petites industries familiales. Les plus grosses industries emploient au maximum 5 personnes.

D'autres industries seront affectées par une diminution de l'industrie du miel. Par exemple les horticulteurs, ont besoin des abeilles pour la pollinisation des fleurs et de certains fruits comme les avocats.

Les apiculteurs risquent de perdre en plus une importante partie de leurs ressources lorsque les forêts dans l'Ouest de l'Etat seront protégées. Celles-ci procurent également une partie importante de miel, malgré que la majorité du miel soit produit dans la région du Sud-Est de Queensland.

#### **6.4. Situation des cueilleurs de fleurs**

Pour la cueillette de fleurs, d'herbes et de feuilles des permis plus ou moins similaires à ceux délivrés aux apiculteurs étaient délivrés. Ils ne seront pas directement retirés mais ces activités ne seront pas permises dans les parcs nationaux.

L'industrie est en expansion dans la région. Une grande partie des produits récoltés dans les forêts, peuvent être cultivés. Une restructuration de l'industrie et un développement des cultures de ces produits est attendu.

Le Gouvernement de Queensland a annoncé qu'il contribuerait pour deux millions sur une période de trois ans pour l'établissement d'un nouveau centre de floriculture endémique, ce qui devrait aider l'industrie à développer le potentiel nécessaire pour s'étendre sur le marché international. L'industrie passera donc d'une cueillette dans les forêts publiques à une industrie basée sur l'horticulture. (Beattie, P. - 28 mai 2003)

### **7. LA PARTICULARITE DE LA REGION DE NOOSA**

Etant donné que les deux parties de la scierie de 'Boral' se trouvait dans le district de Noosa, ce fut la région qui fut la plus affectée par la restructuration de l'industrie du bois.

La scierie 'Boral' fut achetée par le Gouvernement de Queensland. Elle se compose de deux parties, une située à Cooroy et l'autre à Nandroya.

La partie à Cooroy fut donnée au 'Noosa Shire' (équivalent d'un hôtel de ville). Pour l'instant, ce site industriel n'est pas encore utilisé mais différents projets existent. Le site est assez grand pour en faire un lieu de loisir. Une partie du site pourrait être utilisée comme restaurant, alors que la partie où les machineries se trouvent encore serait convertie en musée. Il y a de plus une rivière qui coule aux alentours de ce site, ce qui rend le lieu attractif. On y placerait une pleine de jeu et la partie non utilisée par ce complexe servirait pour le développement d'un centre commercial ou cinéma. Il existe donc une opportunité pour utiliser le site de l'ancienne scierie.

La partie à Nandroya, quant à elle appartient toujours au Gouvernement de Queensland. Une des idées pour l'utiliser est d'y implanter un site de recherche au niveau des colles et panneaux agglomérés. Ces recherches se feront par le CSIRO. L'idée d'y implanter en plus une industrie de construction de panneaux existe.

Pour l'économie de la région, l'impact se fit sentir durant les deux premières années après la fermeture de la scierie, ce qui fut renforcé par la fermeture d'une banque à la même période. Cependant, une scierie n'achète pas grand chose à la ville, à part de l'électricité et du carburant. La matière première étant prise dans les forêts. Mais il ne faut pas oublier que 80 personnes dépensaient leur salaire dans la région.

La région a donc l'intention de baser son économie sur le tourisme, activité qui fonctionne assez bien dans la région vu la beauté du paysage.

## **8. LA SITUATION DES ABORIGENES**

L'implantation du SEQFA devrait permettre aux indigènes de participer au développement économique et à la gestion des forêts afin de pouvoir protéger leur culture et leurs valeurs spirituelles. Le Gouvernement de Queensland tentera au maximum de développer des procédures alternatives pour l'utilisation des terres aborigènes afin de respecter le « Indigenous Land Use Agreement ».

Les trois groupes aborigènes de la région, le Goolburri Aboriginal Land Council, le FAIRA et le Gurang Land Council font parties de différents groupes de consultation pour la décision sur le statut futur des forêts. Ils ont donc identifié les lieux d'importance pour leur communauté. Une fois, le statut définitif décidé, les lieux où ils avaient des intérêts seront gérés en respectant leurs recommandations dans la mesure du possible. Cette gestion se fera cependant en respectant la loi sur la conservation de la nature et non sous la loi des terres indigènes. Cependant, les aborigènes n'ont reçu aucune terre. Ils espéraient, en effet, recevoir certaines parties de forêts.

## **9. AUTRES INSTRUMENTS EN RELATION AVEC LE SEQFA**

### **9.1. Les plantations pour l'Australie : Vision 2020**

La vision des plantations 2020 est un cadre d'action commun entre le gouvernement australien et les entreprises forestières pour arriver à un niveau de concurrence internationale dans le secteur du bois.

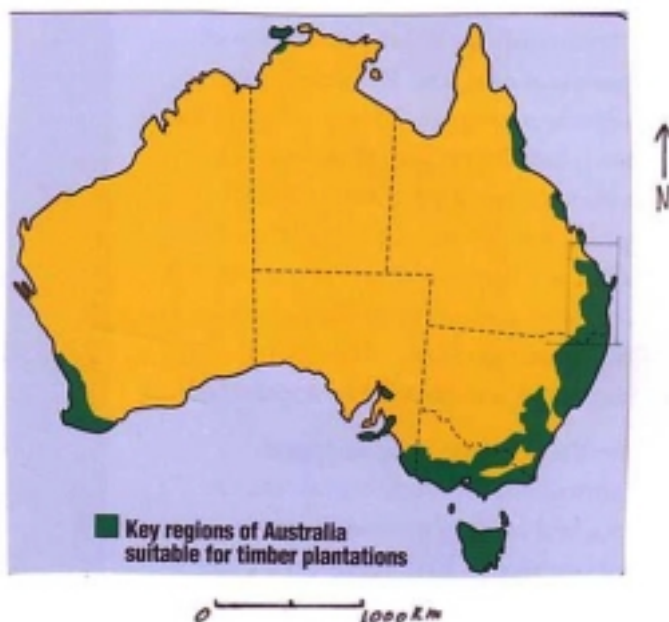


Figure 34 : Régions d'Australie appropriées pour les plantations  
(Commonwealth of Australia – 2002, p 3)

Toutes les plantations établies dans la région du Sud-Est de Queensland que se soit pour remplir les objectifs du SEQFA ou pour résoudre les problèmes de salinité seront intégrées à ce projet.

L'objectif de la vision 2020 est de tripler la superficie des plantations de un million d'hectares à trois millions d'hectares, entre 1994 et 2020, en plantant 80.000 hectares par an et de rendre les plantations durables et attractives afin d'attirer les investissements privés. La vision se concentre sur une augmentation des terres disponibles et adaptées aux plantations, sur l'octroi des droits commerciaux nécessaires et l'amélioration de l'information.

Les régions qui conviennent pour les plantations ont été estimées et la région du Sud-Est de Queensland en fait partie. (fig.34)

Les bénéfices de la vision plantation 2020 inclut un développement régional, des intérêts économiques et d'emplois, une diminution de l'émission des gaz à effets de serre et une augmentation des revenus de la gestion des terres. (Hill, R. – 1998, p 61)

Les principes de la stratégie sont :

- Les différentes régions doivent contribuer à atteindre les objectifs nationaux selon la disponibilité des terres de chaque région.
- Toutes les entreprises de l'Etat impliquées dans l'industrie du bois respecteront les principes généraux et la politique nationale de libre concurrence.
- Grâce aux investissements privés, une sylviculture de plantations durable et bénéfique sera établie.
- Les deux niveaux de Gouvernements et l'industrie du bois se sont mis d'accord pour collaborer afin que l'industrie devienne compétitive sur le marché international.

- Identifier les priorités dans la recherche et le développement des plantations pour suivre le potentiel de croissance de l'industrie du bois.
- Améliorer le savoir-faire et la sécurité des sylviculteurs.

Si la stratégie est correctement respectée, l'industrie forestière va :

- Etre témoin d'une expansion économique dans le secteur de la sylviculture par la création de nouveaux emplois et par les nouveaux investissements.
- Employer des professionnels compétents et reconnus dans le domaine de la gestion des plantations.
- Etre un modèle de durabilité environnementale, sociale et économique.
- Contribuer à l'exportation nationale.
- Etre un exemple d'industrie durable et de confiance.
- Contribuer à la conservation de zones d'intérêts pour la biodiversité et développer la possibilité de rendre des services environnementaux.
- Diversifier les options de plantations telles que les espèces et les régimes de sylviculture.

Les bénéfices estimés de cette stratégie sont :

- Trois milliards de dollars australiens investis pour l'établissement de nouvelles plantations, principalement par des particuliers.
- Environ 40.000 nouveaux emplois seront créés dans les régions rurales.

La structure de gestion des plantations 2020 se fera principalement par le gouvernement de l'Etat et l'industrie forestière. Les gouvernements locaux seront également impliqués, étant plus proche des individus et des producteurs. Chaque Etat est libre de déterminer la structure de gestion la plus appropriée pour l'implantation de la Vision 2020. Chaque année un rapport sur la progression de la situation sera rendu au Conseil ministériel de la forêt, la pêche et l'aquaculture. Tous les cinq ans, à partir de 2000, les méthodes seront revues et ajustées si nécessaire.

Le rapport de 2002 montre que l'opération fut réussie avec 500.000 hectares de nouvelles plantations depuis 1997. Le rôle du Gouvernement fut de retirer les obstacles qui discriminaient le développement forestier par rapport aux autres cultures. 70 % des nouvelles plantations furent établies par des investissements privés. (Commonwealth of Australia – 2002, p 3) La superficie des plantations est passée de 1,04 millions d'hectares en 1994 à 1,57 millions d'hectares en 2001. Ce qui représente un taux annuel de 75.000 hectares, qui devra être maintenu pendant les 18 années restantes. (Ibid, p 4)

Vu à l'élargissement des plantations, la vision 2020 devra tenir compte des changements environnementaux et sociaux, maximiser le potentiel des bénéfices économiques et environnementaux et tenir compte de la contribution aux ressources des plantations.

## **9.2. Coopérative et groupe de sylviculteurs**

Dans la région du Sud-Est de Queensland, des coopératives forestières se sont formées pour aider les sylviculteurs. Ces coopératives permettent aux sylviculteurs et à toutes personnes impliquées dans l'industrie du bois d'obtenir des résultats qu'ils ne pourraient pas atteindre seul, par un échange des expériences et des connaissances de chacun. Les coopératives investissent dans la récupération du bois, les différentes façons de produire de la valeur ajoutée, l'expansion des plantations, ainsi que dans divers produits arboricoles. Le Département de l'Industrie Primaire donne des avis à ces coopératives et les aides si nécessaire.

De plus une association des sylviculteurs fut créée dans la région du Sud-Est de Queensland. La « Forest Farmer Association of Queensland » publie une revue et organise des réunions mensuelles afin de maintenir les sylviculteurs au courant des développements administratifs et des nouvelles technologies dans le secteur. Cette association tente de développer et d'améliorer les pratiques de gestion des forêts, tout en préservant la nature. Elle prévoit également des programmes d'éducation et d'informations et représente les sylviculteurs auprès des gouvernements.

Le « Forest Farmer Association of Queensland » a également établi un système de certification des plantations afin d'éviter les malentendus entre les sylviculteurs et les scieries qui vont acheter le bois. La certification garantira à l'acheteur la qualité du bois. Cela se fait par des inspections des plantations par des experts lors de chaque élagage afin de s'assurer qu'ils sont faits en respectant les règles établies par le « Forest Farmer Association ». Si l'élagage satisfait aux conditions, un « Pruned stand certificat » sera délivré au sylviculteur.

L'association « Greening Australia » procure également des aides aux sylviculteurs dans la région du Sud-Est de Queensland. Des responsables de l'organisation et des experts sont prêts à aider dans les différentes régions et offrent leurs services tels que des avis, des visites de sites potentiels de plantations ou de plantations aux sylviculteurs. Elle organise aussi des programmes de formation.

## **9.3. Formation**

Afin de s'assurer que les sylviculteurs comprennent et appliquent les mesures environnementales sur leurs plantations, un programme de formation fut mis sur pied, appelé FarmBis et financé par le Gouvernement fédéral et le Gouvernement de Queensland. Ce programme vise à former les personnes travaillant dans l'industrie primaire afin d'améliorer la sécurité sur le lieu de travail et la protection de l'environnement. (Department of Prime Industry - octobre 2002, p 21)

Toute personne impliquée dans une activité agricole ou sylvicole a droit à cette aide pour suivre une formation en relation avec son entreprise. En plus d'offrir des programmes de formation pour assurer une meilleure protection de l'environnement, il existe d'autres sujets tels que des techniques de gestion des cultures, l'application de nouvelles technologies et la sécurité.

#### **9.4. La certification**

Afin d'être reconnu sur la scène internationale et pour répondre à des standards environnementaux il était important de faire reconnaître l'industrie du bois en Australie. Depuis décembre 2002, le Département de l'Industrie Primaire, secteur de la forêt est certifié ISO 14001 par le DNV 5Det Nirkse Veritas). Dans le cadre de la norme ISO 14001, des critères de gestion environnementaux valables dans le monde entier existent depuis 1996. Quiconque satisfait à ces exigences gagne la confiance des clients, des fournisseurs, du personnel, des autorités, des investisseurs et de la collectivité. Il est en mesure d'expliquer que son comportement respectueux de l'environnement est intégré dans ses processus d'exploitation, qu'il repose sur l'initiative individuelle et l'engagement personnel et qu'il débouche sur de meilleurs résultats.

#### **9.5. La gestion durable des forêts natives privées**

Le Fonds pour la protection du patrimoine national a financé un projet entre l'association des sylviculteurs de la vallée Mary dans la région de la Sunshine Coast et l'institut de recherche forestière de Queensland. L'objectif majeur de ce projet est de former les sylviculteurs de la région de la vallée de Mary à la Sunshine Coast, aux techniques de gestion durable des forêts natives. Ce savoir-faire, combiné à une évaluation régulière devrait permettre de développer une production de bois au lieu de défricher totalement pour y mettre des élevages, de promouvoir les processus écologiques associés aux ressources forestières, de promouvoir l'adoption d'un code de bonne pratique similaire à celui d'application sur les forêts natives publiques et de conserver la biodiversité même en dehors des réserves.

Afin d'informer les sylviculteurs, des témoins furent établis en tant qu'exemples pour illustrer les principes de gestion et de protection de l'environnement.

La réglementation quant au déboisement sur les forêts privées est dictée dans le « Vegetation Managment Act ». Mais les restrictions ne sont pas aussi sévères que sur les forêts publiques. Cette loi vise principalement à protéger les espèces en danger ou vulnérables à une dégradation des terres et conserver la végétation ayant un intérêt particulier. Cette loi ajoute qu'il faut respecter la biodiversité et éviter des pratiques causant une dégradation de la végétation.

## **9.6. Envirofund**

Le programme envirofund est un programme de gouvernement australien qui offre des subsides aux groupes et aux individus qui ont un projet de protection de l'environnement. La somme peut aller de quelques centaines de dollars australiens à 30.000 dollars. (Department of Prime Industry - mai 2002, p 11)

L'établissement de plantations dans un but environnemental peut donc faire l'objet d'un subside de ce fond si la plantation est établie par une organisation de droit public. Un particulier peut également recevoir cette subvention s'il peut prouver que l'établissement de plantations représente un avantage pour la collectivité.

Un premier exemple de projets à bénéficier de cette aide est le projet pour aider à résoudre les problèmes de salinité dans la région de Boonah. Celui-ci a reçu 16.182 dollars australiens. Ce projet s'inscrit dans le « Salinity Action Plan ».

## **10. LES POINTS EN SUSPENS**

Le processus du SEQFA n'est pas encore terminé, les forêts natives de l'Etat sont toujours sous un statut provisoire et la décision quant à leur statut définitif doit encore être prise. Différents facteurs entrent en jeu pour déterminer ce statut, comme par exemple la fréquentation des forêts et les activités qui y sont pratiquées.

Il existe encore dans certaines forêts natives qui furent mises sous réserves, des petites plantations. Il faut donc voir si on va garder ces plantations pour la productivité de bois ou les défrichées et favoriser la régénération de forêts natives. Cela dépendra principalement de leur situation dans la forêt. Si elles se trouvent en bordure des forêts, elles seront sans doute gardées pour la production de bois. Une fois déboisée, il faudra voir si on les convertira en zone de conservation ou si on les garde comme plantation. Par contre, les plantations qui se trouvent au centre de forêts natives mises sous réserves seront sans doute défrichées directement sans attendre qu'elles arrivent à une taille économique rentable et régénérées en forêts natives. En effet, les opérations pour entretenir ces plantations risquent d'endommager la forêt aux alentours.

## CONCLUSION

Le taux de déforestation dans l'Etat de Queensland était alarmant, il est en effet le plus élevé de l'Australie et est dans le top dix au niveau mondial. (Conférence du Dr Tim Flannery, 4/06/03) Cependant, ce taux est élevé actuellement parce que la déforestation n'a commencé que très tard dans l'Etat de Queensland par rapport aux autres Etats d'Australie colonisés plus tôt. Il y reste donc plus à défricher.

Il était clair que l'Etat de Queensland nécessitait une action afin de mieux contrôler et de limiter le taux de déforestation. Les problèmes divers de la déforestation se font de plus en plus sentir et la réparation des dommages causés par la déforestation est une tâche bien plus ardue que de prévenir la destruction des forêts natives. De plus, elle mène à une situation irréversible. La biodiversité perdue dans l'Etat de Queensland depuis l'arrivée des Européens est considérable et irremplaçable. De même les problèmes de salinité sont extrêmement difficiles à réparer et engendrent des coûts exorbitants lors de la réhabilitation des terres. Une grande partie des forêts qui a échappé à la déforestation, est déjà convertie en parc national et la partie au nord de Queensland, la péninsule du Cape York est grandement protégée par le patrimoine mondial de l'humanité. La région du Sud-Est de Queensland quant à elle avait à peu près 700.000 hectares de forêts natives publiques dans lesquelles le déboisement était pratiqué. Le SEQFA était donc nécessaire pour assurer la protection de cette partie des forêts natives encore sur pied.

Le SEQFA se concentre sur la protection des forêts natives de l'Etat, déboisées par l'industrie du bois. Les forêts natives privées quant à elle, ne sont jusqu'à présent que faiblement protégées.

Le SEQFA fut bénéfique pour la conservation des forêts natives, en effet il a permis de mettre 425.000 hectares sous réserves et la totalité des forêts natives de l'Etat sera mise sous réserves en 2024. Du point de vue écologique, on peut considérer le SEQFA comme une réussite. Il aurait été préférable de mettre l'entièreté des forêts directement sous réserves mais, comme pour tout débat écologiste, il semble qu'il faille être prêt à faire des compromis avec les autres parties concernées. En effet, la mise sous réserve totale des forêts natives auraient entraîné la fermeture directe de la quasi totalité de l'industrie du bois de feuillus dans la région du Sud-Est de Queensland. Le compromis trouvé paraît donc équilibrer les avantages et désavantages des deux groupes les plus concernés par le SEQFA, à savoir l'industrie du bois et les groupes de conservation.

Le processus de réalisation du SEQFA semble être excessif. En effet, l'évaluation complète de la région du Sud-Est de Queensland qui devait aider à la prise de décision finale pour déterminer les zones à mettre sous réserves est redondante. En effet, pour chaque projet du CRA, un rapport très détaillé fut publié. Le CRA a donc représenté un travail très conséquent. Cette évaluation qui

représente un financement de onze millions de dollars australiens par les deux gouvernements, le Gouvernement du Commonwealth et le Gouvernement de Queensland, n'a finalement pas joué un très grand rôle dans la décision finale. En effet, pour déterminer les zones d'importance pour les écosystèmes forestiers, une évaluation plus réduite, en se basant sur les zones les moins touchées par la société technologique moderne, aurait suffi. Cette évaluation semble avoir été un peu gaspillée ou en tout cas ne pas avoir été utilisée entièrement pour ce à quoi elle était destinée. Il est évidemment utile et intéressant de disposer de toutes ces informations sur la région et on leur trouvera peut-être une utilisation dans le futur. Cependant, lors de la décision finale, il semble que la politique ait pris le dessus.

La solution proposée par le Gouvernement de Queensland au Gouvernement du Commonwealth semblait résoudre les conflits entre les verts et l'industrie du bois. Le compromis trouvé entre les différents intéressés paraissait, pour beaucoup, comme le départ vers un RFA qui ne pouvait que fonctionner.

Cependant, le comité de direction établi durant le RFA ne fut que pauvrement représenté lors de la signature de l'accord, les seuls à avoir joué un rôle sont l'industrie du bois et les groupes environnementaux. Les autres parties concernées seront plus impliquées dans le processus final de décision du statut des forêts publiques.

Le refus du Gouvernement fédéral de supporter cet accord est apparu plus comme un conflit politique que comme un refus fondé. Le fait que l'accord proposé ne répondait pas au « National Forest Policy Statement » est plus une différence d'interprétation sur un point précis qu'un non-respect de celui-ci. Il faut cependant bien admettre que la stratégie de transition sur laquelle le SEQFA se base n'existe dans aucuns autres RFAs d'Australie. Il était donc à craindre que d'autres régions auraient eu l'intention de modifier leur RFA. Le Gouvernement fédéral ne pouvant pas discriminer un Etat par rapport aux autres, il aurait éventuellement été nécessaire de revoir certains RFAs. Cependant, la situation des forêts et de l'industrie du bois dans les différentes régions est très différentes et n'était-il pas judicieux de permettre certaines stratégies dans certaines régions et pas dans d'autres où elles auraient moins de chance de réussir?

Il est donc dommage de voir un accord pénalisé financièrement pour des raisons uniquement politiques. Ce qui semble être la raison la plus plausible pour le désaccord entre les deux gouvernements.

Cette stratégie de transition fut grandement critiquée par le ministre fédéral de la forêt et de la conservation, Monsieur Wilson Tuckey, principal opposant au projet de RFA dans le Sud-Est de Queensland contenant une période de transition. Selon lui, le SEQFA n'a aucune chance d'être positif ni pour l'industrie du bois, ni pour la conservation, ni pour la situation des emplois, ni pour la prospérité des villes concernées. Il est vrai qu'au niveau des emplois, la situation n'est pas aussi réjouissante que présentée par le Gouvernement de Queensland lors de la signature de l'accord, malgré que le Gouvernement ait quand même tenu sa promesse de trouver des emplois pour les anciens ouvriers de 'Boral'.

Au niveau des emplois, suite au changement du statut d'une grande partie des forêts publiques sous parc national, on s'attend à voir les activités touristiques de la région du Sud-Est de

Queensland augmenter. Ce sera sans doute pour la prochaine génération et les anciens employés de l'industrie du bois n'en profiteront peut-être pas directement.

Ce n'est pourtant pas la première fois qu'une stratégie de transition est employée dans le secteur forestier et les impacts en furent généralement positifs.

Cette stratégie fut utilisée en Nouvelle-Zélande en 1986 pour le « West Coast Agreement » et en Australie, en Queensland, en 1920 pour le remplacement des « Hoop Pine » (*Araucaria cunninghamii*) des forêts natives vers des plantations de bois tendres comprenant des *Araucaria cunninghamii* et des pins exotiques. L'industrie du bois tendre de la région du Sud-Est de Queensland est maintenant totalement basée sur les plantations.

Le Gouvernement du Commonwealth a donc refusé totalement de contribuer au financement du SEQFA. Il a pourtant contribué jusqu'à 100 millions de dollars australiens dans le financement de la mise en œuvre de RFAs dans d'autres régions du pays. Il faut cependant souligner que les RFAs dans l'Ouest du pays et celui de la Tasmanie furent loin d'être des succès.

En effet, le RFA dans l'Ouest de l'Australie a dû être modifié, trois semaines après sa mise en place à cause de problèmes rencontrés dans l'industrie du bois. Le RFA, en Tasmanie n'a quant à lui pas protégé beaucoup de forêts. Dans cet Etat, l'industrie de bois est très importante et elle supportée par le Gouvernement de Tasmanie, ce qui rend les accords en faveur de la conservation assez difficile.

Le Gouvernement de Queensland avait déjà annoncé, dès les premiers signes de désaccord du Gouvernement fédéral, son intention de financer le projet seul dans le cas de refus d'aide du Gouvernement fédéral. Les 80 millions prévus pour le financement de la mise en œuvre du SEQFA furent donc disponibles à cet usage. Il aurait évidemment été préférable de recevoir une aide financière fédérale.

Finalement, le SEQFA s'est bien débrouillé sans le Gouvernement fédéral et la mise en œuvre est sur une bonne voie. Les 5.000 hectares de feuillus furent terminés d'être plantés en juin 2003.

Ces plantations représentent le futur de l'industrie du bois et le fait qu'elles soient établies représentent un bon début. De plus, l'établissement de plantations dans la région continue pour le « National Salinity Action Plan » et pour répondre aux objectifs de la vision 2020.

Il est à espérer que les plantations se porteront bien et qu'aucune maladie ou insectes encore inconnus ne se développent et ne les détruisent. Un autre problème, sont les conditions climatiques qui pourraient retarder la croissance des arbres. Cela entraînerait un manque d'approvisionnement en bois pendant quelques années vu que les forêts publiques seront de toute façon toutes mises sous réserves pour 2024. Les gelées sont également nuisibles pour les plantations vu que les trois principales espèces d'arbres plantées ne supportent que difficilement les gelées. Les régions où les plantations furent établies ne subissent généralement pas de gelées mais on est jamais à l'abri de changements climatiques.

Il est également à craindre que les plantations basées sur une rotation de 25 ans, période très courte pour des plantations de bois dur, ne puissent satisfaire la demande en qualité de bois dur. Il semble que le secteur du plaquage, qui ne requiert pas des arbres très gros soit le plus propice pour le futur de l'industrie du bois dur. Lorsque les plantations de résineux ont débuté dans la région, il semblerait que personne n'y était favorable et l'industrie du bois tendre est maintenant une industrie qui fonctionne très bien.

Les plantations basées sur une rotation de 25 ans risquent également d'appauvrir les sols, alors que dans de nombreux, les plantations sont établies pour revaloriser les sols.

On peut aussi se demander si une amélioration de la gestion des forêts natives plutôt que une conversion en parcs nationaux n'aurait pas permis à la fois de gérer les forêts afin de les protéger dans un but environnemental, tout en exploitant les ressources forestières. En effet, il est vrai que les forêts ont été déboisées par le passé sans une gestion très effective d'un point de vue environnemental. Ce déboisement intensif a sans doute mené à cette tendance anti déboisement que l'on retrouve dans la mentalité d'une grande partie de la population australienne. Mais un changement radical de la gestion des forêts natives auraient permis d'aider à maintenir la biodiversité, tout en continuant à aider au développement économique du pays. En retirant certains arbres qui ne sont pas nécessaires pour les habitats et qui permettrait à d'autres arbres aux alentours de pousser, la biodiversité ne se trouverait pas affectée.

Il semble qu'en Australie, la tendance, pour la conservation soit de protéger les forêts en les isolant de toutes perturbations. Il serait peut-être judicieux de revoir le système de gestion forestière, en y incorporant les élevages pour la gestion des incendies et les apiculteurs pour la pollinisation. La coupe de bois pourrait se faire de façon à éviter la compétition. Il est à craindre que les forêts pauvrement gérées voient leur biodiversité diminuer.

Il faut quand même constater, que la région du Sud-est de Queensland dispose de plus d'un million de forêts publiques et que malgré cela, l'industrie du bois va sûrement connaître un manque d'approvisionnement en bois.

On craint également un sur déboisement des 184.000 hectares de forêts publiques toujours disponibles pour la coupe de bois et sans doute également les 80.000 hectares en quarantaine. En effet, la diminution des forêts disponibles poussent l'industrie à prendre tout ce qu'elle peut de ce qu'on lui a laissé. Actuellement il semble que tous les arbres ayant un diamètre supérieur à 40 cm sont coupés.

Au niveau de l'industrie, elles sont en pleine restructuration afin de pouvoir opérer avec le bois provenant des plantations, plus jeunes et donc de propriétés différentes. De plus, les industries ont développé des produits à haute valeur ajoutée. Les emplois n'ont malheureusement pas connu l'expansion attendue lors de la signature de l'accord. Cependant, même en absence de SEQFA, une diminution des emplois était attendue.

Un autre point qui reste un peu délicat sont les forêts qui ne sont ni mises sous réserves, ni disponibles pour le déboisement. Les groupes de conservation espèrent que les 80.000 hectares actuellement restés en quarantaine ne seront pas utilisés par l'industrie du bois. Pour cela, selon Dr Keith Scott du « Australian Rainforest Conservation Society », il faudrait arrêter le déboisement dans les forêts natives après 20 ans à partir de la signature du SEQFA. Cette période de transition semble donc être un peu trop longue pour certains, mais il faut reconnaître que l'on aurait pas pu planter les arbres plus vite. Vu que le prix des grumes sur les forêts privées a augmenté, il y a peu de chance que ces 80.000 hectares ne soient pas utilisés.

Le problème de la déforestation dans les forêts privées n'est pas non plus résolu. Des mesures sont en projets pour réglementer le déboisement sur ces forêts. Par exemple un code de bonne pratique similaire à celui implanté sur les forêts publiques devrait voir le jour. De plus, des incitations à protéger les valeurs environnementales sur les forêts privées se mettent en place. La protection des forêts dans le Sud-Est de Queensland devra donc prolonger la protection des forêts privées. C'est évidemment plus délicat vu que les propriétaires ne sont, en général, pas trop favorables à une restriction de leurs activités sur leur propre terrain.

Il est également très important d'améliorer les méthodes de gestion des forêts privées afin de garantir un approvisionnement en bois dur de qualité. En effet, certains propriétaires ne prennent que très peu soin de leur forêt et n'obtiennent pas des arbres de très bonne qualité. Par contre d'autres propriétaires, travaillent à plein temps dans leurs forêts et obtiennent des arbres de qualité.

Vu que les plantations basées sur une rotation de 25 ans, ne pourront pas fournir des grumes suffisamment grosses pour répondre à la demande de certains produits, il est important de gérer au maximum les forêts privées qui représentent un potentiel important de bois dur de qualité. La certification et la formation des propriétaires ou un système similaire à celui établi par le DPI pour aider les sylviculteurs dans leur plantations (comme les contrats en entreprise jointe) serait peut-être une bonne idée pour les propriétaires qui ne voudraient pas passer leur temps dans leurs forêts.

Pour les autres industries forestières, il y a encore beaucoup d'incertitudes, qui ne seront sans doute pas résolues avant que le statut définitif des différentes forêts ne soient connus.

Le SEQFA a donc permis de développer des plantations dans le secteur du bois dur, ce qui aurait dû être fait il y a déjà longtemps. C'est sans doute un des points les plus positifs de cet accord. Ces plantations manquaient en effet énormément dans la région du Sud-Est de Queensland. Il est à espérer que la gestion des forêts natives privées se développera afin de permettre de répondre à la demande en bois de qualité. Ce développement semble être sur une bonne voie.

La mise sous réserves et sans doute bientôt sous parcs nationaux des forêts natives publiques semble également être bénéfique pour la protection de la biodiversité qui représente une valeur inestimable pour la région.

## SOURCE

### Bibliographie

- Abdalah, O. Y. & Jagmohan S. Maini - 1995 - *International dialogue on forests* - Canadian forest service.
- Australia department of prime industry - 1997 - *Plantations for Australia: The vision 2020*, Australia department of prime industry.
- Australian bureau of Rural sciences and Australian Bureau of Agricultural and Resource Economics- Bureau of Rural Sciences - 1999 - *Opportunities for hardwood Plantation Development in South East Queensland* Australian bureau of Rural sciences and Australian Bureau of Agricultural and Resource Economics- Bureau of Rural Sciences.
- Australian Greenhouse Office - 2002 - *National Greenhouse Gas Inventory: Analysis of Trends and Greenhouse Indicators 1990 to 2000* -Australian Greenhouse Office.
- Australian Rainforest Conservation Society, Queensland Conservation council & Wilderness Society - 1998 - *A submission on Towards a South East Queensland Forest Agreement* - Australian Rainforest Conservation Society
- Barbier, E.B., Burgess, J.C., Bishop, J. & Aylward, B. - 1994 - *The Economics of the tropical timber trade* - Earthscan.
- Beattie, A-J. and Australia department of environment - 1995 - *Australia's biodiversity* - Reed books.
- Bennett A.F. - 1993 - *Fauna conservation in box and ironbark forests: a landscape approach*- Victorian Naturalist.
- Breeden, S. - 1992 - *Visions of a rainforest* - Simon and Schuster-Australia.
- Breeden, S. & K. - 1982 - *Tropical Queensland* - Collins.
- Brooker, I. & Kleining, D. - 1996 - *Eucalyptus*, - Reed Book- 1996.
- Bureau of rural Sciences - Queensland Government - 1999 - *An appraisal of methods and data used by QDPI forestry to estimate wood resource yields as apart of the resource assessment of South East Queensland.*- Bureau of rural Sciences
- Burns, K., Walker, D. & Hansar, A. - 1999 - *Forest plantation on cleared agricultural land in Australia*, - Commonwealth of Australia.
- Burns, K., Walker, D. & Hansar, A. - 1999 - *Forest Plantations on Agricultural land in Australia* - Australian bureau of Agricultural and resources Economics.
- Cameron Smith, B. - 1991 - *Australian rainforest* - Royal botanic garden of Sydney.
- Catterall, C.P & Kingstone, M. - 1993 - *Remnant bushland of South East Queensland in the 1990's* - Institute of applied Environmental research.
- Chynea's, D. - 1999 - *Wildlife of Australia* - New Holland publishers-1999.
- Commonwealth Government of Australia - 2002 - *Planted Forestry-information kit*- Commonwealth Government of Australia.
- Commonwealth of Australia - 1992 - *National Forest Policy Statement*- Commonwealth of Australia.
- Commonwealth of Australia – 1995 (A) - *National forest conservation reserves: Commonwealth proposed criteria* - Pamphlet collection.
- Commonwealth of Australia – 1995 (B) - *Regional Forest Agreement: the Commonwealth position*, Commonwealth of Australia.
- Commonwealth of Australia – 1998 (A) - *A framework of Regional level criteria and indicators of sustainable forest management in Australia* - Commonwealth of Australia
- Commonwealth of Australia – 1998 (B) – *State of the Forest report 1998* – Commonwealth of Australia
- Commonwealth of Australia – 1998 (C) - *World heritage Report* - Commonwealth of Australia.
- Commonwealth of Australia - 2002 - *2002 Revision Plantations for Australia: The 2020 Vision* - Commonwealth of Australia
- Cooke, B.N. - 1992 - *Rainforest*, -Queensland University of Technology.

- Cowlston, S. & Greimel, B. - 1997 - *Identification and Assessment of places of Natural History significance* - Regional forest Assessment, Department of Natural resources.
- Crisp, R. & Talbot, L. - 1999 - *Indigenous social profile report for South East Queensland RFA*, - FAIRA Aboriginal Association.
- CSIRO Research - 1986 - *Forests and their products* - CSIRO.
- Dargavel, J. - 1997 - *Forest Age and heritage* - Commonwealth of Australia.
- Dargavel, J. & Semple, N. - 1991 - *Australian Forest Plantation* - Centre for Resources and Environment Studies, Australia National University.
- de Silva, J. - 1991 - *Australian industry studies* - Tafe publications.
- Dennis Trewin –2003 - *2003 Yearbook Australia* - Australian Bureau of Statistics- Commonwealth of Australia.
- Department of Environment and Heritage - 1991 - *A Queensland conservation strategy*.
- Department of Natural Resource and Timber Task Force- – Queensland Government - 1998 (A) - *Forest ecosystem mapping and analysis*, Department of Natural Resource and Timber Task Force - Queensland Government and Commonwealth Government..
- Department of Natural Resource and Timber Task Force – Queensland government - 1998 (B)- *Forest grazing*- Department of Natural Resource and Timber Task Force - Queensland Government and Commonwealth Government.
- Department of Natural Resource and Timber Task Force- Queensland Government – 1998 (C) - *Forest recreation*- Department of Natural Resource and Timber Task Force - Queensland Government and Commonwealth Government.
- Department of Natural Resource and Timber Task Force, Queensland Government – 1998 (D) - *Flora collection*, Department of Natural Resource and Timber Task Force - Queensland Government and Commonwealth Government.
- Department of Natural Resource and Forest taskforce- Queensland Government-1998 (E) - *An inventory of private forest of South East Queensland* - Department of natural Resource et Forest taskforce - Queensland Government and Commonwealth Government.
- Department of Natural Resource and Forest taskforce- Queensland Government-1998 (F) - *Apiculture* - Department of Natural Resource et Forest taskforce - Queensland Government and Commonwealth Government.
- Department of Natural Resources - 1998 - *Sustainable for management technical report* - Department of natural Resources.
- Department of Natural Resources - 2001 - *Forest ecosystem research assessment*- Department of Natural Resources.
- Department of Natural Resources - 2001 - *Land cover change in Queensland* - Department of natural Resources.
- Department of Natural Resources, Queensland Government – 1998 (A) - *Old Growth Forest in South East Queensland*- Department of Natural Resources, Queensland Government.
- Department of Natural Resources, Queensland Government – 1998 (B) - *Wilderness and extensive Natural values*- Department of Natural Resources.
- Department of Natural Resources, Queensland Government – 1998 (C) - *Regional Social Profile*- Department of Natural Resources.
- Department of Natural Resources, Queensland Government – 1999 (A) - *Public Forest Resources description and Inventory, part A*- Department of Natural Resources.
- Department of Natural Resources, Queensland Government – 1999 (B) - *Public Forest Resources description and Inventory, part B*- Department of Natural Resources.
- Department of Natural Resources, Queensland Government – 1999 (C) - *Social Assessment report* - Department of Natural Resources.
- Department of Prime Industry – 1994 (A) - *Management plan* - Department of prime Industry.
- Department of Prime industry – 1994 (B) - *Register of Forest estate*- Department of prime industry.
- Department of Prime industry - 1996 - *Fire Manual* - Department of prime industry.

- Department of Prime Industry - 1998 - *Code of practice for native Forest Timber production* - DPI.
- Department of Prime Industry - 1999 - *Wood and Wood Products Industry Background and Situation Analysis* - Department of prime Industry.
- Department of Prime Industry and Energy- Queensland Government - 1998 - *Post impact studies analysis* - Department of Prime Industry and Energy.
- Department of Prime Industry Resource Branch - 1998 - *Enhanced Silvicultural Management of Native Forest*- DPI Resource Branch.
- Department of the Environment, Sport and Territories- Commonwealth of Australia - 1995 - *Native vegetation clearance, habitat loss and biodiversity decline* - Department of the Environment, Sport and Territories- Commonwealth of Australia.
- Dovers, S. - 1999 - *Underlying Causes of Deforestation and Forest Degradation and Policy Implications in Australia* - Centre for Resource and Environmental Studies, The Australian National University.
- Environment Protection Agency - 1996 - *Improving air quality in South East Queensland* - Environment Protection Agency.
- Environment protection Agency- The state of Queensland Environment and Protection Agency - 1999 - *State of the Environment 1999*, Environment protection Agency.
- Environmental Protection Agency-The State of Queensland - 2002 - *Code of practice for native forest timber production* - The State of Queensland.
- Evans, M. & Petter, M. - 2000 - *Natural resources Management Strategy for South East Queensland* - Consultation draft.
- Eyre, J. - 2000 - *Forest condition and habitat assessment in Queensland*, - Department of natural Resources.
- Fergusia, I., Fox, J., Baken, T., Stackpole, D., Wild, I. - 2002 - *Plantation of Australia* - Department of AFFA.
- Florence, RG. - 1996 - *Ecology and silviculture of Eucalyptus forests* - CSIRO.
- Forest resource division, department of Natural Resources, Queensland Government - 1999 - *Assessment of system and processes for ecologically sustainable forest management in South East Queensland* - Forest resource division, department of Natural Resources.
- Forestry technical service - 1997 - *FORTECH, report to the standing Committee on Forestry*- Forestry technical service.
- Francis, W.D. - 1970 - *Australian rain-forest* - Australian Government publishing service- Canberra.
- Georgii, H. - 1989 - *Mechanisms and effects of pollutant transfer into forest* - Kluwer academic publisher.
- Griffiths, T. - 2001 - *Forest of Ash*, - Cambridge University Press.
- Hare, T. - 1994 - *Habitats* - General Editor.
- Healey, K. - 1995 - *The forests of the threes?* - The Spinney Press.
- Hermes, N. - 1990 - *Australia's endangered wildlife*, - National Library of Australia.
- Higman, S., Judd, N., Mayer, J. & Nussbaum, R. - 2000- - *The Sustainable forestry handbook* - Eartscan.
- Hill, R. - 1998 - *Investing in our Natural Heritage* - Environment Australia.
- Holloday, I. & Watton, G. - 1997 - *Eucalyptus* - Lanndowne.
- Ives, J. & Pitt, D.C. - 1988 - *Deforestation: social dynamics in watershed and mountain ecosystem* - Routledge.
- Jack Mitchell, J. - 1993 - *An introduction to the successful growing of rainforest and harvestable timbers* - Maleny, Queensland.
- Joint ANZECC/ MCFFA - 1997 - *National agreed criteria* - Commonwealth of Australia.
- Kelly, S., Chippendale, G.M & Johnston, R.D. - 1983 - *Eucalyptus Vol.1* - Viking O'Neil.
- Kirlpatrick, J., Mc Dougall, K. & Hyde, M. - 1995 - *Australia's most threatened ecosystems*, - Surrey Beatty and Sons.
- Kitching, R.T., Vickerman, G., Laidlaw, M. & Hurley, K. - 2000 - *The comparative assessment of arthropod and three biodiversity in Queensland* - Cooperate research for rainforest ecology and management.
- Kohen, J - 1995 - *Aboriginal Environment Impacts* - UNSW Press.
- Kooyman, R. M. - 1996 - *Growing rainforest, rainforest and regeneration* - Greening Australia.

- Lake, R. & Mc Arthur, A. - 1978 - *Bushfire in Australia* - Department of prime industry- Australia publishing service.
- Lambert, D. - 1998 - *Managing habitat three in Queensland forests* - Department of Natural resources.
- Lambert, J.A., Elix, J.K., Chenowith, A. & Cole, S - 1996 - *Approaches to bioregional planning* - Department of Environment, sport and Territories.
- Lampton, C. - 1988 - *Endangered species* - Franklin Watts.
- Lennon, J. - 1998 - *Protecting cultural heritage values and places in South East Queensland forest* – Queensland Government.
- Mc Farland, D. - 1998 - *Forest vertebrate fauna study*- Department of Environment.
- Meier, L & Figges, P. - 1992 - *Rainforests of Australia* - Ure Smith Press.
- Minister of Forestry and the New-Zeeland farm forestry Association- Ministry of Forestry - 1998 - *Indigenous forestry* - Minister of Forestry and the New-Zeeland farm forestry Association.
- Moreton Bay Waterways and catchment Partnership - 2001 - *State of South East Queensland waterways report 2001* - Moreton Bay Waterways and catchment Partnership.
- Morgan, S. - 1995 - *Ecology and environment* - Andromeda Oxford.
- Moritz, C. & Kikkawa, J. - 1994 - *Conservation biology in Australia and Oceania* - Surrey & Sons.
- Morris, B., Sadler, T. & Harrington, G. N. - 1992 - *Our rainforests and the issues* - CSIRO Australia.
- Muller, M. - 1991 - *Forests fire* - Wiley Nature Edition.
- Myers, I. - 1993 - *Rainforests* - RD Press-NSW.
- Natural Resources- Commonwealth of Australia - 2000 - *Outlook 2000* - Natural Resources- Commonwealth of Australia.
- Newman, A. - 1990 - *Tropical rainforest*, - Eddison Sadd Edition.
- Newman, D. - 1990 - *Australia's rainforests* - Australia wilderness library.
- Nichol, J. - 1990 - *The mighty rain forest* - Child and Associates publishing-NSW.
- Office of industry development- The state of Queensland - 1999 - *Queensland manufacturing: summary statistics*- Office of industry development.
- Oldfield, S. - 2002 - *Rainforest* - New Holland publisher.
- Penny, M. -1998 - *Endangered species* - White Thomson publishing press.
- Playford, J. & Murray, R - 2000 - *Threatened plants* - The centre for conservation biology, Australia.
- Pyers, G., Dahlenburg, J. & Gott, R. -1995 - *Deadly invasions* - Cardigan street.
- Queensland Department of Environment and Heritage- Brisbane Department - 1991 - *Rainforest bird key: South East Queensland* - Queensland Department of Environment and Heritage.
- Queensland Department of Environment and Heritage, Queensland Government and Commonwealth of Australia - 1998 - *Flora data analysis*, Queensland Department of Environment and Heritage.
- Queensland Department of Natural resources - 1999 - *Code of practice in plantation for wood production* - Queensland Department of Natural resources.
- Queensland fire service review-Lyn Staib Australia-1996.
- Queensland forest service- Department of prime Industry - 1991 - *Three care program* - Queensland forest service.
- Queensland Government - 1996 - *Information kit regional forest agreement*- Queensland Government.
- Queensland Government - 1998 - *Apiculture, Department of natural Resource and Timber task Force* - Queensland Government.
- Queensland Government – 1999 (A) - *South East Queensland- Comprehensive Regional Assessment* - Queensland Government.
- Queensland Government – 1999 (B) - *Towards a South-East Queensland Regional Forest Agreement, a direction report* - Queensland Government.
- Queensland Government - 2002 - *Queensland R&D Strategy Issues Paper*- Queensland Government.
- Queensland Government, the state of Queensland, Wildlife service - 2000 - *Master plan for Queensland's park system* Queensland Government.

- Queensland parliament library - 2000 - *Regional forest agreement, research bulletin*- Queensland parliament library.
- Queensland Timber Board- Queensland Government - 1999 - *Forest harvesting, industry code of practice* - Queensland Government.
- Rainforest Conservation Society- Bardon - 1995 - *Rainforests news*, Rainforest Conservation Society- Bardon.
- Rainforest Conservation Society of Queensland- Bardon, Qld - 1982 - *Reserve Queensland Rainforest* - Rainforest Conservation Society of Queensland- Bardon.
- Regional advisory group - 1993 - *Industry, Location and Tourism, A policy Paper of the SEQ2001 Project*- Regional advisory group.
- Report for the Queensland South East Queensland Regional Forest Agreement- Queensland Government - 1999 - *Indigenous cultural heritage management guideline for South East Queensland forests* - Report for the Queensland South East Queensland Regional Forest Agreement.
- Resource Science Centre Indooroopilly Department of Natural Resources - 2000 - *Forest ecosystem research* - Department of Natural Resources.
- Richardson, A. - 1991 - *The rainforests* - Bison books.
- Ritchie, R. - 1989 - *Seeing the rainforests in the 19<sup>th</sup> century Australia* - National Library of Australia.
- Robertand, S., Leigh, C. H. - 1992 - *Vanishing rainforest* - Clarendon press.
- Roberts, B., Attwood, R. & Schulz, M. – 1995 - *Six Queensland fire research workshop*.
- Roberts, B.R. 1986 - *Third Queensland fire research workshop*.
- Ross, Y. - 1999 - *Forest ecosystem research and assets* - Department of natural resources.
- Rowland, M. - 1992 - *Sustainable forest Management* - University of Newcastle, Australia.
- Salon L. Barraclough & Krishna B. Ghimire - 2000 - *Agricultural expansion and tropical deforestation* - Earthscan Publication.
- SEQ Rainforest Conference - 1998 - *Rainforest recovery for the new millennium*, - Sydney WWF for Nature Australia.
- Simon – 2002 – cours de biogéochimie – ULB.
- Stirzaker, R., Vertessy, R. & Sarra, A. - 2002 - *Trees, water en salt* - Join Venture agro forestry-program.
- Terborgh, J. - 1992 - *Diversity and the tropical rain forest* - Scientific American library.
- The department of the Environment and heritage - 2000 - *World heritage Central Eastern rainforest Reserves of Australia* - The department of the Environment and heritage.
- Timber Taskforce, department of State Development - 2000 - *SEQFATI kit* - Timber Taskforce, department of State Development.
- Timber Taskforce – Department of State Development – 2001 – *QFPS* – Department of sate Development.
- United Graziers Association of Queensland - 1993 - *Timber management handbook* - Panorama printing Toowoomba.
- Webster, J. - 1986 - *The complete Australian bushfire book* - Penguin books Australia.
- Whitmore, T.C. & Sayer, J.A. - 1992 - *Tropical deforestation and species extinction* - Chapman and Hall.
- Wolvebank, P. - 1999 - *Forests for the future* - Both Ends.
- Wood, M., Stephens, N., Allison, B., Howell, C. - 2001 - *Plantation of Australia* - AFFA.
- Young - 1988 - *Eucalyptus forest guide* - Pamphlet collection.
- Young, A. - 2000 - *Environmental change in Australia since 1788* - Oxford University Press.

## **Revue**

- Australian Conservation Foundation - août 2000 - *The wonder of woodlands*.
- Brown, A.J. - avril 2001 - *Beyond Public Native Forest Logging: National Forest Policy and regional Forest Agreements after South east Queensland* - Environmental and planning law journal, Vol.18, No2 - pp189-210.
- Department of Prime Industry – 1999 - *Land rental information- Hardwood plantation* - Queensland Government.

- Department of prime Industry – 2001 - *Community, Environment & Sustainable production*.
- Department of prime Industry – 2002 - *Pocket facts*.
- Department of prime Industry – Edition 2003 (A) - *environmental management*.
- Department of prime Industry – 2003 (B) – *SEQ hardwood plantation program, area of interest*.
- Department of prime Industry – 2003 (C) - *Pocket facts*.
- Department of Prime Industry - avril 2000 - *.SEQ Forestry network news*.
- Department of prime Industry - Edition 2000 - *corporate plan 2000-2005*.
- Department of prime Industry - Edition 2002 – *Overview*.
- Department of Prime Industry - mai 2002 - *SEQ Forestry network news*.
- Department of Prime Industry - octobre 2002 - *Queensland Forestry Network News*.
- Department of Prime Industry- Juillet 2002 – *QFRI News*,.
- Department of Prime Industry - mars 1999 - *SEQ Forestry network news*.
- Department of Prime Industry - mars 2001 - *SEQ Forestry network news*.
- Department of Prime Industry-septembre 2000 - *SEQ Forestry network news*.
- Forsyth, J. - octobre 1998 - *Anarchy in the forests: a plethora of Rules, an Absence of Enforceability* - Environmental and planning law journal-Vol.15, No5, pp338-349.
- Keto, A., Scott, K, Young, V. – Juin 1999 - *SEQ Regional Forestry Agreement: does Queensland need one?-* Spinifex- Queensland Conservation Council - pp12-13-
- Land and Water Australia- Edition 23-2003 - *Managing riparian land*.
- McInnes Rod – 2000 - *Forestry politics-Enough is enough* - Queensland Timber Board.
- National Land and Water Resources - Audit-2000.Australian - *Dryland Salinity Assessment 2000*.
- Queensland agricultural journal- Janvier-février 1984.
- Queensland Counservation Council - Juin 2001 - *Habitat Australia- Australian*.
- Queensland Governement - Septembre 2001 - *Queensland Greenhouse Policy Framework*.
- Queensland Natural Resources and Mines – 2002 - *Natural Resources Management 2002*.
- Queensland outdoor federation corporation newsletter - avril 2002.
- Queensland outdoor federation corporation newsletter - octobre 2002.
- Queensland Timber Board – 2002 - *Better fores*.
- The RFA bulletin- Engo network- avril 1998.
- Tribe, J. - Avril 1998 - *The law of the Jungles: Regional forest Agreement* - Environmental and planning law journal-Vol.15, No2-, pp136-146.
- Zethoven, I.- Juin 1999 - *Progress on land clearing discussion amid panic clearing* -. Spinifex- Queensland Counservation Council- -p11.

### **Article de journaux**

- The Courier mail, 21 juillet 1999 - *Chips are down for loggers* – Murray, D. & Greber, J.
- The Courier mail, 21 juillet 1999 – *Greenies take to sea and sky with message* – Ryan, S.
- The Courier Mail 17 septembre 1999 (A) - *Impressive compromise on forests*.
- The Courier Mail 17 septembre 1999 (B) - *Forestry deal promise jobs won't get the chop* – Ryan S & Shelley T.,  
Wood supply cuts may axe mill - Watt A., Consensus a victory for forgotten skill of negotiation - Franklin M.
- The Australian, 17 septembre 1999 - *Forest plan on his own* – Balogh, S.
- Sydney Morning herald, 17 septembre 1999 - *Loggers, greens hail deal on trees* – Roberts, G.
- The Courier Mail 18 septembre 1999 - *Queensland peace in the forest's deal is a national precedent in environmental politics, showing economics and politics can come together*.
- The Australian 18 septembre 1999 - *Wood industry plan slammed* – Ryan, S.
- The Australian, 30 septembre 1999 - *Beattie faces axe on forests* – Robbins, M..
- The Courier Mail, 2 octobre 1999 - *Optimism on forest funding*

- The Australian financial review, 29 décembre 1999 - *Barking up the wrong trees*.
- The Courier Mail, 22 février 2000 - *PM defiant as bush burns* – Franklin, M. & McKenna, M.
- The Australian, 22 février 2000 - *PM vetos land clearing curbs* – Marris, S. & Balogh, S.
- The Courier mail, 24 février 2000 - *Beattie vow to rescue tree pact* – Thomas, S., Sommerfield, J..
- The Courier Mail, 26 février 2000 - *Sensible politics lost in the forest* – Franklin, M.
- The Courier Mail, 16 mars 2000 - *Beattie can't see the forest the trees*
- The Courier Mail, 7 juin 2000 - *Tuckey ringbarks forest talks*

### **Discussion parlementaire**

- 15 avril 1999 - *Regional Forest Agreement*, p1151-1153.
- 14 septembre 1999 - *Regional Forest Agreement*, p3800.
- 15 septembre 1999 - *Notice of Motion*, p3838.
- 16 septembre 1999 - *South East Queensland Regional Forest Agreement*, p3965-3966.
- 17 septembre 1999 - *Regional Forest Agreement*, p4093-4095.
- 26 octobre 1999 - *Papers*, p4267.
- 27 octobre 1999 - *Private member's Statements*, p4370-4371.
- 30 novembre 1999 - *Tree-clearing guidelines*, p5604-5614.
- 10 décembre 1999 - *Regional forest Agreement*, p6294-6295.
- 17 mai 2000 - *Regional Forest Agreement*, p1071-1072.
- 22 juin 2000 - *Nature Conservation and other legislation amendment bill*, p1887-1888.
- 3 octobre 2000 - *South east Queensland Regional Forest Agreement*, p3275-3276.
- 17 octobre 2000 - *Nature Conservation and other Legislation Amendment Bill*, p3691-3695.

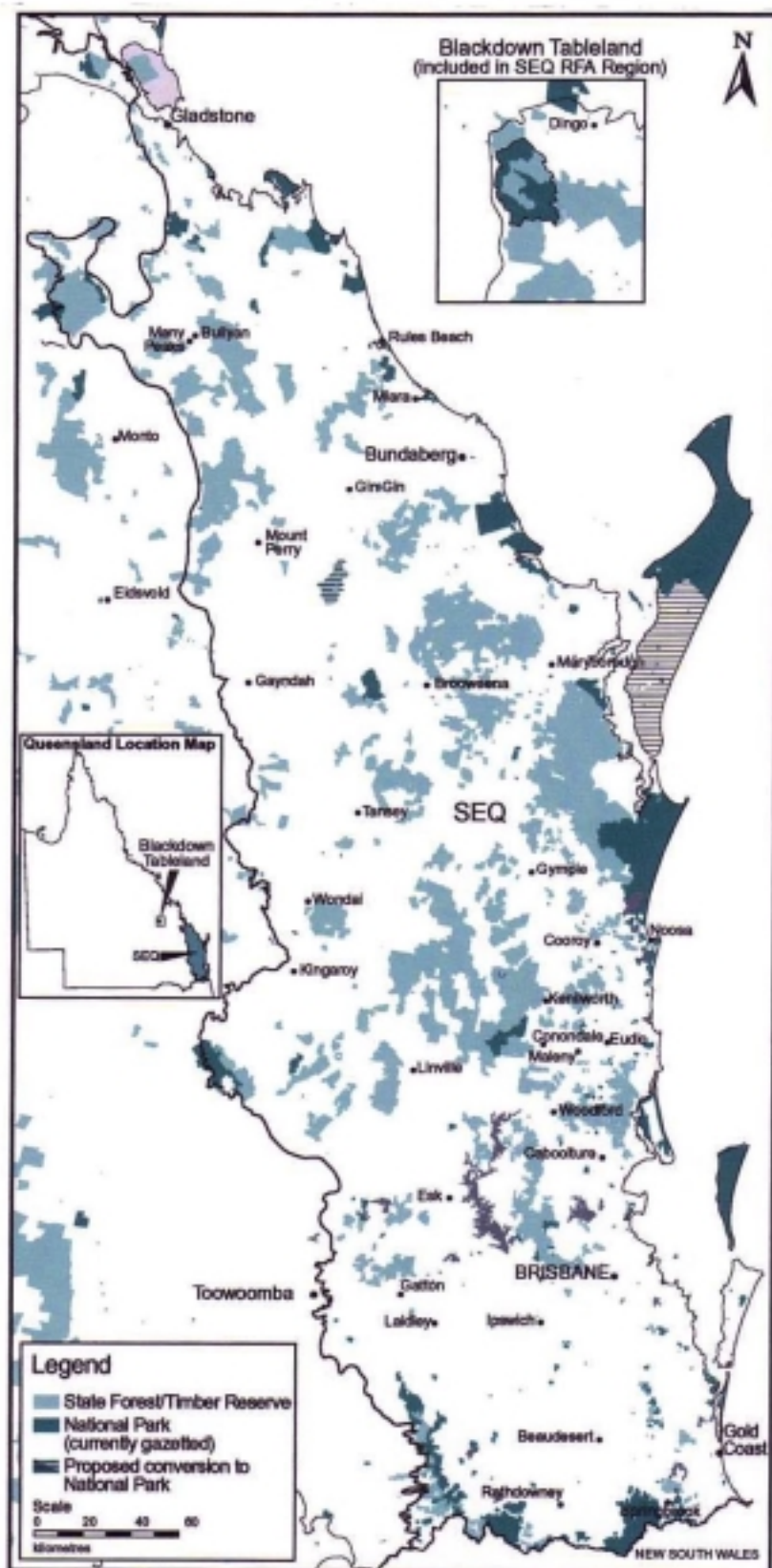
### **Publication ministérielle**

- Beattie, P. - 27 septembre 1999 - *Beattie to hold talks with PM on forest agreement*.
- Palaszczuk, H. - 18 mai 2000 - *Hardwood planting set to double*
- Elder, J. - 1 mars 2000 - *RFA plantations well underway*.
- Elder J. - 19 September 1999 - *Queensland Government rejects Canberra view that "Big is Best" in the Timber Industry*.
- Tuckey, W. - 22 juin 2001.- *Commonwealth funding for South East Queensland native forest hardwood industry*.
- Beattie, P. - 28 mai 2003 - *2 millions to help industry blossom*.

### **Sites internet consultés**

- <http://www.abareconomics.com>, site de l'ABARE, consulté le 20 mai 2003.
- <http://www.bom.gov.au>, site de l'institut météorologique de l'Australie (Commonwealth Bureau of Meteorology), consulté le 26 juin 2003.
- <http://www.dpi.qld.gov.au>, site du Département de l'Industrie Primaire, consulté le 23 avril 2003.
- <http://www.forests.qld.gov.au>, site sur la foresterie dans l'Etat de Queensland, consulté en mars 2003.
- <http://www.greenhouse.gov.au>, site du « Australian Greenhouse Office », consulté le 15 juin 2003.
- <http://www.qldtimber.com>, site du « Queensland Timber board », consulté le 10 avril 2003.
- <http://www.rainforest.org.au>, site du « Australian Rainforest Conservation Society », consulté le 2 juin 2003.

Annexe 1 : Carte du Sud Est de Queensland – (Queensland Government – 1999 (A), p 24-25)



South-East Queensland



## **INTERIM FOREST MANAGEMENT AGREEMENT FOR SOUTH EAST QLD**

### **Preamble**

WHEREAS the Commonwealth of Australia and Queensland wish to protect forest areas which may be required for a national forest reserve system, in keeping with commitments made in the National Forest Policy Statement, pending the negotiation of Regional Forest Agreements, the following is agreed:

### **Interpretation**

1. In this Agreement, unless otherwise specified:  
    "The Governments" means the Commonwealth of Australia and Queensland; and  
    "Agreement Area" means the area of public native forest composed of the South East Queensland region defined in the Queensland Regional Forest Scoping Agreement, which is composed of the South East Queensland bioregion, including the northern extent of the Blackdown tablelands and extending to the Queensland-New South Wales border in the south.
2. The provisions of this Agreement are not intended to give rise to legally enforceable rights or obligations between the Commonwealth and Queensland.
3. Unless otherwise specified this Agreement shall apply only to public native forest within the Agreement Area which are not plantation.
4. This Agreement is subject to the provisions contained in the Regional Forest Scoping Agreement, signed between both Governments on 20 February 1997.

### **Permissible activities**

5. Activities allowable with respect to this Interim Forest Management Agreement are intended not to pre-empt the development of the final CAR reserve system, and to ensure that the parties have available to them the broadest possible range of reserve selection and design options and industry development options for identification through the RFA process.
6. Queensland shall permit commercial timber harvesting operations to take place in the 'Go Zone' and other areas, as set out in Map 1 at Schedule 1 and the tables contained in Schedules 2 and 3, for the duration of this Agreement.
7. The 'Go Zone' Areas have been identified after a full consideration of the May 1997 report prepared by independent scientists on the appropriateness of the Queensland draft Interim Management Arrangements and other detailed information subsequently available.
8. Queensland will not permit commercial timber harvesting operations for sawlogs, pulpwood and or associated roading activities to take place in

any area not defined as a 'Go Zone' Area within the Agreement area other than detailed in Schedules 2 and 3 to this Agreement.

9. Queensland may permit other activities, including quarrying, mining, grazing, beekeeping, infrastructure development, harvesting of non-sawlog and non-pulpwood timber (including residues), and other forest products, and recreational activities in all public areas including the "Go Zone", subject to the normal provisions of any applicable Commonwealth and State legislation, where the permissible harvesting of timber and other forest products in any area not defined as a "Go Zone" Area within the Agreement area does not remove more than 7 trees per hectare (measured over 5 hectares), and these activities do not foreclose options for a Comprehensive, Adequate and Representative Reserve System.

### **Regions**

10. For the purposes of this Agreement, the region is the South East Queensland region as defined in the Queensland Regional Forests Scoping Agreement.

### **Duration**

11. This Agreement commences from the date of signature and remains in force until 30 June 1998 or until signature of a Regional Forest Agreement. This Agreement will require review if an RFA is not signed by 30 June 1998 and may require amendment of the 'Go Zone' by 30 September 1998, in order to ensure resource supply to the timber industry.
12. Where a Regional Forest Agreement applies to a "Go Zone" Area or other area within the Agreement Area, the terms of the Regional Forest Agreement will supersede the provisions of this Agreement in respect of the specified area.
13. Any variation to the Agreement must be agreed in writing by both Governments and added to the Agreement by way of attachment.

### **Exceptional circumstances - review**

14. Either Government may, at any time, request a review of the status of an area covered under the Agreement in the event of
  - (a) major losses resulting from significant bushfire events;
  - (b) extreme climatic conditions;
  - (c) major impacts resulting from either sub-paragraph (a) and (b) above on access to, or harvesting of areas;
  - (d) identification of unforeseen and significant conservation values which this Agreement seeks to protect, and which may be threatened, or a newly identified and significant threat to existing conservation values which have been identified during the comprehensive regional assessment process;
  - (e) unforeseen and significant changes in market conditions requiring major adjustment of the ratio of sawlogs to poles and sleepers and of the species

mix, provided that such changes do not significantly adversely affect the agreed protected values; or

- (f) unforeseen deficiencies in the sawlog volume and species mix estimated to be available in the 'Go-Zone' areas during the period of this Agreement, which are sufficient to threaten the ongoing viability of mills.
- 15. The review process shall be initiated by agreement of both Governments and shall include provision for the public to comment on any significant proposed change to the areas specified in the Agreement. However, Governments may, where circumstances dictate the need for urgent review of areas covered under the Agreement, agree that the review process shall not include an opportunity for public comment and that a decision will be made expeditiously.
- 16. The Governments shall not unreasonably withhold agreement to review or redefine the status of an area or areas covered by the Agreement, noting that any such change must not have a significantly adverse effect on the agreed protected values.

#### **Information and standards of assessment**

- 17. The Governments shall make freely available to each other any information which may have bearing on the conduct of a review.
- 18. During the course of a review, the Commonwealth shall apply to Queensland the same standards with respect to forest management and environmental and other assessments as have been applied to other States.
- 19. In relation to such reviews, the Commonwealth shall allow for differences in the obligations to apply to each State only to the extent necessary to take account of differences in the forest types and in the environmental, economic and social factors in each State and differences in the level, quality and analysis of information about forest regions.

#### **Compliance with the terms of the Agreement**

- 20. The Governments agree to abide by the commitments set out in this Agreement and the Scoping Agreement for Queensland, being an Agreement between the Commonwealth and Queensland which sets out the methodology to be undertaken to reach a Regional Forest Agreement.

[Signed]

**The Honourable Tim Fischer MP**  
**Acting Prime Minister of the Commonwealth of Australia,**  
on the 24<sup>th</sup> day of April 1998  
in the presence of T Ryan

**The Honourable Rob Borbidge MLA**  
**Premier of the State of Queensland,**  
on the 16<sup>th</sup> day of March 1998  
in the presence of S Spence JP

## **SOUTH-EAST QUEENSLAND RFA PROJECTS**

### **Environment and heritage projects**

|           |                                                                                                                                |
|-----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| EH 1.1.1A | Forest Vertebrate Fauna Study Stage 1: Data Audit and Gap Assessment                                                           |
| EH 1.1.1B | Forest Vertebrate Fauna Study Stage 1: Systematic Fauna Survey                                                                 |
| EH 1.1.2A | Forest Vertebrate Fauna Study Stage 2: Analysis and Reserve Option Example                                                     |
| EH 1.1.2B | Forest Vertebrate Fauna Study Stage 2: Assessment of Habitat Quality for Priority Species                                      |
| EH 1.1.3  | Targeted Flora Survey                                                                                                          |
| EH 1.1.4  | Flora Data Analysis                                                                                                            |
| EH 1.1.6  | Genetic Diversity and the Design of a Comprehensive, Adequate and Representative (CAR) Reserve System in South-East Queensland |
| EH 1.2A   | Forest Ecosystem Mapping and Analysis of the South-East Queensland Biogeographic Region: Vegetation Survey and Mapping         |
| EH 1.2B   | Forest Ecosystem Mapping and Analysis of the South-East Queensland Biogeographic Region: Regional Ecosystems                   |
| EH 2.1    | Old Growth Assessment, Mapping and Analysis                                                                                    |
| EH 3.1    | Wilderness Assessment, National Estate Wilderness and Extensive Natural Values                                                 |
| EH 5.1.1  | National Estate: Compilation and Assessment of Places of Geoheritage Significance                                              |
| EH 5.1.2  | National Estate: Assessment of Extensive Natural Values (Refuges and Succession)                                               |
| EH 5.1.3  | National Estate: Flora Species Values                                                                                          |
| EH 5.1.4  | National Estate: Assessment of Flora Community Values                                                                          |
| EH 5.1.5  | National Estate: Fauna Species Values                                                                                          |
| EH 5.1.6  | National Estate: Identification Assessment of Places of Natural History Significance                                           |
| EH 5.2    | South-East Queensland Cultural Heritage Places and Values (non-Indigenous)                                                     |
| EH 6.1    | South-East Queensland Cultural Heritage Places and Values (Indigenous)                                                         |
| EH 7.1    | World Heritage Assessment and Expert Panel                                                                                     |

### **Economic projects**

|         |                                                                                                                   |
|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| SE 2.2  | Mill Survey                                                                                                       |
| SE 2.5  | Wood and Wood Products Industry Background and Situation Analysis                                                 |
| SE 2.6  | Review of Value-adding/Transformation Opportunities for the South-East Queensland Wood and Wood Products Industry |
| SE 4.1B | Economic Valuation of Forest Recreation and Tourism                                                               |

### **Resource/economic and resource projects**

|         |                                                                          |
|---------|--------------------------------------------------------------------------|
| SE 4.1A | Forest Recreation and Tourism Assessment                                 |
| SE 4.2  | Forest Grazing, Apiculture and Other Products Description and Assessment |
| SE 1.1  | Appraisal and Accreditation of Wood Yields Methods and Data              |
| SE 1.2A | Public Forest Resource Description and Inventory                         |
| SE 1.2B | Public Forest Resource Description and Inventory: Other Wood Products    |
| SE 1.3  | Forest Resource Enhancement Opportunities                                |
| SE 1.4  | Private Forest Inventories                                               |
| SE 1.5  | Commercial Plantation Land Capability Analysis of South-East Queensland  |
| SE 3.1  | Assessment of Mineral and Extractive Resource Potential                  |
| SE 4.3  | Water Resources and Management                                           |

### **Social assessment projects**

|          |                                                                                    |
|----------|------------------------------------------------------------------------------------|
| SE 5.1   | Post-impact Studies Analysis                                                       |
| SE 5.2   | Regional Social Profile Analysis                                                   |
| SE 5.3   | Social Case Study Areas                                                            |
| SE 5.4   | Resource, Forest Industry and Employee Catchment Analysis                          |
| SE 5.1.2 | Literature Review of the Impact of Changes in Forest Use on Indigenous Communities |
| SE 5.2.2 | Indigenous Community Issues and Social Profile Case                                |

Annexe 4 : Les écosystèmes régionaux et leur étendue estimée – (Department of Natural Resource and Timber Task Force- – Queensland Government - 1998 (A))

Table 4. Selected regional ecosystems and approximate area statements

|            |                                                                                                                                  |         |         |     |     |
|------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------|-----|-----|
| 12.8.20    | scribbly gum or gum-topped ironbark woodland on Tertiary volcanics                                                               | 8400    | 6600    | 87  | 22  |
| 12.8.24    | spotted gum, narrow-leaved ironbark open forest on Tertiary volcanics                                                            | 5200    | 1000    | 100 | 4   |
| 12.8.25    | white mahogany, grey gum, ironbark open forest on Tertiary volcanics                                                             | 6100    | 3400    | 68  | 8   |
| 12.9/10.1  | lowland tall open forest with pink bloodwood, red mahogany, swamp mahogany, rose gum, turpentine on sedimentary rocks            | 7100    | 2000    | 66  | <1  |
| 12.9/10.2  | spotted gum, narrow-leaved ironbark open forest on sedimentary rocks                                                             | 220 000 | 82 000  | 41  | 1   |
| 12.9/10.3  | gum-topped box open forest on sedimentary rocks                                                                                  | 84 400  | 22 000  | 63  | <1  |
| 12.9/10.4  | mixed coastal open forest with scribbly gum and/or Queensland white stringybark on sedimentary rocks                             | 102 000 | 39 000  | 61  | 9   |
| 12.9/10.5  | mixed open forest with brown bloodwood, spotted gum, stringybark, grey gum, ironbark on quartzose sandstone                      | 48 500  | 28 700  | 21  | <1  |
| 12.9/10.7  | narrow-leaved ironbark woodland on sedimentary rocks                                                                             | 193 000 | 34 000  | 45  | <1  |
| 12.9/10.8  | silver-leaved ironbark woodland on sedimentary rocks                                                                             | 10 500  | 900     | 80  | 0   |
| 12.9/10.9  | mixed coastal open forest of broad-leaved white mahogany, rusty gum, brown bloodwood, Queensland peppermint on sedimentary rocks | 36 600  | 24 700  | 100 | <1  |
| 12.9/10.13 | <i>Eucalyptus corynodes</i> open forest on sedimentary rocks                                                                     | 100     | 100     | 82  | 100 |
| 12.9/10.14 | blackbutt tall forest on sedimentary rocks                                                                                       | 22 900  | 12 800  | 100 | <1  |
| 12.9/10.17 | mixed open forest with grey gum, grey ironbark, white mahogany ± spotted gum on sedimentary rocks                                | 133 000 | 64 400  | 43  | 2   |
| 12.9/10.18 | rusty gum woodland on sedimentary rocks                                                                                          | 9500    | 3800    | 65  | 0   |
| 12.9/10.19 | broad-leaved red ironbark open forest on sedimentary rocks                                                                       | 65 700  | 49 400  | 70  | <1  |
| 12.9/10.20 | New England blackbutt open forest on sedimentary rocks                                                                           | 5700    | 5400    | 100 | 2   |
| 12.9/10.21 | white mahogany open forest on sedimentary rocks                                                                                  | 27 500  | 17 200  | 62  | 0   |
| 12.9/10.23 | Yarraman ironbark open forest on sedimentary rocks                                                                               | 4600    | 4000    | 26  | 29  |
| 12.9/10.24 | <i>Eucalyptus suffragens</i> woodland on sedimentary rocks                                                                       | 3700    | 3700    | 51  | 1   |
| 12.11.2    | Sydney blue gum/flooded gum, tallowwood, brush box tall open forest on metamorphics                                              | 24 500  | 16 700  | 78  | 10  |
| 12.11.3    | mixed tall open forest with grey gum, grey ironbark, white mahogany on metamorphics                                              | 149 000 | 100 000 | 18  | 2   |
| 12.11.5    | mixed tall open forest with spotted gum on metamorphics                                                                          | 194 000 | 80 000  | 55  | <1  |
| 12.11.6    | spotted gum, narrow-leaved ironbark open forest on metamorphics                                                                  | 348 000 | 222 000 | 17  | <1  |
| 12.11.7    | narrow-leaved ironbark woodland on metamorphics                                                                                  | 165 000 | 57 000  | 34  | <1  |
| 12.11.8    | silver-leaved ironbark woodland on metamorphics                                                                                  | 33 000  | 8800    | 26  | 0   |
| 12.11.9    | forest red gum, grey gum, yellow box open forest on metamorphics                                                                 | 5000    | 4000    | 79  | 12  |
| 12.11.14   | Clarkeon's bloodwood, forest red gum woodland on metamorphics                                                                    | 17 000  | 8900    | 52  | 0   |

Table 4. Selected regional ecosystems and approximate area statements

| Regional ecosystem                                                                                                 | Preclearing extent (ha) | Current extent (ha) | Current extent (%) | % Preclearing extent in protected areas |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|---------------------|--------------------|-----------------------------------------|
| 12.2.6 scribbly gum forest on dunes                                                                                | 77 000                  | 75 200              | 97                 | 80                                      |
| 12.2.8 blackbutt forest on dunes                                                                                   | 20 500                  | 19 800              | 96                 | 90                                      |
| 12.3.2 rose gum tall open forest fringing streams                                                                  | 23 500                  | 13 800              | 58                 | 6                                       |
| 12.3.3 forest red gum open forest on alluvial plains                                                               | 694 000                 | 73 000              | 10                 | <1                                      |
| 12.3.9 <i>Eucalyptus nobilis</i> tall open forest fringing streams                                                 | 900                     | 600                 | 72                 | <1                                      |
| 12.3.10 poplar box on alluvial plains                                                                              | 27 200                  | 200                 | <1                 | 0                                       |
| 12.3.11 grey ironbark-forest red gum-pink bloodwood open forest on alluvial plains                                 | 129 100                 | 49 800              | 38                 | <1                                      |
| 12.5.1 mixed forest with spotted gum, grey gum, brown bloodwood on red soil plateaus                               | 36 500                  | 18 000              | 49                 | <1                                      |
| 12.5.2 forest red gum and/or pink bloodwood forest on red soil plateaus                                            | 24 800                  | 7100                | 28                 | 4                                       |
| 12.5.3 scribbly gum and/or Queensland white stringybark on coastal Tertiary surface remnants                       | 51 700                  | 6900                | 13                 | 1                                       |
| 12.5.5 narrow-leaved ironbark woodland on red soil plateaus                                                        | 43 300                  | 6500                | 15                 | 0                                       |
| 12.5.6 grey ironbark, grey gum, tallowwood ± blackbutt tall open forest on red soil plateaus                       | 13 400                  | 3800                | 28                 | 0                                       |
| 12.5.7 spotted gum ± white mahogany, broad-leaved red ironbark open forest on red soil plateau remnants            | 39 100                  | 28 000              | 71                 | <1                                      |
| 12.5.8 Goodwood gum woodland on coastal Tertiary surface remnants                                                  | 16 400                  | 10 100              | 37                 | 9                                       |
| 12.5.11 turpentine on coastal Tertiary surface remnants                                                            | 9900                    | 2100                | 26                 | <1                                      |
| 12.5.12 broad-leaved white mahogany, bloodwood, rusty gum on coastal Tertiary surface remnants                     | 104 000                 | 47 000              | 38                 | 2                                       |
| 12.7.1 gum-topped ironbark and/or brown bloodwood woodland on rocky jump ups                                       | 300                     | 230                 | 59                 | 0                                       |
| 12.7.2 <i>Eucalyptus rhombica</i> , brown bloodwood, <i>E. virens</i> woodland on rocky jump ups                   | 750                     | 750                 | 17                 | 0                                       |
| 12.8.1 New England blackbutt and/or blackbutt tall open forest on Tertiary volcanics                               | 10 500                  | 8600                | 8                  | 36                                      |
| 12.8.2 Blue Mountains ash open forest on Tertiary volcanics                                                        | 370                     | 370                 | 87                 | 100                                     |
| 12.8.8 Sydney blue gum or flooded gum tall open forest on Tertiary volcanics                                       | 14 900                  | 6400                | 100                | 5                                       |
| 12.8.10 silvertop stringybark tall open forest on Tertiary volcanics                                               | 700                     | 500                 | 56                 | 3                                       |
| 12.8.11 Dunn's white gum tall open forest on Tertiary volcanics                                                    | 300                     | 200                 | 48                 | 46                                      |
| 12.8.12 messmate stringybark open forest on Tertiary volcanics                                                     | 200                     | 200                 | 40                 | 100                                     |
| 12.8.14 mixed open forest with thin leaved stringybark, forest red gum, yellow box, grey gum on Tertiary volcanics | 48 500                  | 39 900              | 75                 | 25                                      |
| 12.8.16 narrow-leaved ironbark woodland on Tertiary volcanics                                                      | 130 000                 | 35 000              | 94                 | 5                                       |
| 12.8.17 silver-leaved ironbark woodland on Tertiary volcanics                                                      | 46 000                  | 24 000              | 82                 | 4                                       |

Table 4. Selected regional ecosystems and approximate area statements

|          |                                                                                                                     |         |         |     |    |
|----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------|-----|----|
| 12.11.15 | woodland on serpentine                                                                                              | 16 500  | 10 500  | 63  | 0  |
| 12.11.16 | mixed tall open forest with Gympie messmate on metamorphics                                                         | 16 600  | 4800    | 29  | 0  |
| 12.11.17 | white mahogany tall open forest on metamorphics                                                                     | 56 500  | 41 500  | 73  | <1 |
| 12.11.18 | gum-topped box open forest on metamorphics                                                                          | 53 300  | 21 200  | 39  | <1 |
| 12.11.19 | broad-leaved red ironbark open forest on metamorphics                                                               | 17 300  | 10 600  | 61  | 0  |
| 12.12.2  | blackbutt tall open forest on older volcanics                                                                       | 32 200  | 21 200  | 65  | 3  |
| 12.12.3  | mixed tall open forest with spotted gum, grey gum, grey ironbark, white mahogany on older volcanics                 | 91 000  | 61 800  | 67  | <1 |
| 12.12.4  | mixed tall open forest with red mahogany, white mahogany, <i>Eucalyptus decolor</i> , turpentine on older volcanics | 18 200  | 17 400  | 95  | 6  |
| 12.12.5  | spotted gum, narrow-leaved ironbark open forest on older volcanics                                                  | 296 000 | 152 000 | 51  | <1 |
| 12.12.6  | Queensland ash open forest on older volcanics                                                                       | 1200    | 1000    | 83  | 28 |
| 12.12.7  | narrow-leaved ironbark woodland on older volcanics                                                                  | 275 000 | 72 000  | 26  | 1  |
| 12.12.8  | silver-leaved ironbark woodland on older volcanics                                                                  | 117 000 | 29 800  | 23  | <1 |
| 12.12.9  | brown bloodwood gum-topped ironbark, Queensland peppermint woodland on older volcanics                              | 14 200  | 12 700  | 89  | 20 |
| 12.12.11 | white mahogany open forest on older volcanics                                                                       | 99 000  | 86 000  | 86  | 6  |
| 12.12.12 | forest red gum, ironbark, swamp mahogany open forest on granite basins                                              | 39 400  | 11 100  | 28  | 3  |
| 12.12.14 | scribbly gum woodland on older volcanics                                                                            | 6100    | 2800    | 42  | <1 |
| 12.12.15 | mixed tall open forest with pink bloodwood, tallowwood, grey ironbark, grey gum on older volcanics                  | 48 700  | 35 800  | 73  | 1  |
| 12.12.20 | Sydney blue gum tall open forest on older volcanics                                                                 | 5800    | 5800    | 100 | 1  |
| 12.12.21 | narrow-leaved ironbark, Clarkson's bloodwood, Queensland peppermint, paperbark woodland on coastal older volcanics  | 8200    | 8000    | 96  | 18 |
| 12.12.22 | Clarkson's bloodwood, forest red gum woodland on older volcanics                                                    | 17 800  | 7900    | 44  | 0  |
| 12.12.23 | forest red gum, pink bloodwood woodland on granite ranges                                                           | 89 000  | 28 000  | 31  | <1 |
| 12.12.24 | rusty gum woodland on older volcanics                                                                               | 9900    | 8200    | 83  | <1 |
| 12.12.25 | broad-leaved ironbark woodland on older volcanics                                                                   | 10 500  | 9000    | 85  | <1 |
| 12.12.27 | brown bloodwood woodland on older volcanics                                                                         | 8200    | 900     | 98  | 0  |
| 12.12.28 | gum-topped box woodland on older volcanics                                                                          | 19 500  | 19 200  | 33  | 22 |

Annexe 5 : carte présentant les différents scénarios de A à G – (Queensland Government – 1999  
(B))

Annexe 6 : Points critiques du NFPS sur lesquels les gouvernements ne purent se mettre d'accord – (Commonwealth of Australia – 1992, p 12 et p 24-

**Ecologically sustainable forest management and codes of practice**

Ecologically sustainable forest management will be given effect through the continued development of integrated planning processes, through codes of practice and environmental prescriptions, and through management plans that, among other things, incorporate sustainable-yield harvesting practices. The management plans will provide a set of operational requirements for wood harvesting and other commercial and non-commercial uses of forest areas, including conservation reserves and leased Crown land.

- The Commonwealth-State regional agreement resulting from the assessment will also cover guidelines for all aspects of ecologically sustainable management of the forests in question, taking into account the existing regulatory framework in the States and building on forest management strategies and practices. In this respect, the guidelines will cover, for example, management for sustainable yield, the application and reporting of codes of practice, and the protection of rare and endangered species and national estate values. They may also specify the levels and types of disturbance that are acceptable for a particular forest so as not to adversely affect national estate and other conservation values of that forest.

# Forestry deal promises jobs won't get the chop

Siobhain Ryan  
and Shelley Thomas

INDUSTRY and conservation groups have described the State Government's forestry deal as "an historic peace agreement" for south-east Queensland forests.

The conservation movement said the outcome was a win for both sides, while the industry said it was "the best alternative for securing its future."

At a joint press conference, the Queensland Timber Board and the Australian Rainforest Conservation Society signed and supported a 25-year industry transition into hardwood plantations.

ABC's president Dr Ada Kela said any job losses at Coovoy would be offset by a growth in plantation, timber processing and other employment in the district.

"Without this agreement, there would have been a 50 percent reduction in the wood resource without a single hectare going into the reserve system," she said.

QTS chairman John McNamara said the deal had the sector's "unanimous support".

While a few sawmills "did lose", most were guaranteed wood supplies for the first time in the industry's history, he said.

But the decision got a mixed reaction among communities and companies affected.

"We're still cautious about it," said Selena Walters, coordinator of the timber town lobby group, the Forest Protection Society. "We'd like to have a really good look at it."

Coovoy businessman and Kooza Shire councillor Ray Kelly said the town had been sold out by both the Government and Boral Timber.

"These people have been in the timber industry most of their working life and they can't be retained - they don't want to be retained. It's their life," he said.

But Boral Timber's general manager, Keith Mitchell, said the company was prepared to invest \$11 million in its Queensland operations if the Government agreed to retain logging in native forests.

Indigenous groups also spoke out, warning the Government that its decision could not be



CHIPPER ... David Downing is a mill worker in Gympie, which will not be affected by job cuts.

Picture: Graeme Parkes

considered final until it was accepted by the forests' traditional owners.

Kathy Kingsford, executive director of the Queensland Outdoor Recreation Foundation, said recreation groups want to retain suitable access to the south-east's forests, regardless of future changes as a result of the Government's announcement.

"We're pleased to see that there's some area available for recreation but we will need to be part of the consultation process down the track to ensure the requirements of those areas is addressed," Mr Kingsford said.

Australian Workers Union state secretary Bill Ludwig yesterday described the long-awaited regional forestry agreement as a reasonable compromise, bypassing the destruction of hundreds of jobs.

## Wood supply cuts may axe mill

Amanda Watt

A SMALL hardwood mill at Dagon, south-west of Gympie, faces possible closure as a result of Boral's decision to sell its hardwood plantations to the State Government.

Workers at Mary Valley Timbers said they were the "largest casualties" of the agreement and faced possible unemployment within 12 months.

The company, with 12 employees, does not have a wood supply agreement but rather has a Crown licence to collect salvage timber from Boral's operations, which constitutes 60 percent of their business.

Part-owner of the mill Wayne Morris said Boral's decision was "pretty well unexpected" and unless he could get a forestry allocation from somewhere else, he would have to consider staff reductions or a total business shutdown.

"We feel we've been sold out - (Boral) have obviously got to be compensated but that doesn't help us - that is not going to be passed on to us, so we get nothing," Mr Morris said.

He said shutting the mill would have huge ramifications for the town, with shops and mechanical businesses that service mill equipment suffering.

By contrast, employees at Gympie's Robertson Bros saw-

mill, were extremely happy with the details of the Regional Forestry Agreement.

Mill manager Graeme Robertson said the mill had not lost any forestry allocation and would be able to plan ahead.

"We'll be able to go forward now that we have some certainty, which we haven't had for the last 10 years. At least now we've got resource for a period of time," he said.

MR employee David Downing, 23, said the RPA venture was "disappointing".

"We didn't expect it to go as well as this, we expected it to go the way it did for the other states - against us - not for us," Mr Downing said.

## Consensus a victory for forgotten skill of negotiation

SOMETIMES in politics people forget that you can achieve great outcomes without leaving blood on the floor.

Yesterday's new agreement on protecting Crown native forests was, as Premier Peter Beattie said, a victory for consensus.

It was Beattie-politics at its best - solution through



Matthew Franklin  
comment

consultation, get conflict or arguments.

Beattie sat down at the negotiating table with a disparate group of timber

workers, millers, graziers and others whose were polar apart.

He and his deputy, Tim Elder, asked for and obtained goodwill from each of the participants and, after an arduous negotiating process, left the table with a well-crafted agreement that protects forests in the long term without

destroying jobs in the short term.

As long as the deal sticks, it is a gold cup for Beattie's political trophy case.

His victory will be absolute if he can sell the plan in the regions and attract extra implementation funding from the Federal Government.

Just as importantly, it

marks a major step in the political maturation of Elder, whose ambitions for future leadership are often placed in doubt by his reputation as a head-kicker within the Australian Workers Union faction, where most negotiating rooms run knee-deep in political gore.

Some critics argue that Elder's AWU heritage

would prevent him providing non-partisan leadership in federal terms.

Elder is not yet seen as Beattie's natural successor.

But the negotiating skills he has honed with Beattie through this timber debate have helped his case and should give his critics and his rivals political food for thought.

## SOUTH EAST QUEENSLAND FORESTS STAKEHOLDER/GOVERNMENT AGREEMENT

Agreement between the Australian Rainforest Conservation Society, the Queensland Conservation Council, The Wilderness Society, the Queensland Timber Board and the Queensland Government (the parties) on the South East Queensland Forest Agreement (SEQFA).

1. Objective
  - 1.1 A world class conservation reserve system
  - 1.2 Ecologically sustainable management of forests;
  - 1.3 A competitive and efficient timber industry; and
  - 1.4 Enhanced economic development and employment prospects for rural communities
2. The Agreement
  - 2.1 The parties agree that:
  - 2.2 The Queensland Government will immediately implement a strategy to develop substantial native hardwood plantations which will enable the industry to transition to a plantation based resource at 2025 or sooner where practicable
  - 2.3 To facilitate industry transition, incentives will be available from government to move over the 25 year period into value-added hardwood products, hardwood plantation timbers and private native hardwood resource including farm forestry
  - 2.4 There will be an immediate addition to the conservation reserve system of an estimated 425,000 ha (as defined in Attachment 1) to be completed by 31 December 1999 if possible
  - 2.5 There will be no clearfelling
  - 2.6 There will be no export wood chip industry based on native forests
  - 2.7 There will be no harvesting of non-sawlog material and residues other than for products currently produced
  - 2.8 Logging of native forests on State forests and timber reserves will cease at the end of the year 2024 by the latest
  - 2.9 Supply level of 82,981m<sup>3</sup> for the first year then 54,619m<sup>3</sup> for 9 years and 49,119m<sup>3</sup> for the next 15 years will be provided to industry, subject to 2.14, 2.15 and 2.16 (see Attachment 2)

- 2.10 Current crown allocation volumes will be provided to the end of the year 2024 to the mills listed in the attached allocation zones (Attachment 3)
- 2.11 Allocation zones will be utilised flexibly to provide the timber supply at approved volumes for the 25 year period
- 2.12 The current crown allocation to the mill at Dingo will be provided for a ten year period
- 2.13 To provide timber supply to industry at the agreed volume for the 25 year period logging will continue on State forests and timber reserves and leasehold lands not included in the 425,000 ha reserve

This balance of the area of crown hardwood forest may be logged once in general accordance with the schedule attached (Attachment 4). This schedule has been developed to ensure that the government is able to deliver its commitments to the timber industry as outlined in 2.8, 2.9, 2.12 and 2.14 while avoiding logging on the areas of highest conservation value unless it is unavoidable to do so. The total area available for logging will be subject to two separate harvesting regimes (Part A and Part B) listed in the schedule. Where any logging occurs within Part A (an area of approximately 80,000ha) it will occur under current harvesting rules. Where logging occurs within Part B it will occur under modified harvesting rules. These modified rules, after making allowance for the DNR Code of Practice (including habitat tree retention) will involve a harvest of all the trees of commercial species that are 40cm or greater at breast height (DBH) and that meet compulsory sawlog standards, known as 40cm+ diameter limit cut

It is understood that the harvesting schedule has been developed based on SKED modelling and will be subject to further refinement through operational planning

- 2.14 Wood supply agreements with industry will be for 25 years and be compensatable and tradeable
- 2.15 In the interests of either transferring additional areas in Part A to the reserve system or reducing the impacts of harvesting in the productive forest area the Queensland Government has a first right of refusal in terms of any mill seeking to sell their wood supply allocation or their business. The Queensland Government in purchasing a wood supply allocation or business will have regard to the social and economic implications arising from any such purchase
- 2.16 Where the Queensland Government chooses to purchase a wood supply allocation it will consider on a case by case basis, in consultation with stakeholders, reducing the impacts of harvesting in the productive forest area or transferring additional areas included in Part A to the reserve system
- 2.17 The Queensland Government will maintain an adequate planning and monitoring program to avoid or mitigate significant environmental impacts
- 2.18 The Queensland Government will institute a forest rehabilitation program
- 2.19 There will be regular, periodic pricing reviews; prices will be market-based

- 2.20 The Queensland Government will facilitate and provide incentives for ecologically sustainable management of forests and timber resources on private land
- 2.21 There will be a program of regional development to diversify the economic bases of regional communities
- 2.22 New institutional arrangements will be established to achieve the outcomes set by this Agreement
- 2.23 Other products currently allocated from crown resource will continue to be available consistent with current standards with the Government committing to address substitute resource from plantations as soon as practicable
- 2.24 Old growth and wilderness identified by CRA projects (and the attached maps) will not be logged.

*This Agreement is subject to completion of certain commercial arrangements between the Queensland Government and elements of the Queensland hardwood timber industry, on terms satisfactory to the Government.*



Hon Peter Beattie MLA  
Premier

Dr Aila Keto  
Australian Rainforest  
Conservation Society

John McNamara  
Chairman  
Queensland Timber Board



Dr Keith Scott  
Queensland Conservation  
Council



Virginia Young  
The Wilderness Society

## SEQFA EXPLANATORY NOTES

- 2.18 This forest rehabilitation program will be limited in its extent across the productive forest area and will be developed as is appropriate following an assessment of impacts from logging by the proposed new forest industries management.
- 2.24 This is agreed on the understanding that loggable volume of old growth and wilderness in the productive forest area amounts to no more than 40,000m<sup>3</sup> over the 25 year period. Over the next two weeks, identified areas of old growth and wilderness within the productive forest area will be located on management maps and the wood volumes available from these areas estimated. The areas will be removed from the logging schedule to a limit of 40,000m<sup>3</sup> over the 25 year period, provided that alternative volumes can be made available to meet supply commitments to industry from any of the following sources:
- 45,000m<sup>3</sup> from Finlayson's former allocation
  - additional volumes from State Forest 12 (Murgon-Wondai Zone)
  - 23,000m<sup>3</sup> from existing hardwood plantations

It is also understood that in accepting this principle the Queensland Government's commitments to supply merchantable timber to the timber industry under this Agreement can be effectively discharged.

## Expression of interest

### DPI Forestry Hardwood Plantations

### Land rental program



#### Your details:

|                   |  |
|-------------------|--|
| Name:             |  |
| Company Name:     |  |
| Property Name:    |  |
| Postal Address:   |  |
| Property Address: |  |
| Telephone:        |  |
| Facsimile:        |  |
| Email:            |  |

#### Property details

|                       |  |
|-----------------------|--|
| Lot:                  |  |
| Plan:                 |  |
| Local Authority Area: |  |

#### Site details

|                                              |  |
|----------------------------------------------|--|
| Estimated Area Available (hectares):         |  |
| Average Annual Rainfall (mm):                |  |
| Historic use of land proposed to be planted: |  |

Please attach a map/sketch of the property and the location of the proposed plantation area

Is there anything else you would like to tell us about this proposal?

Annexe 10 : Les espèces appropriées pour les plantations dans le Sud Est de Queensland  
(Department of Prime Industry - avril 2000)

## Species for consideration for farm forestry in SE Queensland

| SCIENTIFIC NAME                               | COMMON NAME                | COMMON NAME                | SCIENTIFIC NAME                               |
|-----------------------------------------------|----------------------------|----------------------------|-----------------------------------------------|
| <i>Acacia melanoxylon</i>                     | Blackwood                  | American mahogany          | <i>Scaevola macrophylla</i>                   |
| <i>Agathis robusta</i>                        | Kauri pine                 | Black bean                 | <i>Castanospermum australe</i>                |
| <i>Alphitonia excelsa</i>                     | Red ash                    | Blackbutt                  | <i>Eucalyptus pilularis</i>                   |
| <i>Anacardium occidentale</i>                 | Bunya pine                 | Blackwood                  | <i>Acacia melanoxylon</i>                     |
| <i>Anacardium corymbosum</i>                  | Hoop pine                  | Broad-leaved tea-tree      | <i>Metaleuca quinqueremata</i>                |
| <i>Castanospermum australe</i>                | Black bean                 | Brush box                  | <i>Lophospermum confertus</i>                 |
| <i>Casuarina cunninghamiana</i>               | River sheoak               | Bunya pine                 | <i>Arucaria albertii</i>                      |
| <i>Cedrela odorata</i>                        | Mexican cedar              | Caribbean pine             | <i>Pinus caribaea</i> var. <i>hondurensis</i> |
| <i>Elaeocarpus grandis</i>                    | Silver quandong            | Crow's ash                 | <i>Pinus radiata</i>                          |
| <i>Eucalyptus acuminata</i>                   | White mahogany             | Deep yellowwood            | <i>Rhododaphne rhodanthema</i>                |
| <i>Eucalyptus cloeziana</i>                   | Gympie messmate            | Forest red gum / Blue gum  | <i>Eucalyptus tereticornis</i>                |
| <i>Eucalyptus crebra</i>                      | Narrow-leaved red ironbark | Grey gum                   | <i>Eucalyptus propinqua</i>                   |
| <i>Eucalyptus drepanophylla</i>               | Grey ironbark              | Grey gum                   | <i>Eucalyptus punctata</i>                    |
| <i>Eucalyptus eugenioides</i>                 | White stringybark          | Grey ironbark              | <i>Eucalyptus drepanophylla</i>               |
| <i>Eucalyptus grandis</i>                     | Rose gum                   | Gympie messmate            | <i>Eucalyptus crebra</i>                      |
| <i>Eucalyptus intermedius</i>                 | Red bloodwood              | Hoop pine                  | <i>Anacardium corymbosum</i>                  |
| <i>Eucalyptus maculata</i>                    | Spotted gum                | Kauri pine                 | <i>Agathis robusta</i>                        |
| <i>Eucalyptus melliodora</i>                  | Yellow box                 | Loblolly pine              | <i>Pinus taeda</i>                            |
| <i>Eucalyptus microcarpa</i>                  | Tallowwood                 | Mexican cedar              | <i>Cedrela odorata</i>                        |
| <i>Eucalyptus pilularis</i>                   | Blackbutt                  | Narrow-leaved red ironbark | <i>Eucalyptus crebra</i>                      |
| <i>Eucalyptus propinqua</i>                   | Grey gum                   | Queensland maple           | <i>Pinus radiata</i>                          |
| <i>Eucalyptus punctata</i>                    | Grey gum                   | Radiata pine               | <i>Alphitonia excelsa</i>                     |
| <i>Eucalyptus resinifera</i>                  | Red mahogany               | Red ash                    | <i>Eucalyptus intermedius</i>                 |
| <i>Eucalyptus robusta</i>                     | Swamp mahogany             | Red bloodwood              | <i>Pinus australis</i>                        |
| <i>Eucalyptus saligna</i>                     | Sydney blue gum            | Red cedar                  | <i>Eucalyptus resinifera</i>                  |
| <i>Eucalyptus tereticornis</i>                | Forest red gum / Blue gum  | Red mahogany               | <i>Casuarina cunninghamiana</i>               |
| <i>Flindersia australis</i>                   | Crow's ash                 | River sheoak               | <i>Eucalyptus grandis</i>                     |
| <i>Flindersia brayleyana</i>                  | Queensland maple           | Rose gum                   | <i>Grevillea robusta</i>                      |
| <i>Flindersia xanthophylla</i>                | Yellow wood                | Silky oak                  | <i>Elaeocarpus grandis</i>                    |
| <i>Gmelina leichhardtii</i>                   | White beech                | Slash pine                 | <i>Pinus eliotii</i> var. <i>eliotii</i>      |
| <i>Grevillea robusta</i>                      | Silky oak                  | Spotted gum                | <i>Eucalyptus maculata</i>                    |
| <i>Lophospermum confertus</i>                 | Brush box                  | Swamp mahogany             | <i>Eucalyptus robusta</i>                     |
| <i>Metaleuca quinqueremata</i>                | Broad-leaved tea-tree      | Sydney blue gum            | <i>Eucalyptus saligna</i>                     |
| <i>Melia azadirachta</i>                      | White cedar                | Tallowwood                 | <i>Eucalyptus microcarpa</i>                  |
| <i>Pinus caribaea</i> var. <i>hondurensis</i> | Caribbean pine             | Teak                       | <i>Tectona grandis</i>                        |
| <i>Pinus eliotii</i> var. <i>eliotii</i>      | Slash pine                 | Turpentine                 | <i>Syncaesia glauca</i>                       |
| <i>Pinus radiata</i>                          | Radiata pine               | White beech                | <i>Gmelina leichhardtii</i>                   |
| <i>Pinus taeda</i>                            | Loblolly pine              | White cedar                | <i>Melia azadirachta</i>                      |
| <i>Rhododaphne rhodanthema</i>                | Deep yellowwood            | White mahogany             | <i>Eucalyptus acuminata</i>                   |
| <i>Swietenia macrophylla</i>                  | American mahogany          | White stringybark          | <i>Eucalyptus eugenioides</i>                 |
| <i>Syncaesia glauca</i>                       | Turpentine                 | Yellow box                 | <i>Eucalyptus melliodora</i>                  |
| <i>Tectona grandis</i>                        | Teak                       | Yellow wood                | <i>Flindersia xanthophylla</i>                |
| <i>Toona australis</i>                        | Red cedar                  |                            |                                               |